

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

De l'Évolution de la Répression des Fraudes dans l'Empire chérifien

Les origines — La période intermédiaire
L'époque actuelle

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 1^{er} juin 1940, à 2 heures

PAR

Roger DUROUDIER

Licencié ès Sciences

Ingénieur Chimiste I. C. N.

Chef de travaux au Laboratoire Officiel de Chimie Agricole et Industrielle
du Protectorat de la République française au Maroc

Président : M. ROLLAND, Professeur

Suffragants { *M. HUGUENEY, Professeur*
 { *M. ESMEIN, Professeur*

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1940

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

De l'Évolution de la Répression des Fraudes dans l'Empire chérifien

Les origines — La période intermédiaire
L'époque actuelle

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 1^{er} juin 1940, à 2 heures

PAR

Roger DUROUDIER

Licencié ès Sciences

Ingénieur Chimiste I. C. N.

Chef de travaux au Laboratoire Officiel de Chimie Agricole et Industrielle
du Protectorat de la République française au Maroc

Président : M. ROLLAND, Professeur

Suffragants { *M. HUGUENEY, Professeur*
M. ESMEIN, Professeur

PARIS

JOUBE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1940

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les Thèses;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*



INTRODUCTION

C'est le propre du génie colonial français — nous le disons avec quelque orgueil — de savoir étudier, comprendre, réaliser, amender sans jamais heurter volontairement les traditions autochtones. Il y a chez nous comme une religion des choses du passé. Ainsi, à chaque terre de notre Empire, s'attache le souvenir impérissable de quelque grand colonial qui, représentant d'une tradition glorieuse, sut conquérir les cœurs avec le territoire.

La grande figure de LYAUTEY domine au Maroc toute l'organisation actuelle. Par son sens avisé des valeurs il sut choisir ses collaborateurs. Personnellement il orienta leur œuvre, se révélant toujours le Chef incontesté qui s'affirme par les décisions rapides et opportunes. Il lui revient en grande partie le mérite d'avoir su inspirer les grands Dahirs organiques qui constituent pour notre Protectorat un monument juridique que peuvent aujourd'hui lui envier bien des pays évolués.

Le D. organique relatif à la répression des fraudes dans l'Empire chérifien est parmi ceux-là.

* * *

Mais le fait social est complexe aux colonies. Très fortement le préjugé survit aux lois. Des erreurs sont inévitables. Il faut corriger, redresser, innover et surtout adapter. Et c'est souvent besogne difficile. Cet ensemble de préoccupations déborde facilement, on le voit, le cadre rigide de l'interprétation exégétique des textes législatifs et réglementaires. Plus qu'en France peut-être, la répression des fraudes dans l'Empire engendre des incidences politiques et sociales dont la portée mérite de retenir l'attention.

C'est dire qu'il nous est apparu intéressant d'étudier cette évolution dans le temps et d'en dégager les grandes lignes. Nous avons voulu, en quelque sorte, faire le point.

* * *

Depuis quinze ans chef de travaux au Laboratoire officiel du protectorat, nous avons, dans le modeste domaine de notre compétence,

un peu vécu cette œuvre. Nous en avons souvent compris la difficulté. Et c'est pourquoi il nous a plu, au cours de cette étude, de rendre un hommage combien mérité à tous ces premiers collaborateurs du Maréchal qui eurent la tâche ingrate et souvent malaisée de l'organisation première : MM. les Chefs de la Cour d'appel et particulièrement M. le Procureur général LANDRY, dont la sévérité, qui put paraître excessive à l'époque, était pourtant combien nécessaire ; M. MALET, Chef des Services de l'Agriculture et ses collaborateurs qui durent mettre au point les premiers textes ; M. GAUVRY, premier Directeur du Laboratoire officiel, qui fut à l'origine la cheville ouvrière de cette organisation.

Après une période d'inertie bien regrettable, due sans doute aux remous politiques de la métropole, la législation des fraudes a été récemment animée d'un esprit nouveau. Par un heureux retour des choses, le Résident général actuel, M. le Général NOGUÈS, ancien collaborateur du Maréchal, a repris personnellement une politique avisée de réorganisation corporative qu'eût tant aimé réaliser LYAUTÉY, si le destin ne lui avait été contraire. A cette orientation nouvelle de l'activité commerciale du Maroc, M. MORIZE, Ministre plénipotentiaire délégué à la Résidence générale, son adjoint M. le Directeur DURAND, apportent le bénéfice de leur précieuse collaboration.

Et c'est ainsi que, grâce aux très judicieuses et opportunes remarques de la Direction des Affaires politiques, de contrôleurs civils expérimentés et instruits des choses d'Islam, tels que M. ORTHLIEB, ancien chef de la région de la Chaouïa (1), la très ancienne charge du mohtasib, cet inspecteur des fraudes d'un temps révolu, vient d'acquiescer un lustre nouveau. C'est là une réforme d'une haute portée sociale qui, habilement conduite, peut avoir les meilleures influences sur les populations indigènes.

* * *

Ces faits essentiels ont conduit notre travail :

1^o Dans une *première partie* nous traitons des origines et de la période intermédiaire.

Nous avons voulu ainsi grouper avec certains points d'histoire indispensables aux développements ultérieurs, tout ce qui précéda la mise en application des textes organiques actuels.

Tout d'abord *les Origines* (chapitre 1^{er}) : il nous est apparu difficile de parler de répression des fraudes commerciales sans présenter ce qui constitua en ce pays de haute antiquité le support de toute activité

(1) Région de Casablanca.

commerciale : l'organisation corporative. C'est la matière de notre *Section I*.

Dans une *Section II* nous assistons à la mise au point d'un système de surveillance particulièrement efficace à l'époque avec la naissance de la Hisba ou police municipale des marchés. La curieuse évolution de la puissance du mohtasib, ce magistrat municipal chef de la Hisba qui va progressivement diminuant dans le temps, retiendra alors notre attention.

Mais le 5 août 1907, après les incidents de Casablanca, la France est obligée d'intervenir au Maroc. Jusqu'à la naissance du D. organique sur les fraudes, il y a là toute une période de flottement que nous étudions sous le titre de *Période intermédiaire*. Un mot suffit à la définir : c'est l'âge d'or de la fraude. C'est l'objet de notre *Deuxième chapitre*.

2^o Dans une deuxième partie nous étudions l'*époque actuelle*, dont le point de départ se rattache au D. organique du 14 octobre 1914 sur les fraudes. Nous nous efforçons de montrer la difficulté du choix des textes de base, choix subordonné à cette idée maîtresse de LYAUTÉY, à savoir que « la diversité des formules politiques imposées par « l'histoire et la nature n'en commande que davantage l'intelligence « des intérêts communs et la recherche constante des mesures les plus « propres à les satisfaire ».

Nous nous attachons avec quelques développements aux très importantes questions de la bonne foi dans le D. organique, de l'organisation du Service de la répression des fraudes et du Laboratoire officiel, de l'expertise contradictoire.

Le D. du 9 novembre 1938, qui vient confirmer la magistrature tombée dans l'oubli du mohtasib, est l'objet d'importants développements et de suggestions nouvelles.

Enfin, nous faisons l'examen critique de l'extension au Maroc de la loi Dessein et des atténuations regrettables qu'elle a apportées à la sévérité de la répression. Ces remarques nous conduisent à proposer une réforme nouvelle tendant à éviter que les délinquants n'échappent trop facilement à la répression.

Pour terminer, nous traitons des mesures complémentaires relatives à la présentation des marchandises au commerce, au développement progressif de la répression des fraudes dans l'armée et à l'aménagement de l'inspection des pharmacies.

3^o Dans une troisième partie relative à la législation spéciale, nous faisons le commentaire de textes importants relatifs aux denrées de première nécessité mentionnées au D. organique (art. 20 à 30).

Les développements relatifs au lait, à la margarine, au vin, pré-

sentent une telle importance qu'il nous eût semblé être incomplets que de n'en point parler. En particulier, l'organisation exemplaire de la répression des fraudes sur les vins au Maroc, à laquelle MM. CHAUVÉAU et VASSEUR, Directeur et Sous-Directeur du Laboratoire officiel ont très activement collaboré, méritait d'être signalée avec quelques détails.

* * *

La bibliographie en notre matière est plutôt restreinte. La jurisprudence n'est point tellement abondante. Dans la mesure du possible nous nous sommes efforcés, dans un but essentiellement pratique, de l'intégrer au maximum dans nos commentaires. Des documents annexes ont été prévus, comportant les textes organiques commentés dans cette étude (D., 14 octobre 1914, 2 janvier 1915, A. V. du 6 décembre 1928).

Notre travail s'arrête à la mobilisation générale de 1939. La guerre que nous subissons une fois encore vient apporter ici une conclusion naturelle mais combien brutale. Et c'est encore la fin d'une époque.

Appelés en France dès les premiers jours de la mobilisation, nous avons pu, malgré les difficultés de l'heure, mettre la dernière main à ce travail.

C'est là le résultat d'un long et patient effort. Nous souhaitons que nos recherches n'aient point été stériles ; nous serions heureux d'avoir fait œuvre utile. Ce serait notre plus belle récompense.

* * *

Nous sommes profondément reconnaissants à M. MORIZE, Délégué à la Résidence générale, qui a bien voulu s'intéresser à notre travail ; à son adjoint, M. le Directeur DURAND, pour les précieux conseils et l'aide éclairée qu'il nous a accordés ; à M. BLANC DU COLLET, Chef du Bureau des Etudes législatives et à son adjoint M. CHARNAUX pour leur aimable obligeance dans la communication des archives que nous dûmes consulter ; à M. le Directeur général des Services économiques, à M. le Directeur du Laboratoire officiel, qui ont largement facilité notre tâche d'information ; à nos collègues du Laboratoire officiel et notamment à MM. VASSEUR, LE TOURNEUR-HUGON, ROHR, TOUBOL, qui ont répondu avec le meilleur esprit de camaraderie à nos diverses enquêtes ; au Service de la répression des fraudes qui nous permit de compléter notre documentation ; enfin, à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Casablanca et à tous les Services publics et privés qui ont toujours facilité nos recherches.

Nous prions M. le Contrôleur civil AHMED, chef adjoint des Services

municipaux de Casablanca, M. le Contrôleur civil MORIS de la Direction des Affaires politiques. Si FILALI, Kkalifat de S. E. le Pacha de Casablanca, Si El MOKRI, Mohtasib de Fez, Si TERRAB, Mohtasib de Meknès, de trouver ici l'expression de notre reconnaissance pour avoir rendu notre enquête en milieu musulman si confiante et si captivante.

Que notre Maître, M. le Professeur ROLLAND, qui nous a guidés dans ce travail, veuille bien agréer l'assurance de nos vifs remerciements et de notre déferente gratitude.

Paris, ce 31 mars 1940.

Roger DUROUDIER.

ABRÉVIATIONS

D.	Dahir.
A. V.....	Arrêté viziriel.
A. E.....	Affaires économiques.
B. O.	Bulletin officiel du protectorat.
T. P.	Travaux publics.
A. C. C.	Agriculture, Commerce et Colonisation.
O. C. E.	Office chérifien de Contrôle et d'Exportation.

BIBLIOGRAPHIE

1° Sources historiques

- BOISSIER (G.). — L'Afrique romaine.
- HOFFHERR (R.). — L'économie marocaine.
- COISSAC DE CHAVREBIÈRE. — Histoire du Maroc.
- LÉVI-PROVENÇAL. — L'Espagne musulmane au x^e siècle.
- Un document sur la vie urbaine et les corps de métiers à Séville au début du xii^e siècle.
- OLIVIER-MARTIN (F.). — Organisation corporative de la France d'ancien régime.
- BRUNO (Henri) et GAUDEFRY-DEMOMBYNES. — Le livre des magistratures d'El Wancherisi.
- ABU-ABD-ALLAH MUHAMMAD-b. ALI MUHAMMAD AS SAKATI DE MALAGA. — Manuel hispanique de Hisba (traité sur la surveillance des corporations et la répression des fraudes en Espagne musulmane).
- DEMOMBYNES. — Les institutions musulmanes.
- MAUNIER (R., Professeur). — Sociologie coloniale.
- PERROTIN (J.). — La question viticole au Maroc (thèse Bordeaux).
- Enquête sur les corporations d'artisans et de commerçants au Maroc.* E. Leroux, éd. Paris.
- RIVIÈRE (P.-L.). — Etudes marocaines (Recueil Sirey. Paris, 1928).
- Journal asiatique.*
- KHALDOUN (Ibn). — Prolégomènes.
- JEAN-LÉON L'AFRICAIN. — Description de l'Afrique.
- Revue et journaux du Maroc.* — Les Annales marocaines politiques et littéraires ; la Vigie marocaine ; le Petit Marocain ; le Petit Casablancais ; l'Economiste marocain ; Bulletin du travail ; Procès-verbaux des Séances de la Chambre de commerce et d'industrie de Casablanca, etc...

2° Sources juridiques.

- BORSSAT (DE). — Législation et jurisprudence sur les fraudes et falsifications, 1923.
- Revue des fraudes.
- Revue des produits purs et d'origine et des fraudes.
- VIRENQUE (L.) et BONN (A.). — Traité pratique des fraudes et falsifications et des appellations d'origine.
- LEMERCIER. — Manuel élémentaire pour la répression des fraudes.
- PILLAUT (J.). — Manuel de droit consulaire.
- Professeur ROLLAND (L.). — Cours de droit administratif (doctorat).
- Professeurs L. ROLLAND et LAMPUÉ. — Précis de Législation coloniale.

Bulletin Officiel du Protectorat.

Archives du Bureau des études législatives.

Archives du Tribunal de première instance de Casablanca.

PENANT. — Recueil de législation et de jurisprudence marocaines.

Gazette des Tribunaux.

Dalloz Hebdomadaire.

Bulletin international de la répression des fraudes.

Annales des falsifications et des fraudes.

Les Lois nouvelles.

Circulaires du Ministre de l'Agriculture aux agents de la répression des fraudes.

Revue « Le Lait ».

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	III
ABRÉVIATIONS.....	VIII
BIBLIOGRAPHIE.....	IX
TABLE DES MATIÈRES	XI

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER. — Les origines.

SECTION I. — *La Hinta : Corps des marchands et communautés d'arts et métiers du Maghreb el Acsa.*

Les Berbères.....	4
Le soukh. Les confréries	5
Origine des corporations du Maghreb el Acsa.....	6
Les caractères propres du groupement corporatif maghrebin.....	10
Le groupement est spécialisé et localisé.....	11
Le groupement est hiérarchisé (apprentis, compagnons, maîtres. Djemaa. Amin).....	13-17
La Cheikhat du Maghzen.....	18
Activité de la corporation (Discipline. Réglementation corporative. Solidarité. Défense des intérêts professionnels. La corporation, organe semi-public).....	19-23
Le contrôle de l'activité corporative.....	23

SECTION II. — *La Hisba ou police municipale. Le Mohtasib.*

Origine coranique de la magistrature du Mohtasib.....	24
Les manuels du parfait Mohtasib	27
Le rôle du Mohtasib.....	28
Les pouvoirs juridictionnels du Mohtasib.....	30
Le Mohtasib perd peu à peu de son influence.....	30
Le Mohtasib lors de l'occupation française.....	33-37
Les pouvoirs de police et les pouvoirs juridictionnels du Mohtasib.....	37-44

CHAPITRE DEUXIÈME. — La période intermédiaire.

L'âge d'or de la fraude.....	45
Les capitulations.....	48
Les tribunaux consulaires.....	49
Essai de réglementation municipale sur les fraudes.....	50
Essai d'organisation d'un Service officiel des prélèvements.....	54

Le D. du 26 mars 1914.....	55
La loi française du 1 ^{er} août 1905 n'était pas applicable au Maroc.....	57
Apparition de sanctions aux arrêtés des caïds et pachas.....	60

DEUXIÈME PARTIE

L'époque actuelle.

(Législation générale).

INTRODUCTION.

Les divers projets de législation sur les fraudes. Le D. organique du 14 octobre 1914.....	65
--	----

CHAPITRE PREMIER.

SECTION I. — 1^o *Les faits punissables ou éléments de l'infraction.*

Fraudes et falsifications. La tromperie et sa tentative. Le contractant. La portée du mot « nature ». La qualité substantielle de la marchandise. Tromperie sur l'espèce ou sur l'origine. Tromperie sur la quantité et sur le nombre. Tromperie sur l'identité. Du délit de fraude sur la quantité.....	65-78
Des falsifications	78-82
Portée du délit de falsification.....	82
Les produits falsificateurs.....	83
Nécessité de l'authenticité du contrôle officiel.....	84
La prohibition de détention illégitime.....	85
Détention de produits alimentaires impropres à la consommation.....	87
Produits conservateurs ; colorants illicites ; édulcorants.....	87
Métaux ou matières dangereuses pour la santé publique ; étamage ; vernis ; soudures.....	88
Généralisation de la responsabilité du co-contractant.....	90
Fruits et légumes frais fermentés ou corrompus ; rapprochement avec la loi française.....	91
Du délit de vente à faux poids et à fausses mesures.....	92

2^o *Des modes de preuves.*

SECTION II. — *De la bonne foi dans le D. du 14 octobre 1914.*

Les travaux préparatoires.....	94
Le caractère d'exclusivité de la bonne foi du D. ne fut pas intentionnel..	98
Interprétation restrictive du D. organique par la Cour Suprême.....	100
La sévérité inattendue du D. organique est une arme aux mains des Parquets.....	101
Une affaire contentieuse va provoquer la révision du D. dans le sens de l'admission de la bonne foi.....	102
Difficulté pour le Ministère public d'établissement de la mauvaise foi des délinquants.....	105

CHAPITRE DEUXIÈME. — La phase administrative des poursuites.

La réforme de 1928. Son esprit.....	109
-------------------------------------	-----

SECTION I. — 1^o Recherche et constatation de fraudes.

Les délits de fraude et de falsification sont des délits de droit commun....	111
La direction technique au Service de la Chimie et de la répression des fraudes était primitivement confiée au directeur du Laboratoire officiel.....	112
Les fonctions d'inspecteurs des fraudes sont à l'origine exercées par les commissaires de police.....	113
L'administration chérifienne a recours aux cadres métropolitains de la répression des fraudes.....	114

2^o Le Service de la répression des fraudes au Maroc.

Son organisation actuelle.....	117
Examen critique de cette organisation.....	118
Attributions multiples des inspecteurs de la répression des fraudes.....	120
Nécessité d'une organisation effective du Service des prélèvements.....	123
Les agents de prélèvements.....	124
De l'institution d'agents agréés dans le Protectorat.....	127
Les lieux soumis au contrôle des agents.....	130
Aide apportée aux agents de prélèvements par la force publique.....	131

3^o Saisies et prélèvements d'échantillons.

Les saisies. Les prélèvements.....	132
Des frais de prélèvement et d'analyse. Une réforme nouvelle à opérer....	135
La division des prélèvements en plusieurs échantillons.....	136

SECTION II. — 1^o Le Laboratoire officiel de Chimie agricole et industrielle.

Origines de son établissement.....	137
Limitations apportées à la compétence du Laboratoire officiel de Chimie..	139
Dans l'organisation initiale, le Laboratoire officiel est l'âme de la répression des fraudes.....	140
Scission du Laboratoire officiel et de la répression des fraudes proprement dite.....	141
D'une pratique à proscrire en matière de répression des fraudes.....	143
Le fonctionnement du Laboratoire (organisation intérieure; attributions générales; complexité de ses attributions).....	144-450

2^o Des analyses en général.

Le principe de l'anonymat des analyses.....	150
Des méthodes analytiques employées.....	151
Du délai de transmission des résultats analytiques.....	153
Eventualité du remboursement des échantillons prélevés.....	155
Marchandises arrêtées à l'importation. Possibilité d'une deuxième analyse.....	156

3^o De l'expertise en matière de répression des fraudes.

La contre-expertise obligatoire.....	160
De l'expertise contradictoire.....	163-174

CHAPITRE TROISIÈME. — Les tribunaux compétents et les peines.

SECTION I.

Les fondements de la compétence respective des divers tribunaux issue de la double souveraineté française et chérifienne.....	175
Ce sont les tribunaux de paix qui sont primitivement compétents.....	176
Compétence des tribunaux de première instance (D. du 9 mars 1928)....	177
Inconvénients de la réforme du 9 mars 1928.....	177
Le D. du 9 décembre 1938. Origines de cette réforme. Son évolution.	179-186
Aboutissement du projet. Les Mohtasibin sont confirmés dans leurs fonctions.....	187
Des conditions d'intervention de la juridiction maghzen.....	188
Examen critique de la réforme (action insuffisante des délégués prévus par la circulaire résidentielle. Nécessité de restituer aux Mohtasibin leur ancienne qualité de magistrats. Il faut établir le statut des Mohtasibin. Nécessité d'une réforme des cadres de la répression des fraudes en accord avec la nouvelle politique indigène)	191-197

SECTION II. — Les peines.

1^o Généralités.

La sévérité des pénalités.....	198
La récidive.....	199
De la confiscation. Impossibilité initiale de son application aux faux poids et aux fausses mesures.....	199
La peine de l'affichage.....	204
Des cas d'obstruction à la mission des agents de contrôle.....	204
Les circonstances atténuantes. La loi de sursis.....	206
De la complicité.....	207
De la prescription.....	208
De la responsabilité pénale	208
Les arrêtés municipaux. Leurs sanctions.....	208
Tableau comparatif des délits et des peines dans les législations française et chérifienne actuelles	209-211

2^o L'évolution dans la répression.

Le D. du 26 juillet 1930 vient atténuer les rigueurs des pénalités du D. organique.....	211
Origines de la loi Dessein en France.....	212
La loi Dessein actuelle ne répond pas au vœu des premiers auteurs.....	217
La nouvelle pénalité instituée par la loi Dessein.....	221
La loi Dessein dans la législation marocaine.....	222
Projet de réforme de la législation actuelle.....	226

CHAPITRE QUATRIÈME. — Mesures complémentaires.

SECTION I.

La présentation des marchandises au commerce.....	230
---	-----

SECTION II.

1 ^o La répression des fraudes dans l'armée.....	232
2 ^o L'inspection des pharmacies.....	236

TROISIÈME PARTIE

L'époque actuelle.

(Législation spéciale).

CHAPITRE PREMIER.

1 ^o Le lait.....	242
2 ^o Le beurre.....	253
3 ^o Le saindoux.....	259
4 ^o Les margarines.....	260
5 ^o Les graisses alimentaires.....	270
6 ^o De l'huile d'olive.....	271

CHAPITRE DEUXIÈME.

SECTION I. — *Le vin.*

1 ^o Historique. Politique viticole gouvernementale. Le statut de la viticulture marocaine et la répression des fraudes	274-285
2 ^o Etude des textes.....	285-296

SECTION II. — *La Bière.*

CHAPITRE TROISIÈME.

1 ^o La farine.....	299
2 ^o Le pain.....	307
3 ^o Viandes et produits de la charcuterie.....	309
CONCLUSIONS.....	313
ANNEXES.....	319

PREMIÈRE PARTIE

LES ORIGINES
LA PÉRIODE INTERMÉDIAIRE

CHAPITRE PREMIER

LES ORIGINES

« Les Romains n'ignoraient pas que la première condition pour bien gouverner un pays c'est de le connaître et qu'on ne le connaît que lorsqu'on en sait l'histoire. Il y a des choses dans le présent que le passé peut seul faire comprendre : ce qui a été explique ce qui est. »

Gaston BOISSIER,
(*L'Afrique Romaine*)

Ce qui a été explique ce qui est : Au cours de cette étude de l'évolution de la répression des fraudes dans l'empire chérifien, l'histoire du passé sera souvent évoquée. Ne point en parler eût été faire œuvre incomplète. Le rappeler n'est en outre qu'un juste et bien faible hommage à la lointaine et pourtant si captivante époque des califes, tant est forte au Maroc l'empreinte du passé.

Nos amis et protégés marocains ont le droit d'être fiers de ces origines. Et d'ailleurs, elles ne peuvent qu'expliquer et faciliter notre action en ce pays.

Dans ce chapitre nous traiterons d'abord, dans une première section, de la « Hinta » ou corps des marchands et communautés d'arts et métiers du Maroc. Nous étudierons rapidement ses origines, sa structure, son évolution, enfin sa liaison avec la répression des fraudes.

En effet, la corporation, support ancien de toute l'activité commerciale et artisanale du pays, appellera un contrôle. Ce sera le rôle de la « Hisba » ou police municipale, dont l'étude fait l'objet d'une deuxième section.

Nous y mettons en relief une magistrature d'autrefois d'importance exceptionnelle en matière de répression des fraudes : nous avons nommé la charge du mohtasib.

Dans la deuxième partie traitant de l'époque actuelle, nous verrons comment une récente et heureuse décision résidentielle a su redonner une vivante actualité à cette institution d'autrefois.

Il importe donc de la bien connaître.

SECTION I.

La « Hintà » : corps des marchands et communautés d'arts et métiers du « Maghreb el Acsa ».

Les Berbères. — Dans ce pays soumis au cours des âges aux influences successives des Phéniciens, de Carthage, de Rome, de la Bétique Romaine, de Byzance, après vingt siècles d'échanges culturels les plus divers, n'est-il point remarquable de retrouver encore de nos jours dans les coutumes, dans les mœurs, dans les institutions, les caractères d'un peuple fier, à bon droit, de ses lointaines origines : le peuple berbère ?

Voulant demeurer libre, farouchement libre, il ne put jamais se plier aux exigences d'une discipline collective pour résister aux invasions de ceux qui devinrent ses maîtres passagers.

S'il céda devant l'envahisseur, ce ne fut jamais de bonne grâce. A toute tentative d'assimilation des vainqueurs, les Berbères opposèrent toujours un individualisme exacerbé.

La Civilisation romaine ne leur enleva ni leurs usages, ni leur langue natale. Malgré la force de son empreinte la politique des procurateurs impériaux de Maurétanie Tingitane s'effaça rapidement dans le temps.

Le passage éphémère des Vandales fut sans effet sur les peuples berbères.

Mais au ^{vii}e siècle c'est l'invasion arabe.

Affinité de race, similitude de goûts entre les étrangers et les autochtones facilitent les rapprochements. Et la poussée arabe triomphe de quelques réactions violentes de montagnards plus farouches. Les Berbères se convertissent en masse à l'Islamisme.

Pourtant, l'assimilation n'est pas faite.

Des rébellions soudaines le prouvent victorieusement. Au ^{xii}e siècle c'est l'invasion hilalienne. L'Algérie retient en majeure partie ces hordes de Bédouins. Et cette dernière invasion qui atteint à peine l'ancienne Tingitane, ne porte nulle atteinte à l'orgueil ancestral des Berbères.

Après tant de vicissitudes, l'âme berbère est toujours identique.

Mais d'Orient, avec l'envahisseur, sont arrivés jusqu'à elle des souffles de vérité nouvelle. Dans une sorte d'association synchrétique, l'Islam s'appuyant sur le tréfonds berbère va poursuivre le développement graduel d'une société en formation.

Et bientôt, chez ces peuples aux trois quarts berbérophones, vont naître les échanges commerciaux réglés par les lois coraniques.

Le Soukh. — L'action conjuguée des éléments physiques et ethniques porte primitivement le centre initial de la vie berbère, non pas dans un « comice » ou dans un « oppidum » mais sur un marché.

C'est un lieu de passage très fréquenté, un point de source, un lit d'oued parfois, qu'importe. Périodiquement des hommes s'y retrouvent, qui s'y livrent aux échanges propres à satisfaire les besoins de la vie journalière. Bientôt la puissance attractive du marché qui concourt à grouper les éléments épars des tribus, va se manifester de façon particulière. Ne faut-il pas, en effet, transformer certaines denrées soumises au troc ? Les besoins appellent les services. Il naît une activité économique. Par la force des choses, quelques tentes de nomades vont se localiser. Peu à peu, dans le temps qui s'écoule, ce n'est plus le marché temporaire : c'est le « soukh » du Maghreb, réunion à titre permanent, des artisans, de tous les gens de métiers.

Ainsi, à côté de groupes combattifs de l'ordre intertribal (« çofs » et « lefs ») s'affirme déjà une fédération d'ordre paisible due aux trafics intertribaux.

Les Confréries. — Mais simultanément, une autre fédération d'ordre essentiellement paisible aussi, concourt de son côté au rassemblement des forces dispersées et à la formation de l'unité urbaine : c'est le culte avec toute la puissance qui s'attache aux forces spirituelles. Les confréries, les premières, établissent l'esquisse d'un droit commun dont les manifestations extérieures : même chapelet, mêmes prières adressées au même saint, mêmes règles générales rigoureuses, s'insinuent peu à peu dans les mœurs. Rappelons-nous qu'aujourd'hui encore, la plus grande partie du négoce relève à Fès et à Salé de ces grandes familles aristocratiques qui sont intimement liées aux sectes religieuses (1).

Contrairement à ce qui existe dans les autres pays musulmans, le Maroc n'a pas d'initiation proprement corporative. Le rituel d'initiation des confréries a joué ici un rôle prépondérant.

Fédération d'ordre religieux, fédération d'ordre économique, toutes deux restent indissolublement liées dans leur évolution. Comme nous allons le voir, l'une va encadrer l'autre en lui dictant ses normes.

Le rôle spirituel des confréries, ces groupements d'individus liés par un même idéal, une même croyance, un même rituel, un même culte, revêt, en effet, une importance exceptionnelle en pays maghrébin.

En s'associant intimement à la formation des groupements corporatifs, elles réalisèrent en même temps la structure sociale des cités et, progressivement, contribuèrent à l'évolution vers l'idée d'Etat.

(1) René HOFFHERR, « L'Economie Marocaine » (Sirey, Paris 1931).

Dans tout le Maghreb, les corporations sont en union réelle avec les confréries. Toute corporation est, en quelque sens, une confrérie.

Il convient de remarquer ici cette différence fondamentale avec nos corporations occidentales, où l'opposition était la plupart du temps très marquée entre l'ordre religieux et l'ordre économique.

Le caractère religieux qui s'attache ainsi à l'origine corporative dans tous le pays maghrebin s'affirme avec une netteté particulière dans nos corporations marocaines. Beaucoup plus qu'en Algérie, beaucoup mieux qu'en Tunisie, on y retrouve encore les signes du vieux droit corporatif des premiers temps de l'Islam.

Et c'est pourquoi le droit urbain lui-même est au Maroc, plus que partout en Afrique du Nord, imprégné des principes essentiels du droit tribal issu de la vieille souche berbère qui est à l'origine des corporations marocaines.

Du Saint Patron que chaque corporation marocaine fête à époque fixe : ancêtre fondateur, héros légendaire par ses exploits, tous les adhérents se réclament.

Avant d'aborder une étude plus détaillée, il convient de noter la liaison qui se fait entre la corporation ainsi définie, nouveau groupement d'activité à fond religieux et le groupement ancestral de parenté.

Une idée domine : celle de filiation. Qu'elle soit d'ordre mystique ou spirituel, elle est à la base de tous les groupements sociaux d'Afrique du Nord.

ORIGINE DES CORPORATIONS AU MAGHREB EL ACSA.

L'Orient. — Depuis les temps les plus reculés il exista en Orient de très nombreuses corporations unies entre elles par des idées d'ordre religieux, professionnel, économique ou juridique. Il est difficile d'en situer l'origine exacte. Tout ce que l'on sait, c'est que les métiers organisés et les apprentissages industriels qui y étaient rattachés, existaient déjà au temps de l'ancienne Babylone. En effet, on a pu découvrir à la fin du siècle dernier toute une documentation juridique comprenant avec le code d'Hammourabi, ce souverain babylonien « roi des quatre Orient du monde » qui régnait vers 2250 av. J.-C., des précisions intéressantes sur l'activité législative de Nabuchodonosor, de Cyrus et d'autres rois jusqu'au iv^e siècle av. J.-C. Or, il s'y trouve d'importantes relations sur les associations de métiers à cette lointaine époque (1).

D'Orient, la notion sociale d'association de métiers devait essaimer vers l'Occident. Le monde antique, la Grèce, Rome, et dans une cer-

(1) *Revue des Etudes Islamiques* (1928) : « Les corps de métiers en Asie centrale et leurs statuts ».

tainne mesure l'ancienne Egypte, allaient s'en inspirer sous des formes variées adaptées à leurs civilisations respectives.

Athènes-Rome. L'Egypte. — Chez les Athéniens, ce sont les « étairies ». Chez les Romains, les communautés d'artisans s'appellent « collegia ». Primitivement organisées par Numa, provisoirement supprimées par Tarquin, elles se réforment bientôt et sont mentionnées dans la loi des « Douze Tables ». Le célèbre historien de l'Egypte, Tqyad-Din-al Maqrisy, qui fut « mohtasib » au Caire à deux reprises différentes, fournit d'intéressantes précisions dans sa « Description de l'Egypte » au sujet des corporations.

L'Islam. — Les grands courants commerciaux Orient-Occident, qui atteignent un développement considérable au début du ^{xii}e siècle, n'ont pas peu contribué à diffuser vers les pays du couchant les antiques principes des associations de métiers.

Plus particulièrement en ce qui concerne le Maghreb, il convient de souligner qu'en Islam l'activité commerciale, d'ailleurs très prospère, était d'autant mieux favorisée que la profession de marchand était tenue en grand honneur.

Tout bon musulman ne devait-il pas ressentir quelque fierté d'exercer un métier dans lequel la jeune et ardente nature du Prophète apprit à mieux connaître les hommes ? (1)

Par essence, l'organisation corporative était liée à la cité. Elle fut d'autant plus facilitée au « Maghreb el Acsa » qu'à la différence de l'Algérie musulmane le Maroc a toujours compté de grandes villes indigènes ; l'essor du peuplement urbain y remonte d'ailleurs à de lointaines origines (2).

L'Influence mosaïque. — « Dans plusieurs villes marocaines, les « corporations musulmanes semblent n'être que d'anciens organismes « berbères ou juifs dont les ressorts étaient déjà constitués avant leur « islamisation » (3).

Quelques jurisconsultes marocains ont même pu affirmer que l'origine de plusieurs coutumes artisanales marocaines remonterait au Talmud.

Quoi d'étonnant à ce qu'il existe dans les coutumes corporatives marocaines ce curieux mélange des influences talmudiques et berbères. Les Berbères sont les autochtones. Ne constituent-ils pas l'élément

(1) Le Prophète avait exercé le métier de marchand dans sa jeunesse.

(2) R. HOFFHERR, « L'Economie Marocaine » (Recueil Sirey, Paris 1931).

(3) Enquête sur les corporations d'artisans et de commerçants au Maroc (Ernest Leroux, éditeur, Paris).

fondamental des corporations du Maroc ? Leur influence est d'autant plus forte que les juifs marocains eux-mêmes « descendraient, non pas des vieux réfugiés du Nord ou de la péninsule Ibérique, mais de Berbères convertis » (1), ce qui en soi n'a rien de tellement extraordinaire, puisqu'il est établi que le judaïsme alexandrin se livra en Afrique à l'époque hellénistique, vers la fin de l'Antiquité, à une propagande des plus actives.

Rappellerons-nous que de nombreux artisans des villes, à Fès principalement, passèrent du judaïsme à l'islamisme pour des raisons que l'on sait purement économiques. Les lettrés musulmans reconnaissent volontiers, en toute objectivité, tout ce que la Méditerranée doit à l'esprit sémite. J'entends ici l'esprit initial, celui de la pure race sémite, très près de notre sang et non encore souillée par les multiples mélanges bibliques. N'est-ce point du proche Orient sémite que se sont irradiées sur le bassin méditerranéen les religions juive, chrétienne, musulmane ? Il faut le reconnaître. La lumière nous vient d'Orient. Les plus violentes théories racistes ne peuvent plaider contre l'histoire.

L'Espagne. — L'organisation corporative, telle qu'on peut la trouver encore dans les « médinas » de Fès, Rabat, Tétouan, Marrakech, affirme le respect le plus fidèle de la tradition hispanique au x^e siècle de notre ère (2). Cette vie corporative semble bien avoir marqué son plein essor du temps de l'Espagne des Califes. Le grand historien musulman Jbn Khaldoun situe, en effet, le départ de son activité sociale et économique vers le iii^e siècle de l'Hégire.

La France. — Or, si nous nous reportons à l'histoire de l'organisation corporative française de l'ancien Régime, « il n'y a pas de textes « antérieurs au xii^e siècle nous prouvant l'existence de groupements « organisés de marchands ou d'artisans et nous n'avons quelques « détails sur leur organisation que dans la dernière moitié du xiii^e siècle, grâce au livre des Métiers compilé par Etienne Boileau, Prévôt « de Paris » (3).

Les corporations musulmanes ne semblent donc pas, *à priori*, avoir été inspirées par les corporations de notre ancienne France. L'origine de ces dernières est, en fait, assez controversée. N'est-il pas permis de penser que l'accès des Lieux Saints, qui fut assez facile jusqu'au xi^e siècle, contribua, grâce au cosmopolitisme commercial qui en

(1) COISSAC DE CHAVREBIÈRE, « Histoire du Maroc » (page 76).

(2) LÉVI-PROVENCAL, « L'Espagne musulmane au X^e siècle ».

(3) F. OLIVIER-MARTIN, « Organisation corporative de la France d'ancien Régime » (Librairie Sirey 1938, page 83).

résulta forcément, à apporter en Europe les notions de l'organisation artisanale issue d'Orient ?

Par la suite, lorsque l'Asie antérieure fut tombée aux mains des Turcs Seldjoukides, ce fut la période héroïque des croisades. En favorisant la rénovation économique du monde féodal, l'exemple de l'Orient n'influença-t-il pas les Hauts Barons dans le sens d'une organisation nouvelle des forces productives de leurs domaines ?

Quoi qu'il en soit, les corporations maghrebines paraissent bien avoir atteint, à l'époque, un degré de perfection que les nôtres ne devaient acquérir que beaucoup plus tard.

Les « Collegia » romains. — Dans le même ordre d'idées, il ne saurait être question de rattacher les corporations maghrebines aux « collegia » romains. Elles s'en inspirèrent sans doute, mais bien superficiellement. Les caractères essentiels de l'organisation musulmane sont très spécifiques et s'éloignent des « collegia » qui sont plutôt, par nature, des services publics placés sous l'autorité directe du prince.

L'origine domaniale des corporations. — La théorie allemande de l'origine domaniale des corporations, outre qu'elle est très arbitraire, ne saurait vraisemblablement — étant donné le cadre très particulier dans lequel évolua l'histoire tant troublée du Haut Moyen Age — constituer une base sérieuse à la très ancienne existence des corporations maghrebines.

Origine propre des corporations du Maghreb El Acsa. — C'est précisément, croyons-nous, l'état de discorde et d'anarchie dans lequel vécut de façon presque constante le Maghreb el Acsa, qui contribua par réaction à y cristalliser cette forme si particulière des corps de marchands et des communautés d'arts et métiers.

L'histoire de notre Haut Moyen Age nous apporte, à ce sujet, un solide témoignage. Dans cette période troublée, la société du temps se trouva poussée par de puissantes tendances naturelles à l'association « dans un but précis de défense et de protection (gildes) ou dans un « but religieux et charitable (confréries, caritates) » (1).

Ne sont-ce point là les mêmes réactions qui ont conduit nos Berbères aux confréries et aux groupements corporatifs ? A travers les âges, quels que soient les hommes, le même instinct de défense des libertés menacées impose aux heures de péril la réconciliation et le regroupement des frères ennemis. Ensemble ils se sont retrouvés plus forts. Ensemble ils ont exalté leur fierté avec cette force étrange que donne aux hommes la présence d'un danger prochain.

(1) F. OLIVIER-MARTIN, « Organisation corporative de la France d'ancien Régime » (Librairie Sirey 1938).

L'orage passé ils perpétuent cette entente. En sécurité dans les villes marocaines toutes ceinturées de murailles, l'économie du milieu se développe.

Et c'est la naissance de l'organisation corporative. A Damas, à Bagdad, à Cordoue et dans tout le Maghreb el Acsa, sous l'autorité éclairée des califes, elle atteint une prospérité jusqu'alors inégalée.

On a pu prétendre que les belles réalisations dues aux initiatives hardies et généreuses des califes de Cordoue étaient surtout inspirées par le génie des Ibères autochtones. S'il est, en tout cas, une matière en laquelle les Maures innovèrent véritablement en Espagne, ce fut bien celle de l'organisation corporative.

Mahomet, comme nous le verrons bientôt, avait déjà largement amélioré cette organisation des groupements de marchands et d'artisans, dont il connaissait mieux que quiconque les points faibles pour avoir été lui-même marchand.

Les califes, dans le cadre des institutions du Coran et de la Sunna, surent porter à son apogée l'organisme corporatif dont l'Orient avait déjà de longue date su faire bénéficier, sous une forme plus rustique, les frustes peuplades berbères autochtones.

LES CARACTÈRES PROPRES DU GROUPEMENT CORPORATIF MOGHREBIN.

Les anciennes corporations, jadis solidement organisées, ont évolué de façon bien différentes dans les diverses régions du Maroc. Ce respect des vieilles traditions religieusement gardé à Fès et dans beaucoup de centres de l'intérieur, s'estompe et disparaît à mesure qu'on approche des agglomérations côtières.

Il est assez délicat, étant donné la diversité des règlements corporatifs selon les régions et selon les corporations, de dégager une vue d'ensemble du système. Nous attachant néanmoins aux réalités juridiques essentielles, nous tenterons d'analyser les caractères propres de ces groupements.

Ses attributs essentiels. — Si ces groupements d'activité se rattachent encore à l'idée de filiation c'est, avons-nous dit, par l'intermédiaire des confréries auxquelles ils sont étroitement associés.

Mais dissocié de la confrérie, examiné en soi, le groupement corporatif n'a plus la filiation comme fondement. Si celle-ci s'impose dans la famille et dans le village berbères, ici elle cède le pas à la fonction d'occupation. C'est sur cette base nouvelle que s'établira le groupement corporatif fondé sur la fonction ou sur le métier.

Trois attributs essentiels le caractérisent : il est spécialisé — il est hiérarchisé — il est localisé.

Le groupement est spécialisé et localisé. — Il est, en effet, formé de ceux qui exercent le même métier. L'énumération des différents groupements que l'on rencontre encore dans les vieilles villes de l'Empire (Fès, Marrakech) ne peut donner qu'une idée imparfaite de ce que fut autrefois leur activité sociale dans ces cités. La concurrence redoutable de l'étranger, la transition brutale d'une vie jusqu'alors médiévale et simple à notre vie moderne et agitée ont par place nettement altéré l'ancienne physionomie corporative.

Les armuriers de jadis, supplantés par les fabricants européens, construisent aujourd'hui des tonnelets servant à la livraison de l'eau dans les maisons indigènes. Le progrès souhaitable des travaux d'adduction d'eau les fera définitivement disparaître.

Les « scieurs de long » ne pouvant lutter contre les scieries mécaniques rabotent désormais chez les menuisiers. Les « sacochiers » font aujourd'hui des coussins pour l'exportation.

Les « tisserands et dévideurs de soie » sont également victimes du progrès social.

Les fabricants de plateaux de cuivre voient leur industrie dangereusement concurrencée par l'importation des objets en métal blanc qu'adoptent avec un certain engouement les riches familles musulmanes.

Les « lanterniers » ont cédé la place aux marchands de pétrole qui ont appris à le falsifier avec du gasoil.

Les « minotiers », les « fabricants de cordes », les « presseurs d'olives », les « dameurs de terrasses » cèdent le pas à l'industrie moderne.

La radiodiffusion a désorganisé les « musiciens » (joueurs de tambour et de flûte). On n'ose pas cependant rompre brutalement avec les usages et on les voit encore apparaître dans certaines fêtes solennelles, telles que circoncision ou mariage.

Les relieurs, les teinturiers, les selliers, les tanneurs, les maçons, les « piseurs », les enlumineurs sur bois, les potiers, les « babouchiers » connaissent aussi les difficultés d'une époque nouvelle.

A vrai dire, toutes les corporations n'ont pas été également atteintes par la crise des temps actuels. Les métiers malpropres sont toujours rémunérateurs. Le « Fassi » aristocratique jusqu'au sacrifice, abandonne dédaigneusement l'exercice des petits métiers (marchands de beurre et d'huile, de beignets, de charbon...) aux gens venus de « l'extérieur », aux « Soussi » principalement. Les Berbères méthodiques et économes y gagnent très honorablement leur vie.

La corporation des « porteurs d'eau » jette toujours sa note originale dans les soukhs. Bien campés sur leurs jarrets musclés, l'outre de peau

de bouc assujettie sur les reins, ils vont par les ruelles, au son tintinnabulant de leur petite clochette de bronze, offrant au passant pour une somme modique l'eau fraîche dont ils emplissent un gobelet de cuivre toujours rutilant. Métier dur, mais qu'exerce avec une philosophie insensible au progrès qu'il frôle, le rustique « Haratin » du Sud.

Les laitiers indigènes gagnent leur vie, très aidés en l'occurrence par des additions d'eau trop souvent aussi irrationnelles que malpropres. L'inauguration récente sur laquelle nous nous étendrons plus tard, d'une méthode appropriée d'investigation de la fraude dans les milieux spécifiquement indigènes, permettra, sans trop tarder nous l'espérons, d'exercer une répression indispensable des fraudes multipliées commises sur cet aliment de première nécessité et d'importance vitale pour le premier âge.

Des corporations pour le moins inattendues, comme celle des « porteurs de morts et de fiancées » continuent encore à exercer leur activité.

La corporation des « porteurs au marché aux grains » nous rappelle certains métiers de nos anciennes corporations françaises transformés en offices de police dépendant de la municipalité de Paris et parmi lesquels nous trouvons les « jurés mesureurs ou porteurs de grains ».

Dans de nombreuses villes marocaines, la halle aux grains était sous la surveillance d'un « amin » directement nommé par le Sultan. Assisté d'un secrétaire, il percevait un droit de marché sur les céréales. Les mesureurs vivaient de la générosité des vendeurs. Le soir, après le travail, ils devaient remettre leur mesure à l'« amin » qui en avait la garde.

Cette corporation était bien, en quelque sorte, érigée en office de police. En effet, par acte d'« adoul » les membres allaient jusqu'à s'engager à « subir un emprisonnement » de un à deux mois ou une amende de 20 à 50 douros « selon qu'ils omettaient de faire connaître au « sa-« hib » du « mohtasib » les quantités de blé qu'ils enlèveraient du marché aux grains ou qu'ils indiqueraient un autre nom que celui de la « personne chez qui ils doivent transporter le blé » (1). Ces précautions qui révèlent le souci de la fraude, étaient prises dans le but de faciliter aux autorités l'établissement de la mercuriale.

Au fond de leurs étroites boutiques, s'aidant d'outils rudimentaires qu'ils manient avec dextérité, les orfèvres ouvragent des bijoux classiques (broches, bracelets...) dont la gravure originale est souvent recherchée par les européens eux-mêmes.

Autrefois, l'« amin » de la corporation apposait une marque qui attestait, en principe, que la proportion de métal fin était respectée. N'étant pas contrôlé, l'« amin » apportait là une garantie assez illusoire. Le

(1) Enquête sur les corporations d'artisans et de commerçants au Maroc (Edition Ernest Leroux, Paris).

Dahir du 1^{er} octobre 1925 (1) portant organisation du contrôle des métaux de platine, d'or et d'argent, a assuré la sécurité des transactions.

Avant l'organisation de la garantie par l'Administration du protectorat, le « mohtasib » apposait également un deuxième estampillage correspondant au paiement d'une taxe.

Rappellerons-nous que les orfèvres de nos corporations françaises d'antan usaient également de marques et contremarques « inscrites » à la maison commune et garantissant le titre... mais après vérification minutieuse ; qu'il existait également un troisième poinçon justifiant l'impôt perçu par le Roi et apposé par l'autorité.

Ainsi, tous ces métiers spécialisés par corporations, organisés autour d'une industrie ou d'une activité matérielle, sont surtout des groupements urbains. C'est dans ce cadre qu'ils nous intéressent.

Le groupement est hiérarchisé. — Dans les cités du monde musulman les groupements corporatifs ont contribué à une véritable révolution sociale. Ils y ont apporté l'idée nouvelle de hiérarchie des rangs et des pouvoirs, tout à la fois compensation et contradiction aux traditions d'égalité de l'ordre familial ou de l'ordre tribal.

Dans la tribu, dans la famille, l'égalité s'impose. Les chefs doivent prendre l'avis, suivre le conseil des principaux de la famille ou de la tribu. Consécration du principe démocratique et égalitaire dont s'inspire si souvent l'Islam hors des cités...

Dans les corporations, l'inégalité et la hiérarchie superposent les rangs. L'assimilation y est progressive et évolue par stades. On est initié, agrégé, adopté par étapes. Apprenti, compagnon, maître, sont les états successifs par lesquels passe obligatoirement celui qui adhère. Et plus tard, si le choix de ses pairs est confirmé par l'autorité, il devient « amin » c'est-à-dire chef de la corporation.

Les Apprentis. — Les règles de l'apprentissage apparaissent beaucoup moins strictes que dans nos corporations d'ancien régime. En général pas d'acte devant l'« adoul » (2), pas d'inscription sur un registre spécial de la corporation. Il n'y a pas non plus d'âge minimum et il est fréquent de voir dans les « soukhs » de Fès de jeunes apprentis tailleurs de six à huit ans. La durée de l'apprentissage est variable : elle est en rapport avec la difficulté du métier, l'âge du débutant et, naturellement, ses aptitudes.

Durant l'apprentissage, l'apprenti est sous la surveillance directe du maître qui lui fournit quelquefois nourriture et vêtements. Respon-

(1) Modifié par le D. du 27 février 1933.

(2) Notaire arabe.

sable de la formation technique de l'enfant, il doit également le protéger. Ses devoirs impliquent naturellement le droit d'autorité et... de correction. On le prie d'exercer ses droits avec mesure.

Les châtiments ne laissent pas d'être parfois un peu rudes : M. P. L. RIVIÈRE signale ainsi qu'à Meknès « le maître tisserand peut infliger « à son apprenti négligent ou paresseux la punition du « Korma » qui « consiste à enfermer le pied du coupable dans un trou pratiqué dans « un madrier et à le laisser quelque temps dans cette posture » (1).

L'apprentissage accompli, l'apprenti ne reçoit point de brevet de la communauté comme il était généralement de coutume chez nous. Il est seulement assez légèrement rétribué, nous croyons pouvoir dire parcimonieusement, dès qu'il est en état de rendre quelques services.

Les Compagnons. — Afin d'éviter l'encombrement des corporations et le chômage, le recrutement des ouvriers était généralement limité.

« Il est assez surprenant de constater que les artisans et les ouvriers « étaient souvent étrangers à la ville dans laquelle ils exerçaient leur « profession. A Fès, par exemple, le personnel des fours banaux et des « huileries se recrutait principalement chez les Ibala du Nord-Marocain ; les Filala (gens du Tafilalet) abondent parmi les meuniers, les « porteurs d'eau, de céréales et de charbon. Le Touat alimentait la corporation des « dameurs de terrasses ». Les gens de la montagne et du « Guir exerçaient le métier de portefaix. Beaucoup de tisserands descendaient d'émigrés de Tlemcen » (2).

La même constatation a pu être faite dans les autres villes du Maroc, chacune d'elles ayant provoqué un courant d'immigration qui lui était particulier. L'activité de la corporation est intimement liée, nous l'avons déjà souligné, à l'évolution économique de la cité. Il en était de même dans notre France du Moyen Age, quand la construction de la cathédrale de Chartres provoqua dans cette ville un afflux général de tous les gens de métier (3).

Lorsque des ouvriers étrangers à la ville désirent être agrégés à la corporation, ils doivent se soumettre solennellement à ses usages par devant l'« amin ». Ce dernier les énonce en commençant toutefois par les interdictions. Et l'impétrant, une fois agréé, s'astreint ainsi par une double obligation, à la fois religieuse par le serment et juridique par l'acceptation librement consentie de respecter la loi du groupe. Dès que l'Islam aura inventé le « mohtasib », ce curieux fonctionnaire, représen-

(1) P. L. RIVIÈRE, « Etudes Marocaines ».

(2) P. RICARD, « Les corporations d'artisans au Maroc » (*Bulletin du travail*, 1929).

(3) F. OLIVIER-MARTIN « Organisation corporative de la France d'ancien régime » (Librairie Sirey, Paris 1938).

tant de l'autorité centrale dont nous parlerons bientôt, assistera de droit à la réunion.

Ces règles s'imposent surtout aux corporations d'artisans. Il semble que les commerçants aient joui de tout temps d'une liberté beaucoup plus grande. Ils en usaient souvent avec excès. Devant les fraudes trop souvent renouvelées, l'autorité exigeait alors la fermeture de leurs boutiques et ils devaient souscrire à cet ordre par acte d'« adoul ».

Les compagnons se répartissent en deux catégories nettement différentes : les manœuvres qui exercent les travaux communs du métier ; les ouvriers spécialisés appelés « mokhadem ».

Il est à noter que le mot « mokhadem » désigne également, dans l'ordre des confréries religieuses, les intermédiaires entre les confrères et le chef.

L'ouvrier est généralement intéressé aux bénéfices par moitié, par tiers ou par quart. Ces genres d'association sont encore très fréquents de nos jours dans les milieux agricoles marocains.

Dans de nombreuses corporations, on érige en principe que tout travail commencé par un ouvrier ne soit jamais confié à un autre, sauf décès du premier.

Les Maîtres. — La maîtrise est le couronnement de la carrière artisanale. Nul ne peut être maître (maallem) sans avoir subi les rigueurs d'une enquête sévère portant tant sur la moralité du postulant que sur ses capacités professionnelles.

Si l'hérédité continue, plus ou moins directement, à exercer son influence dans la transmission de la maîtrise, il convient néanmoins de reconnaître que l'accès à la maîtrise se révèle dans nos corporations marocaines beaucoup plus libéral qu'il ne l'était dans nos corporations françaises du Moyen Âge.

Chez nous, il y avait obligation de produire un chef-d'œuvre (sauf pour les fils de maîtres qui avaient travaillé un certain temps chez leur père ou chez un autre maître). Ce chef-d'œuvre reçu, il convenait de payer un droit de mutation, le cachet de présence à chacun des juges, puis, plus tard, un droit royal.

La plupart de ces obligations n'existaient pas au Maroc. A Fès, en particulier, où cependant le régime corporatif a très fortement conservé l'empreinte hispanique, on n'exigeait aucun chef-d'œuvre.

Si l'enquête préliminaire était favorable et les conditions remplies, on donnait alors solennellement l'investiture à l'impétrant. Le nouveau maître prêtait alors serment entre les mains de l'« amin » de respecter les coutumes corporatives.

Comme pour les compagnons, le « mohtasib », dès qu'il sera créé, assistera de droit à cette cérémonie.

La Djemaa. Le Chef ou « Amin ». — Elu par l'assemblée des maîtres de métier, l'« amin », chef permanent, se voit confier la mission de conserver, de garantir, d'exécuter les décisions du groupe. Il remplit là des fonctions analogues à celles des « jurés » ou « gardes » de nos anciennes corporations. Il existe cependant une différence sensible entre l'élection de nos « jurés » d'autrefois et celles des « aminat » (1). Bien que recevant du Roi des lettres de jurande constatant leur capacité, les jurés préposés à la garde des coutumes du métier sont néanmoins effectivement élus par une assemblée. Certes, cette assemblée était restreinte. On avait sans doute de bonnes raisons de craindre les courants démagogiques auxquels donnent presque toujours naissance des groupements trop étendus pour être cohérents. Elle n'en exerçait pas moins son choix avec une liberté dont elle était fière. Au Maroc, il en fut probablement ainsi tout au début. « En pays berbère, nous dit « M. RICARD, la corporation paraît avoir été anciennement réglée « par un conseil élu ou *djemaa*, qui réglementait et dirigeait son activité. Ce conseil nommait l'amin qui répartissait le travail entre les « artisans de la profession et réglait leurs différends. »

Influence du droit tribal. — L'influence du droit tribal est manifeste : le chef se nomme « amin » comme dans la tribu ; l'assemblée des maîtres du métier est appelée « *djemaa* » comme l'assemblée de la tribu. Ressemblance dans le nom et dans l'organisation. D'ordre tribal ou corporatif, la « *djemaa* » est démocratique et égalitaire. Tous les artisans y assistent ; de même dans la tribu ; sont présents à l'assemblée et les chefs de ménage et les hommes majeurs en âge de porter les armes. Mais quel que soit l'endroit, il convient d'être âgé, expérimenté, pour prendre la parole. Dans la corporation comme dans la tribu, c'est la loi de la gérontocratie qui s'impose.

La toute-puissance de cette assemblée de la corporation se concrétise dans un double pouvoir : pouvoir législatif, pouvoir d'intervention. C'est elle qui promulgue et qui corrige les règles du métier. C'est elle aussi qui vient apaiser ce que nous nommons aujourd'hui les conflits du travail.

Ingérence politique des Corporations. — Mais, comme dans notre France d'ancien régime, comme de nos jours, comme à toute époque où la société en voie de transformation mêle trop intimement l'économique au politique, c'est l'intrusion inévitable des groupements corporatifs dans les conflits qui opposent souvent violemment le pouvoir

(1) Le mot arabe « amin » présente deux formes au pluriel : *aminat* ; *onmana*. La première se rapporte aux corporations ; la deuxième à certains fonctionnaires du maghzen (pouvoir central).

urbain aux communautés d'artisans et aux corps de marchands. Intervention redoutable, puissamment aidée par la propagande initiatique de sociétés secrètes qui s'efforcera en vain, du IX^e au XII^e siècle, de transformer la société musulmane en société égalitaire.

Politique prudente des Califes. — Les califes pressentent le danger. Ils pratiquent alors une prudente politique de prévention en s'assurant un contrôle sévère des corporations. Par une sorte de bienfait de la Providence, l'institution coranique de la « Hisba » dont nous parlerons bientôt, est entre leurs mains expertes une arme de choix.

Au lieu de présider à l'évolution émancipatrice de l'essor communal comme elles le firent en France, les corporations musulmanes restent depuis les croisades dans un véritable état végétatif. L'emprise du pouvoir central est alors certaine.

Et c'est alors que le calife délègue ses propres fonctionnaires, en l'occurrence le « mohtasib » pour accepter ou refuser le candidat proposé par l'assemblée des maîtres. La proposition est faite par acclamations « una voce ». Le plus âgé adresse à l'élu les félicitations de la corporation tout entière et l'on récite la « fatiha » (1). Le « mohtasib » présente le nouvel élu au pacha, agent local du pouvoir exécutif, qui l'agrée. Un repas en commun clôture la cérémonie.

Nous sommes loin d'une élection au sens propre du mot ! Et comme nous le verrons bientôt, l'emprise du « mohtasib » sur les corporations par l'intermédiaire de l'« amin » se révélera autrement plus rude que ne le fut celle du procureur du Roi sur les gardes ou jurés de nos corporations françaises.

Rôle de l'« amin ». — Elu à vie, l'« amin » ne peut être renvoyé que par l'autorité. Il ne peut l'être par ses pairs qu'avec l'agrément préalable du pacha.

Il veille à la bonne exécution des décisions de l'assemblée et des règlements corporatifs, au respect des usages admis de probité commerciale. Il contrôle les fabrications. Il a le droit de détruire tout objet défectueux. Il veille à ce que la corporation procède par préemption aux achats nécessaires à sa vie normale.

C'est une sorte d'arbitre pour les conciliations faciles et d'ordre professionnel, soit entre artisans, soit entre clients et artisans. Pour les causes majeures, il est assisté par deux artisans choisis par chacun des plaideurs, sorte de « djemaa » réduite. Il arbitre en se référant aux actes d'« adoul » passés entre les membres de la corporation et à la coutume ou « quaida » dont il est, aux yeux de tous, le fidèle dépositaire.

(1) Prière en commun.

« Constamment appelé à se dévouer à la cause commune, il recueille « de ses interventions un bénéfice moral plutôt que matériel, bien que « la coutume veuille qu'il perçoive de menus dédommagements (1). » Parfois aussi, on ne le sent pas insensible aux « fabors » (2).

Quoi qu'il en soit, le caractère initialement religieux de l'« amin » et son autorité très réelle sur les corporations furent constamment tenus en échec par les représentants locaux du pouvoir central. Progressivement, ces derniers amoindrirent considérablement le rôle des « aminat ».

Bientôt le « mohtasib » va les supplanter dans leur rôle d'arbitre.

Relégué au second plan, l'« amin » devient un « collecteur » : il perçoit les impôts pour l'« amin al moustafad », les « Hedya » pour le « Khalifa » et des taxes plus ou moins arbitraires pour le « mohtasib ». Ainsi, les « jurés » de notre ancienne France opéraient sur les membres de leurs corporations respectives le recouvrement au profit du Roi, des cotes attribuées à chaque métier dans la répartition de l'impôt.

Conservant des attributions spécifiquement corporatives, il recueille encore l'offrande en l'honneur du Saint qui patronne la corporation et préside le repas donné en son honneur.

L'« amin » a généralement un adjoint (Khalifa) qui a le droit de faire acte de candidature pour succéder à l'« amin » décédé ou destitué pour faute grave.

Nul ne saurait être mieux instruit que l'« amin » des fraudes et des malfaçons pratiquées par les artisans. Il apportera sa précieuse collaboration au mohtasib, véritable inspecteur de la répression des fraudes de l'époque, abdiquant dans ses mains toute l'autorité qu'il a su peu à peu conquérir sur l'ensemble de la corporation.

Ce n'est pas sans regret, sans doute, que les « maallem » penseront à l'indépendance première de leurs groupements sous la direction des « aminat » qu'ils tenaient dans la majorité des cas pour de réels protecteurs.

La « cheikhat du Maghzen ». — C'était en quelque sorte la maîtrise officielle, constituée au sein de chaque corporation par un groupement de quelques « maallem » très instruits en leur art.

En France, nous avions les « marchands artisans suivant la Cour », que le Roi jugeait bon d'emmener avec lui dans ses fréquents déplacements pour éviter les abus que la méthode trop longtemps suivie des « prises et réquisitions » entraînait invariablement. Choisis par le pré-

(1) P. RICARD, « Les corporations d'artisans au Maroc » (*Bulletin du travail* 1929).

(2) « Pots de vin ».

vôt du Roi parmi les artisans les plus habiles, ils recevaient le brevet de « fournisseur du Roi », charge assez pénible d'ailleurs, mais qui leur conférait d'appréciables privilèges.

Au Maroc, choisis par le mohtasib, les artisans de la « cheikhat du Maghzen » se voyaient également accorder un certain nombre de privilèges. Ils recevaient, notamment, dans leurs déplacements des lettres les accréditant auprès des grands personnages de l'empire chez lesquels ils trouvaient la « sokhara » et la « mouna » au même titre que les agents permanents du maghzen.

Leur influence était généralement très grande au point de vue corporatif auprès des autorités qui, bien souvent aussi, abusaient un peu de leur docilité complaisante.

Activité de la corporation. — L'origine lointaine du mouvement corporatif, l'empreinte ineffaçable que les Berbères ainsi groupés ont reçu des très anciennes lois religieuses, tout concourt primitivement au Maghreb à l'assimilation de cette idée fondamentale que la corporation ne doit pas vivre seulement pour ses membres mais pour le corps social tout entier.

Nous retrouvons ici avec la conception chrétienne du devoir d'état, la profonde influence du Coran qui a su s'inspirer avec un certain électionisme de l'Ancien et du Nouveau Testament. Dans sa simplicité et sa vigueur la doctrine de Mahomet est venue substituer à l'organisation tribale un nouveau principe de cohésion sociale : celui de la communauté des Croyants. Dans cette forte discipline mentale, le moi disparaît, le corps social prend naissance. L'influence a été si profonde que, de nos jours encore, le sens de l'intérêt commun existe de façon très réelle chez les Berbères.

Pénétré de toute sa puissance, l'organisme corporatif va orienter son activité selon ces concepts : à l'intérieur, rôle spirituel et matériel fait surtout de législation et de réglementation ; à l'extérieur, intervention auprès de l'autorité pour la servir, — intervention aussi contre l'autorité pour la combattre.

* * *

La discipline. — Elle est sévèrement observée au sein du groupement. L'honneur corporatif est un bien précieux. Nul ne doit s'écarter des règles communes. S'il advient qu'un audacieux s'avise de la transgresser, il est aussitôt châtié.

« A Meknès, quand un tanneur avait commis un vol, ses confrères

« s'assemblaient, lui faisaient parcourir le soukh de la tannerie en le « portant sur leurs mains, puis vous le déposaient proprement à la « porte du soukh en lui signifiant d'avoir à ne plus reparaitre. Cela « s'appelait faire « El Hadj Miloud » en souvenir du traitement jadis « infligé à un larron de ce nom » (1).

Du ^{ix}^e au ^{xiii}^e siècle, de nombreuses corporations musulmanes conservèrent leurs tribunaux corporatifs autonomes, qui firent une rude concurrence à l'institution coranique de la « Hisba » dont nous parlerons bientôt.

Dans nos corporations françaises, les jurés exercèrent également une véritable juridiction d'arbitrage : les jurés orfèvres pouvaient faire détruire les objets saisis, condamner les délinquants à des amendes, leur interdire même l'exercice du métier. Mais la véritable juridiction devait finalement rester aux « maitres de métier », grands officiers de la couronne ou experts du métier, choisis et nommés par le Roi, ou alors au prévôt royal, comme elle deviendra au Maroc l'apanage du « mohtasib » et du pacha.

La réglementation corporative. — Véritable codification de la coutume, issue de la cohabitation dans les soukhs, elle est écrite dans la plupart des corporations marocaines des grandes villes de l'empire (2). Elle garantit utilement le monopole de chaque groupement en prévoyant des sanctions sévères : destruction des marchandises falsifiées ou présentant des malfaçons ; fermeture de la boutique ; destruction des marques de fabrique, signes plus ou moins religieux distinguant les produits du métier ; moqueries et réprobations publiques très sensibles au caractère fier et susceptible des artisans.

Pour écarter les tentatives de fraude, nos corporations françaises exigeaient la plupart du temps la marque de l'artisan contrôlée par la corporation et aussi, dans quelques cas plus rares, la marque commune de la corporation. Au Maroc, par contre, l'estampille autrefois apposée sur certains produits ne semblait pas répondre à cette préoccupation. Elle manifestait tout simplement l'acquittement d'une taxe ; ou bien, exception faite pour la marque des « aminat » bijoutiers dont nous avons déjà dit un mot, elle n'était employée, contrairement à nos usages, que pour signaler au public l'existence de quelque défaut.

Dans la majorité des cas, cependant, quand la fraude était trop grossière, l'« amin » détruisait séance tenante le corps du délit.

(1) P. L. RIVIÈRE, « Etudes Marocaines » (Recueil Sirey, Paris 1928).

(2) A Casablanca il n'y a pas de coutume écrite : l'« amin » de la corporation se base sur la tradition orale qu'il a reçue de ses prédécesseurs.

La solidarité. — Elle se manifeste à différentes occasions dans la corporation. Elle se traduit le plus souvent par l'existence d'une caisse commune comme dans nos corporations françaises. Cette caisse alimentée par les cotisations des membres les plus fortunés que collecte l'« amin » sert utilement à parer aux besoins d'assistance, de secours mutuel, de crédit. La caisse commune a souvent une destination inattendue : tout récemment encore, la caisse de secours mutuel de la corporation des bouchers de Rabat les assurait contre la visite du vétérinaire !

Mais aussi, dans de graves circonstances, la solidarité corporative a pu se manifester avec une réelle ampleur. A Fès, notamment, en 1918, un violent incendie avait réduit au chômage plusieurs centaines d'artisans. En moins de trois jours la seule intervention des dirigeants des corporations permit de répartir un million de francs entre les sinistrés.

La défense des intérêts professionnels. — Elle est âprement poursuivie. On cherche ainsi à freiner les excès de la concurrence néfaste à tous. Dans ce but, on taxe les produits, non point arbitrairement certes, mais en s'attachant autant qu'il est possible au prix d'achat des matières premières. Cette taxation est alors effectuée par l'« amin » avec l'avis autorisé des plus importants « maalles ». Les accapareurs sont surveillés et soumis à de fortes pénalités. Au début de la guerre de 1914 ces précieuses traditions corporatives permirent d'édicter à coup sûr toute une série de mesures de précaution qui contribuèrent fortement à stabiliser en ce pays la vie économique et à enrayer la hausse de produits de consommation courante chez les indigènes comme le sucre, le thé et l'huile.

Avec la tarification de la main-d'œuvre, la corporation évitait le débauchage de la part des maîtres plus fortunés. Il en résultait une unification des salaires assurant, avec la continuité de l'entreprise, une appréciable sécurité pour l'artisan.

La corporation organe semi-public. — Jouissant d'une situation en quelque sorte privilégiée dans la cité, la corporation supportait, en contre-partie, certaines charges. Elle assumait ainsi des besognes d'intérêt public qui sont aujourd'hui du ressort de l'Etat. Parmi ces devoirs d'intérêt collectif il faut citer tout d'abord les « Touizas ». C'étaient des corvées exécutées pour les grands de l'empire (vizirs, pachas, caïds). Corvée aussi au bénéfice d'un marabout : corvée de bois pour la mosquée, corvée d'entr'aide à une veuve d'artisan.

Certaines corporations étaient exemptes des charges généralement

imposées au commun peuple (sokhra (1), mouna (2), droit de sortie de prison...).

En compensation, elles étaient astreintes à une série de corvées; les porteurs d'eau étaient presque toujours réquisitionnés lors du passage d'une mehallâ; les tanneurs devaient fournir les outres en peaux transportées à dos de mule, ainsi que les cuirs utilisés dans la fabrication des tentes du Maghzen.

Afin de se procurer des ressources, les Sultans n'hésitaient pas à sortir assez rapidement du cadre rigide de la loi coranique en créant un certain nombre de taxes relatives aux transactions commerciales : droits de marché, de régie, des portes, droits de tabac appelés sous le nom générique de « mèks » ou « mokous ». L'incidence ne manquait pas de s'en faire sentir sur les corporations

Les corporations effectuaient également les travaux de pistes pour compte des « Habous » (3) auxquels « il est de bon ton d'abandonner la part de Dieu ».

Selon les régions, elles étaient astreintes à différentes charges coutumières. Les pluies sont souvent diluviennes au Maroc ; il en résulte des détériorations importantes et parfois l'écroulement des maisons en « pisé » qui constituent l'habitat séculaire des gens du Sud et des Berbères généralement. Tout récemment encore, les corporations de métiers du bâtiment à Marrakech étaient ainsi tenues de procéder, toutes affaires cessantes, à ces réparations qu'intéressent surtout de pauvres gens, sans avoir à se soucier de leurs bons clients habituels.

Le « mohtasib » fixe alors le prix du travail effectué, s'opposant à toute spéculation sur la misère publique.

Ces corvées furent souvent excessives et non inspirées par le seul souci du bien public. Ibn Khaldoun, à ce sujet, ne se montre pas très tendre pour les princes arabes : « Tout pays conquis par les Arabes, dit-il, est bientôt ruiné... Sous leur domination la ruine envahit tout. Ils imposent aux gens de métier et aux artisans des corvées pour lesquelles ils ne jugent pas convenable d'offrir une rétribution. Or, l'exercice des arts et des métiers est la véritable source des richesses, ainsi que nous le démontrerons plus tard. Si les professions manuelles

(1) Commission payée par une tribu à un fonctionnaire du Maghzen séjournant sur son territoire pour la perception des impôts, pour effectuer une enquête, etc... L'importance de la contribution était proportionnelle à l'importance de l'affaire et surtout au rang du fonctionnaire. En 1901, ABD DEL AZIZ institua les traitements fixes pour les agents du Maghzen. Il supprima alors la sokhra et la mouna. Une tradition intéressée les fit se maintenir.

(2) Fourniture de vivres aux fonctionnaires du Maghzen et aux armées du sultan de passage dans une tribu. Cet impôt remonte à l'époque saadienne.

(3) Les biens « Habous » sont des fondations pieuses. Le bien ainsi grevé devient inaliénable, imprescriptible et insaisissable. Les Habous privés, sans titulaires, deviennent Habous publics.

« rencontrent des entraves et cessent d'être profitables, on perd l'espoir du gain et l'on renonce au travail ; l'ordre établi se dérange et la civilisation recule (1). »

A en croire cependant Léon l'Africain, traçant au commencement du xvi^e siècle un tableau très intéressant et très complet des corporations de Fès, ces dernières semblaient n'être pas trop accablées de charges puisque, dit-il, « elles avaient des privilèges et ne payaient « ni gabelle ni imposition » (2).

Même en admettant que les corporations fussent partiellement privilégiées à l'époque, il n'en est pas moins vrai que les « hedyas », contributions diverses très souvent prélevées sur les corporations par les soins des « amins » sous le contrôle du « mohtasib », étaient d'un appoint fort appréciable pour le « trésor des princes ». Et c'est bien là une des raisons majeures, il faut le reconnaître, qui firent de l'organisation corporative le véritable pilier de l'édifice marocain au temps des splendeurs des fameux sultans Abd el Moumen, Moulay Ismael, Ahmed el Mansour.

LE CONTROLE DE L'ACTIVITÉ CORPORATIVE.

La puissance de l'activité corporative. — La physionomie générale de l'organisation corporative marocaine accuse une entité singulièrement forte et disciplinée en face des dissensions permanentes dans le pays. L'on comprend d'autant mieux le vent d'indépendance qui soufflait chez les marchands et artisans au début de la conquête islamique. Etat dans l'Etat, fière de son autonomie législative et de ses solides traditions, la corporation fut bientôt jugée par les califes comme un élément social dangereux car trop puissant.

L'intervention des artisans contre l'autorité dans des mouvements de protestation organisée n'est point, en effet, chose nouvelle. Il y eut très souvent autrefois des oppositions très vives entre les citoyens qui formaient la masse des corporations et le pouvoir de l'ordre religieux et politique des sultans.

Il y a seulement deux ou trois siècles, la grève, au sens économique et politique du mot, fut pratiquée par les corporations des selliers et des bouchers, très puissantes à cette époque.

En face des traditions du vieux monde rural et tribal fondé sur l'idée d'égalité et de communauté avec ses astreintes, l'organisation corporative apparaît comme un élément de progrès.

(1) Ibn KHALDOUN, « Prolégomènes ».

(2) Jean LÉON l'Africain, « Description de l'Afrique » (traduction Ch. Scheffer).

Elle apporte à la société un droit nouveau fondé sur l'inégalité hiérarchique et la liberté. Elle instaure un véritable statut de l'ordre commercial individuel. L'idée d'autorité naît, s'affermi, se développe et avec elle le sens de la hiérarchie. Les intérêts peuvent alors s'affronter, les convoitises se développer... et les artisans s'enrichissent.

Neutralisation des corporations par le pouvoir central. — Le pouvoir central épuisé par des luttes constantes, commence à craindre la force spirituelle et la richesse matérielle des corporations. Pour garantir sa propre autorité, pour la soutenir aussi, il va les assimiler.

Au pouvoir des Sultans les groupements corporatifs ont alors vainement recherché la possibilité de faire revivre leur autarchie originelle. Ils n'y sont point parvenu et ils « n'ont jamais pu, comme les corporations métropolitaines, se fédérer pour conquérir des franchises municipales durables » (1).

Devenus protecteurs intéressés des corporations, les califes en profitèrent largement. Il faut reconnaître aussi qu'ils contribuèrent puissamment à réglementer leur organisation et à jeter en pays d'Islam les premières bases d'une véritable répression des fraudes. Ce fut le Coran qui les inspira.

Dès l'origine, le droit canon musulman, ce singulier mélange de droit et de morale a, en effet, tout de suite saisi la nécessité d'une législation commerciale embryonnaire relative au contrôle des marchés. Dans ce but il créa la « Hisba ».

SECTION II

La « hisba » ou police municipale Le Mohtasib.

Origine coranique de la magistrature du mohtasib. — Dans une précieuse contribution à l'étude du droit maghrebin malekite, MM. Henry Bruno et Gaudefroy-Demombynes, en traduisant le *Livre des Magistratures* d'El Wancherisi, nous apportent une vue d'ensemble assez inédite sur les faits essentiels de la pratique judiciaire sous les califes. Afin de mieux situer les fonctions de la « Hisba » parmi les dix-huit magistratures citées, nous donnons ici les premières lignes de cette traduction (2).

« Au nom de Dieu, le Clément, le Miséricordieux, la prière et le salut

(1) R. HOFFHERR, « L'économie marocaine » (Librairie Sirey. Paris, 1932).

(2) HENRY BRUNO et GAUDEFROY-DEMOMBYNES, « Le Livre des magistratures d'El WANCHERISI » (Collection de l'Institut des Hautes Etudes marocaines. Rabat, 1937).

« de Dieu soient sur Notre Seigneur Mohammed, sur sa famille et sur
« ses compagnons. Le Serviteur de Dieu, Ahmed ben Yahya ben Mo-
ammed ben Ali el Wancherisi, dit :

« 1^o *Livre des Magistratures.*

« Les Magistratures qui sont appelées à rendre des décisions juri-
« diques ont des charges et des fonctions diverses :

« La plus essentielle, la plus haute, la plus considérable, c'est le cali-
« fat éminent, l'imanat suprême.

« Les autres sont :

« 1^o le vizirat ;

« 2^o la magistrature du cadî ;

« 3^o la police (chorta) ;

« 4^o l'émirat sur un pays ;

« 5^o l'émirat sur la guerre sainte ;

« 6^o la répression des abus ;

« 7^o *La Hisba et le Marché* ;

« 8^o la magistrature de renvoi ;

« »

Wancherisi cite ainsi dix-huit magistratures. Un autre écrivain arabe, Ibn Sahl, dans une liste plus condensée, nous parle seulement des six charges les plus importantes, à savoir : le cadî, la grande police et la petite police, le maître de la répression des abus, le chef du recours, le chef de la cité, le chef du marché. Dans une liste un peu différente, un autre lettré musulman, Mawerdi, énumère vingt magistratures.

Mais quel que soit le point de vue des auteurs, il est trois magistratures parmi celles qui se répètent dans leurs écrits, qu'ils n'ont garde d'oublier. Ce sont celles du cadî, du redresseur des abus, de la Hisba.

Seule, la Hisba nous intéresse dans le cadre de cette étude. Nous avons jugé utile cependant, étant donné les rapports étroits qui existaient souvent entre ces magistratures, de montrer leur liaison dans leur énumération générale.

La Hisba, ou police municipale, est un office qui tient à la religion. Ibn Khaldoun, dans ses *Prolégomènes*, nous dit que les devoirs de cette police « font partie de ceux qui sont imposés au directeur des
« affaires du peuple musulman et qui consistent à ordonner le bien et à
« défendre le mal ».

Et Wancherisi précise : « le chef du marché était appelé chef de la
« Hisba, car l'action la plus importante de celui-ci s'exerce dans les
« marchés, en matière de fraude, abus de confiance, dettes, déficience
« des mesures de volume ou de poids et faits semblables. »

Pour remplir cette mission, pour intervenir dans l'activité des grou-

pements professionnels, pour les orienter, les diriger, les contrôler selon les prescriptions coutumières et sacrées de la Hisba, les califes sauront créer l'agent idoine, l'officier qualifié : le « mohtasib ».

On le nommait « el Fdouli », l'intrus. Et c'est tout dire. Nous avons précédemment fait de rapides allusions au « mohtasib ». Nous n'en avons parlé alors que comme régulateur des corporations, inspecteur de la répression des fraudes en général.

A l'origine son rôle est autrement plus étendu. Ecoutons plutôt Ibn Khaldoun dans ses *Prolégomènes* : « Il recherche les abus, réprimande
« les délinquants ou les châtie suivant leur degré de culpabilité. De-
« vant obliger le peuple à observer tout ce qui est requis dans l'intérêt
« commun des habitants de la cité, il empêche qu'on obstrue le passage
« de la voie publique et défend aux portefaix et aux bateliers de se
« charger, eux ou leurs barques, outre mesure. Il oblige les propriétaires
« de maisons qui menacent ruine de les faire démolir et prévient ainsi
« les accidents qu'elles pourraient occasionner aux passants ; il inter-
« dit de leurs fonctions les instituteurs qui, dans les écoles où l'on
« apprend à écrire et autres lieux d'instruction, frappent leurs écoliers
« avec excès. Ses fonctions ne se bornent pas à faire justice ; quand
« une contestation est portée devant lui ou quand on a recours à son
« autorité, il doit mettre bon ordre à tout ce qui vient à sa connaissance
« et à ce qui lui est dénoncé en fait de choses de ce genre. »

S'il doit tout voir, tout savoir dans la cité, il ne se prononce pas cependant sur n'importe quelle réclamation. Il n'est, après tout, que le délégué de son maître, le calife, qui retient pour lui et les juges coraniques les causes majeures. Plus tard, selon les villes, son indépendance s'affirmera plus ou moins.

Et c'est justement ce qui distingue les fonctions du « mohtasib » de celles du « redresseur des abus ». Wancherisi nous dit, en effet : « La
« Hisba ressemble à la fonction du « redresseur des abus » sous deux rap-
« ports et en diffère sous deux autres : Elle lui ressemble par la crainte
« que toutes deux inspirent et par la possibilité d'intervenir d'office
« pour enquêter (1). Elle en diffère en ceci que le « redresseur des abus »
« intervient dans le cas où le cadi est impuissant et la Hisba dans ceux
« que le cadi estime inférieurs à sa dignité. Le rang de la « répression
« des abus » est supérieur et le titulaire peut élever une affaire de de-
« vant le cadi ou le mohtasib et celui-ci ne peut le faire pour aucun des
« deux autres. Le « redresseur des abus » rend des sentences ; le moh-
« tasib ne le peut point » (2).

(1) Le délinquant peut donc être cité directement sans plainte préalable.

(2) H. BRUNO et GAUDEFRY-DEMOMBYNES, « Le Livre des Magistratures d'El WANCHERISI » (Collection de l'Institut des Hautes Etudes marocaines. Rabat, 1937).

Ibn Khaldoun confirme, en effet, cette opinion en déclarant que les fonctions du mohtasib « n'embrassent que les plaintes qui ont pour « objet des fraudes ou des malversations dans le commerce des subsis- « tances et autres choses semblables ou de l'usage des poids et mesures « de capacité.

« Il engage, poursuit-il, les débiteurs retardataires à satisfaire leurs « créanciers et s'occupe d'autres choses de cette nature, dans lesquelles « *il n'y a ni preuves testimoniales à recevoir, ni autorité judiciaire à exer-* « *cer. On pourrait dire que ce sont des affaires dont les cadis dédaignent* « *de s'occuper, tant elles sont ordinaires et faciles à décider et qu'on les* « *laisse pour cette raison au mohtasib afin qu'il y mette bon ordre.* De là « il suit que la Hisba est par sa nature même subordonnée à l'office du « cadi ; aussi, dans un grand nombre de dynasties musulmanes, par « exemple sous les Omeïades d'Espagne, les attributions du mohtasib « étaient comprises dans la généralité des pouvoirs conférés au cadi et « celui-ci les délégua à qui il voulait. Mais depuis que le Sultanat et le « Khalifat sont devenus deux pouvoirs distincts et que tout ce « qui concerne l'administration temporelle rentre dans les attributions « du Sultan, l'office du mohtasib est classé au nombre de ceux qui « dépendent de la royauté et forme un emploi spécial qui se confère « directement » (1).

Les manuels du parfait mohtasib. — La littérature arabe mentionne l'existence en Orient de nombreux manuels du parfait mohtasib. Ils constituent comme le *vade-mecum* de ce magistrat. M. le Professeur Lévi-Provençal, de la Faculté des Lettres d'Alger, particulièrement instruit des choses de la Hisba, à la suite d'un séjour prolongé au Maroc, a signalé la découverte relativement récente de tout un groupe de ces manuels composés en Espagne au ^{xii}^e siècle. L'un de ces traités, dû à As-Sakati, a été écrit à Malaga (2). Un autre, écrit par Ibn Abdûn, traite de la vie urbaine et des corps de métiers à Séville au début du ^{xiii}^e siècle.

Tandis que le traité d'As-Sakati est surtout consacré aux fonctions du mohtasib relatives à la surveillance des corps de métiers et à la répression des délits de fraude commis par les vendeurs ou les fabricants, celui d'Ibn Abdûn (3) s'ouvre un horizon beaucoup plus vaste.

(1) IBN KHALDOUN, « Prolégomènes ».

(2) « Manuel hispanique de Hisba ». Traité d'Abu Abd Allâh Muhammad b. Ali. Muhammad as Sakati de Malaga sur la surveillance des corporations et la répression des fraudes en Espagne musulmane (texte arabe, note linguistique et glossaire) (Collection Institut des Hautes Etudes marocaines, t. XII, 1931).

(3) Un document sur la vie urbaine et les corps de métiers à Séville au début du ^{xiii}^e siècle (publié avec une introduction et un glossaire), par E. Lévi-Provençal (Librairie Orientaliste P. Geuthner. Paris).

Mais, de toute façon, l'un et l'autre de ces traités s'efforcent de proposer une codification générale susceptible de réprimer les abus, tant du système administratif et fiscal que du jeu des transactions courantes. Ils veulent tendre — leur effort est réel — à instaurer des règles de vie plus conformes à celles qui doivent naturellement découler du Coran et de la Sunna.

Tant par le bénéfice des migrations humaines normales que par l'afflux des Maures chassés par la « reconquista », le Maroc a subi la marque indélébile de l'influence hispanique. L'examen de ces documents de l'Espagne des Califes nous restitue la curieuse figure de ce fonctionnaire dont les attributions, comme nous le verrons bientôt, ont été considérablement amoindries au cours des siècles.

Le rôle du mohtasib. — Le contrôle du mohtasib s'exerce alors non seulement sur les marchands et artisans, mais encore sur les médecins qu'il oblige à l'observation scrupuleuse de la règle d'Hippocrate. Les oculistes ne peuvent exercer leur métier qu'après avoir passé devant lui un examen sur les dix traités de l'œil de Honain ben Ishâq.

Aux maîtres d'école il défend entre autres choses de donner de l'instruction aux filles, car la tradition enseigne que « la femme qui a appris l'écriture est comme le serpent qui a bu le poison » (1).

Il surveille les tenanciers des bains, les prostitués des deux sexes, les cabarets où l'on chante, tous les bas-fonds d'une grande ville (2), pourchassant sans pitié les gens aux mœurs douteuses et les ivrognes.

Il est le protecteur officiel des maris trompés, des femmes délaissées. Précurseur en Islam de nos sociétés protectrices des animaux, il veille avec un soin particulier à ce que les maîtres n'exagèrent pas les mauvais traitements.

Il surveille la fabrication des monnaies. D'ailleurs, de bonne heure, cette fonction qu'on appellera la « Sicca » sera érigée en office indépendant, directement attribué à un fonctionnaire spécial.

Il a la garde des étalons officiels et il contrôle les poids et mesures.

Il est tenu de veiller aux prières du Vendredi et, d'une façon générale, de surveiller la bonne tenue de toutes les réunions de fidèles. Il est chargé de l'entretien des mosquées.

Et, magnifique exemple de solidarité sociale, il doit, nous dit Wancherisi, « faire assurer la subsistance des sans-foyer par les gens aisés, « s'il ne reste pas dans la caisse publique de quoi satisfaire à ces besoins... »

Il interdit, à quiconque est de force à travailler, de recevoir l'aumône légale.

(1) *Journal asiatique*, 1861, p. 52.

(2) DEMOMBYNES, « Les Institutions musulmanes » (Flammarion, éditeur).

« Il ordonne aux tuteurs matrimoniaux de marier les orphelines à
« des époux de leur rang, quand elles le demandent, et contraint les
« femmes à respecter les règles de l'attente légale. Il oblige les maîtres
« à respecter les droits des esclaves hommes et femmes et ceux des
« bêtes de somme, à leur ration de nourriture et à un travail selon leurs
« forces.

« Il désigne parmi les médecins et les artisans ceux qu'il estime être
« le plus utile au public.

« Il fait choix de ceux qui sont chargés du mesurage et du pesage
publics » (1).

L'on sait qu'au Moyen-Age, les Juifs ne pouvaient s'exhiber en public que porteurs de signes distinctifs très apparents révélant leur origine. Cette pratique que connut notre France médiévale subsistait encore au Maroc au début de notre occupation. Le mohtasib était chargé de haute antiquité de sa scrupuleuse observation.

Le vin, les instruments de musique, sont d'abominables inventions interdites par la Hisba. Le mohtasib doit faire jeter le vin et briser les instruments de musique « de telle sorte qu'ils ne soient plus que bois ».

Il veille, enfin, à ce que l'ordonnancement de la cité, les maisons en construction, ne soient en aucun cas une gêne pour le public.

Respectueux du bien d'autrui, il devra refuser tout cadeau « car c'est
« alors un pot de vin » et le Prophète a dit : « que Dieu maudisse celui
« qui offre un pot de vin et celui qui l'accepte. »

La loi coranique lui interdit toute taxation de marchandise, signe remarquable d'un esprit d'économie libérale où joue la loi de l'offre et de la demande et où la libre concurrence tend à l'alignement du juste prix et du prix courant.

Les prescriptions coraniques se manifestent ici nettement en désaccord avec les théories des Pères de l'Eglise, voire les théories Platoniciennes, qui ont dominé le Moyen-Age avec l'existence d'un juste prix calculé d'après les dépenses effectuées par le vendeur et fixé par l'autorité par taxation au-dessus du prix courant.

Lorsque dans l'avenir les « mohtasibin » en arriveront à taxer à leur tour les diverses marchandises, doit-on en conclure que c'est en admettant l'existence d'un juste prix distinct du prix courant ?

Il n'en est rien. Les mercuriales qu'ils publient alors ne sont qu'une indication officielle des cours. Certes, il y eut de regrettables excès. Mais ce ne furent jamais ceux que nous appellerons à juste titre les grands mohtasibin de l'empire qui les commirent. Ces derniers, toujours soucieux du bien public, ne tarifaient les marchandises que pour s'opposer aux tentatives de hausse illicite de corporations peu scrupuleuses.

(1) H. BRUNO et GAUDEFRY-DEMOMBYNES, « Le Livre des Magistratures d'El WANCHERISI ».

Les pouvoirs juridictionnels du mohtasib. — Il convient de remarquer que dans ces attributions multiples, les pouvoirs juridictionnels du mohtasib ne sont pas sans s'apparenter avec ceux du cadi.

De l'un comme de l'autre il est permis, à l'époque, de réclamer la protection ; à l'un comme à l'autre le défendeur peut exposer sa requête. Mais le mohtasib ne jouit de cette parité avec le cadi que pour trois importantes questions d'intérêt privé pour lesquelles il a été spécialement institué. Ce sont, d'après Wancherisi les cas :

1^o de vente de marchandises impures et de tromperie dans la mesure ou dans le poids ;

2^o de fraude et tromperie au sujet de la vente ou du prix ;

3^o de retard à acquitter une dette bien qu'on en ait les moyens.

Dans le domaine de sa compétence, le mohtasib a comme le cadi le *droit de contrainte* sur le défendeur pour le délaissement de la chose litigieuse.

En ce qui concerne plus particulièrement l'ordre public la compétence du mohtasib est plus étendue que celle du cadi : contrairement à ce magistrat, il peut *directement se saisir* d'une affaire sans attendre qu'elle soit portée devant lui.

Le rôle du mohtasib est d'inspirer la crainte ; celui du cadi d'être équitable. Le premier devra souvent employer la violence. Le second, au contraire, selon Wancherisi, « est particulièrement qualifié par la mansuétude et la dignité ».

Mais il est des cas où les pouvoirs du mohtasib sont nettement inférieurs à ceux du cadi. Wancherisi précise : « Hors des faits manifestement répréhensibles, le mohtasib n'a pas de compétence générale « en matière de contrats, obligations et autres droits, à moins que cette « compétence ne lui ait été déléguée par un texte précis et ne soit « venue s'ajouter à celle de la Hisba. Il devient ainsi mohtasib et cadi, « et il doit remplir les conditions de capacité du cadi » (1).

Il ne peut agir, d'autre part, que dans la limite des droits reconnus par un aveu. Quand il faut avoir recours aux moyens de preuve, quand il convient d'exiger le serment, on doit s'adresser au cadi.

Le mohtasib perd peu à peu son influence. — Elle est pour le moins curieuse et pleine d'intérêt cette période de l'histoire du mohtasib, où cet homme sévère mais juste, dont la préoccupation essentielle est d'ordonner le bien et d'interdire le mal, associe ainsi étrangement les fonctions d'un censeur romain chargé du *regimen morum* et d'un édile

(1) H. BRUNO et GAUDEFRY-DEMOMBYNES, « Le Livre des Magistratures d'El WANCHERISI ».

curule à celles d'un inquisiteur, d'un préfet de police et d'un prévôt des marchands de notre ancienne France.

Ces fonctions tout empreintes de religiosité, imposèrent un choix très sévère pour les premiers titulaires, hommes de savoir, réputés pour leur piété et la pureté de leurs mœurs.

Mais peu à peu, au cours des temps, s'efface ce personnage si sévère. Un fonctionnaire beaucoup moins rigide lui succède. Déjà, même au temps de Léon l'Africain, notre mohtasib à Fès semble bien déchu de sa respectable dignité d'antan : « Le Roi donne cet office aux « gentilshommes qui le demandent à Sa Majesté, mais on en vouloit « anciennement pourvoir personnes doctes et bien morigénées ; toutefois maintenant les igorans et les gens de basse condition l'impétreront plus facilement que d'autres, à qui il seroyt mieux employé . »

Si Léon l'Africain n'est point trop sévère dans son appréciation, il y a là un témoignage qui rabaisse singulièrement le prestige de celui qui avait autrefois le devoir d'appliquer la censure des mœurs, ce qu'on appelle en arabe le « tghyir-al-munkar » (1).

Le mohtasib n'est bientôt plus qu'un fonctionnaire délégué à l'activité économique des cités. — Dans les mains d'un sultan comme Moulay-Hassan, maître absolu devant qui l'on tremble, il ne sera plus qu'un instrument docile. Une partie des prérogatives très étendues du chef de la communauté musulmane « l'iman » ne seront plus déléguées au mohtasib. Il n'est plus un magistrat qui souvent s'impose, mais un fonctionnaire délégué à l'activité économique de chaque ville musulmane. De nombreux commentateurs n'ont retenu que le stade final de cette évolution et n'ont vu en lui qu'un « prévôt des marchands » par une assimilation un peu hâtive avec notre propre histoire corporative.

Bien que confiné, par la volonté des sultans, dans des attributions purement professionnelles, le mohtasib avait encore un rôle important à jouer. Chargé de la surveillance des corporations, des marchés urbains, du ravitaillement des médinas (2), il avait le soin d'orienter la vie économique des cités.

Dans ce rôle, certains mohtasibin se créèrent une personnalité éminente : tel le mohtasib Moulay Ibrahim, qui sous le règne d'Abd-el-Aziz, eut une telle autorité à Marrakech qu'il y régna vraiment en maître. Fès, jalouse de sa supériorité intellectuelle et commerciale, sut encore mieux que partout dans l'empire se donner des mohtasibin

(1) E. LÉVI-PROVENÇAL, « L'Espagne musulmane au x^e siècle ».

(2) Quartiers musulmans des agglomérations autochtones par opposition aux « mellahs » quartiers juifs.

de premier plan. Meknès, sa voisine, savait aussi choisir ses mohtasibin parmi l'élite de la société musulmane.

Fidèles à leurs traditions, les trois grandes cités possédaient des mohtasibin dont l'autorité égalait et souvent surpassait celle du pacha. Fès, en particulier, put compter jusqu'à trois pachas. Elle n'eut jamais qu'un seul mohtasib.

* * *

Telle était la situation lors de la signature du traité de Protectorat en 1912.

Sévissant avec une autorité d'autant plus grande qu'ils *réprimaient eux-mêmes les infractions à leurs édits*, les mohtasibin condamnaient dans leurs « mahakma » (1) à l'amende, à la bastonnade, à la prison, à la déportation.

Indépendants du pacha et du cadi ils étaient au même titre que ces derniers en relation directe avec le sultan.

La répression des fraudes, issue d'une autorité bien assise, pouvait efficacement s'exercer.

Elle ne manquait pas d'être sévère : « A Safi, l'auteur d'une fraude « honteuse était, sur l'ordre du mohtasib, promené corde au cou à « travers les rues de la ville par deux moghazenis qui criaient sa faute « et s'arrêtaient de temps en temps pour lui donner du bâton. »

« A Rabat, le mohtasib Si Djillalli, qui vécut à la fin du règne de « Sidi Mohamed et dans les premières années du règne de Moulay « Hassan, se promenait tous les jours sur sa mule à travers les soukhs, « pénétrait dans les échoppes, goûtait le beurre et le miel, soupesait « et vérifiait le pain et les beignets. Il était escorté de deux moghazenis « armés, l'un d'un nerf de bœuf l'autre d'un bâton. Aussitôt un délit « constaté, le fraudeur était appréhendé, jeté à terre et recevait « publiquement la bastonnade, sans autre forme de procès. (2) »

Dans les cas jugés graves, le mohtasib recourait à la punition du « tetouif ». Cette pratique, qui est une réplique du même genre de punition en usage dans nos vieilles corporations d'autrefois, consistait à enduire le corps du fraudeur de la marchandise avariée ou suspecte. Ainsi recouvert des produits alimentaires les plus variés, il était promené par le soukh, criant à haute voix son crime. Les aides du mohtasib se chargeaient, le cas échéant, de soutenir à coups de bâton l'ampleur de sa voix. C'était là une peine vraiment infamante. Celui qui l'avait une fois subie n'avait plus que la ressource de déguerpir du soukh. Généralement, il s'empressait de le faire.

(1) Lieux où ils tenaient leurs audiences publiques.

(2) P.-Louis RIVIÈRE, « Etudes marocaines » (Sirey. Paris, 1928).

Pour exposer les coupables aux moqueries de la foule, le mohtasib les faisait également coiffer d'une sorte de bonnet ridicule appelé « tartour », qu'il avait d'ailleurs soin de laisser pendre comme une enseigne devant la porte de son tribunal pour inspirer la crainte du châtement.

En principe le mohtasib préférait la justice expéditive des châtements corporels à la prison ou à l'amende. Il suspendait également le fautif pendant un certain temps, lui interdisant tout travail. Il pouvait aller jusqu'à l'exclure de la corporation.

LE MOHTASIB LORS DE L'OCCUPATION FRANÇAISE.

Rôle de plus en plus effacé du mohtasib. — A l'époque de la signature du traité du Protectorat, en mars 1912, les mohtasibin, bien que déchus de leur autorité toute puissante d'antan, étaient encore effectivement des magistrats.

L'élite intellectuelle musulmane était parfaitement consciente de la régression acceptée par tous des fonctions du mohtasib depuis le temps où Omar ben Khattab, premier calife de l'Islam et successeur de Mahomet, avait pour la première fois en personne exercé les devoirs sacrés d'une fonction alors sacerdotale.

On se souvenait... : « Le temps était déjà passé, nous rappelle avec « une pointe d'amertume Si Driss el Mokri, le fier et noble mohtasib « de Fès actuellement en fonctions, où Sa Majesté le Sultan choisissait « ses vizirs parmi les mohtasibin, réservant les fonctions de pacha « aux gens de sa garde qu'il voulait distinguer ».

« Il est bien certain, nous dira aussi Si Ahmed Terrab, le fin et « distingué mohtasib de Meknès, que si le siège du Gouvernement du « Protectorat eut été à Fès ou à Meknès, le mohtasib n'eut point été « oublié dans la réorganisation économique de l'empire. »

Nous ne saurions trop insister sur la force de ces arguments. D'autres ont pu écrire que nos officiers de renseignements, collaborateurs immédiats de la première heure du général Lyautey, avaient commis par ignorance une grave erreur en méconnaissant la nécessité de l'institution des mohtasibin.

C'est là facile critique, que loin des complexités du moment il est loisible aux commentateurs d'exercer dans le silence de leur cabinet de travail.

Sans avoir la prétention de juger des hommes que nous admirons pour leurs actes dans la rénovation de cet empire, nous pensons pouvoir dire que d'autres, à leur place, ne se seraient peut-être pas montrés mieux inspirés.

L'autorité du pacha prime celle du mohtasib. — Les faits sont tout autres : soucieux, avant tout, de restaurer l'autorité, le Gouvernement du Protectorat ne vit d'abord comme susceptibles de l'exercer sous son contrôle que les pachas qui avaient précisément, dans certaines cités, progressivement dépossédé les mohtasibin de leurs prérogatives. Le pouvoir très diminué dont jouissait le mohtasib de Rabat ne fut certainement pas sans influencer fâcheusement le législateur de l'époque. On avait oublié, alors, les exploits légendaires du fameux raïs El Maati, capitaine du port de Rabat et chef de la corporation des gens de mer qui, « nouvel Etienne Marcel, avait institué à Rabat » et dans les environs, dans la première moitié du siècle dernier, une « véritable dictature, rendant la justice, administrant la cité, rendant la vie intenable au malheureux pacha, bientôt forcé de déguerpir. »

L'erreur ne fut point tant de prendre le pacha comme seul et unique responsable. Tout donne à penser qu'on se méprit plutôt sur ses véritables fonctions. C'était là un gouverneur de territoire, mais un militaire avant tout.

Lorsque Sa Majesté le Sultan s'avisait de mander un ordre à un caïd des environs de Rabat, Elle n'était point accoutumée de le faire directement. Elle en chargeait le gouverneur de la région à laquelle ressortissait le territoire de la tribu du caïd. En l'occurrence, le pacha de Rabat transmettait ses mandements. Comme nous l'avons souligné, pacha, cadî et mohtasib correspondant chacun avec le Sultan, avaient des prérogatives nettement séparées. Le malheur fut que cette discrimination, très marquée dans les trois grandes villes de l'empire : Fès, Meknès, Marrakech, l'était beaucoup moins, pas du tout peut-on dire, dans les autres.

Cédant à cette tendance regrettable à une assimilation avec notre propre histoire, on a voulu faire du pacha, gouverneur d'un territoire de Sa Majesté le Sultan, l'équivalent en quelque sorte des intendants de justice, police et finances de notre ancien régime. Vis-à-vis des grandes cités de l'empire, qui maintenaient alors la tradition, cette conception était fausse.

Le dahir du 28 octobre 1914. — Le D. du 28 octobre 1914 établissant des sanctions aux arrêtés municipaux sur les tarifs des mohtasibin, vient rappeler, pour les besoins de la cause, une de leurs principales attributions : l'établissement de la mercuriale. Pour freiner les tentatives de hausse factice et de spéculation illicite, on fut heureux de redonner quelque vigueur au vieux cadre corporatif grâce à la classique intervention du mohtasib. Les effets de ce D. se montrèrent particulièrement bienfaisants.

Le dahir du 8 avril 1917. — Le D. du 8 avril 1917, qui constitue la charte municipale des villes marocaines, ne parle du mohtasib qu'incidemment peut-on dire, en développant les pouvoirs réglementaires du pacha ou du caïd qui apparaissent singulièrement augmentés au préjudice des pouvoirs jusqu'ici traditionnellement exercés par le mohtasib.

Dès lors, ce dernier n'est plus, en principe, qu'un agent consultatif. Il donne son avis. Celui qui tarifie, c'est le pacha. Le D. a bien soin de souligner en passant qu'il est des lieux de vente où sont obligatoirement appliquées les mercuriales établies par le mohtasib. Il omet tout simplement de les préciser.

Le dahir du 4 août 1918. Aboutissement de la justice pénale du vieux Maroc. — Le D. du 4 août 1918 pose en principe, tant dans l'exposé des motifs qui le précède que dans son article premier, que le droit de la justice répressive du souverain est délégué restrictivement aux pachas et caïds, exception faite du domaine de la compétence légale des juridictions françaises et de la Chambre criminelle du haut tribunal chérifien.

Le mohtasib cesse d'être officiellement investi d'autorité. Envers et contre tout, de remarquables mohtasibin, tels ceux de Fès et de Meknès, nous l'avons signalé, sauront cependant conserver à leurs fonctions le prestige d'une autre époque. Mais ce ne sont là qu'exceptions dues à l'éminente personnalité et à la sagesse avisée des titulaires.

Le D. du 4 août 1918 nous fait assister à l'aboutissement de l'évolution de la justice pénale du vieux Maroc. Elle présente, en effet, un caractère très particulier : caïds et pachas ont progressivement accaparé toutes les prérogatives de justice déléguées aux agents locaux du Maghzen. Cependant, le sultan retient encore la peine capitale.

On peut trouver une explication logique à cet état de choses, du fait que l'empire chérifien a toujours été considéré par le pouvoir central comme un pays militairement occupé. Le souverain et ses représentants garantissaient alors l'ordre public grâce à un pouvoir disciplinaire très rude, véritable justice prétorienne et extraordinaire, rapide et brutale, qui suppléait utilement aux scrupuleuses lenteurs de la justice coranique.

Le Gouvernement du protectorat s'employa effectivement à conserver le *statu quo* en écartant ce qu'il avait de trop arbitraire. Son erreur initiale, cependant, fut de confirmer, vraisemblablement volontairement par crainte de dispersion de l'autorité, pachas et caïds dans les attributions qu'une pratique regrettable avait progressivement enlevées aux mohtasibin, en négligeant de rétablir l'ancien prestige de ces derniers.

Le dahir du 24 décembre 1918. Les fonctions de mohtasib deviennent surtout honorifiques. — Le D. du 24 décembre 1918, tout en affirmant une fois encore le droit des mohtasibin à l'établissement des mercuriales, fait apparaître du même coup dans son article 2, que les pouvoirs de police en matière d'alimentation, de ravitaillement et de lutte contre la vie chère, sont bien devenus l'apanage des pachas et caïds.

Les textes, on le voit, sont imprécis, insuffisants. Le prestige du mohtasib qui s'attachait autrefois à la fonction va désormais dépendre de la personnalité du titulaire.

Certes, le D. de nomination, dernier vestige de prestige passé, est encore conçu en termes solennels :

« Louange à Dieu seul. Qu'il comble de bénédictions Notre Seigneur
« Mohamed, sa famille et ses compagnons et qu'il lui accorde le Salut.

— Grand Sceau du Sultan —

« Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu Très Haut en élever
« et en fortifier la teneur — que Nous, par la grâce et la puissance de
« Dieu,

« Considérant l'état de prospérité auquel est parvenu la ville de...

« Avons créé, dans cette localité, un emploi de mohtasib, conformément aux dispositions de Notre Dahir du 15 djoumada 1335 (8 avril 1917) relatif à l'organisation municipale.

« Nous nommons par les présentes, aux dites fonctions de mohtasib
« de la ville de ... Notre Serviteur agréé...

« *En conséquence, nous lui ordonnons de vérifier constamment les
« poids et mesures, de réprimer les fraudes dans les marchés, de redresser
« tous les abus et de veiller à la stricte application des règlements en
« vigueur conformément aux usages établis.*

« La crainte du Très Haut devra guider sa conduite et sa pensée
« car Dieu — qu'Il soit exalté — observe tout et c'est à Lui que l'on
« doit des comptes.

« Nous ordonnons à ceux qui prendront connaissance du présent
« Dahir parmi Nos Serviteurs et les représentants de Nos Autorités
« à... de s'y conformer et de ne point le transgresser.

« Cet ordre, glorifié par Dieu, a été donné à la date du... »

Pompe toute factice, si loin de la réalité. La fonction n'est plus alors qu'un honorable privilège que la bienveillance du sultan distribue, non plus en égard aux qualités réelles des impétrants, mais à celles souvent illusoires qu'apportent la naissance ou d'heureuses alliances.

Dahirs des 14 octobre 1914 et 29 août 1923. — Venant encore accentuer le régime d'inertie auquel l'évolution consacrée par nos premiers règlements de police avait condamné le mohtasib, les D. des 14 octobre 1914 sur la répression des fraudes et 29 août 1923 sur l'institution du système métrique dans le protectorat, écartent ou minimisent sa collaboration dans les milieux indigènes.

Le mohtasib apparaît définitivement diminué. — Et dès lors, qu'est le mohtasib ? — Un simple intermédiaire, généralement bien peu influent, un agent d'information pas toujours très bien informé, car désormais trop loin des corporations.

Les gens de métier, esprits frondeurs par excellence, sont experts à déjouer, pour un meilleur profit, une surveillance qui se relâche chaque jour. Ils subiront, non sans rancœur, les conséquences des fluctuations désordonnées des crises mondiales. Ce sera la décadence du travail et du commerce. Le crédit disparaîtra des soukhs, les affaires périliteront.

Alors, le contrôle européen est impuissant à pénétrer au cœur des vieilles médinas ; le contrôle indigène est réduit à peu de chose. Les fraudes se multiplient.

Les aminat ne sont plus capables de faire le recensement de leur « maallem » et ces derniers vont porter leurs différends le plus souvent devant le pacha qui tranche souverainement dans un domaine où il est inexpert. Les empiètements des pachas dans le domaine des attributions des mohtasibin soulèvent de lourds conflits. Les mohtasibin influents et capables luttent et conservent leurs privilèges. Quelquefois découragés, incompris, ils acceptent avec un fatalisme digne et résigné l'effacement qu'on leur impose. Les autres, peu enclins aux initiatives, se laissent conduire par les événements dont la portée dépasse leur entendement.

LES POUVOIRS DE POLICE ET LES POUVOIRS JURIDICTIONNELS DU MOHTASIB.

Dans cette période de déclin accentué de la vieille autorité des mohtasibin, il convient de dresser le bilan des attributions *tout au moins théoriques* de cette fonction demeurée sans statut.

Nous inspirant des considérations précédentes qui ont guidé les lettrés musulmans dans l'étude de ces pouvoirs, nous étudierons successivement ce que sont devenus au début de notre établissement au Maroc :

- 1^o ses pouvoirs de police ;
- 2^o ses pouvoirs juridictionnels.

1^o *Les pouvoirs de police du mohtasib.*

a) *Etablissement des mercuriales.* — Les différents D. que nous venons de citer le confirment dans ses attributions. Il tarifie les produits de première nécessité. Il est à noter qu'il existe certains lieux de vente (imprécisés) où les mercuriales établies par le mohtasib sont obligatoirement appliquées après visa par le chef des Services municipaux. Par contre, dans les autres lieux de vente, les marchandises sont tarifées par le pacha sur simple avis du mohtasib ; mais ces mercuriales ne sont alors exécutives qu'après approbation du Grand Vizir.

b) *Son rôle au sein de la Commission municipale.* — Il y joue un rôle actif, en principe, jusqu'au D. du 27 janvier 1923 (1). Dès lors, il n'assistera à ces réunions qu'à titre consultatif et seulement en ce qui concerne spécialement ses attributions. Son rôle devient très effacé.

Il fera également partie de la commission chargée de l'examen des demandes d'inscription des courtiers marocains de marchandises, instituée par le D. du 15 avril 1924 (2).

c) *Protection des animaux.* — Pour des raisons bien spécieuses de politique indigène, le protectorat n'a pas cru devoir appliquer au Maroc la loi française dite « loi Grammont » relative à la protection des animaux. Pourtant, cette initiative, en rappelant une des très anciennes attributions coraniques du mohtasib, aurait pu, après quelques retouches appropriées, être réalisée au Maroc. Ne l'est-elle pas en Tunisie, où nos protégés ne songent pas à y voir une atteinte vexatoire à leurs coutumes ?

Cependant, une circulaire du Grand Vizir en date du 9 mai 1917 et une circulaire résidentielle du 22 mai 1918 viendront successivement rappeler au mohtasib ses devoirs de surveillance des « fondouks » (3). Ces mesures n'auront aucune portée pratique.

d) *Approvisionnement des villes.* — Le grand rôle économique départi aux mohtasibin de l'Espagne des califes, avait conservé une partie de son importance dans le Maroc d'autrefois. Le protectorat, nous l'avons déjà noté, ne jugea pas utile d'avoir recours à cette collaboration.

Pourtant, au début de la guerre européenne de 1914, nous avons vu que le D. du 28 octobre 1914, renforçant pratiquement l'autorité du

(1) *B. O.*, n° 536 du 30 janvier 1923, p. 123.

(2) *B. O.*, n° 602 du 6 mai 1924, p. 750.

(3) Lieu où les indigènes de passage dans une localité rassemblent leurs animaux.

mohtasib dans la lutte contre l'accaparement et la hausse illicite, recherchait sa collaboration pour un meilleur approvisionnement des villes.

e) *Fraudes commerciales.* — Le régime capitulaire sous lequel vivait le Maroc dans les premiers jours de notre protectorat entraînait, comme nous le verrons bientôt, de sérieuses difficultés pour la constatation et la répression des fraudes chez les Européens. A plus forte raison, il ne pouvait être question d'établir les bases d'une collaboration quelconque dans les milieux indigènes avec des mohtasibin dont on se souciait si peu de raffermir l'autorité.

Notre D. organique du 14 octobre 1914 sur la répression des fraudes va réserver le soin de constater les fraudes aux seuls agents français et le soin de les punir aux tribunaux français du protectorat.

Après comme avant la parution de ce D., dans la mesure où ils savent conserver leur autorité, les mohtasibin continuent à réprimer les fraudes indigènes. Cependant, leur intervention se fait en général de plus en plus rare. Que peuvent-ils, au reste ?

Il n'existe aucune sanction à leurs défenses en matière de fraudes. Et ils n'ont certes pas la prétention de rappeler au respect des disciplines de la Hisba, désormais désuète, des artisans qui ne se gênent pas pour tourner la réglementation française pourtant sévèrement sanctionnée.

Jadis le mohtasib pouvait poursuivre la fraude partout même à l'encontre des puissants du régime. Il avait ce droit extraordinaire, que nul autre n'eut pu impunément se permettre, de retirer au sultan sa babouche et d'en ouvrir la semelle afin de vérifier si un vulgaire carton n'était pas substitué frauduleusement au cuir.

Maintenant, il sait l'inanité de son contrôle chez le plus petit artisan.

D'elle-même, heureusement, la réaction s'imposera sous la forme de l'intervention systématique et énergique de la résidence pour sauver la réputation de la production artisanale gravement en péril.

f) *Vérification des poids et mesures.* — C'était là, nous le savons, une des plus anciennes attributions du mohtasib. En principe, tout ustensile de pesage ou de mesurage ne pouvait être vendu et livré à l'acheteur par le fabricant sans l'apposition du poinçon de garantie du mohtasib. Malheureusement les étalons de poids n'étaient pas unifiés. Les séries étaient des plus disparates tant pour les poids que pour les mesures.

Depuis le début de l'islamisme les mesures ont naturellement beaucoup varié en passant d'Orient en Occident. Cependant, au début

du ^{xx}^e siècle, on continuait toujours au Maroc à évaluer les poids en monnaies, mesures fixes en principe. L'unité de comparaison était le douro d'argent pesant 25 grammes. La plus grosse unité de poids était le « qantar » (quintal). On distinguait :

1^o le « qantar » pour l'épicerie et les marchandises européennes, qui équivalait à 100 livres de 20 douros, soit 50 kilos ;

2^o le « qantar » pour l'épicerie indigène équivalant à 100 livres de 32 douros, soit 80 kilos ;

3^o le « qantar » pour la boucherie équivalant à 100 livres de 40 douros soit 100 kilos. Ce même « qantar » était utilisé chez les tisserands et chez les charbonniers. Le « qantar » avait des sous-multiples : demi, quart, huitième et seizième de quintal.

Le « qantar » valait toujours 100 « rtal », mais le rtal avait une valeur qui variait non seulement avec les différentes corporations, mais encore suivant les époques et les régions, voire quelquefois suivant les marchands. Il était donc d'usage, en traitant les affaires, de s'entendre préalablement sur la mesure à adopter.

Il n'y avait pas d'étalon de longueur et les mesures de longueur étaient encore plus variées que les poids.

On utilisait la « qama » correspondant à la longueur de deux bras étendus pour la vente à la corde, l'arpentage de petites surfaces, la mesure de la profondeur des puits. On n'arpentait jamais les grandes surfaces.

Les maçons utilisaient la coudée ou tiers de « qama ». Les menuisiers et les charpentiers se servaient de la « palme » qui correspondait à la distance de l'extrémité du petit doigt à l'extrémité du pouce d'une main grande ouverte avec les doigts écartés.

Pour vendre les cotonnades, les soieries, les étoffes importées, on se servait d'une règle en bois de 54 centimètres de longueur, appelée « qala ».

Les mesures de capacité étaient généralement affaire de « l'amin al moustafad » qui les poinçonnait et les surveillait. Il avait également sous son autorité les mesureurs et les portefaix.

Cette rapide énumération nous montre avec quelle difficulté le moh-tasib devait, quand il le pouvait, exercer sa surveillance. A Fès, beaucoup de mesures étaient anglaises. A Marrakech, au soukh aux huiles, le peseur officiel préposé à la pesée du miel, de la cire, du beurre, du savon, devait se servir, en principe, de poids officiellement poinçonnés. Il trouvait commode d'y adjoindre des pierres et des entraves en fer provenant de la prison.

Les chroniques racontent d'ailleurs que les révisions de poids et mesures étaient le plus souvent, plutôt qu'un contrôle, l'occasion d'une appréciable source de revenus pour le mohtasib : les marchands

étaient convoqués par ses soins à sa « mahakma » et déposaient devant lui tous leurs poids pêle-mêle. Il percevait alors une taxe fixe par boutique. Après quoi il apposait un poinçon sur chaque poids, se souciant aussi peu de vérifier vraiment l'exactitude du dit poids, que de le rendre à son légitime propriétaire.

Devant une telle anarchie, on comprend facilement que certains mohtasibin consciencieux, préalablement consultés avant que ne fut scellé le D. du 23 août 1923, établissant le système métrique dans la zone française de l'empire chérifien, se soient ralliés sans réserve à cette indispensable réforme.

g) *Surveillance des corporations.* — Aux premiers jours du protectorat, la vie corporative apparaît singulièrement affaiblie. Les métiers périlicntent par suite de la défectuosité d'un outillage rudimentaire et suranné, à faible rendement, avec lequel la remarquable habileté manuelle des artisans lutte sans succès devant la concurrence étrangère.

Le gouvernement ignore les aminat. Ils ne sont plus consultés et perdent leur influence. Ce sont les sections indigènes des chambres consultatives d'agriculture, de commerce et d'industrie, qui vont tendre, à partir de 1919, à prendre en mains les intérêts professionnels marocains.

Les entreprises, les services publics, les régies d'Etat recrutent des travailleurs sans se soucier de la formule corporative.

Les artisans abandonnent le cadre corporatif pour rechercher les profits des nouveaux métiers que leur offrent le commerce et l'industrie européens.

Edictés dans un but pourtant louable d'hygiène et de sécurité publique, certains arrêtés municipaux ont une incidence regrettable : ils précipitent la désorganisation de la vie corporative.

Le mohtasib, nous l'avons vu, est encore reconnu. Mais sans autorité, il assiste impuissant à la désagrégation du corps social.

Dans les ports, à Casablanca notamment, un organisme réorganisé depuis l'occupation française vient sérieusement réduire son influence : en effet, le « Raïs el Marsa » ou capitaine du port, nommé directement par le sultan, doublé d'un Khalifat, aidé de secrétaires et d'un caissier, assure le paiement des travailleurs du port et arbitre les différends sous l'autorité du pacha.

Par ailleurs, la petite bourgade bédouine que fut autrefois Casablanca est progressivement envahie par les immigrants qui viennent bouleverser, à la faveur des circonstances, les vieilles règles corporatives.

Mais, malgré tout, la tutelle du mohtasib sur les corporations, aussi

effacée soit-elle, n'en persiste pas moins malgré l'absence de textes pour la définir, tant est forte en ce pays la puissance de la tradition :

- a) il nomme les aminat en proposant à l'approbation du chef des services municipaux la candidature présentée par les membres de la corporation ;
- b) il procède, avec l'approbation du chef des services municipaux, à la nomination des « dellala » (1) proposés par l'amin de la corporation ;
- c) enfin, il est encore l'intermédiaire écouté, dans certaines cités, qui transmet au maghzen central les doléances des artisans.

2^e Les Pouvoirs juridictionnels du Mohtasib.

a) *Arbitrage*. — Consacré par une longue tradition, le vieux principe corporatif d'une juridiction à deux degrés subsiste encore au début du protectorat. Tout comme autrefois, les petites querelles au sein des corporations sont réglées amiablement par les aminat, sauf appel au mohtasib.

Ce dernier juge en première instance les causes majeures, généralement en dernier ressort, quand l'influence du pacha ne se superpose pas à la sienne. Les jugements soigneusement enregistrés sur les livres du mohtasib, demeurent dans ses archives.

Le cas très particulier de Marrakech est assez curieux. Dans la capitale du Sud, la vie corporative a toujours été influencée par le conflit persistant qui sépara les grandes familles Glaoua et Mtouga.

Là, mieux que dans les autres cités du Maroc, le pacha, tout puissant « Seigneur de l'Atlas » discerna bien vite tout le profit qu'il avait à s'assurer la haute main sur les corporations. Il nommait alors les aminat qui demeuraient toujours ses fidèles. Les achats, les ventes, en bref la gestion économique de son domaine, était d'autant plus facilitée. Notons que cette diminution de l'autorité du mohtasib entraînait avec elle une dépréciation certaine des qualités professionnelles des aminat. La compétence du mohtasib, éclairée par l'expérience des aminat, tout en dégageant la mahakma du pacha, eut permis vraiment d'aider les corporations en les surveillant au lieu de les diminuer moralement et matériellement.

M. Prosper Ricard, ancien inspecteur général des arts indigènes au Maroc, qui sut apporter aux initiatives hardies du Maréchal Lyautey

(1) Un certain nombre de meubles et immeubles sont vendus aux enchères sous la surveillance du mohtasib dans le soukh et dans les rues de la ville, par l'intermédiaire de crieurs publics appelés « dellala ».

en ce domaine une collaboration féconde et éclairée, nous contait un jour l'anecdote suivante :

Au cours d'une tournée d'inspection à Marrakech, le service local des arts indigènes lui présente un superbe poignard, finement damasquiné, qui venait d'être acheté pour les collections de l'Etat. M. Ricard, que l'on peut considérer comme un des spécialistes les mieux instruits des choses de l'artisanat en Afrique du Nord, a quelque soupçon sur l'authenticité de la pièce dont la date gravée remonte à plus de deux cents ans.

L'amin de la corporation des orfèvres est convoqué. Il examine la pièce, la tourne, la retourne, puis sentencieusement déclare : « La facture de cette arme nous prouve qu'elle n'a guère plus de deux ans d'existence. »

Réplique immédiate de l'inspecteur, qui flétrit comme il convient le peu de bonne foi des artisans. Impassible, notre amin lève les bras au ciel et laisse tomber ces paroles significatives : « Kif El Mamoul ya Moulay. Haïts Anaou lem Ibka Menai fi ettedlis » (1).

Soustraite à l'autorité du mohtasib, qui incarnait de longue date aux yeux des artisans traditionnalistes le respect sévère des usages loyaux du commerce, la corporation se croit désormais libre quant à son orientation professionnelle, du moment qu'elle a rendu, avec une bonne grâce de commande, au pacha, seule autorité que vraiment elle reconnaisse, tous les petits services qu'il s'estime en droit d'attendre d'elle.

Et dans ces conditions, que peut arbitrer le mohtasib ? Ce droit d'arbitrage, selon l'équité que le protectorat ne lui a jamais interdit, les corporations d'elles-mêmes s'en éloignent peu à peu. Les artisans vont directement au tribunal du pacha dépositaire de l'autorité et à leurs yeux seul apte à les départager. A part Fès et Meknès, les autres cités de l'empire n'ont plus comme mohtasibin que de modestes fonctionnaires. Et elles n'en ont pas toutes...

b) *La répression des infractions.* — N'arbitrant que rarement, le mohtasib aura encore moins à réprimer les délits. Il se contente le plus souvent de les signaler au pacha, qui seul désormais exerce le droit de police. Certaines grandes villes : Fès, Meknès, possèdent encore de vrais mohtasibin, qui conservent victorieusement leurs privilèges.

* * *

Ainsi s'achève une époque. La sévère réglementation de ce qui fut autrefois la « Hisba » a bien perdu de sa force originelle. Ce qui subsiste de sa puissance est inégalement respecté dans les villes de l'empire.

(1) Que voulez-vous, Seigneur, aujourd'hui la fraude n'est plus interdite.

Défenseurs farouches d'une tradition qu'ils sentent indispensable au peuple musulman, des hommes combattent encore opiniâtrement pour l'ancien prestige du mohtasib et les prérogatives de sa charge.

Mais le Maroc s'ouvre à la civilisation moderne. L'évolution va se précipiter.

CHAPITRE DEUXIÈME

LA PÉRIODE INTERMÉDIAIRE

« ... Ce fut, qu'on me permette le terme
« l'âge d'or de la fraude ! »

Procureur général LANDRY
(Cour d'appel de Rabat, 1918.)

Farouchement isolé durant des siècles du reste du monde, s'opposant obstinément à toute tentative de pénétration, le Maroc vivait à l'écart de la civilisation européenne. Protégé à l'intérieur par les remparts de l'Atlas, il présentait aux navigateurs une côte inhospitalière, qu'une barre impossible à franchir faisait justement appeler la « côte de fer ». Aux premières heures de l'occupation française, en 1907, c'est donc un pays moyenâgeux qui s'ouvre à notre influence. Mais avant que celle-ci s'affirme, avant que la paix française n'apporte l'ordre et la justice, des courants tumultueux d'intérêts discordants s'affrontent dans le choc de deux civilisations.

C'est cette période transitoire qui s'étend du débarquement de nos troupes à la naissance de nos premiers textes législatifs régissant la matière des fraudes, que nous avons essayé de décrire dans le cadre de notre sujet, sous le titre de « période intermédiaire ».

L'âge d'or de la fraude. — Le 5 août 1907, les premières troupes françaises débarquaient à Casablanca. Mais avant elles, avec elles, après elles, la cohorte des hommes nouveaux. Ah ! certes, il y avait parmi ces audacieux venus au-devant du danger pour tenter « fortune », beaucoup de braves gens de notre vieille France. Il l'a bien fallu. Un ouvrage à la hauteur de leur cœur les attendait. Mais avec eux... il y avait... les autres, ceux qui furent si bien stigmatisés par cette boutade désormais fameuse et bien connue des « vieux Marocains » : « On ne fait pas de colonie avec des rosières. »

Ceux-là, ils se souciaient bien moins des questions vitales d'hygiène que de « faire des affaires », fût-ce, au besoin, en empoisonnant leurs concitoyens.

L'armée avait tous les pouvoirs. Mais sa tâche était écrasante. Pacification, organisation du pays, devaient être menées de front.

Pouvait-on alors songer à tout réglementer ? La législation française n'était pas applicable ; la législation indigène dont l'autorité était chancelante, nous l'avons vu, n'était pas adaptée à nos mœurs. Quelle belle part pour les aventuriers !

Ils osèrent effrontément, trompant même délibérément et sans vergogne nos intendants militaires.

Et, instruments dociles et heureux de cette loi naturelle qui veut que la fraude engendre la fraude, s'étende et s'insinue partout sous le manteau protecteur de la concurrence, ils s'enrichissaient.

Cependant, le 30 mars 1912, le Gouvernement de la République française et Sa Majesté le Sultan du Maroc signaient le traité de protectorat qui allait jeter les bases d'un nouveau régime fondé sur l'ordre intérieur, la sécurité générale et le développement économique du pays.

On conviendra que, dans l'état d'inquiétude où vivait alors l'Europe, il n'était pas toujours tellement simple d'appliquer ce traité de protectorat. Il fallait user de diplomatie et de vertueuse patience pour mettre en œuvre la prépondérance accordée par les textes à la France, sans contrevenir aux prescriptions de la charte internationale établie par l'acte d'Algésiras.

Les fraudeurs surent tirer parti de la situation. Ils continuèrent leur jeu. Leur zèle passait malgré tout les bornes de la décence.

Nous avons retrouvé dans un magazine de 1914 (1) une étude dont le titre suggestif : « Sus aux empoisonneurs publics » révèle déjà l'état d'esprit qui commençait à s'affirmer en réaction contre les excès des fraudeurs : « On fraude le pain, dit l'auteur de l'article, on fraude le vin, « on fraude le lait, on fraude la bière, on fraude les médicaments, on « fraude tout ce qui se vend, tout ce qui s'ingestionne. »

Compte tenu de la part d'exagération possible chez ceux qui vivaient ainsi dans le feu de l'action, souffrant certainement de toutes les difficultés qu'entraîne une transplantation brutale sur une terre alors mal connue de l'Européen, la fraude était indéniable.

Une interview accordée par M. Malbot, directeur du laboratoire privé d'analyse, qui devait devenir quelques mois plus tard le laboratoire officiel, nous en montre l'étendue.

Les vins étaient véritablement sophistiqués : « Il y a dans ce vin, « dit-il, plus de trois quarts de liquide étranger au vin pur. Quant à « l'acidité, elle est presque toujours normale comme chiffre, sinon par « nature. Ces échantillons sont presque tous colorés artificiellement « avec des couleurs dérivées de la houille (série des anilines). » Et le

(1) *Les Annales marocaines*, 15 février 1914 (article de Christian HOUEL).

chimiste révèle qu'il a ainsi trouvé dans ces vins, de la fuchsine, du rouge ponceau J, de la cochenille ammoniacale, jusqu'à du phytolacca, plante vénéneuse et diastique très utilisée autrefois en Espagne et au Portugal.

« Je les soupçonne, en effet, d'être tous des vins espagnols, ajoute-t-il. »

Pour permettre à leurs clients un mouillage copieux et sans risque, de peu scrupuleux exportateurs étrangers vinaient et coloraient fortement leurs vins. Mais les opérations de vinage étaient, la plupart du temps, pratiquées sur place : l'alcool bon goût importé de Hollande s'achetait sur la base de 0 fr. 55 le litre en gros et de 0 fr. 75 le litre au détail. Et l'offre dépassait la demande. L'alcool, exempt de toute taxe, était même largement utilisé comme désinfectant pour les soins de la toilette pendant les épidémies de typhus.

D'autres faisaient mieux encore. Ils dépassaient en astuce les fabricants de vin de raisins secs : les boissons qu'ils vendaient sous le nom de vin ne contenaient pas une goutte de jus de treille. Elles étaient constituées par des décoctions de figes colorées, avec de l'yeble ou du sureau additionné de rouge ponceau, de l'acide sulfurique à raison de trois grammes par litre et « 50 % en volume d'alcool de bois pour « remonterle jus fermenté » (1).

Non contents de fabriquer un pseudo- vin par mouillage de mixtures préparées, colorées et enrichies en alcool, certains plus audacieux allaient jusqu'à faire venir d'Espagne des vins piqués dont ils masquaient l'acidité avant la vente par un traitement assez primitif à la craie, à la chaux et même à la litharge !

Beaucoup de vins algériens importés subissaient les mêmes sophistications que les vins espagnols.

Nous avons glané dans cette revue de l'époque quelques recettes inattendues, alors couramment utilisées sur la place. Elles sont édifiantes :

Vin de Bordeaux : on désulfite du vin du Gers par barbotage d'air, on met à fermenter avec du ferment de lie de vin de Champagne et... l'on obtient le goût du Bordeaux !

Champagne : ajouter à 0 l. 900 de vin blanc ordinaire 0 l. 100 d'alcool d'industrie ; aromatiser avec de la teinture de céleri, de la vanille, de l'éther acétique et gazéifier !

Rhum : alcool à 45° ; 50 grammes de tan ; zeste d'orange ; poivre de la Jamaïque ; raclures de cuir torréfié ; vanille. Avec un peu de caramel et de teinture de goudron, le tour est joué !

(1) *Les Annales marocaines* (ibid.).

Bière : alcool, fécule de pommes de terre, levure de bière, colle de poisson, colorant.

Se non e vero.....

Nous avouons n'avoir pas eu la curiosité de vérifier la réussite de ces originales recettes. Il ne paraît pas impossible toutefois que des préparations aussi fantaisistes aient tenté les mercantis de l'époque, dont la moralité était plutôt douteuse.

En tout cas, la fraude était excessive. Elle se généralisait dans les domaines les plus imprévus. Certains industriels européens vendaient impunément des mètres pliants correspondant en apparence au mètre français, paraissant donc gradués en cent centimètres mais dont la longueur en développement total atteignait seulement 90 centimètres. Et les exemples abonderaient de tromperies systématiques uniformément répandues.

Quelques années plus tard, M. le Procureur général Landry qui fut un des premiers à contribuer à la mise sur pied de notre législation sur les fraudes, devait marquer cette époque en l'appelant non sans raison « l'âge d'or » de la fraude.

Quelle était alors l'autorité compétente pour réprimer l'audace envahissante des fraudeurs ? Quelles étaient ses armes ?

Les capitulations. — Le Maroc, ancien pays barbaresque, avait autorisé les nations chrétiennes à établir sur son territoire des tribunaux consulaires compétents pour juger leurs nationaux. Ce régime, improprement appelé par la suite « régime des capitulations », puisque jamais aucun traité passé par le Gouvernement chérifien n'a porté ce nom, réservé aux seuls traités passés par la France avec l'empire ottoman, date du début du ^{xvii}e siècle (1).

(1) Les premiers accords en ce sens remontent, en effet, aux traités franco-marocains du 17 septembre 1631, conclu entre Louis XIII et le sultan Saadien Moulay-el-Oualid et du 28 mai 1767 conclu entre Louis XV et le sultan Sidi Mohamed ben Abdallah.

La France était donc primitivement la seule puissance bénéficiaire des privilèges dits capitulaires.

Mais, progressivement, par le jeu de la clause de la nation la plus favorisée, le régime s'étendit aux autres nations. Les traités définissant la situation des « capitulaires » ont été par la suite :

1^o les traités passés par l'Empire chérifien avec l'Angleterre en 1856 ; avec l'Espagne en 1861 ; avec la France en 1863 ;

2^o la convention de Madrid du 3 juillet 1880 qui sous la forme d'une conférence internationale, laissa subsister toutes les clauses non contraires des précédents traités.

L'article premier de la Convention de Madrid renvoie, d'ailleurs au traité franco-marocain de 1863 qui, par la procédure classique de l'accession, a emporté l'adhésion des autres puissances et est devenu international.

L'article 17 de la Convention de 1880 comportant la clause de la nation la plus favorisée, a apporté aux autres puissances le bénéfice des traités de 1856 et de 1861.

Après l'établissement des tribunaux français au Maroc consécutif au traité

Les tribunaux consulaires. — En ce qui concerne les Français, les pénalités applicables étaient celles prévues à l'article 75, § 4, de la loi du 28 mai 1836. « Sur la poursuite et le jugement des contraventions, « délits et crimes commis par les Français dans les Echelles du Levant « et de Barbarie. »

Au point de vue de l'appel, la Cour d'Aix était compétente pour les sentences rendues en Turquie, Egypte, Ethiopie, Maroc et Perse (Edit de 1778. Loi du 18 mai 1858).

Or, d'après la Cour d'Aix, la loi du 28 mai 1836 formait un tout complet qui se suffisait à lui-même. Si la loi était muette sur certains points, il convenait de se reporter au Code d'Instruction criminelle, étant entendu qu'aucune modification ne pouvait être apportée à la loi de 1836 par les changements opérés dans le code d'Instruction criminelle. Cette loi était une loi spéciale et l'on sait qu'il est de règle, sauf stipulation expresse contraire, qu'une loi générale ne peut modifier une loi spéciale.

Il faut noter une caractéristique importante de l'article 75 de cette loi de 1836 :

« En matière correctionnelle et de simple police, après que les juges « ont prononcé la peine de l'emprisonnement, ils peuvent, par une « disposition qui sera insérée dans l'arrêt ou le jugement de condamna- « tion, convertir cette peine en une amende spéciale calculée à raison « de dix francs au plus pour chacun des jours d'emprisonnement. Cette « amende spéciale sera infligée indépendamment de celle qui aurait été « encourue par le délinquant aux termes des lois pénales ordinaires (1). »

La sollicitude du législateur, qui ressort nettement des travaux préparatoires de la loi, avait voulu garantir d'une ruine possible l'établissement du fraudeur soustrait à ses affaires par une peine de prison dans un pays où il apparaissait bien difficile de faire gérer son commerce.

On n'avait pas voulu terroriser le commerce français qui, au Maroc particulièrement, était aux prises avec la rude concurrence allemande. Celle-ci n'hésitait pas, sous le couvert de l'impunité consulaire, à inonder le pays non seulement de denrées falsifiées, mais encore de produits propres à effectuer des falsifications, innombrables produits chimiques dus aux cerveaux féconds des chimistes d'Outre-Rhin,

de protectorat du 30 mars 1912, vingt-trois nations, dont l'Angleterre en 1938, ont renoncé à ce régime. Des négociations actuellement en cours nous permettent d'espérer que les Etats-Unis, qui sont les seuls à conserver encore un tribunal consulaire à Casablanca, renonceront à leur tour à un régime qui n'a plus aucune raison d'être.

Par conséquent, d'après les traités, les consuls n'étaient donc compétents que pour juger leurs ressortissants (Cass. civ., 18 décembre 1922. Recueil de législation et de jurisprudence marocaines, 1923, p. 97).

(1) J. PILLAUT, Manuel de droit consulaire, 1912.

habiles plus que tous autres, en tous temps et en tous lieux, en l'art des produits « ersatz ».

Et le consul était bon juge. N'appartenant pas à la carrière, dès les premiers temps de l'immigration française tout au moins, il apportait aux audiences une indulgence toute paternelle. Il n'était pas rare qu'après avoir rudement admonesté son compatriote délinquant qui jurait de ne plus recommencer (!) il allât, accompagné du greffier, du ministère public et... du délinquant, jusqu'au café voisin pour se rafraîchir paisiblement en devisant des temps présents ! !

Autant dire que la répression était inexistante. On peut même mieux dire : le régime capitulaire ne devait pas manquer d'apporter par la suite plus d'une entrave, tant au libre exercice de la répression des fraudes, qu'à ses incidences d'ordre civil ou commercial.

Il fallait, en effet, tenir compte de ce que :

1^o La justice maghzen demeurait compétente quand un ressortissant d'une puissance, n'ayant pas renoncé au bénéfice des capitulations, actionnait un sujet marocain en matière civile ou commerciale.

2^o Les ressortissants bénéficiaires des capitulations avaient le droit de se porter parties civiles devant les mahakmas des caïds, cependant que les Français et les autres étrangers devaient intenter une action civile séparée devant les tribunaux français.

3^o En matière pénale les capitulaires étaient généralement cités comme civilement responsables de leurs employés poursuivis. Condamnés par défaut généralement, ils jugeaient suffisants de protester au moment de la saisie exécutoire. Il convenait donc de s'entourer de renseignements très circonstanciés tant sur la nationalité des délinquants que sur celle des « civilement responsables » et même des simples témoins qui pouvaient être appelés à l'information ou à l'audience. Le régime capitulaire était donc parfaitement inefficace, pour assurer une répression utile.

ESSAI DE RÉGLEMENTATION MUNICIPALE SUR LES FRAUDES.

Cependant l'intensification de la fraude n'avait pas été sans fortement préoccuper le gouvernement. Le 17 septembre 1913 le ministre plénipotentiaire délégué à la résidence avait envoyé aux chefs des services municipaux des villes de la zone française, par lettre circulaire, un texte type à édicter sous forme d'arrêté municipal sur les fraudes dans le commerce des denrées alimentaires. A la même date, le grand vizir priait les pachas, par circulaire, de publier le dit arrêté (1).

(1) Cf. B. O., n^o 47 du 19 septembre 1913, p. 370 à 372.

L'arrêté municipal de Casablanca du 20 novembre 1913. — Cet arrêté municipal, dont le texte fut publié au B. O. le 19 septembre 1913, fut pris à Casablanca le 20 novembre de la même année sous le N° 25 du répertoire des services municipaux (1).

En voici la teneur *in extenso* :

« Nous, Pacha de Casablanca, Président de la Commission municipale, considérant qu'il importe d'exercer une surveillance sur les fraudes dans le commerce des denrées alimentaires,

« **ARRÊTONS :**

« **ARTICLE PREMIER.** — Il est interdit : de falsifier des substances ou denrées alimentaires ou médicamenteuses destinées à être vendues ; de vendre, mettre en vente ou exposer dans les magasins, boutiques, maisons de commerce ou leurs dépendances, des substances ou denrées alimentaires ou médicamenteuses, sachant qu'elles sont falsifiées ou corrompues ; de tromper ou de tenter de tromper l'acheteur soit en lui livrant frauduleusement une quantité de marchandise inférieure à celle qui aurait dû lui être livrée d'après les indications données ou annoncées par le vendeur ou marchand antérieurement à la vente, soit en employant frauduleusement des modes d'emballage ou d'emballage tendant à faire croire à un pesage ou mesurage antérieur et exact d'après un régime déterminé de poids et de mesure.

« **ARTICLE II.** — Toute vente, mise en vente, exposition dans les magasins, boutiques, maisons de commerce ou leurs dépendances, de marchandises ou denrées alimentaires contenant des mixtions nuisibles à la santé, est interdite.

« **ARTICLE III.** — Toutes substances ou denrées alimentaires ou médicamenteuses falsifiées ou corrompues, seront saisies pour être ensuite confisquées, si elles appartiennent encore au vendeur ; ces mêmes marchandises ou substances seront toujours saisies pour être ensuite détruites si elles contiennent des mixtions nuisibles à la santé. Toutes celles de ces mêmes marchandises ou substances qui seront reconnues impropres à la consommation seront détruites aux frais des contrevenants ; dans le cas contraire, elles seront vendues au profit du Trésor.

« **ARTICLE IV.** — Pour constater les infractions au présent arrêté et procéder, s'il y a lieu, à la saisie d'échantillons ou à la saisie des

(1) Renseignements obligeamment communiqués par M. le contrôleur АНМЕД, chef-adjoint des Services municipaux de Casablanca.

« substances, denrées, objets, appareils, dont la vente, mise en vente,
« exposition, détention, usage constituent l'infraction; les Commis-
« saires de police ou leurs délégués pourront, aux heures normales de
« leur ouverture ou tant qu'ils resteront ouverts au public, pénétrer
« dans les magasins, bouliques, maisons de commerce ou leurs dépen-
« dances, soit sur la plainte des particuliers, soit d'office avec l'auto-
« risation du Consul ou de l'autorité dont relèvent les marchands, né-
« gociants ou exploitants.

« ARTICLE V. — Procès-verbal de constat, d'enquête, de saisie, sera
« adressé et transmis au Consul ou à l'Autorité intéressée en même
« temps que tous objets, substances ou denrées saisies, pour que le con-
« trevenant soit poursuivi conformément à la législation du pays dont
« il relève.

« ARTICLE VI. — Le présent règlement entrera en vigueur après
« publication le 1^{er} décembre 1913. »

L'Administrateur Chef
des Services municipaux,
de BIGOT DE CASANOVE.

Casablanca, le 20 novembre 1913.
Le Pacha,
MOULAY DRISS EL M'RANI.

Cette réglementation, directement inspirée par les articles 1, 2, 3 et 6 de la loi française du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles, était, on le voit, très succincte. On avait écarté, à dessein, toute sanction, en laissant le soin à l'Administration consulaire ; le législateur s'étant maintenu dans le domaine de la prévention se contentait d'énoncer à grands traits ce qui était interdit.

Il est à noter, d'autre part, dans l'esprit de la circulaire du délégué à la résidence, une préoccupation très nette pour nos protégés : « ... En
« matière aussi nouvelle le succès d'une réglementation répressive ne
« peut être obtenu qu'au prix d'une compréhension très exacte de ce
« qu'il est possible d'exiger de populations encore assez mal pénétrées
« de nos intentions et de nos idées. »

Et, en effet, la circulaire est imprégnée du souci d'écarter tout soupçon d'arbitraire ou de rigueur exagérée. Elle prévoit une action progressive des services de police chargés des prélèvements en la faisant porter d'abord « sur les denrées de première et d'absolue nécessité
« comme le pain, la viande, le lait, l'huile ».

Dans une période transitoire, nécessaire à l'assimilation de la nouvelle réglementation, « les infractions constatées n'auront pour sanc-
« tion qu'un avertissement sévère du pacha ».

« Dès que vous le jugerez possible, des sanctions effectives pourront

« être prononcées par les pachas sous votre contrôle. Elles pourront aller, dans les cas graves, jusqu'à la prison... »

Soulignons en passant cette prévision d'une répression sévère, qui conserve son dynamisme dans l'esprit du législateur. Elle sera bientôt réalisée.

Notons également le souci du Gouvernement du protectorat de rechercher la collaboration des corporations en conservant toujours, toutefois, la prépondérance du pacha sur le mohtasib : « Il y aura lieu, en outre, de réunir les chefs des diverses corporations de marchands sous la présidence du pacha, en présence du mohtasib et du commissaire de police. »

On fait alors expliquer au cours de cette réunion, par un médecin militaire désigné par l'autorité militaire, l'intérêt et la portée de l'arrêt sur les fraudes.

Selon les nécessités, des arrêtés spéciaux doivent développer les articles de l'arrêt général et préciser ses conditions d'application. Ces arrêtés spéciaux, pris sur avis du médecin chef du Service de santé dans la localité intéressée, doivent être communiqués au ministre plénipotentiaire délégué de la résidence.

Cependant, toutes les précautions à prendre, exposées de façon très claire dans la circulaire du Grand Vizir aux pachas ne visent pas la seule population indigène,

« L'A. V., dit la circulaire, est applicable aux Européens comme aux sujets marocains.

« En ce qui concerne les citoyens français, l'autorité consulaire prendra des dispositions ordinaires pour la publication de la nouvelle réglementation et pour son application. En ce qui concerne les sujets étrangers, il y aura lieu de suivre la procédure suivie par tous les règlements de police. »

Et la circulaire, entre autres recommandations, préconise la nomination de pharmaciens militaires comme experts-chimistes permanents.

Inefficacité de l'arrêt municipal sur les fraudes. — L'efficacité de l'arrêt fut des plus médiocres. Tout d'abord sa valeur légale paraît très discutable. S'il n'a fait que reproduire *in extenso* les dispositions du type d'arrêt municipal publié au B. O. du protectorat du 19 septembre 1913 et promulgué à la date du 17 septembre, il n'en demeure pas moins que cet arrêt municipal lui-même daté et signé des autorités compétentes des Services municipaux de Casablanca, ne porte aucune mention d'approbation. Par ailleurs, l'examen des archives municipales semble nous prouver que les formalités subséquentes de la traduction en arabe n'ont pas été opérées.

Les corporations des grandes villes de l'empire, sous l'autorité effective du mohtasib ne pouvaient guère se soucier des admonestations du pacha qui les connaissait mal. Certes, ce dernier pouvait infliger des amendes, des emprisonnements. Ce n'était point là la répression systématique souhaitable qu'eût exercé avec une réelle expérience le mohtasib très au courant des choses de la « Hisba ».

Loin d'apporter une amélioration à la surveillance du commerce et de l'industrie indigènes, l'arrêté municipal type consacrait déjà officiellement la dépossession des pouvoirs de police du mohtasib.

C'était un recul dans la répression.

En ce qui concerne les Européens, le procédé de technique législative de renvoi à la loi nationale prescrit par l'arrêté, s'avérait des plus critiquables. Outre qu'il allait à l'encontre du principe constant de notre droit pénal qui veut que l'inculpé soit puni uniquement en considération de l'infraction et non de sa personne, il ne pouvait qu'apporter dans la répression une variabilité regrettable selon la rigueur des lois nationales. En matière de fraudes la plupart des lois étrangères étaient, à l'époque, moins sévères que nos lois françaises. Les unes comme les autres, difficilement adaptables *ex cathedra* aux affaires locales ne pouvaient, du fait de l'inévitable partialité consulaire, qu'être très indulgentes aux délinquants.

Mais du fait du D. du 12 août 1913 sur l'organisation judiciaire, la loi à appliquer au fond aux Français était désormais la loi française. En effet, les articles 6 et 9 du dit D., l'article 14 du D. sur la procédure criminelle prescrivent en substance que les textes du Code pénal français sont applicables toutes les fois qu'il n'en a pas été autrement décidé. Or, l'organisation municipale est alors réglementée par le D. du 1^{er} avril 1913 qui prescrit que les sanctions aux arrêtés municipaux sont celles prévues à l'article 471, § 15, du Code pénal. D'après ces textes toute contravention à un arrêté municipal légalement fait est punie d'une amende de un à cinq francs.

On conçoit facilement qu'une pareille sanction n'était pas faite pour inquiéter outre mesure les fraudeurs.

Le tableau édifiant des fraudes qui se pratiquaient à Casablanca au début de 1914 démontre sans autre commentaire l'échec de l'action préventive recherchée par l'arrêté municipal.

ESSAI D'ORGANISATION D'UN SERVICE OFFICIEL DES PRÉLÈVEMENTS.

Et pourtant un contrôle sévère est indispensable. Un mouvement d'opinion se fait jour, qui réclame une action immédiate. Les services

de la résidence, qui ont conscience de l'urgence des mesures à prendre, organisent alors une procédure des prélèvements.

M. Marzac, qui avait précédemment pris une part active à l'organisation du service des fraudes en Tunisie, était alors commissaire de police du deuxième arrondissement à Casablanca (1). Il fut relevé de ses fonctions pour être spécialement chargé, sous la direction du commissaire central, de l'exécution des délégations judiciaires et des recherches des fraudes dans la vente de marchandises (2).

Avec un luxe de précisions qui montre l'intérêt que le public attachait à la question, les *Annales marocaines* du 22 février 1914, sous la signature de M. L. Rouest, se félicitent de la décision du Gouvernement : « Mercredi dernier, 18 janvier (1914), vers trois heures de l'après-midi, ... nous rencontrâmes M. Marzac chargé de la répression des fraudes. En tenue de commissaire de police, accompagné de son secrétaire et d'un arabe chargé d'un vaste couffin contenant des bouteilles « prêtes à être cachetées, M. Marzac commençait sa tournée d'opérations... »

L'auteur de l'article poursuit en donnant d'intéressantes précisions sur la procédure des prélèvements à cette époque : le commissaire aux fraudes prélève trois échantillons, — l'un est laissé en dépôt chez le commerçant soumis au contrôle, — l'autre est envoyé, aux fins d'analyse, à la pharmacie de réserve du service de santé, — le troisième est transmis à l'administrateur des services municipaux avec le procès-verbal de prélèvement contenant toutes précisions utiles quant à l'origine de l'échantillon prélevé, le nom et la nationalité du négociant, le numéro de prélèvement et sa date.

Il estime justement que le service est incomplet et déjà (!) réclame la création d'un cadre spécialisé d'inspecteurs des fraudes. Il demande que le service des fraudes contrôle non seulement les commerçants mais encore les importations en douane en attendant que le service des douanes ait organisé son laboratoire. « Alors, termine-t-il, les Casablancais pourront manger et boire sans crainte. Il y aura quelque chose de changé au Maroc. »

LE DAHIR DU 26 MARS 1914. SA SÉVÉRITÉ.

Mais voici qu'un texte très important en matière de fraudes alimentaires va être pris par le législateur marocain : il s'agit du D. du 26 mars 1914 « sur la répression des infractions aux arrêtés des caïds et pachas

(1) Il s'agit de maître MARZAC, le distingué avocat du barreau de Casablanca qui, avec son obligeance coutumière, a bien voulu remuer pour nous de vieux souvenirs.

(2) A. V. du 4 janvier 1914 (*B. O.*, n° 64 du 16 janvier 1914, p. 30).

« de l'empire chérifien ». Le bref exposé des motifs qui l'inspire ne laisse aucun doute sur son but qui est « d'améliorer l'administration de l'empire chérifien et d'assurer une exacte répression d'infractions éminemment préjudiciables à tous ».

Le texte, très sévère, établit des peines correctionnelles pour les contraventions en matière de voirie, de santé publique, de débits de boissons et, enfin, de fraudes alimentaires ; dans ce dernier cas, il est prévu « une amende de 500 à 10.000 francs et un emprisonnement de 3 mois à 2 ans, ou l'une de ces deux peines seulement ».

On reconnaît tout de suite ici le taux pénal correspondant à l'aggravation prévue à l'article 3 de la loi française du 1^{er} août 1905 au cas où les substances vendues sont falsifiées, corrompues ou toxiques ou nuisibles à la santé de l'homme ou des animaux !

Il était sans doute nécessaire de sévir ; les circonstances l'exigeaient. Mais vraiment la mesure était un peu brutale. Le législateur correctionnalisait en bloc les infractions qui, en France, étaient soigneusement graduées.

Les commerçants honnêtes réclamaient une répression sévère, mais ils la voulaient souple autant qu'il pouvait être désirable dans un pays à l'économie encore incertaine.

L'activité du nouveau service de prélèvements ne put, dans ces conditions, que provoquer une levée de boucliers accompagnée de critiques de presse assez peu amènes.

Les mois passaient. Nous sommes en août 1914. Sous l'énergique et salubre impulsion du général Lyautey, le Maroc continue à vivre intensément avec la foi du succès final. Mais les fraudeurs ne ralentissent point leur jeu, bien au contraire. L'occasion est si bonne ! Devant les agissements de ces gens sans conscience, dont l'ardeur patriotique est subordonnée « aux affaires », le Gouvernement va sévir. Il ne s'agit plus seulement d'arrêter la fraude mais la hausse illicite, l'accaparement, les manœuvres criminelles de « mercantis » qui empoisonnent toujours plus ou moins l'arrière des fronts de combat.

Les arrêtés municipaux sur la hausse illicite. — Des arrêtés sont alors pris par les pachas pour rendre obligatoires les mercuriales établies par le mohsasib. Le 4 août 1914 le premier de ces arrêtés est pris à Casablanca. La saisie et la confiscation des marchandises y sont nécessairement prévues.

Or, l'application de ces sanctions soulève une objection d'importance. Par l'article 14 du D. sur la procédure criminelle au Maroc, annexé au décret français du 7 septembre 1913, le Code pénal français a bien été rendu applicable devant les juridictions françaises du protectorat. Mais aucune disposition de ce code n'admet expressément la

confiscation. Il ne l'autorise que lorsqu'elle est explicitement prononcée par les textes dont on invoque l'autorité. Or rien dans l'article 471 ne permettait d'avoir recours à pareille mesure. Par ailleurs, étant désormais sous le régime de notre droit, il eût été un peu fort d'admettre que plus puissant qu'un maire de France, un pacha put *sponte sua* établir des sanctions aux arrêtés édictés par lui.

Dans ces conditions, la réglementation municipale se montrant déficiente ou trop sévère, de nombreux commerçants, pour la plupart inspirés par les exportateurs français, réclamaient avec insistance l'application pure et simple au Maroc de la loi française sur les fraudes du 1^{er} août 1905. Certains allaient même jusqu'à prétendre que depuis le 7 septembre 1913 elle constituait le texte organique de la répression des fraudes au Maroc !

La loi française du 1^{er} août 1905 n'était pas applicable au Maroc. — L'argument invoqué ne manquait certes pas de poids puisque, deux ans plus tard, la Cour de cassation elle-même soutenait de sa haute autorité pareille doctrine.

En effet, dans son audience du 27 juillet 1916 (1) la Chambre criminelle de notre Cour suprême, statuant sur un pourvoi contre un jugement du Tribunal correctionnel de Casablanca du 9 juin 1914 statuant lui-même comme juridiction d'appel d'un jugement du Tribunal de paix de Casablanca en date du 2 mai 1914, déclare en substance : « Les « dispositions de la loi du 1^{er} août 1905 ont été substituées à celles de « l'article 423 du Code pénal qu'elle abroge (articles 14 et 15 de la loi de « 1905). Or, le D. sur la procédure criminelle annexé au décret du « 7 septembre 1913 ayant rendu applicable au Maroc le Code pénal « français, y a, par voie de conséquence, rendu applicable la loi du « 1^{er} août 1905. »

On doit contester à bon droit l'orthodoxie d'un pareil système. Outre qu'il va à l'encontre de l'opinion constante des grands criminalistes français, d'après laquelle on doit rejeter en matière pénale les interprétations issues de déductions plus ou moins rigoureuses et dont la valeur peut être sujette à caution, il constitue une interprétation fallacieuse du régime législatif spécial au Maroc. Tout porte à croire, en effet, que du fait de la promulgation en France de la loi du 1^{er} août 1905 abrogeant l'article 423 du Code pénal, tout fait délictueux commis au Maroc postérieurement à cette loi ne tombait sous le coup d'aucune disposition répressive.

Il est, en effet, spécifié à l'article 14 du D. sur la procédure criminelle du 12 août 1913 que les peines applicables aux crimes, délits et contra-

(1) Recueil de législation et de jurisprudence marocaines, novembre 1916, p. 71.

ventions de la compétence des juridictions françaises au Maroc, sont celles portées au Code pénal toutes les fois qu'il n'en est pas autrement ordonné.

Or, à la date du 12 août 1913 l'article 423 du Code pénal était abrogé dans la métropole (article 14 de la loi de 1905). La loi de 1905 qui s'est substituée en France à cet article 423 n'a pas été incorporée au Code pénal. Elle édicte des dispositions spéciales et reste nettement en dehors de ce Code.

Pour être applicable au Maroc, il eût fallu que la loi de 1905 y fût introduite par un D. spécial. S. M. le Sultan demeure, en effet, dans l'empire chérifien le dispensateur du pouvoir législatif avec l'assentiment ou sur la proposition du Résident général (article 4 du traité de protectorat).

D'ailleurs, d'autres textes législatifs métropolitains furent ainsi introduits au Maroc selon une telle procédure :

La loi Bérenger du 26 mars 1891 ne fut incorporée au Code pénal qu'autant qu'elle modifiait les articles 87 et 58 de ce Code.

Or, parmi ses dispositions, celles qui autorisaient les tribunaux à accorder le sursis à l'exécution des peines n'ayant pas été insérées dans le Code étaient inapplicables au Maroc. Elles ne le devinrent qu'avec le D. du 18 mai 1914.

La loi du 1^{er} juillet 1901 sur les associations portait abrogation des articles 291, 292 et 293 du Code pénal et établissait une série de dispositions nouvelles. De ce fait, la réglementation au Maroc du droit d'association n'a été rendue effective qu'avec le D. du 24 mai 1914.

Dans le même ordre d'idées, un D. dut être promulgué le 19 mars 1914 afin d'atteindre les gens sans aveu et les souteneurs en leur rendant applicables les dispositions de l'article 2 de la loi du 3 avril 1903 dont on ne pouvait faire état au Maroc qu'autant qu'elles étaient incorporées dans le Code pénal (article 1^{er} modifiant les articles 334 et 335 du Code pénal).

La nécessité d'un D. spécial d'application s'imposait donc pour que la loi française du 1^{er} août 1905 fût applicable au Maroc.

En Tunisie et au Maroc la législation s'exerce par des actes du souverain approuvés et promulgués par le représentant du Gouvernement français, selon l'article 4 du traité de protectorat du 30 mars 1912.

A la base du protectorat marocain, il y a un traité international déterminant une union entre deux Etats exerçant en commun la souveraineté. L'Etat protégé garde sa qualité d'Etat, sa personnalité de droit international. S'il demeure un Etat souverain à compétence restreinte par suite du caractère inégalitaire de l'union dont il est membre, il n'en est pas moins vrai que cette restriction à sa compétence a été fixée par un traité, donc par lui-même et selon la procédure internatio-

nale. Et les Etats souverains eux-mêmes ne connaissent-ils point de semblables restrictions par l'effet d'engagements conventionnels ou de servitudes internationales ?

Au Maroc, a-t-on pu dire, la division de la société berbère en tribus, en clans, en villages, devait écarter au moment de l'établissement de notre protectorat l'existence d'un sentiment de l'Etat chez le peuple marocain. Il y a là une erreur foncière. Bien que chancelante dans son autorité, la domination musulmane créa en ce pays des organismes politiques. Le Maroc était bien considéré comme un Etat puisque les traités qu'il avait été amené à conclure avant notre occupation présentaient la forme diplomatique.

Certes, dans les relations extérieures, le Maroc a délégué à la France la mission de le représenter. Mais en ce qui concerne la législation et l'administration intérieure, on ne peut que constater l'existence d'un organe composé.

Ces principes pourtant explicitement confirmés par le décret du Président de la République du 11 juin 1912 (article 2) fixant les pouvoirs des commissaires, paraissent n'avoir pas été retenus à l'époque par notre Cour suprême dans l'établissement de sa jurisprudence.

Depuis, la jurisprudence française a très souvent tiré les conséquences des caractères étatiques des pays protégés. Tout récemment encore, la Cour de cassation a reconnu à l'Etat protégé le bénéfice de l'immunité de juridiction des Etats souverains (Cass. civ., 30 juin 1937) (1). Déjà, le 7 mai 1934, notre Cour suprême avait jugé qu'une loi relative à la compétence de la procédure des tribunaux civils ne pouvait s'appliquer au Maroc que si elle était introduite par un D. spécial (Cass. civ., 7 mai 1934) (2).

Ces développements nous conduisent à conclure que la loi française du 1^{er} août 1905, non incorporée au Code pénal, ne pouvait s'appliquer de plein droit au Maroc sans avoir fait l'objet d'une mesure spéciale d'introduction.

Or, l'idée de rendre applicable par D. exprès au Maroc la loi de 1905 a si peu préoccupé le législateur marocain, qu'il devait quelques mois plus tard promulguer le D. du 14 octobre 1914 qui, bien que directement inspiré par cette loi, en diffère cependant notablement sur certains points importants dans sa rédaction originelle (bonne foi, sévérité des peines.....)

Par ailleurs, il eût été assez invraisemblable que la loi de 1905 s'appliquât brutalement dans un pays nullement préparé à pareille réglementation. Eût-on voulu l'appliquer qu'il eût été impossible, à

(1) Recueil de législation et de jurisprudence marocaines (1938.2.35).

(2) *Ibid.* (1935.2.65).

l'époque, d'organiser sur place la procédure de prélèvements et d'analyses instaurée par la loi française.

L'inapplicabilité de la loi de 1905 au Maroc était donc incontestable.

Apparition des sanctions aux arrêtés des caïds et pachas. — D'autre part le législateur marocain se rendait compte mieux que tout autre de l'inefficacité des mesures prises. C'est alors que pour assurer une stricte exécution des arrêtés pris par les municipalités des villes et ports et autres agglomérations urbaines de l'empire, fut pris le D. du 28 octobre 1914 établissant des sanctions aux arrêtés municipaux sur les tarifs des mohtasibin.

Il mérite d'être cité :

« ARTICLE PREMIER. — Les arrêtés des municipalités concernant les
« tarifs des mohtasibin sur les marchandises et denrées de première
« nécessité pris sur le territoire du protectorat de la France au Maroc
« depuis le 8 Ramadan 1332 (31 juillet 1914) seront exécutés selon
« leur forme et teneur. Dans tous les cas où une saisie aura été prescrite
« et aura été effectuée, lorsque procès-verbal aura été dressé contre les
« contrevenants, le juge de l'infraction en cas de condamnation devra
« nécessairement prononcer la confiscation. Les présentes dispositions
« auront en tant que besoin effet rétroactif.

« ARTICLE II. — A dater de la promulgation du présent D. les infrac-
« tions aux arrêtés prévus à l'article premier ci-dessus seront punies des
« peines portées au dernier paragraphe de l'article premier du D. du
« 28 Rebia Ettani 1332 (26 mars 1914) sur la répression des infractions
« aux arrêtés des caïds et pachas de Notre Empire chérifien, sans préju-
« dice de l'application des dispositions de l'article 2 du dit D. au cas de
« récidive.

« ARTICLE III. — Les dispositions de l'article 463 du Code pénal
« seront applicables. Le sursis à l'exécution de la peine ne sera jamais
« appliqué au cas de condamnation à l'amende ».

D'ailleurs, le Gouvernement du protectorat, par D. du 14 octobre 1914 devait réglementer toute la matière des fraudes. Auparavant il jugeait cependant indispensable de rendre pleinement efficaces les arrêtés municipaux, ces mesures réglementaires très souples qui peuvent permettre avec opportunité de frapper rapidement les fraudeurs.

Désormais, les arrêtés seront sévèrement sanctionnés. Le législateur, par un souci louable de mieux assurer la défense de la collectivité, prend une audacieuse initiative. Le risque professionnel des délinquants est accru puisqu'ils peuvent craindre la confiscation qui aura, précise le D. « en tant que besoin est, effet rétroactif ». On écarte la

règle de la non rétroactivité des peines !! C'est la guerre ! Les nécessités exceptionnelles de la Défense Nationale autorisent l'accroissement de sévérité d'une législation faite pour le temps de paix.

Ainsi se termine cette période intermédiaire. L'âge d'or des fraudeurs est désormais révolu. Le D. organique du 14 octobre 1914, dont nous allons aborder le commentaire, va assurer la possibilité d'une répression sévère et effective.

Le dahir du 5 août 1916. — Cependant, le D. du 5 août 1916 (1) viendra abroger les § 2, 3 et 4 de l'article premier du D. du 26 mars 1914, dont les matières sont désormais réglementées par des D. spéciaux, au nombre desquels se trouve notre D. organique du 14 octobre 1914. Nous aurons bientôt l'occasion d'étudier l'incidence du D. du 5 août 1916 sur les sanctions aux infractions aux arrêtés municipaux en matière de fraudes alimentaires, légalement supprimées depuis cette date jusqu'au D. du 24 décembre 1918 (2).

Le dahir du 24 décembre 1918. Son importance. — Ce D. est, en effet, venu instituer une sanction générale aux arrêtés des pachas et caïds concernant des matières non prévues par des D. spéciaux. Mais il y est spécifié à l'article 2 : « Les infractions aux tarifs des mohtasibin, « ainsi que les infractions aux arrêtés pris par les pachas et caïds en « matière d'alimentation, de ravitaillement et de lutte contre la vie chère, « seront punies d'une amende de 16 à 500 francs et d'un emprisonnement de 6 jours à un mois ou de l'une de ces deux peines seulement. »

L'article 3 réglemente la saisie et la confiscation : « La saisie des marchandises qui auront donné lieu à contravention sera toujours possible. La confiscation de ces marchandises pourra être prononcée par le jugement de condamnation. Il pourra être admis des circonstances atténuantes... »

Comme nous le verrons par la suite, cette excellente législation peut permettre, si elle est appliquée comme elle mérite de l'être, de faciliter grandement le rôle très important que le Gouvernement du protectorat tient à voir jouer par les mohtasibin dans la répression des fraudes en milieu indigène.

(1) B. O., n° 199 du 14 août 1916, p. 820.

(2) B. O., n° 327 du 27 janvier 1919, p. 54.

DEUXIÈME PARTIE
L'ÉPOQUE ACTUELLE

(LÉGISLATION GÉNÉRALE)

« ... la diversité des formules politiques im-
« posées par l'histoire et la nature, n'en com-
« mande que davantage l'intelligence des inté-
« rêts communs et la recherche constante des
« mesures les plus propres à les satisfaire. »

Maréchal LYAUTEY.

(Conférence Nord-africaine, 1923.)

INTRODUCTION

Les divers projets de législation sur les fraudes. — Nous venons de voir comment, dans l'intérêt même du commerce français, le Gouvernement du Protectorat avait été amené, dès le début de 1914, à envisager la nécessité d'une législation sur les fraudes.

Quand fut entrepris l'examen de la question, trois solutions s'offraient à nous :

1^o s'inspirer de la législation tunisienne issue du décret beylical du 27 janvier 1897, complété et modifié quant à ses articles 1 et 3 par le décret beylical du 16 juillet 1910 ;

2^o suivre la loi française du 1^{er} août 1905 ;

3^o promulguer une loi spécifiquement locale d'un caractère plus libéral que le décret beylical sans s'attacher toutefois complètement à l'esprit de la loi française.

Cette dernière solution prévalut et fut retenue au cours d'une conférence qui siégea en août et septembre 1914 au secrétariat général du protectorat sous la présidence de M. G. de Tarde.

La fraude, nous le savons, était intense. Nous étions, par contre, aux heures tragiques de 1914. On conviendra facilement qu'il était excessivement délicat de légiférer à semblable époque. Aussi bien, si les erreurs inévitables d'une législation nouvelle prêtent aujourd'hui à la critique, nous ne pouvons manquer ici au devoir de rendre hommage au tranquille courage de ces équipes de la première heure qui, malgré les incertitudes du lendemain, poursuivaient un pacifique labeur avec une ardente foi dans les destinées de la France.

Les circonstances difficiles qui ont présidé à la naissance du D. organique du 14 octobre 1914 sur la répression des fraudes, les travaux en commission où chaque rapporteur semble avoir gardé sa documentation, nous ont privé de renseignements précieux. A tout le moins, avons-nous pu saisir le reflet des discussions échangées.

Trois projets furent présentés, dont nous avons pu parcourir la matière. Ils émanaient, l'un de M. E. Roux, alors chef du service français de la répression des fraudes, l'autre de M. le Procureur général Landry, de la Cour d'appel de Rabat, le troisième des services de la direction de l'agriculture à la résidence générale. Ce dernier projet qui devait finalement aboutir au texte organique régissant notre matière, est plus particulièrement l'œuvre de M. E. Gauvry, premier Directeur du Laboratoire officiel de Chimie agricole et industrielle du protectorat.

Alors que le projet de M. le Procureur général Landry constituait une réplique du décret beylical du 27 janvier 1897, celui de M. Roux se rapprochait de la loi française de 1905.

Le projet Gauvry présentait, par contre, une originalité propre. Ce fut sur lui que se rallièrent les suffrages.

Plan de la deuxième partie. — Nous exposerons ici les idées maîtresses de cette œuvre juridique, en les développant selon le plan suivant :

CHAPITRE PREMIER.

Section I. — 1^o Les faits punissables ou éléments de l'infraction.

2^o Des modes de preuves.

Section II. — De la bonne foi dans le D. du 14 octobre 1914.

CHAPITRE DEUXIÈME.

La phase administrative des poursuites.

Section I. — 1^o Recherche et constatation des fraudes.

2^o Le service de la répression des fraudes au Maroc.

3^o Saisies et prélèvements d'échantillons.

Section II. — 1^o Le Laboratoire officiel de Chimie agricole et industrielle : son origine, le domaine de sa compétence, son évolution.

2^o Des analyses en général.

3^o De l'expertise en matière de répression des fraudes.

CHAPITRE TROISIÈME.

Les tribunaux compétents et les peines.

Section I. — Les tribunaux compétents. Le D. du 9 novembre 1938.
Importance de cette réforme. Critique.

Section II. — Les peines : 1^o Généralités. 2^o L'évolution dans la répression : La loi Dessein. De l'utilité d'une réforme nouvelle.

CHAPITRE QUATRIÈME.

Mesures complémentaires.

Section I. — La présentation des marchandises au commerce.

Section II. — 1^o La répression des fraudes dans l'Armée.
2^o L'inspection des pharmacies.

CHAPITRE PREMIER

SECTION I.

1^o Les faits punissables ou éléments de l'infraction.

Nous n'insisterons pas sur l'interprétation exégétique des premières dispositions de notre D. organique. Très visiblement inspirées par la loi française de 1905, elles ont reçu dans de nombreux ouvrages de la métropole de remarquables développements que nous jugeons inutile de répéter ici.

Nous nous permettrons cependant de rappeler certains éléments essentiels à la bonne compréhension de la matière des fraudes.

Fraude et falsification. — Alors que la fraude est l'opération qui consiste à tromper le contractant par substitution d'un produit à un autre, la falsification consiste à altérer un produit par addition ou retranchement.

La vente, la mise en vente ou la détention en vue de la vente, sous le nom de beurre d'une graisse végétale colorée et parfumée au diacétyl, constitue une fraude.

L'écémage ou le mouillage d'un lait qu'on présente ensuite comme produit pur, constitue une falsification.

La tromperie et sa tentative. — Tromperie ou tentative de tromperie sont également réprimées dans le D. On n'a fait que suivre ici l'innovation heureuse de la loi de 1905 sur l'ancien article 423 du Code pénal qui, ne tenant pas compte de la tentative, exigeait la consommation du délit (1). Or, la fraude ressemble beaucoup à l'escroquerie à laquelle manquerait l'élément nécessaire des manœuvres frauduleuses. La tentative n'est donc pas moins dangereuse que le délit proprement dit.

Le contractant. — Il est à noter également que le terme de contractant donne au texte une portée beaucoup plus générale. Il est bien

(1) La loi de 1851 avait prévu la tentative dans les tromperies sur la quantité.

admis cependant par la jurisprudence française, que la tromperie n'est punissable qu'autant qu'elle s'exerce dans l'exécution d'une convention portant aliénation à titre onéreux.

La portée du mot « nature ». — La portée du mot « nature » a été définie par toute la jurisprudence française antérieure à la loi du 1^{er} août 1905 ; les mots subséquents « qualités substantielles, composition, teneur en principes utiles », n'en sont que la paraphrase détaillée (1).

Notons que le fait d'indiquer la nature d'un produit de telle sorte que l'acheteur soit à même de se rendre compte des qualités substantielles de ce produit, autorise les juges à déclarer insuffisamment établie la prévention du délit de tromperie sur la qualité de la marchandise vendue.

Ainsi a jugé la Cour de cassation dans l'examen du pourvoi du Procureur commissaire du Gouvernement près le Tribunal de première instance de Casablanca, contre un jugement de ce tribunal du 23 avril 1926 qui, statuant sur l'appel d'un jugement du Tribunal de paix de Mazagan, relaxa des délinquants prévenus de tromperie sur les qualités substantielles de la marchandise vendue ou mise en vente.

La marchandise consistait en farine mise en vente dans des sacs portant l'indication « farine troisième ». Cette indication eut dû normalement frapper les acheteurs et les mettre en garde contre l'emploi d'une telle farine pour des emplois normaux et courants. Avertis par l'étiquette, il leur appartenait de se renseigner utilement sur les qualités du produit. La farine pouvait en fait être utilisée. Elle n'était ni corrompue, ni toxique, ni falsifiée. L'étiquetage correct écartait d'office le soupçon de tromperie sur les qualités de la marchandise vendue.

Il convient de remarquer que l'acquiescement étant basé sur des constatations de faits et des déclarations souverainement appréciées par les juges du fond, le contrôle de cette décision eut dû normalement ne pas être soumis à la Cour de cassation.

Néanmoins, celle-ci, dans son audience du 28 janvier 1927 (2) conclut comme il a été indiqué plus haut.

D'autre part, lorsqu'un vendeur ne s'assure pas de la pureté des marchandises qu'il met en vente et quand le juge du fond peut déduire de l'ensemble des faits de la cause l'intention frauduleuse de ce vendeur il y a alors caractérisation du délit de tromperie sur la nature et les qualités substantielles de la marchandise vendue ou mise en vente.

(1) Xavier DE BORSSAT, « Législation et jurisprudence sur les fraudes et les falsifications », 1923.

(2) Cass. crim., 28 janvier 1927 (Recueil de législation et de jurisprudence marocaines, 1928, art. 775).

Dans un jugement sur une affaire de ce genre soumis à la Cour de cassation, l'ensemble des faits de la cause prouvait très nettement la mauvaise foi du prévenu. Ce dernier s'était fait livrer par la Maison Daniel Valaro de Novelda un safran mélangé vendu sous l'appellation « mixed safran natural » à un cours variant entre 140 et 150 pesetas le kilogramme et composé d'un mélange à parties égales de safran et de fleurs de plantes sylvestres colorées artificiellement. Précautionneux, l'inculpé avait préalablement à toute vente fait analyser un safran très pur reconnu tel par le Laboratoire officiel de Casablanca.

Pour éclairer leur conviction, les juges, employant une procédure que nous regrettons de voir tellement abandonnée aujourd'hui, avaient facilement obtenu du Directeur et du Sous-Directeur du Laboratoire convoqués à cet effet, les preuves suffisantes pour confondre le délinquant. Il n'y avait, en effet, aucune confusion possible entre les deux safrans analysés, l'un à la demande de l'inculpé, l'autre à la suite du prélèvement opéré dans son magasin : l'un pur et marchand, l'autre grossièrement falsifié et non marchand.

C'est pourquoi, dans son arrêt du 23 novembre 1934 (1) la Cour de cassation statua : « ... Attendu que la Cour d'appel a déclaré en outre « que le prévenu a eu le tort de ne pas s'être assuré de la pureté du « safran incriminé avant de le mettre en vente, alors qu'il lui était « facile d'arriver à une certitude à ce sujet,

« Attendu que de l'ensemble des faits constatés la Cour d'appel a pu « déduire l'intention frauduleuse du prévenu d'où il suit que le moyen « n'est pas fondé,

« Et attendu que l'arrêt est régulier en la forme, rejette... »

La Chambre criminelle, ainsi qu'on peut en juger, n'impose pas aux juges du fond l'obligation de tenir le défaut de vérification pour une présomption d'intention frauduleuse. Ce ne serait pas équitable en l'état actuel de notre législation des fraudes. Cependant, l'absence de toute vérification apparaît bien comme un élément constitutif de l'intention frauduleuse.

La qualité substantielle de la marchandise. — La qualité substantielle de la marchandise vendue a pu être appréciée par la jurisprudence comme affectant non seulement la nature, la substance de cette marchandise, mais encore sa préparation en vue de la vente lui conférant une valeur toute subjective à caractère liturgique.

Ainsi en a décidé un jugement du Tribunal correctionnel de la Seine (10^e Chambre), qui présente un intérêt certain au Maroc ou la viande

(1) Cass. crim., 23 novembre 1934 (Recueil de législation et de jurisprudence marocaines, 1936, art. 1138).

« cachère », le vin « cachère » et de nombreux autres produits de même espèce sont couramment vendus dans les milieux israélites.

« Lorsqu'il voit affiché chez un boucher ou tout autre marchand de denrées, la plaque portant le mot « cachère », l'acheteur est en droit de compter que la viande a été sacrifiée ou les denrées fabriquées en observant les rites de la religion israélite. »

« La loi de 1905 sur les fraudes réprime toutes les tromperies qui portent sur les qualités mêmes que doit avoir la marchandise mise en vente ou vendue, d'après les offres du vendeur et dans la pensée de l'acheteur, sans lesquelles les parties n'auraient pas contracté (1). »

Notons que selon les propres termes du jugement : « Dans les travaux préparatoires de la loi de 1905, il est spécifié qu'il suffit pour qu'il y ait infraction à la loi qu'il y ait tromperie sur l'espèce ou l'origine fixée par la convention ou les usages. »

Le D. du 14 octobre 1914 issu, sur ce point, directement de la loi de 1905, peut trouver dans un cas analogue une curieuse application.

Cependant un jugement du Tribunal correctionnel de la Seine (17^e Chambre) a conclu en sens contraire le 11 avril 1935 (2).

Mais, comme le fait justement remarquer la *Revue des Fraudes* : « Le débat réside dans l'interprétation, la portée qui doit être donnée à l'expression de la loi : « Qualité substantielle. » D'une manière générale, cette locution est interprétée par la jurisprudence : « Qualité en considération de laquelle le contractant a traité ». »

Tromperies sur l'espèce ou sur l'origine. — La tromperie sur l'espèce consistera, par exemple, à vendre de l'huile de paraffine raffinée et colorée pour de l'huile d'arachides. La tromperie sur l'origine est pratiquée dans le cas de vente de produits auxquels on attribue une origine qu'ils n'ont pas réellement (beurre indigène vendu comme beurre hollandais).

Mais ainsi que le spécifie le texte, ces deux sortes de tromperie n'existent qu'autant que « d'après la convention ou les usages, la désignation de l'espèce ou de l'origine faussement attribuée aux marchandises doit être considérée comme la cause principale de la vente. »

Les circonstances de la cause auront ici toute leur valeur. Ainsi en témoigne d'ailleurs la jurisprudence : dans son arrêt du 30 octobre 1931 (3) la Chambre criminelle de la Cour de cassation statuant sur un pourvoi contre un arrêt de la Cour d'appel de Rabat du 1^{er} décembre 1930, déclare nul pour défaut de motifs l'arrêt qui, en vertu des ar-

(1) X. DE BORSSAT, *Revue des fraudes*, 1931, p. 210.

(2) X. DE BORSSAT, *Revue des fraudes*, 1935, p. 324.

(3) Cass. crim., 30 octobre 1931 (Recueil de législation et de jurisprudence marocaines, 1933, p. 94, art. 1022).

ticles 1 et 2 du D. du 14 octobre 1914, prononce condamnation pour tromperie sur l'origine de la marchandise sans spécifier que la désignation faussement attribuée à cette marchandise doit être considérée d'après la convention ou les usages, comme la cause principale de la vente.

En l'espèce, il s'agissait de vins d'Alicante présentés au public dans des bouteilles ornées d'étiquettes représentant le site de Moulay-Idriss bien connu de tous les habitants du Maroc. Le nom de Moulay-Idriss, bien en vue sur ladite étiquette, donnait avec la gravure toutes les apparences d'un vin spécifiquement marocain.

Cependant la tromperie sur l'origine n'était punissable que si « d'après la convention ou les usages, la désignation de l'origine faussement attribuée au vin devait être considérée comme la cause principale de la vente ». Ce fait, pour les juges du fond, de n'avoir point fait ressortir dans leur arrêt cet élément essentiel du délit de tromperie sur l'espèce ou l'origine privait le dit arrêt de toute base légale, d'où cassation et renvoi.

Un nouvel arrêt de la Cour de cassation en date du 16 mars 1932 (1) fait état de cette jurisprudence constante :

« Attendu qu'il résulte de ce qui précède que même en tenant pour acquis l'appréciation du juge du fond, elle ne saurait suffire pour justifier la condamnation prononcée pour tromperie ; que l'arrêt eut dû constater encore que l'indication de l'origine résultant de l'emploi des étiquettes incriminées devait être considéré, d'après les conventions ou les usages, comme de nature à constituer pour les clients *la cause principale de leur achat*. »

Il s'agissait, en effet, de vente de vin étiqueté « Beni Amar du Zerhoun » et qui ne provenait pas de cette localité, étant le produit « de raisins récoltés dans la proportion de 40 % dans la région du Zerhoun et de 60 % dans la région de Meknès ».

En réalité, le pourvoi fut cependant rejeté, car le prévenu avait à sa charge, outre le délit de tromperie sur l'origine du vin vendu, une infraction à l'A. V. du 17 juillet 1926 sur les vins, texte alors en vigueur. Et la peine prononcée pour cette infraction se trouvait être la même que celle prévue pour le délit de tromperie sur l'origine de la marchandise vendue.

Etant condamné pour plusieurs délits, et la peine appliquée étant amplement justifiée par l'un des faits délictueux non contestés, le prévenu ne pouvait être autorisé à se prévaloir du moyen de cassation tendant à faire apparaître que relativement à l'un des délits l'arrêt

(1) Cass. crim., 16 mars 1932 (Recueil de législation et de jurisprudence marocaines, 1934, p. 54, art. 1054).

de condamnation ne relevait pas tous les éléments indiqués par la loi (1).

Tromperies sur la quantité et sur le nombre. — La tromperie sur la quantité se traduit par une livraison inférieure en poids ou en volume à la quantité vendue. Il est à remarquer que la tromperie peut aussi bien émaner de celui qui cède que de celui qui reçoit la marchandise et qu'elle est susceptible d'exister même en l'absence de faux poids ou de fausses mesures. Nous serons d'ailleurs bientôt amenés à critiquer à ce sujet une erreur initiale de rédaction du D. du 14 octobre 1914.

La tromperie sur le nombre constitue également une tromperie sur la quantité (2).

Tromperies sur l'identité. — « Il y a tromperie sur l'identité lorsque le vendeur « livre une marchandise autre que la chose déterminée qui « a fait l'objet du contrat (3). »

Il est à noter que cette tromperie sur l'identité ne peut exister que pour la vente d'un corps certain (4).

Du délit de fraude sur la quantité. — Les cinq premiers alinéas de l'article premier sont à peu près mot pour mot la reproduction des quatre premiers alinéas de l'article premier de la loi française du 1^{er} août 1905.

Mais, pêchant par un excès de zèle, le législateur marocain avait jugé bon de scinder en deux le quatrième alinéa du texte français qui est : « soit sur la quantité de choses livrées ou sur leur identité, par « livraison d'une marchandise autre que la chose déterminée qui a fait « l'objet du contrat ».

Ce qui donnait : « soit sur la quantité de choses livrées à l'aide de « poids, mesures et autres instruments faux ou inexacts, soit sur leur « identité par la livraison d'une marchandise autre que la chose déterminée qui a fait l'objet du contrat ».

Cette initiative malheureuse fut du plus déplorable effet.

Dès septembre 1917, par suite de cette imperfection capitale du D., les Parquets se heurtent à une véritable impossibilité lorsqu'ils envisagent de poursuivre pour tromperie sur la quantité de marchandise vendue, notamment sur la quantité de pain livrée. Les fraudeurs

(1) Voir en ce sens : Crim., 1^{er} décembre 1894 (D. 1897.1.373).

(2) X. DE BORSSAT, Législation et jurisprudence sur les fraudes et falsifications, 1923.

(3) Exposé des motifs de M. MELINE pour la loi de 1905.

(4) Cass. crim., 3 janvier 1929 (D. H., 1929, p. 70).

avaient le champ libre. De ce fait, la législation marocaine était en retard, non seulement en regard des dispositions de la loi du 1^{er} août 1905, mais encore en regard des dispositions anciennes de la loi du 27 mars 1851 !

Sous le régime de cette loi, la tromperie était punissable lorsqu'elle avait été commise par l'un des procédés limitativement énumérés à l'article 1^{er}, § 3, c'est-à-dire : par usage de faux poids ou de fausses mesures ; usage d'instruments inexacts servant au pesage ou au mesurage ; manœuvres ou procédés tendant à fausser l'opération de pesage ou de mesurage ; manœuvre ou procédé tendant à augmenter le poids ou le volume de la marchandise ; indication frauduleuse tendant à faire croire à un pesage ou à un mesurage antérieur et exact.

Or, la législation marocaine précisait qu'il n'y avait délit de tromperie sur la quantité de choses livrées que si la tromperie avait été commise à l'aide de poids, mesures et autres instruments faux ou inexacts. Pour commettre le délit de tromperie, le fraudeur devait posséder poids, mesures et autres instruments faux et inexacts et en faire usage !!

Il convient d'ailleurs de souligner, en passant, qu'il n'existait à l'époque aucun système légal de poids et mesures et que l'établissement des tableaux d'équivalence dont l'article 10 du D. organique chargeait les pachas et caïds, se référait à la correspondance des seules mesures locales. Il n'était pas question de notre système métrique.

De cette situation assez imprévue, le procureur général de l'époque tire la conclusion qui s'impose : « On cherche vainement les motifs
« d'une semblable restriction dans la loi locale qui laisse l'action publique désarmée devant presque toutes les tromperies sur la quantité,
« dont certaines, comme celles pratiquées par les boulangers, sont
« devenues scandaleuses et ont provoqué un véritable mécontentement public. Il est facile de penser que de telles tromperies qui vont parfois jusqu'à faire payer le pain jusqu'au double du tarif, peuvent
« achever, s'ajoutant à d'autres tromperies, de déséquilibrer le budget
« de petits ménages et de familles nombreuses. »

Demandant en conséquence la suppression dans le texte des mots « à l'aide de poids, mesures et autres instruments faux ou inexacts », le procureur général conclut avec humour : « Cette suppression sera
« presque la création dans le protectorat du délit de tromperie sur
« la quantité de marchandise vendue. »

Ainsi fut fait. Le D. du 9 février 1918 vint consacrer la suppression demandée, étendant de ce fait la répression à tous les cas de fraude sur la quantité.

Au cours de ces travaux de mise au point, la question fut agitée de réglementer par D. la vente du pain au poids. L'idée fut abandonnée. On préféra avoir recours à la réglementation par voie d'arrêtés

municipaux. C'est là, il est vrai, procédé plus souple, mieux adaptable aux variations saisonnières des céréales et dérivés. Pachas et caïds jouissent d'ailleurs dans l'Empire chérifien de pouvoirs beaucoup plus étendus que nos maires de France. Sans doute la force exécutoire de ces arrêtés n'existe-t-elle qu'après approbation du Secrétaire général ou de ses délégués, chefs de région ou directeur de l'Administration municipale. C'est une sage mesure d'équilibre, car on ne saurait toujours rechercher chez nos commissaires municipaux le reflet sincère des aspirations des administrés qui ont sur eux un pouvoir des plus restreints.

Il est d'autant plus équitable que l'Administration supérieure ait un droit de regard sur les mesures réglementaires, qu'on ne peut faire jouer à leur encontre l'exception d'illégalité que peut apprécier en France un juge de simple police ayant à statuer sur une contravention aux arrêtés des maires. A ce point de vue, le § 15 de l'article 471 du Code pénal ne s'applique pas au Maroc. Il est donc impossible de faire annuler un arrêté municipal par recours en Conseil d'Etat pour excès de pouvoirs, détournement de pouvoirs, violation des formes ou violation de la loi. On ne peut agir que par recours gracieux à l'autorité centrale. Pour éviter ces inconvénients, il est bien normal que cette autorité examine la légalité des arrêtés municipaux.

Cependant, malgré la souplesse de la réglementation municipale, malgré la sévérité des sanctions qui la garantissent, l'on est bien obligé de constater sa carence, de façon générale, au point de vue des fraudes alimentaires. Il semble que les municipalités se désintéressent de la matière, n'empiétant qu'à regret, peut-on dire, sur le domaine de la répression des fraudes qu'elles considèrent à tort comme un apanage du service compétent. C'est là une prise de position plutôt fâcheuse.

D'une curieuse scission de compétence délictuelle : sur la quantité et sur la qualité. — Depuis la modification précitée apportée par le D. du 9 février 1918, les fraudes sur la quantité étaient désormais répréhensibles et elles l'étaient exclusivement devant les tribunaux français, au même titre que les fraudes sur la qualité (article 1 du D. du 14 octobre 1914).

Une scission de compétence vraiment curieuse va être cependant apportée par le D. du 29 août 1923, instituant le système métrique dans la zone française de l'Empire chérifien. De la comparaison de ce D. et du D. organique, il résulte désormais que si les fraudes sur la qualité demeurent exclusivement dans le domaine de la compétence des tribunaux français (article 1^{er}, alinéa 4 du D. du 14 octobre 1914), les fraudes sur la quantité, par contre, peuvent être réprimées tant devant les juridictions maghzen (articles 17-19 du D. du 29 août 1923)

que devant les juridictions françaises (articles 17-19-24 du dit D.).

Mais l'expérience montrera bientôt qu'il est des fraudes en ville indigène qui échappent totalement aux agents français du service de la répression des fraudes comme aux vérificateurs des poids et mesures. C'est pourquoi cette dualité de compétence, pour si curieuse qu'elle fût, n'en était pas moins très opportune.

Par incidence elle peut expliquer une particularité de rédaction du récent D. du 9 décembre 1938, sur la haute portée duquel nous aurons l'occasion de revenir, qui n'a point manqué d'étonner et de susciter des critiques. Ce D., comme nous le verrons, vient officiellement habiliter en matière de répression des fraudes les mohtasibin dont nous avons précédemment décrit le rôle important et effectif jusqu'en 1916 dans les villes de l'empire. Alors que l'article 18 du D. du 14 octobre 1914 spécifiait que les juridictions françaises étaient seules compétentes pour connaître des infractions au dit D., le D. du 9 décembre 1938 qui le complète précise, en effet, que *par complément* aux dispositions de l'article 18 du D. organique, la répression des infractions au dit D. définies à l'article premier du D. du 9 décembre 1938 sera de la compétence des juridictions chérifiennes.

Sans vouloir entrer dans la subtilité des considérations qui ont fait, à la réflexion, adopter par le législateur l'expression « par complément » au lieu et place de l'expression « par dérogation » qu'impose la comparaison littérale des deux textes, il faut pourtant reconnaître la logique de cette rédaction.

En somme, le D. du 9 décembre 1938 n'a fait qu'attribuer compétence aux juridictions chérifiennes en matière de répression des fraudes *sur la qualité* de certaines marchandises indigènes « de caractère local », ces juridictions ayant déjà de façon générale compétence pour réprimer les infractions sur la quantité depuis le D. du 29 août 1923.

Il y a bien là complément d'attributions et non dérogation aux dispositions anciennes. Il faut reconnaître toutefois qu'il eût été préférable pour la logique juridique de mentionner le D. du 29 août 1923 dans les rappels de textes.

Du caractère restrictif de la fraude sur la quantité. — Plus particulièrement dans son titre II (article 24), le D. du 29 août 1923 vient indirectement compléter l'alinéa 4 de l'article premier du D. organique du 14 octobre 1914. Il est inspiré en ce sens par l'article 2 de la loi française du 1^{er} août 1905, mais de façon nettement restrictive. La comparaison des textes fait facilement ressortir ces différences :

« Article 2 (loi du 1^{er} août 1905) :

« L'emprisonnement pourra être porté à deux ans, si le délit ou la tentative de délit prévu par l'article précédent ont été commis :

« — soit à l'aide de poids, mesures et autres instruments faux ou inexacts ;

« — soit à l'aide de manœuvres ou procédés tendant à fausser les opérations de l'analyse ou du dosage, du pesage ou du mesurage ou bien à modifier frauduleusement la composition, le poids ou le volume des marchandises, même avant ces opérations ;

« — soit enfin à l'aide d'indications frauduleuses tendant à faire croire à une opération antérieure et exacte. »

« Article 24 (D. du 29 août 1923) :

« Dans les villes ou régions où le système métrique aura été rendu applicable dans les conditions prévues à l'article 3 ci-dessus, il est interdit sous les peines fixées par le D. du 14 octobre 1914 (23 Kaada 1321) sur la répression des fraudes, de tromper ou de tenter de tromper le contractant sur la quantité de choses livrées à l'aide de poids, mesures, instruments de pesage ou de mesurage faux ou inexacts ou à l'aide de manœuvres et de procédés tendant à fausser les opérations de pesage ou de mesurage ou bien à modifier le poids ou le volume des marchandises même avant ces opérations, ou enfin à l'aide d'indication frauduleuse tendant à faire croire à une opération de pesage ou de mesurage antérieure et exacte. »

Comme il est facile de s'en rendre compte, le législateur marocain avait primitivement tronqué l'article 2 de la loi de 1905 en lui empruntant son deuxième alinéa que l'on dut totalement supprimer en 1918.

Or, en 1923, au lieu de compléter le D. organique par l'adjonction des alinéas 2, 3 et 4 du dit article 2, dont la teneur parfaitement étudiée et équilibrée conserve à la répression le caractère d'ordre général qui convient à un texte organique, on se restreint au contraire dans le particulier.

On commence par dénaturer l'alinéa 2 en substituant à l'expression « autres instruments faux ou inexacts » l'expression restrictive « autres instruments de *pesage* ou de *mesurage* faux ou inexacts ».

On se localise à dessein dans les poids et mesures, alors qu'il eût été bien facile de conserver le caractère général de la loi française qui vise *tous les appareils* servant à donner des indications sur la composition d'un produit, tels que alcoomètres, pèse-sirops, densimètres, ébullioscopes, etc... ou à mesurer des constantes physiques ou physico-chimiques indicatives de la pureté d'une marchandise.

Dans le même esprit on dénature la portée de l'alinéa 3 de la loi française. On y supprime les mots « de l'analyse ou du dosage » privant de ce fait les Parquets d'un chef d'inculpation supplémentaire qu'eut pu leur apporter le rapport du chimiste et qui eût facilité d'autant l'établissement de la mauvaise foi, élément nécessaire à la preuve du

délit de fraude depuis 1919 et dont la recherche n'est point tâche toujours si aisée.

On supprime heureusement le mot « frauduleusement », dont la présence exige encore de la part du juge supplément de recherche de mauvaise foi chez le délinquant. Par contre, on retranche en même temps le mot « composition » qui a son importance puisque pour des poids et des volumes identiques, des produits scientifiquement falsifiés peuvent fort bien différer quant à leur composition.

L'adjonction finale au mot « opération » des mots « de pesage ou de mesurage » vient confirmer une fois de plus l'intention du législateur de demeurer *stricto sensu* dans le domaine des poids et mesures.

On ne peut que regretter cette étroitesse de vue.

En somme cette première partie de l'article premier de notre D. reproduit sous forme d'interdictions les diverses qualifications de délits réprimés par la loi française.

Bien que le texte du projet primitif ait été prudemment remanié, il contenait encore après révision l'erreur importante précédemment signalée, sur laquelle on a été obligé de revenir.

D'autres oublis, assez inexplicables, avaient été commis dans le projet. Dénaturant complètement le quatrième alinéa de l'article premier de la loi de 1905, on le réduisait aux mots « soit sur leur quantité ou leur identité ».

On avait omis (on se demande pourquoi) les mots « qualités substantielles ».

La rédaction définitive du D. du 14 octobre 1914 montre que ces omissions furent réparées. Ce fut sur l'observation justifiée du Procureur général, conseiller juridique du protectorat.

Des falsifications. — La seconde partie de l'article premier est présentée comme un commentaire de la première partie. Elle traite de la falsification « des denrées servant à l'alimentation de l'homme ou « des animaux, des boissons, des substances médicamenteuses, des « produits agricoles ou destinés aux usages agricoles ».

Le 1). prohibe non seulement les falsifications sur ces produits mais encore « l'importation, la vente, la mise en vente ou la détention en « vue de la vente de ces mêmes produits falsifiés, corrompus ou toxiques » (§ 2).

Enfin, un paragraphe 3 prohibe « l'importation, la vente, la mise en « vente, ou la détention en vue de la vente, de toutes marchandises « portant une dénomination ou des indications trompeuses au sens du « présent article ».

Telle est la rédaction originelle du D.

Or, dans le but de mieux réprimer les fraudes et falsifications à

l'importation et considérant que la déclaration en douane constitue effectivement une tentative d'importation, le législateur vient compléter utilement le D. organique par l'adjonction des mots : « tentative d'importation » (D. du 19 mars 1916).

Malheureusement, par un excès de précaution malheureux, il estime nécessaire de reproduire intégralement dans le D. du 19 mars 1916 le texte remanié de l'article premier du D. du 14 octobre 1914 en le faisant précéder de la mention : « L'article premier du dit D. (14 octobre « 1914) est *modifié et complété* comme suit... »

Du § 2 relatif aux produits falsifiés, corrompus ou toxiques, plus de traces !!

L'inconvénient de cette modification du texte ne devait pas tarder à se manifester : à quelque temps de là, en effet, un certain G... est poursuivi pour vente de viande corrompue de cheval à la place de viande de bœuf. L'inculpé est poursuivi pour tromperie et échappe ainsi à la condamnation qu'il eût largement méritée pour délit de vente corrompue.

L'anomalie est tellement flagrante qu'elle motive une lettre du général Lyautey au secrétaire général du protectorat pour une révision de la législation. On peut alors marquer quelque étonnement sur la façon dont cette révision fut effectuée. Ce paragraphe en question, qui institue véritablement le délit « d'importation, de vente, de mise « en vente ou de détention en vue de la vente, de produits falsifiés, « corrompus ou toxiques » est d'abord modifié dans sa teneur initiale qu'il présentait dans la première rédaction du D. de 1914. Il est ensuite incorporé à nouveau dans le corps de l'article premier du dit D. sous forme d'erratum au D. du 19 mars 1916 ! (erratum publié au *B. O.*, n° 183 du 24 août 1916, p. 473) (1).

Or, dans le cas présent, il ne s'agit point tellement d'une erreur matérielle (suppression d'un mot, d'une phrase, erreur sur un chiffre,

(1) Il y a là une pratique fâcheuse dont on a pu constater la généralisation en France même au moment de la publication des décrets-lois de 1935. Au lendemain de la publication des décrets de juillet et d'août, on put voir des numéros du *Journal officiel* contenir des colonnes entières de rectifications par voie d'errata aux décrets qui venaient d'être pris. Lorsque ces rectifications substituaient une décision nouvelle à la décision antérieure à l'erratum, elles étaient franchement incorrectes et dépourvues de toute valeur.

Ainsi que le souligne le M. Professeur ROLLAND dans son Cours de droit administratif (doctorat, 1935-36, p. 276) : « la jurisprudence, tant judiciaire qu'administrative est bien établie en ce sens que les seules rectifications admissibles, « par voie d'errata, sont les rectifications destinées à réparer de *simples erreurs* « *matérielles*. La Cour de cassation s'est prononcée dans ce sens dans son arrêt « du 18.12.1933 (D. P. 1934.1.27. S. 1934.1.267) ».

Le Conseil d'Etat a statué de la même manière dans un arrêt du 29 juin 1934 (D. H. 1934, p. 480). La Cour d'appel de Paris a fait application de la même règle dans un arrêt de janvier 1936 relevé dans la *Gazette des Tribunaux* du 21 avril 1936.

etc., etc...). On supprime par D. un alinéa tout entier ! On le replace dans le texte *après modification* (introduction des mots « la tentative d'importer ») qui en augmente singulièrement la portée, pour la répression désormais possible des infractions en douane, et cela par le procédé de l'erratum !

Pour achever l'illusion, le B. O., n° 280 du 4 mars 1918 donnant le texte *complet et mis à jour* du D. du 14 octobre 1914 publie dans l'article premier l'alinéa ainsi réincorporé en le donnant faussement comme une modification apportée par le D. du 19 mars 1916 !

C'est là un artifice législatif parfaitement critiquable. Seul un D. pouvait restituer les choses en l'état et apporter dans le corps du D. de 1914 l'infraction de « tentative d'importation de produits falsifiés, « corrompus ou toxiques ».

On peut donc dire que jusqu'au D. du 26 mars 1919 qui a abrogé et entièrement refondu le § 2 de l'article premier du D. organique, l'alinéa 2 du § 2 du dit D. était juridiquement inexistant.

Il s'ensuit que, toute question de bonne foi mise à part, le jugement rendu par le Tribunal de première instance de Casablanca dans son audience du 6 avril 1916 (1) se basant entre autres motifs sur la détention en vue de la vente de produit falsifié — jugement confirmé par la Cour de cassation (Chambre criminelle) dans son audience du 15 décembre 1916 — semblait devoir être réformé sur le moyen pris de manque de base légale et de défaut de motif (2).

La falsification n'est interdite que pour les produits destinés à être vendus. — Le D. du 26 mars 1919 est heureusement venu donner une physionomie nouvelle au paragraphe 2 de l'article premier. Ainsi que nous allons le voir, l'importance de ce D. est considérable dans l'évolution de la répression des fraudes dans l'Empire chérifien.

Par un classique retour à la loi française (et l'on se demande vraiment pourquoi l'on s'en écarte aussi souvent initialement), on reproduit sous forme de prohibitions les dispositions des quatre premiers paragraphes de l'article 3 de la loi du 1^{er} août 1905 (modifiée par la loi du 28 juillet 1912).

Tout d'abord les mots « produits agricoles ou destinés aux usages agricoles » sont remplacés par « produits agricoles ou naturels *destinés à être vendus* ».

Il en résulte que la falsification n'est interdite que pour les produits destinés à la vente. Le législateur ne songe pas à pousser la sollicitude jusqu'à empêcher le particulier de falsifier ce qu'il consomme chez lui.

(1) Recueil de législation et de jurisprudence marocaines (novembre 1916, p. 77).

(2) Recueil de législation et de jurisprudence marocaines (mai 1917, p. 49).

La question peut se poser de savoir s'il a tout de même le droit de distribuer ces produits *gratuitement*. En effet, l'article 8 du D. dispose, comme nous le verrons, que le dit D. et les A. V. pris pour son exécution « sont applicables même au cas où l'altération et la falsification seraient « connus de l'acheteur ou du *consommateur* ». Le législateur n'aurait-il pas entendu atteindre toute personne ayant reçu la marchandise soit à titre onéreux, soit à titre gratuit ? C'est peu probable étant donné le sens non équivoque des mots « destinés à être vendus » insérés dans l'article premier du D. de 1914.

C'est d'ailleurs l'interprétation qui s'est manifestée à l'assemblée générale de la Cour d'appel de Rabat le 28 décembre 1914, au cours de l'examen du projet d'A. V. précisant les conditions dans lesquelles les produits doivent être présentés aux consommateurs et assurant la loyauté de la vente dans le commerce des marchandises (1).

Sur la proposition de cette assemblée, l'article 6 du projet fut modifié par substitution des mots « tout détenteur en vue de la vente » aux mots : « tout détenteur à un titre quelconque ». Modification apportée, fut-il précisé, « pour ne pas dépasser le vœu du D. du 14 octobre 1914 qui ne prévoit et ne punit en fait de détention que celle « en vue de la vente ».

Pour ne pas donner aux diverses interdictions énumérées un caractère limitatif, le rapporteur du projet (M. Gauvry, directeur du Laboratoire officiel) introduisit en tête du paragraphe le mot « notamment », dont la portée n'échappera à personne. La formule : « sont en conséquence prohibées », dont l'interprétation littérale aura, nous le verrons par la suite, une grosse importance, est alors remplacée par les mots « Il est notamment interdit ».

Le § 2 de cette deuxième partie du D., qui a fait l'objet d'une précédente discussion, est cette fois correctement incorporé au D., mais avec une modification capitale puisqu'en se rapprochant de la loi française, le législateur marocain par l'introduction des mots : « *qu'on saura* être falsifiés ou corrompus ou toxiques » fait enfin place à la bonne foi dans le D. organique sur les fraudes.

Falsification et tentative de falsification. — La falsification, avons-nous dit, est l'opération qui consiste à altérer la composition normale d'un produit par addition ou retranchement.

Il faut remarquer que la tentative de falsification n'est pas érigée en délit par le D. qui punit par contre la tentative d'importation, l'importation, l'exposition, la mise en vente, toutes opérations qui peuvent très souvent en elles-mêmes constituer une tentative de fal-

(1) A. V. du 2 janvier 1915. Cf. Annexes.

sification. Néanmoins l'article 3 du Code pénal spécifie : « Les tentatives de délit ne sont considérées comme délit que dans les cas déterminés par une disposition spéciale de la loi. » Or, le D. est muet comme la loi française sur la tentative de falsification. Cette tentative n'apparaît donc pas comme punissable.

Depuis le D. du 26 mars 1919, une condamnation en matière de fraude n'est plus désormais expédiente qu'autant que le délinquant *sait* être falsifiés, corrompus ou toxiques, les boissons, produits agricoles ou naturels au sujet desquels il est inculpé.

La mauvaise foi est donc devenue un élément indispensable du délit.

Cas de vente d'un produit « naturellement » impur. — Il faut bien remarquer que la vente ou la mise en vente d'un produit impropre à la consommation ne tombe sous le coup de l'article 1^{er}, § 2 (2^o) que si le produit est par surcroît, selon cet article, falsifié, corrompu ou toxique, le vendeur *le sachant*. La vente d'un produit impropre à la consommation ne saurait donc être répréhensible, hormis le cas précédent que s'il est démontré que ce produit est nuisible à la santé de l'homme ou des animaux, auquel cas il y a application de l'article 13 du D. organique.

Or on ne saurait considérer comme vente ou mise en vente de marchandises impropres à la consommation et par suite toxiques, la vente ou la mise en vente de pois cassés que les juges du fait déclarent contenir des corps étrangers, des grains d'orge et d'avoine et des charançons. Il ne s'agit pas là de marchandises corrompues, falsifiées ou toxiques, mais simplement d'une marchandise indigène courante, d'un produit *naturellement impur*, dont les défauts ne sont pas dissimulés et résultent des procédés cultureux primitifs des indigènes. En la circonstance, les acheteurs, épiciers de profession, avaient très facilement pu constater les impuretés de ces marchandises et la mauvaise foi ne pouvait résulter de la mise en vente d'un produit naturellement impur.

Ainsi en a jugé la Cour de cassation (Chambre criminelle) dans son audience du 9 décembre 1927 (1) ayant à statuer sur une requête produite par le Procureur de la République près le Tribunal de Rabat. Il y a là un cas de jurisprudence qui sort sans doute du domaine du droit. Il n'est pas juridiquement discutable.

Portée du délit de falsification. — Au sujet de la portée de l'alinéa premier du second paragraphe de l'article premier, il convient de noter

(1) Recueil de législation et de jurisprudence marocaines (1929, p. 23, article 799).

la distinction suivante admise par la jurisprudence française : l'interdiction de falsification de denrées servant à l'alimentation de l'homme ou des animaux, des substances médicamenteuses, des boissons et des produits agricoles ou naturels n'implique le délit qu'autant que l'achat est effectué en vue d'une revente (1). Mais, « si l'achat est fait « pour un usage qui fait perdre au produit son caractère de denrée « alimentaire, boisson, etc... (par ex. un usage industriel), le délit « disparaît » (2).

Cette distinction semble devoir s'appliquer également au texte du D.

Le deuxième alinéa a une portée générale. La jurisprudence française admet, en effet, que le texte correspondant de la loi de 1905 a trait même aux animaux vivants que l'on abat pour les besoins de l'alimentation humaine (3).

Le troisième alinéa traite de l'interdiction de se livrer au commerce (dans tous ses stades successifs) des substances médicamenteuses falsifiées. Cette définition doit normalement s'étendre jusqu'aux produits ayant des propriétés simplement hygiéniques.

On remarquera, que, comme dans le texte français, le commerce des substances médicamenteuses falsifiées est toujours punissable, que le détenteur soit de bonne ou de mauvaise foi. Or, il avait été question, au moment de la modification apportée par le D. du 26 mars 1919, de ne pas exclure catégoriquement pour les pharmaciens du Maroc le privilège de l'admission de la bonne foi.

On alléguait, à l'appui de cette proposition, l'étrange motif que la majorité de ces pharmaciens — c'était alors bien le cas — n'étant pas diplômés et n'exerçant leur métier qu'au titre de « pharmaciens tolérés » ne pouvaient posséder les mêmes connaissances que leurs confrères de la métropole. Le service des études législatives prit heureusement position contre cette initiative qui, tout en étant contraire à la fois à l'ancien texte marocain et à la loi française, semblait faire bien peu de cas de la sécurité des malades.

Les produits falsificateurs. — Le quatrième alinéa vise la vente des produits falsificateurs. Pour établir la mauvaise foi du délinquant, l'accusation doit prouver que ce dernier avait bien connaissance de la destination du produit. Mais comme dans le texte correspondant de la loi française, le D. ne réprime la vente des produits falsificateurs qu'autant qu'ils sont destinés à falsifier des denrées servant à l'alimentation de l'homme ou des animaux, des substances médicamenteuses, des boissons ou des produits agricoles ou naturels. La vente de

(1) Cass. crim., 16 novembre 1917 (*Bull. crim.*, n° 238).

(2) Fraudes et falsifications (L. VIRENQUE et A. BONN, p. 9).

(3) Cass. crim., 16 février 1928 (*D. H.*, 1928, p. 184).

tous les autres produits falsificateurs ne pourrait donc être poursuivie que comme complicité du délit de falsification réalisé par un acquéreur aux dépens d'un de ses clients. C'est là une véritable restriction à la liberté du commerce, qui doit être restrictivement interprétée par l'établissement préalable de la mauvaise foi.

Par ailleurs, la fabrication des produits falsificateurs n'est pas interdite par les textes et ne constitue donc pas une infraction.

Le cinquième alinéa traite de la provocation à l'emploi de produits falsificateurs par le moyen de brochures, circulaires, prospectus, etc... La seule provocation est réprimée sans qu'il soit utile de constater qu'elle ait pu avoir quelque effet.

Une réforme à introduire : assurer l'authenticité du contrôle officiel. — Parmi les retouches importantes apportées à la loi métropolitaine du 1^{er} août 1905 par le décret-loi du 14 juin 1938, il en est une qui devrait avoir sa place dans la législation marocaine des fraudes et viendrait utilement constituer un sixième alinéa du § 2 de l'article 1^{er} de notre D. organique.

Cette modification s'impose d'autant plus que le texte marocain ne comporte pas, comme la loi française, la circonstance aggravante qui faisait l'objet du dernier alinéa de l'ancien article 2 de cette loi :

« ARTICLE 2. — L'emprisonnement pourra être porté à 2 ans si le
« délit ou la tentative de délit prévu par l'article précédent ont été
« commis
« soit enfin à l'aide d'indications frauduleuses tendant à faire croire
« à une opération antérieure et exacte. »

Cependant, le texte ainsi rédigé, donc plus complet que le nôtre, n'était pas susceptible d'atteindre tous les délinquants :

« Ainsi, vendre un lait avec le qualificatif « stérilisé », s'il n'est pas
« vrai que le lait ait réellement été débarrassé par stérilisation, des
« bacilles pathogènes que l'examen révèle en lui, constitue la circonstance aggravante du délit de tromperie. »

« Mais si la stérilisation d'un lait est une « opération » au sens propre
« de l'article 2 de la loi du 1^{er} février 1905, opération qui affecte la
« composition, le texte de l'article 2 ci-dessus rappelé, était-il assez
« extensible pour qu'on puisse l'appliquer au fait de vendre des produits avec l'annonce d'un contrôle officiel inexistant ? Un contrôle
« d'opération de fabrication ou de vente, un contrôle de la nature de la
« composition, des qualités substantielles, etc... ce n'est pas la même
« chose qu'une opération matérielle modifiant la composition, le poids
« ou le volume d'un produit déterminé.

« Bien qu'on puisse soutenir la thèse que l'ancien article 2 de la loi

« de 1905 aurait pu jouer en pareille occurrence, il n'est pas certain que
« cette thèse aurait prévalu devant les tribunaux. Or, à notre époque,
« l'idée de « marques de contrôle » ou d'appellations privilégiées corres-
« pondant à des produits définis et dont la composition, l'espèce ou
« l'origine font l'objet d'une surveillance officielle, se fait jour de plus
« en plus (1). »

Des raisons encore plus fortes, dues à une lacune de notre texte organique, doivent nous conduire à adopter la modification française dont la nécessité est ainsi mise en lumière par M. Toubeau. Il conviendrait donc d'ajouter au § 2 de l'article 1^{er} du D. du 14 octobre 1914 un dernier alinéa ainsi conçu :

.....

« 6° D'user d'indications frauduleuses tendant à faire croire à une
« opération antérieure et exacte ou à un contrôle officiel qui n'aurait
« pas existé. »

Cette précision complémentaire est d'autant plus utile qu'il s'est déjà trouvé au Maroc certains commerçants ou industriels qui n'ont pas hésité à se prévaloir d'un contrôle officiel du laboratoire du protectorat, contrôle qui n'avait en fait jamais existé.

La répression de semblables infractions pourrait alors être exercée avec toute la sûreté désirable.

La prohibition de détention illégitime. — Ce fait punissable est édicté par l'article 2 du D.

Il est inspiré de l'article 4 de la loi française du 1^{er} août 1905 seulement quant aux interdictions essentielles.

L'article 2 se présentait dans la rédaction originelle du D. sous une forme défectueuse séparant mal le délit de détention du délit de falsification.

« ARTICLE 2. — Il est interdit :

« 1° D'importer, de vendre, de mettre en vente, d'exposer ou de
« *détenir en vue de la vente* des produits propres à effectuer la falsifi-
« cation des denrées servant à l'alimentation de l'homme ou des ani-
« maux, des boissons, des substances médicamenteuses, des produits
« agricoles ou destinés aux usages agricoles.

« 2° De provoquer à leur emploi par le moyen de brochures,
« circulaires, prospectus, affiches, annonces ou instructions quel-
« conques. »

Sous l'empire des préoccupations déjà signalées de reconnaissance de la bonne foi, le D. du 26 mars 1919 est venu refondre cet article

(1) M. TOUBEAU, « La répression des fraudes et la qualité des produits français » (*Les Lois nouvelles*, 15 février 1939, p. 96).

pour lui donner la forme actuelle qui se rapproche davantage de l'esprit de la loi française.

Cette réforme est d'ailleurs incomplète puisque l'alinéa de la loi française relatif « aux poids ou mesures faux ou autres appareils « inexacts servant au pesage ou au mesurage des marchandises » n'a pas été incorporé au D.

Le législateur marocain ne mentionne cette prohibition que dans l'article 15 du D. du 29 août 1923 instituant le système métrique dans la zone française de l'Empire chérifien (1).

L'interdiction de détention des produits énumérés aux trois paragraphes de l'actuel article 2 du D. organique est réprimée quand elle n'est pas justifiée par des motifs légitimes *où qu'elle se produise*. En effet, les mots « en vue de la vente » contenus dans le texte primitif n'ont pas été reproduits en 1919. D'autre part, le texte ne contient pas l'énumération des locaux interdits insérée dans la loi métropolitaine (art. 4, § 2) et dans l'article 12 du D. du 29 août 1923 qui concerne seulement « les poids ou mesures, faux ou d'autres appareils inexacts servant « au pesage ou au mesurage ». Il y a là un manque d'harmonie qui appelle une correction.

En ce qui concerne plus spécialement les prohibitions de l'article 2 du D., il semble qu'elles puissent être poursuivies, *si elles sont constatées* dans le domicile privé des particuliers. C'est là cependant une hypothèse difficilement réalisable étant donné que les agents habilités en matière de répression des fraudes n'exercent leur contrôle que dans les lieux mentionnés à l'article 4 de l'A. V. du 6 décembre 1928, lieux dont l'énumération est d'ailleurs différente de celle de l'article 12 du D. du 29 août 1923. Des perquisitions domiciliaires régulières peuvent toutefois exister dans certains cas et en l'occurrence la détention incriminée pourrait être découverte et poursuivie. Nous renvoyons pour l'étude de cette question à nos développements, ultérieurs sur l'A. V. du 6 décembre 1928.

L'article 2, depuis la réforme du 26 mars 1919, interdit donc la détention sans motifs légitimes des produits énumérés. La bonne foi est ici aussi exclusive du délit et le motif légitime est celui qui établit cette bonne foi. C'est là une question de fait qui doit être appréciée par le juge et dont la preuve ne saurait incomber au prévenu.

(1) *Article 15* (D. du 29 août 1923) : « Seront punis d'une amende de 50 à 1.000 fr. et d'un emprisonnement de 6 jours à 3 mois, ou de l'une de ces deux peines seulement, ceux qui, sans motifs légitimes, seront trouvés détenteurs dans les lieux et locaux désignés à l'article 12 ci-dessus, de poids ou de mesures faux ou d'autres appareils inexacts servant au pesage ou au mesurage.

« En cas de récidive dans les cinq ans, la peine d'emprisonnement sera toujours prononcée. »

Détention de produits alimentaires impropres à la consommation. —

Notons, pour terminer le commentaire de cet article, que le texte n'édicte aucune pénalité pour la détention de produits alimentaires impropres à la consommation. La prohibition de détention ne vise que les marchandises qu'on sait être falsifiées, corrompues ou toxiques.

C'est ce que confirma l'arrêt de la Cour de cassation du 29 juillet 1927 déclarant que devait être cassée pour défauts de motifs une décision rendue par le Tribunal correctionnel d'Oujda, jugeant sur appel d'un jugement de tribunal correctionnel de paix. Cette décision tendait, en effet, à substituer à un prétendu délit de détention de produit servant à l'alimentation de l'homme, impropre à la consommation, le délit de denrées falsifiées, et confirmait dans son dispositif la décision des premiers juges sur la déclaration de culpabilité (1).

« Attendu, dit l'arrêt de la Cour suprême, que les juges du deuxième degré énoncent à bon droit que le D. sus-visé (2) n'édicte aucune « peine pour détention de produits alimentaires impropres à la consommation..... »

Remarquons qu'il s'agissait en l'espèce de détention d'un produit composé d'une deuxième et d'une troisième mouture de blé dur mélangées à des queues de mouture rendant le tout impanifiable et constituant une falsification notoire au sens de l'article 28 du D. organique si un tel produit eût été présenté à la vente comme « farine ».

Produits conservateurs, colorants illicites, édulcorants. — L'article III traite de l'interdiction de l'emploi de produits conservateurs ou colorants non licites. Il interdit également la saccharine et les autres édulcorants artificiels. Remarquons que ce n'est plus comme précédemment la simple détention qui est visée, mais la détention « en vue de la vente ». La nuance est à souligner. Il est possible que le législateur ait pensé que le fait de conserver, de colorer ou d'édulcorer frauduleusement des denrées alimentaires et des boissons constituait une tromperie s'affirmant surtout « en vue de la vente ». Par contre, le respect des interdictions de l'article 2 présente un caractère exceptionnel de gravité pour la santé et l'hygiène publiques. Cela autorise le législateur à en généraliser la portée.

Les mêmes interdictions existent dans la législation française et font l'objet de décrets importants (décrets des 15 août 1912 et 28 décembre 1926).

En ce qui concerne la saccharine, il convient de rappeler que pendant la guerre le D. du 1^{er} octobre 1917 par dérogation expresse à

(1) Recueil de législation et de jurisprudence marocaines (1929, p. 39, art. 37).

2) D. du 14 octobre 1914.

cet article 3 du D. organique, avait autorisé l'emploi de la saccharine et de toutes les autres substances édulcorantes artificielles dans la préparation de denrées et boissons déterminées.

La réglementation relative à ces produits était d'ailleurs prévue. Un droit de consommation était établi. Les infractions au D. étaient sévèrement réprimées.

Après la guerre, il fallut attendre le D. du 1^{er} décembre 1928 pour que l'emploi de la saccharine dans les produits de consommation soit à nouveau interdit par abrogation de l'autorisation temporaire issue du D. du 14 octobre 1917. Les fraudeurs n'en continuèrent pas moins pendant un certain temps à trouver assez avantageux de substituer la saccharine au sucre dans la préparation des limonades. Nous eûmes personnellement l'occasion de déceler plusieurs fois cette falsification.

Le législateur avait d'ailleurs pris soin de spécifier à l'article 3 du D. du 1^{er} décembre 1918 que les contrevenants à ses dispositions seraient passibles des peines applicables aux infractions prévues et punies par le D. du 14 octobre 1914. La sévérité de la répression était ainsi garantie.

Les prohibitions, objet de l'article 3 du D. organique, étaient d'ailleurs prévues dans les deux autres projets du dit D., projets dont il a déjà été question.

Elles constituaient également la matière des dispositions détaillées de l'article 12 du décret beylical du 27 janvier 1897 déjà cité.

Le D. du 14 octobre 1914, de même que le projet Roux, comportent la prohibition des conservateurs (1) illicites, réserve importante en pays chauds que ne comportent ni le décret beylical de 1897, ni le projet Landry qui s'en inspirait largement.

La législation française a pris en ces matières des textes réglementaires. Certaines considérations particulières aux pays d'Islam où la consommation du sucre et des produits connexes est particulièrement élevée, ont sans doute conduit les législateurs locaux à donner une importance particulière à ces dispositions en les édictant dans le cadre des textes organiques.

Métaux ou matières dangereux pour la santé publique. — L'article IV continue la série des prohibitions du titre premier du D. Il interdit le contact direct des marchandises ou denrées destinées à l'alimentation avec des métaux ou matières dangereux pour la santé publique. Ces dispositions qui trouvent également leur place dans le projet de M. Roux, sont visiblement inspirées de l'arrêté français du

(1) Produits antiseptiques s'opposant à l'altération des matières alimentaires.

28 juin 1912 relatif à la coloration, la conservation et l'emballage des denrées alimentaires et des boissons.

La différence de rédaction appelle toutefois une remarque : Alors que le texte français édicte clairement les interdictions, le texte chérifien en généralise la portée sans précision :

« ... ne doivent en aucun cas être en contact avec des *métaux* ou « *matières* dangereux pour la santé publique ».

A un titre qui ne saurait être qu'indicatif, il cite ensuite quelques métaux ou alliages « considérés comme non dangereux pour la santé publique » et précise leur condition d'utilisation.

L'ensemble eût gagné à plus de précision.

L'étamage. — L'article V définit les qualités à exiger de l'étain pour l'étamage. On retrouve également l'existence de ces indications dans le projet de M. Roux et dans le texte français (art. 3 de l'arrêté du 28 juin 1912). Du point de vue rédactionnel, il semblerait préférable de procéder à une substitution de conjonctions de coordination par le remplacement de « et » par « ou » plus approprié au sens du texte.

Les vernis. — L'article VI est relatif à l'interdiction des vernis toxiques pour le vernissage intérieur ou extérieur. Il était prévu dans le projet de M. Roux. Il n'est en substance que la réplique de l'article I, titre I^{er}, du décret français du 15 avril 1912 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 1^{er} août 1905.

Les soudures. — L'article VII traite des conditions à remplir par les soudures employées dans la fabrication des boîtes de conserves. Il est inspiré des articles 4 et 6 de l'arrêté français du 28 juin 1912.

La rédaction de l'alinéa 2 laisse à désirer : il eût mieux valu aller droit au fait comme dans le texte français (art. 4). En effet, après avoir prescrit, à l'alinéa premier, le seul étain fin comme susceptible d'être utilisé pour la soudure intérieure des boîtes de conserves, il eût été logique d'autoriser l'emploi des alliages d'étain et de plomb pour les soudures extérieures. Il ne paraissait pas nécessaire d'attirer, au principal, l'attention du lecteur sur un défaut de fabrication que l'on ne saurait tolérer sauf lorsqu'il résulte manifestement d'un accident que le soudeur le plus habile ne peut éviter.

La rédaction française permet, le cas échéant, l'interdiction directe de l'alliage étain-plomb en cas de pénétration trop souvent répétée des bavures de la soudure extérieure à l'intérieur de la boîte.

La législation marocaine n'arrive au même résultat que par voie

indirecte en considérant alors la bavure de soudure extérieure comme provenant de la soudure intérieure. Il peut y avoir là motif propre à alourdir singulièrement la gravité de l'inculpation.

Au reste, et aussi curieux que cela puisse paraître, rien dans le texte n'affirme expressément le fait pourtant capital de la pénétration possible à l'intérieur de la boîte des bavures de soudure extérieure. Le contexte est insuffisamment précis. Il serait certainement préférable de revenir au texte français et d'écrire :

« Toutefois, est autorisé, pour la soudure faite à l'extérieur des « réipients, l'emploi d'alliages d'étain et de plomb, mais à la condition « que la pénétration de l'alliage plombifère à l'intérieur des dits « réipients sous forme de bavures, ne soit qu'accidentelles et ne résulte pas du mode même de fabrication. »

Généralisation de la responsabilité du co-contractant. — L'article VIII précise que « les dispositions du présent D. et des A. V. pris « pour son exécution, sont applicables, même au cas où l'altération « ou la falsification serait connue de l'acheteur ou du consommateur. »

C'est là une sévère généralisation proprement chérifienne de la responsabilité du co-contractant qui se trouve étendue à toutes les infractions du D. organique et aux A. V. pris pour son exécution.

La loi française du 1^{er} août 1905 (art. 3, § 4) et le décret beylical du 27 janvier 1897 (art. 1^{er}, § 3) n'envisagent l'application d'une pareille mesure que lorsque les marchandises contiennent des mixtions (1) nuisibles à la santé de l'homme ou des animaux ou lorsqu'elles sont toxiques.

La sévérité du D. du 14 octobre 1914, qui se dégage de cette comparaison, a été voulue. Elle fut, nous le savons, commandée par les circonstances dans lesquelles a été élaboré le D. C'est une sage précaution à maintenir dans les pays en cours d'évolution où l'éducation commerciale est souvent précaire ou tout au moins peu apte à lutter contre les ruses des « affairistes » du siècle.

Il faut noter que les arrêtés municipaux qui devraient être pris plus souvent pour assurer l'exécution des prescriptions du D. organique ont été exclus de la rédaction de l'article VIII. Ce serait une omission à réparer.

Fruits et légumes frais fermentés ou corrompus. Rapprochement avec la loi française. — L'article IX se présente sous une forme assez curieuse : « Les dispositions du présent D. et des A. V. pris pour son

(1) Préparations.

« exécution ne sont pas applicables aux fruits et légumes frais fermentés ou corrompus qui feront l'objet d'arrêtés municipaux. »

Il semble que le législateur n'ait pas compris l'importance exceptionnelle qu'il accordait de ce fait à la réglementation municipale.

La réglementation municipale doit alors sévir soit contre un fabricant de confitures qui achèterait des fruits fermentés pour son industrie, soit encore contre les opérations de fardage de légumes, etc...

Or, d'une façon générale, l'administration municipale, comptant sur les initiatives du Service des fraudes, se soucie très peu de telles initiatives. Et qu'arrive-t-il ? Certains commerçants et industriels peu scrupuleux sont protégés par cet article IX qui les couvre complètement vis-à-vis des investigations du Service des fraudes.

On peut même affirmer qu'il était bien dans l'esprit du législateur marocain de se désintéresser totalement des fruits et légumes frais fermentés ou corrompus. En effet, lors de l'étude du premier projet de refonte de notre législation des fraudes, projet préparé en 1927 par la Direction générale de l'A. C. C., sous la pression du Comité des études économiques, un certain article du projet fut supprimé.

Il avait trait au remboursement, au titre de la répression des fraudes, imparti à la Direction générale de l'Agriculture, des frais de destruction des fruits et légumes frais reconnus impropres à la consommation à leur arrivée dans les ports « *après analyse officielle faite sur des prélèvements opérés par le commissaire de police* » (1). L'article fut jugé inutile pour les raisons suivantes : les agents de prélèvement avaient été tout simplement invités par la Direction de l'Agriculture à suivre les dispositions de l'article IX, objet de notre commentaire, et, par suite, à ne plus effectuer de prélèvements de cette nature.

Du fait de cette abstention, les compagnies concessionnaires des ports à qui incombe la destruction des fruits et légumes avariés se trouvaient démunies de tout moyen de recours contre l'administration du Protectorat pour solliciter utilement les remboursements de l'espèce. Le Directeur général de l'Agriculture de l'époque, étant de ceux qui avaient pris une part active à la rédaction de notre D. organique, on ne peut donc se méprendre sur l'intention du législateur.

Cependant, dans le but de s'opposer à des fraudes du genre de celle que nous venons de mettre au compte d'un hypothétique fabricant de confitures, il serait bon, une fois encore, de se rapprocher de l'esprit de la loi française et d'écrire :

« ARTICLE IX. — Les dispositions de l'article 1^{er}, § 2 du présent

(1) Le personnel technique de l'Inspection des fraudes n'étant pas encore organisé en 1927, les commissaires de police étaient habilités à cet effet.

« titre, ne sont pas applicables aux fruits et légumes fermentés ou corrompus qui feront l'objet d'arrêtés municipaux. »

Dès lors, l'action du Service des fraudes en cette matière ne sera plus légalement entravée.

Du délit de vente à faux poids et à fausses mesures. — L'article 10 du D. originel a été abrogé par l'article 25 du D. du 29 août 1923 instituant le système décimal des poids et mesures dans la zone française de l'Empire chérifien. Il était ainsi conçu :

« En vue de l'application de l'article 1^{er}, les pachas et caïds établis ront par arrêté pour chaque ville ou région du Maroc, un tableau d'équivalence des poids et mesures en usage dans ladite ville ou région. »

Cet article avait été ajouté sur la suggestion de M. le Procureur général Landry. Mais il ne réalisait que très imparfaitement le but visé par M. Landry et que ce dernier avait très bien défini dans l'article 4 de son projet (1) : « jusqu'à ce qu'un système de poids et mesures obligatoires pour toutes personnes au Maroc ait été organisé... » Le projet primitif de l'agriculture négligeait, en effet, complètement les délits de vente à faux poids et à fausses mesures et de détention d'appareils de pesage ou de mesurage faux ou inexacts alors réprimés par la loi française du 1^{er} août 1905 (art. 3 et 4).

C'est alors que le délit de vente à faux poids et à fausses mesures fut maladroitement réprimé par l'alinéa 4 ancien de l'article premier précédemment commenté.

L'article 4 du projet de M. Landry, qui formait un ensemble très homogène, fut dissocié. On n'en retint que l'obligation pour les caïds et pachas d'établir des tableaux d'équivalence des poids et mesures dans leurs circonscriptions respectives. L'obligation pour les commerçants d'afficher les tableaux dans leurs magasins, ateliers, etc... (projet Landry) ne se retrouve pas dans le D.

Quant au délit de détention de poids et mesures faux ou autres appareils inexacts servant au pesage ou au mesurage très nettement prévu dans le projet de M. Landry, il n'en fut pas question dans le D. organique. Il ne devait apparaître dans la législation marocaine des fraudes qu'indirectement peut-on dire, et neuf ans après, lors de la promulgation du D. précité du 29 août 1923, sur le système métrique (art. 15) (2).

Cette grave lacune du texte organique devait créer de sérieuses difficultés à la répression, difficultés que signalait en 1917 M. le Procu-

(1) Cf. page 96.

(2) Cf. page 86.

reur général Landry et dont nous expliquerons l'importance lors du commentaire de l'article 15 du D., sur la confiscation (1).

Il est bien certain qu'en l'état des conventions diplomatiques de 1914, il apparaissait plutôt difficile d'instituer le système métrique dans notre Protectorat. C'était pourtant la seule façon d'atteindre le délit de faux poids et des fausses mesures. La lacune de notre texte organique quant à la répression de ce délit jusqu'en 1923 provient, comme nous le verrons, de l'impossibilité qu'il y avait alors à rendre cette répression vraiment effective.

Aujourd'hui le système métrique est en vigueur dans l'Empire chérifien. Il serait souhaitable que le délit de détention « des poids et mesures faux ou autres appareils inexacts servant au pesage ou au mesurage des marchandises » soit incorporé dans l'article 2 de notre D. au même titre qu'il existe dans l'article 4 de la loi française du 1^{er} août 1905 sur les fraudes.

2^o Des modes de preuves.

En droit commun les juges peuvent établir leur conviction en matière correctionnelle sur tous les documents résultant de l'instruction et de ses débats. D'autre part, on tient pour démonstratifs et non pour limitatifs les modes de preuves indiqués par l'article 154 du Code d'instruction criminelle (procès-verbaux ou témoignages).

Le D. du 5 décembre 1928 (art. 2) et l'A. V. du 6 décembre 1928 ont apporté à ces principes généraux deux importantes exceptions :

1^o L'expertise qui ne peut jamais être refusée à l'inculpé doit être obligatoirement confiée à l'un des laboratoires officiels figurant sur la liste dressée annuellement pour chaque catégorie de produits par arrêté du Directeur des A. E.

Le juge sera l'intermédiaire obligatoire entre les parties et l'expert.

2^o L'A. V. du 6 décembre 1928, relatif à l'application du D. du 14 octobre 1914, prévoit toute une série de dispositions spéciales relativement aux prélèvements d'échantillons, au choix des méthodes analytiques et à l'analyse des échantillons prélevés.

Il est, en tout cas, un point non contestable, à savoir que les prescriptions de droit commun sont applicables en dehors des points particuliers fixés par la réglementation. Donc, en dehors de toute expertise, la fraude peut résulter « des témoignages recueillis, du flagrant délit, des pièces de correspondance, des livres de commerce, etc...

(1) Cf. page 199 (art. 15 du D. du 14 octobre 1914).

soumis à un débat contradictoire » (1). Une jurisprudence abondante vient appuyer cette façon de voir.

En particulier, « la législation marocaine ne prévoit aucun mode spécial de preuve du degré alcoolique en cas de poursuite pour détention ou vente de similaires d'absinthe. » Il suffit donc que les juges acquièrent, par les moyens ordinaires d'information, la conviction de l'existence du délit, pour que la condamnation du prévenu soit justifiée, alors surtout que c'est par le fait même du prévenu que toute expertise a été rendue impossible (2).

D'autre part, l'aveu implicite suffit par lui-même à emporter jugement de condamnation. C'est le cas assez fréquent du laitier indigène qui, surpris par l'agent de la répression des fraudes au moment où il mouille son lait, renverse son bidon et prend la fuite.

L'aveu librement consenti du prévenu entraîne à plus forte raison condamnation sans qu'il y ait lieu de rechercher si l'expertise est ou non régulière.

SECTION II.

De la bonne foi dans le D. du 14 octobre 1914.

Les incidences issues de l'interprétation du D. du 14 octobre 1914 quant à la bonne foi, interprétation qui a sa base dans la jurisprudence consacrée par la Cour de cassation dans son arrêt du 15 décembre 1916 (3) (Affaire Nahon) constituent une bien curieuse histoire. Avait-il été vraiment dans l'intention du législateur d'adopter en l'occurrence une disposition plus rigoureuse que dans la métropole en vue de réprimer énergiquement les fraudes dans le Protectorat ?

Avait-il voulu écarter délibérément la preuve de la bonne foi ?

Les travaux préparatoires. — Rien n'autorise à le penser dans l'examen des travaux préparatoires. On veut se montrer sévère. Il le faut. Mais on ne songe pas un instant à aller à l'encontre de la grande règle de notre système répressif qui exige que la tromperie ne constitue un délit qu'autant qu'elle a été commise avec une intention frauduleuse.

(1) X. DE BORSSAT, Législation et jurisprudence sur les fraudes et falsifications (1923, p. 81).

(2) Cass. crim., 23 février 1923 (Recueil de législation et de jurisprudence marocaines, 1923, p. 148, art. 5 et 8).

(3) Cass. crim., 15 déc. 1916 (Recueil de législation et de jurisprudence marocaines, mai 1917, n° 29, p. 49).

Dans le projet de M. Roux, au chapitre « Pénalités », nous relevons :

«

« ARTICLE X. — Quiconque aura commis *sciemment* et dans une *intention frauduleuse*

« ARTICLE XI. — Quiconque aura contrevenu sans *intention frauduleuse*... sera puni... à moins qu'il n'ait prouvé nettement qu'aucune « négligence ou faute professionnelle quelconque ne lui est imputable. »

Le projet de M. le Procureur général Landry, très concis, est largement inspiré, nous l'avons noté, du décret beylical du 27 janvier 1897. Il est en conséquence beaucoup plus sévère que le précédent. Les quatre premiers articles méritent d'être cités :

« ARTICLE PREMIER. — 1^o Ceux qui falsifieront des substances ou « denrées alimentaires ou médicamenteuses ou des boissons destinées « à être vendues.

« 2^o Ceux qui vendront ou mettront en vente, exposeront des « substances ou denrées alimentaires ou médicamenteuses ou des boissons qu'ils sauront être *falsifiées ou corrompues*.

« 3^o Ceux qui auront trompé ou tenté de tromper l'acheteur ou le « contractant sur la nature, les qualités substantielles, la teneur en « principes utiles ou en degrés, l'espèce ou l'origine, lorsque l'espèce « ou l'origine faussement attribuées aux marchandises devra, d'après « les usages, être considérée comme la cause principale du marché « ou de la vente ; sur la quantité de choses livrées ou sur leur identité, « par suite de la livraison d'une marchandise autre que la chose qui « a fait l'objet du contrat, seront punis d'une amende de 50 à 500 fr. « et d'un emprisonnement de 3 mois à un an ou de l'une de ces deux « peines seulement. »

« S'il s'agit d'une marchandise contenant des mixtions nuisibles « à la santé, les peines ci-dessus seront portées au double.

« La présente disposition sera appliquée même dans le cas où la « falsification serait connue de l'acheteur.

« ARTICLE II. — Ceux qui sans motifs légitimes seront trouvés « détenteurs dans leurs magasins, boutiques, ateliers, maisons, voitures, bateaux servant à leur commerce ainsi que dans les entrepôts, « abattoirs ou leurs dépendances, gares, halles, foires et marchés de « substances ou denrées alimentaires falsifiées ou corrompues, seront « punis d'une amende de 16 à 25 fr. et d'un emprisonnement de 6 à « 10 jours.

« Les détenteurs de fruits ou légumes avariés seront mis dans « l'obligation de les détruire. Toutefois, les dispositions du présent

« article ne sont pas applicables aux fruits frais ou légumes frais
« fortuitement corrompus ou fermentés. Si la substance falsifiée est
« nuisible à la santé, les peines ci-dessus seront portées au double.

« ARTICLE III. — Dans les cas prévus par le précédent article, si
« les détenteurs établissent qu'ils ne connaissent pas les vices des dites
« substances alimentaires ou médicamenteuses ou boissons, ils ne
« seront punis que d'une amende de 15 à 25 fr.

« ARTICLE IV. — Jusqu'à ce qu'un système de poids et de mesures
« obligatoires pour toutes personnes au Maroc ait été organisé, nulle
« vente ou livraison de denrées alimentaires, boissons, denrées di-
« verses de consommation, marchandises qui doivent être d'après
« les usages, ou sont, d'après conventions entre parties, vendues au
« poids ou à la mesure, ne pourra être réalisée sans que le vendeur,
« cédant ou marchand agissant pour son compte ou pour autrui, ait
« fait savoir à l'acheteur à quelle unité de pesage ou de mesurage il
« sera recouru et quel sera le prix de cette unité, en monnaie ayant
« cours.

« Un tableau des équivalences de poids et de mesures des divers
« systèmes courants au Maroc sera publié par les soins des munici-
« palités sous l'approbation du Grand Vizir.

« Tous marchands, négociants, débitants de denrées alimentaires
« ou de boissons devront dans leurs magasins, boutiques, ateliers,
« maisons de commerce, installations de vente ou de débits perma-
« nents ou temporaires, en lieu fixe ou en foire, soukhs, marchés, fon-
« douks afficher ce tableau des équivalences ; ils devront en outre dans
« les mêmes lieux, indiquer par pancartes ou affiches, en arabe, en
« français et en espagnol de quelle unité de pesage ou de mesurage
« ils se servent dans leurs transactions, soit uniquement, soit en con-
« currence avec d'autres, au choix ou gré de l'acheteur ou du client.

« Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera punie des
« peines applicables à la tromperie sur la quantité des choses livrées.

« Ceux qui, sans motifs légitimes, seront trouvés détenteurs dans
« leurs magasins, boutiques, ateliers, maisons de commerce, installa-
« tions de ventes fixes ou foraines, de poids ou de mesures faux ou
« autres appareils inexacts servant au pesage ou au mesurage des
« marchandises, cette fausseté devant être appréciée d'après le sys-
« tème dont les négociants, vendeurs ou débitants auront annoncé se
« servir, seront punis des mêmes peines. »

En ce qui concerne le projet du Service de l'Agriculture, son adop-
tion en vue du texte définitif qui devait être celui du D. du 14 oc-
tobre 1914, donna lieu à des modifications très importantes. La lec-

ture du projet fait facilement apparaître les modifications capitales qui y ont été apportées :

«

« ARTICLE XI. — Quiconque aura commis *sciemment* et dans une « *intention frauduleuse* les faits prohibés par le présent D. et les arrêtés « qui en découlent, sera puni d'une amende de 50 à 500 fr. et d'un « emprisonnement de 6 jours à 12 mois ou de l'une de ces deux peines « seulement.

« Au cas de récidive dans les cinq ans qui suivront la date à laquelle « la première condamnation sera devenue définitive, l'affichage devra « être appliqué, l'emprisonnement pourra être porté au double du « maximum et l'amende élevée à 10.000 fr.

« ARTICLE XII. — Rédaction actuelle.

« ARTICLE XIII. — Quiconque aura contrevenu aux dispositions « du présent D. ou des arrêtés qui en découlent sera puni de *peines* « *de simple police*.

« Au cas de récidive dans l'année de la première condamnation, les « peines devront être élevées au maximum.

« Au cas de nouvelle infraction dans l'année qui suivra la deuxième « condamnation, l'amende sera de 16 à 25 fr. et un emprisonnement « de 6 à 10 jours pourra être prononcé.

« ARTICLE XIV. — Rédaction de l'actuel article XIII.

« ARTICLE XV. — Rédaction de l'actuel article XIV.

Comme on peut en juger par l'examen des extraits des trois projets précédents, la preuve de la bonne foi de la personne mise en cause est nettement admise par les trois auteurs. Fait remarquable, on relève l'infraction commise *sans intention frauduleuse*. Toutefois, le projet de M. E. Roux admet l'excuse démontrant l'absence de négligence ou de faute professionnelle. Par contre, M. le Procureur général Landry, par les articles 2 et 3 de son projet, tout en admettant la preuve de la bonne foi du délinquant, ne le laisse pas moins sous le coup d'une pénalité pécuniaire à caractère contraventionnel excluant l'idée d'intention.

Le projet de la Direction de l'Agriculture procède du même esprit. Le délinquant n'est sévèrement puni qu'autant qu'il a commis les faits prohibés par le D. « *sciemment* et dans une *intention frauduleuse* » (art. 11).

L'infraction commise sans intention frauduleuse n'est punie que de peines de simple police ! Comme dans le projet de M. le Procureur général Landry, l'infraction est punie, quelle qu'ait été l'intention du délinquant. Qui plus est, l'état de récidive est sévèrement réprimé.

Le caractère d'exclusivité de la bonne foi du dahir ne fut pas intentionnel. — Que s'est-il alors passé ? Le D. du 14 octobre 1914 est promulgué et se présente quant à son titre II relatif aux pénalités comme une véritable mutilation du projet : dès lors il n'est plus prévu deux sortes d'infractions : délits et contraventions. Toutes les infractions en matière de fraude sont réputées délits. Le délinquant est traduit devant les tribunaux correctionnels. Cet excès de sévérité est encore accentué : la bonne foi semble écartée *de plano*.

Nous écrivons « semble », car tout porte à croire par l'examen des rares documents officiels subsistant de l'époque, qu'il n'a jamais été dans l'intention de M. le Procureur général Landry, conseiller juridique du protectorat, de faire promulguer un texte dont l'esprit eût été foncièrement contraire à la tendance affirmée du système répressif français. On a l'impression que les auteurs n'ont jamais eu l'intention de promulguer un texte aussi ferme. Il semble qu'il se soit glissé dans le texte définitif une erreur de rédaction dont les conséquences échappèrent aux auteurs du D.

Notons, tout d'abord, l'étonnement que marque le Procureur général devant l'arrêt précité de la Cour de cassation du 15 décembre 1916. Le 25 juin 1918, donnant son opinion sur notre législation des fraudes, il écrivait au Directeur de l'agriculture :

« Vous savez sous l'empire de quelles préoccupations nous l'étu-
« diâmes. Vous n'avez pas oublié que je tendais à un régime se rappro-
« chant infiniment plus de la loi française du 1^{er} août 1905 en ce qui
« est des éléments constitutifs des infractions, quitte à rentrer com-
« plètement dans les vues de la commission en ce qui concerne les pré-
« lèvements et l'analyse. Mais nous abordions un ordre d'idées jusque-
« là non examiné ; il nous fallait passer d'une liberté commerciale
« presque absolue à un régime restrictif. La thèse qui prévalut fut
« jugée plus favorable au commerce. *La Cour de cassation devait*
« *bientôt tirer du premier article de notre D. des conséquences qui nous*
« *surprirent*..... »

Maintenant, si nous nous reportons au projet de D. présenté par M. Landry, nous sommes obligés de constater qu'il y est bien spécifié que la répression sera exercée avec le maximum de sévérité à l'encontre de ceux qui vendront ou mettront en vente, exposeront, des substances ou denrées alimentaires ou médicamenteuses ou des boissons qu'ils sauront être falsifiées ou corrompues (art. 2 du projet).

Les détenteurs *sans motifs légitimes* de substances ou denrées alimentaires ou médicamenteuses falsifiées ou corrompues, sont punis d'une amende de 16 à 25 fr. et d'un emprisonnement de 6 à 10 jours (art. 2). Cependant si ces détenteurs *excipent de leur bonne foi* ils ne sont punis que d'une amende de 16 à 25 fr.

La notion de bonne foi avait également trouvé sa place dans les deux autres projets présentés. La question se pose de savoir pourquoi elle a disparu du projet définitif.

Il ne fait pas de doute que le rapporteur du projet de l'agriculture, M. Gauvry, avait été influencé dans sa rédaction par le décret beylical du 27 janvier 1897. Ancien chimiste du Laboratoire officiel de la Régence, il avait été intimement mêlé à l'étude de la répression des fraudes en Tunisie. Il appartenait, en effet, au Laboratoire officiel de Tunis lorsque M. Malet, directeur de l'agriculture au Maroc, ancien chimiste principal au dit laboratoire, fit appel à sa collaboration comme directeur du Laboratoire officiel du Maroc.

Ingénieur agronome, licencié en droit, esprit positif et cultivé, M. Gauvry n'avait pas failli à sa tâche de juriste. L'article 11 de son projet était rédigé dans le respect des grands principes de notre droit pénal : « Quiconque aura commis sciemment et dans une intention frauduleuse les faits prohibés... » La bonne foi est donc admise. Cependant, comme dans le décret tunisien, le contrevenant de bonne foi est puni sans recherche d'intention. Mais plus libéral, le législateur marocain ne lui inflige que des peines de simple police (1). La sévérité ne s'accroît que pour la récidive.

Mais, ainsi que le donne à penser la lettre précédemment citée du Procureur général au Directeur de l'agriculture, la commission chargée de la mise au point du D. organique sur les fraudes dut pencher pour un « régime restrictif ».

Le Parquet général dut s'incliner.

L'article 13 du projet prévoyait — on l'a noté — un régime de peines de simple police pour les contrevenants de bonne foi. Cet article qui devait être primitivement inscrit en fin du titre II fut finalement supprimé.

Quant à l'article 11 — et nous touchons au point crucial de la question — il fut profondément altéré sur les observations mêmes de M. le Procureur général Landry ; commentant la rédaction de cet article sur le projet, il écrit : « Dans notre régime répressif, la tromperie ne constitue un délit qu'autant qu'elle a été commise avec une intention frauduleuse. Les mots *« sciemment »* et *« dans une intention frauduleuse »* peuvent disparaître. On pourrait viser non seulement « ceux qui auront commis » mais encore ceux qui « auront tenté de commettre ».

(1) Le décret beylical du 16 juin 1910 était déjà venu atténuer la sévérité du décret beylical du 27 janvier 1897 en substituant à la peine correctionnelle que prévoyait antérieurement l'art. 3 de ce décret pour les contrevenants de bonne foi, une amende de simple police. L'art. 10 du décret beylical du 10 octobre 1919 devait maintenir en la généralisant cette atténuation des infractions exclusives de toute mauvaise foi.

Et le Procureur général renvoie à la disposition exceptionnelle du décret tunisien du 27 janvier 1897 (art. 3) dont l'article 3 de son projet est la fidèle réplique.

L'article 11 fut alors opéré ! Les mots « sciemment et dans une intention frauduleuse » disparurent et firent place aux mots « ou tenté de commettre ».

Les pénalités furent élevées : l'amende de 50 à 500 fr. passe aux limites de 500 à 10.000 fr. ; l'emprisonnement de 6 jours à douze mois est porté au taux « de 3 mois à 2 ans » qui est le taux tunisien (décret du 27 janvier 1897). Dans ses commentaires du projet de D., M. le Procureur général Landry ne manquait d'ailleurs pas de faire remarquer la sévérité des peines instituées en matière de répression des fraudes alimentaires par le D. du 28 mars 1914 dont il a été question dans notre première partie.

Il est de toute évidence qu'en demandant la suppression précédente, M. le Procureur général Landry s'inspirait à bon droit de ce principe classique que les délits sont en règle générale des infractions intentionnelles.

Il ne pouvait lui être reproché de penser que la bonne foi est exclusive de toute culpabilité toutes les fois que la loi n'en a pas décidé autrement. En matière pénale, peut-être eût-il été mieux dans la tradition d'interpréter ainsi *stricto sensu* le texte de notre D.

L'article premier débutait comme il suit : « Il est interdit de tromper..... » Il poursuivait ensuite dans un second paragraphe :

« Sont, en conséquence, prohibées :

« 1^o La falsification.....

« 2^o L'importation..... la détention »

La détention réprimée par le D. apparaissait donc juridiquement comme une forme de la tromperie. C'était donc une infraction qui ne pouvait exister sans intention coupable.

Interprétation restrictive du dahir organique par la Cour Suprême. — Notre Cour Suprême en jugea autrement. Par son arrêt du 15 décembre 1916 elle consacra ce caractère essentiel de notre D. organique : à savoir qu'il rejetait toute recherche de bonne foi chez l'inculpé.

Statuant sur un pourvoi formé contre un arrêt de la Cour de Rabat du 16 juin 1916 statuant elle-même comme juridiction d'appel d'un jugement du Tribunal de première instance de Casablanca du 6 avril 1916, la Cour de cassation estimait en effet : qu'à la différence de la disposition correspondante de la loi métropolitaine du 1^{er} août 1905, l'article premier du D. du 14 octobre 1914 n'exigeait pas que le détenteur ait eu connaissance de ce que les produits par lui destinés à la

vente étaient falsifiés, corrompus ou toxiques, qu'en conséquence les peines édictées par ce D. pouvaient être appliquées à l'individu qui a mis en vente du safran falsifié par addition de borax, produit nuisible à la santé, sans qu'il soit nécessaire de constater que le prévenu ait agi de mauvaise foi.

En l'espèce, il s'agissait de safran détenu en vue de la vente par M. N..., safran reconnu falsifié par addition de borax par le prévenu lui-même. Ce dernier excipait de sa bonne foi, prétendant avoir ignoré cette falsification. Le Tribunal de première instance de Casablanca l'avait néanmoins condamné, jugeant qu'en matière de détention en vue de la vente de denrées falsifiées il existe une présomption de fraude contre le détenteur, que ce dernier ne peut détruire qu'en administrant la preuve (ce qu'il ne fit pas) qu'il ignorait l'existence de cette falsification.

En mettant ainsi à la charge du prévenu une présomption de culpabilité, le jugement semblait aller à l'encontre du principe fondamental de notre droit applicable en toutes matières autres que celles dans lesquelles le législateur a spécifié que la bonne foi n'est pas une cause d'excuse.

Il ne faisait pourtant qu'interpréter le Dahir trop libéralement même puisqu'il admettait que N... aurait pu détruire cette présomption renversant ainsi la charge de la preuve. En faisant appel, N... devait en être pour ses frais, même s'il eût établi qu'il avait ignoré la falsification. En effet, la Cour d'appel de Rabat lui fit application des textes répressifs sans chercher à savoir s'il avait agi de bonne foi.

C'est alors qu'il plaida devant la Cour Suprême que la charge de démontrer la mauvaise foi incombait au Ministère public qui ne l'avait même pas tenté.

La Cour de cassation rejeta le pourvoi et l'avant-dernier motif de son arrêt est, à ce sujet, très suggestif :

« Attendu qu'à la différence de la disposition correspondante de la loi du 1^{er} août 1905 en vigueur en France, le D., dans cet article, n'exige pas que le détenteur ait su que les produits qu'il destinait à la vente étaient falsifiés, corrompus ou toxiques ; qu'il suit de là que la Cour d'appel a pu faire application des textes sus-visés sans constater que le prévenu avait agi de mauvaise foi,

« Par ces motifs.....

« Rejette..... »

La jurisprudence établie par la Cour suprême devait faire date.

La sévérité inattendue du dahir organique est une arme aux mains des parquets. — Le Procureur général Landry — nous l'avons précédemment souligné — fut le premier surpris de l'arrêt de la Cour.

Il ne manqua pas d'aviser le Gouvernement du protectorat des conséquences possibles dues à cette interprétation du D. organique sur les fraudes. Ce dernier envisagea l'éventualité de procéder immédiatement à un remaniement du D. dans le sens libéral de la loi de 1905.

C'est alors que la surprise due à la jurisprudence inattendue de la Cour suprême fit place chez le Procureur général à un sens aigu des réalités. Pressenti pour ce changement par l'administration supérieure, il prit position d'autorité :

« La modification envisagée, écrit-il, m'a semblé à ajourner à la
« paix, parce que, tel quel, notre D. est un moyen de légitime défense
« fort utile et aussi parce qu'il suffira aux négociants de se faire garan-
« tir sur facture la composition ou les éléments constituant les denrées
« ou boissons ou de n'importer qu'après analyse des échantillons
« par nos laboratoires, pour échapper à la répression (1). »

Nous ne saurions, en la circonstance, critiquer l'opportunisme du Procureur général. Sans doute, du point de vue juridique, eût-il été plus orthodoxe de prendre un texte plus conforme aux grands principes de notre droit pénal. Or, nous étions en guerre. Une législation plus sévère s'imposait en accord avec les circonstances.

A dater de l'arrêt précité de la Cour de cassation, le parquet général sait qu'il peut se montrer intransigeant en matière de fraude. Il ne manquera pas d'user de cette liberté.

Une affaire contentieuse va provoquer la revision du dahir dans le sens de l'admission de la bonne foi. — Cependant, une nouvelle affaire va provoquer un assaut violent contre le rigorisme du D. :

Un arrêté viziriel du 6 février 1916 avait réglementé l'emploi des substances antiseptiques, des matières colorantes et des essences artificielles dans les denrées alimentaires et les boissons.

Aucun délai d'application n'ayant été prévu lors de la promulgation, l'arrêté fut mis immédiatement en vigueur.

En application de cet arrêté, un prélèvement de sirop de grenadine est opéré chez M. L..., à Marrakech. L'analyse révèle que le sirop est coloré par un colorant issu du goudron de houille, fait prohibé par ledit A. V. qui n'autorise à cet effet que la cochenille ou les colorants végétaux inoffensifs.

L'intéressé ne conteste pas le fait mais excipe de sa bonne foi qu'il fonde :

1^o sur le défaut de prévision d'un délai nécessaire pour l'écoulement des marchandises non conformes à l'arrêté ;

(1) Lettre de M. le Procureur général à M. le Délégué à la Résidence en date 18 octobre 1918.

2° sur les indications peu claires données par les catalogues de marchands français de colorants ;

3° sur le fait que la loi française devrait être nécessairement étendue au protectorat français du Maroc.

Or, l'enquête montra que L... ne pouvait se plaindre du défaut de préavis car les stocks de marchandises s'étaient révélés insignifiants de façon générale.

Que d'autre part les indications données par les catalogues français étaient applicables à une situation identique à la nôtre et signalaient l'interdiction par décret français de colorants minéraux pour les sirops.

Par ailleurs, pour répondre à la troisième objection de l'intéressé, il était facile de constater qu'en France, il n'eût échappé à la répression que s'il eût ignoré la falsification. Or, il avouait pertinemment que son sirop contenait un colorant issu du goudron de houille !

C'est pourquoi M. L... fut condamné selon les rigueurs du D. par le Tribunal de première instance de Casablanca dans son audience du 31 mai 1918. Le tribunal avait à statuer, sur l'appel interjeté par l'intéressé à la date du 23 avril 1918, d'un jugement rendu par défaut par le Tribunal de paix de Marrakech, statuant en matière correctionnelle le 27 mars 1918, non encore signifié et le condamnant à 16 fr. d'amende pour fraude alimentaire.

Le premier jugement fut confirmé en appel :

« Au fond, attendu que L... ne conteste plus que le sirop de grenadine qu'il a mis en vente renfermait un colorant dérivé de la houille
« prohibé par l'A. V. du 6 février 1916
« qu'il invoque seulement sa bonne foi.

« Mais attendu que l'article premier du D. du 14 octobre 1914
« relatif à la répression des fraudes n'exige pas comme la disposition
« correspondante de la loi française du 1^{er} août 1905 que le détenteur
« d'un produit destiné à la vente ait su que le produit était falsifié

« Attendu qu'il n'est pas nécessaire dans ces conditions de constater
« que L... a agi de mauvaise foi ; que le seul fait par le prévenu d'avoir
« mis en vente un produit pour la fabrication duquel a été employé
« un colorant prohibé par l'A. V. du 6 décembre 1916 le rend passible
« des peines édictées par l'article 11 du D. du 14 octobre 1914.

« Attendu qu'il est superflu dans ces conditions, ainsi que l'a justement décidé le premier juge, d'examiner si le flacon contenant le
« produit mis en vente portait une étiquette conforme aux prescriptions de l'article 4 de l'A. V. du 2 janvier 1915.

« Attendu qu'en raison des bons antécédents de L..., de sa parfaite
« honorabilité et de sa bonne foi qui paraît certaine, il y a lieu de lui

« faire application dans une très large mesure des circonstances atténuantes (1)

Les juges ne se montrèrent pas bien sévères. Ils réduisirent à un franc la peine d'amende de seize francs et ils fixèrent au minimum la durée de la contrainte par corps.

La jurisprudence de la Cour Suprême n'en était pas moins respectée.

Posant la question sur le plan général, M. L..., personnalité très agissante du monde des affaires, président d'un comité local des études économiques, écrivit son mécontentement au Résident général.

Du fait de sa condamnation il n'était plus ni électeur, ni éligible aux élections des chambres de commerce. Il était bien évident que l'importance de la sanction outrepassait singulièrement la gravité de l'infraction.

Le tribunal reconnaissait la bonne foi de l'inculpé, mais lié par les textes il devait rendre un jugement où il l'écartait de ses considérants.

Le Général Lyautey, au cours d'une entrevue qu'il voulut bien accorder à M. L... ne fut pas insensible à la parfaite logique de ses revendications. On était aux premiers mois de 1919. Le général pensa que les bonnes raisons précédemment invoquées par le parquet général pour maintenir un caractère de sévérité voulue à notre législation devaient faire place, la guerre finie, à une interprétation plus conforme aux grands principes de notre droit pénal. Et cédant à ces mouvements d'impulsion généreuse qui caractérisaient si bien l'homme : « Je veux, dit-il, que le geste soit fait le plus tôt possible. »

En fait rien ne s'opposait à cette révision. En 1917 on avait abandonné l'idée de refondre le dahir sur les fraudes pour se contenter de retouches partielles.

Or, depuis, d'autres dahirs organiques, celui sur l'immatriculation par exemple, avaient été refondus.

Pendant la guerre deux solutions étaient possibles :

1^o soit rectifier au plus tôt les parties du texte qui avaient déjà provoqué de sérieuses difficultés (et notamment l'article premier) et attendre la fin des hostilités pour opérer une refonte complète. Cette opération délicate exigeait en effet d'être faite dans le calme, avec la collaboration d'un personnel de choix solidement documenté par des études d'information en France.

2^o Soit malgré les difficultés de la période opérer une refonte.

Nous avons déjà vu que le conseiller juridique du protectorat opina pour une solution d'attente, craignant non sans raison qu'une légis-

(1) Extrait de jugement (minute du secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca).

ation hâtivement corrigée ne soit pas bien en rapport avec le nouvel état social d'après guerre.

En 1918 le parquet général maintient son point de vue : ne rien modifier jusqu'à la cessation des hostilités. A cette époque une réfection de la législation s'impose d'autant moins que le Gouvernement vient de donner au commerce d'importation la fort appréciable garantie du D. du 1^{er} juin 1918 sur la seconde analyse.

Mais, en tout état de cause, la guerre terminée, il était juste et logique de revenir à une réforme très désirable.

C'est pourquoi le « geste » réclamé par le Général Lyautey fut accompli... et rapidement : la réforme fut concrétisée dans le D. précité du 26 mars 1919. Le législateur se propose même à l'époque de mettre à l'étude une révision complète du D. au moins quant aux deux premiers titres dans le sens d'une adaptation encore plus exacte avec la législation métropolitaine.

Dès lors, le § 2 de l'article premier de notre D. se présente comme la reproduction à peu près littérale des cinq premiers paragraphes de l'article 3 de la loi française du 1^{er} août 1905, modifié par la loi du 28 juillet 1912.

Difficultés pour le Ministère public d'établissement de la mauvaise foi des délinquants. — Trois ans après la réforme essentielle de 1919, les magistrats chargés de l'application du nouveau texte pouvaient noter les remarques suivantes :

« Il semble que l'on se heurte maintenant en cette matière à un « inconvénient contraire, car la pratique montre qu'il est actuellement « toujours très difficile au Ministère public d'établir pertinemment et « matériellement la mauvaise foi du délinquant. L'accusation ne peut « argumenter le plus souvent que les seules indications des bulletins « d'analyse chimique, bulletins dont les données, il faut bien le dire, « sont parfois contredites, sinon radicalement infirmées par les résultats des contre-expertises effectuées au Laboratoire central de « Paris.

« Les prélèvements initiaux ou de comparaison ne semblent pas « d'ailleurs et au surplus être effectués avec un soin suffisant pour « garantir le caractère irréfutable des conclusions soumises à la censure « de la loi.

« Ces raisons de droit et de fait en se conjuguant, m'ont mis dans la « nécessité de prononcer, à regret, plusieurs acquittements dans des « affaires de grande portée à l'audience... » (1).

(1) Extrait du rapport mensuel d'août 1922 (tribunal de paix, Casablanca-Nord).

En 1922 le Service des prélèvements n'était pas à l'abri des critiques. Nous aurons l'occasion de le montrer. Nous approuvons d'autant mieux les observations correspondantes relatives à la défectuosité des prélèvements et surtout en ce qui concerne les échantillons de comparaison qui ne sont pas toujours, même aujourd'hui, prélevés en temps opportun.

Nous réservons pour des développements ultérieurs se rattachant au commentaire de l'article 11, l'étude des difficultés rencontrées par le Ministère public dans l'établissement de la mauvaise foi du délinquant. Dès maintenant, il est bon, toutefois, d'en noter l'existence.

Interprétation libérale de la jurisprudence marocaine — Devant la difficulté d'établissement de la mauvaise foi des délinquants, la jurisprudence marocaine devait d'ailleurs donner quelques années plus tard une interprétation assez libérale des textes pour en faciliter l'application.

Dans son arrêt du 7 novembre 1927 (1) la Chambre correctionnelle de la Cour d'appel de Rabat jugeait que l'adjudicataire de la fourniture de lait à un hôpital, bien que ne livrant pas lui-même, est pénalement coupable du délit de vente de lait falsifié par mouillage, livré par un domestique, en exécution des clauses d'un cahier des charges. L'adjudicataire apparaît, en effet, comme le vendeur nominal et effectif et l'arrêt dégageait sa responsabilité pénale, circonstance de fait déduite dans les motifs.

La législation n'établit pas de présomption légale de culpabilité contre le vendeur d'une marchandise, dont la pureté est douteuse, en particulier parce qu'il n'a pas pris la précaution de la vérifier comme il convient avant de la livrer au public. Cependant, les juges du fond peuvent fort bien en fait, pour apprécier la mauvaise foi, tenir compte de la négligence apportée aux vérifications utiles et en tirer une présomption de culpabilité (Crim., 6 août 1921. *Bulletin crim.*, p. 337).

A plus forte raison en est-il de même lorsque, dans le cas présent, il résulte du faisceau de circonstances de fait retenues par les juges que le vendeur n'a pu ignorer la fraude et en a été le seul bénéficiaire (Crim., 25 juillet 1925. *Bulletin crim.*, p. 461).

Un artifice de fraude des exportateurs étrangers : les vins de Villafraanca del Panades. — Mais reprenons maintenant avec les détails nécessaires, le grief que la justice croyait devoir retenir à l'époque à l'encontre des chimistes du Laboratoire officiel quant à la réelle valeur probatoire de leurs expertises en matière de fraude.

(1) Recueil de législation et de jurisprudence marocaines (1929, p. 111).

Les seules analyses du Laboratoire officiel de Casablanca qui aient pu être infirmées au Laboratoire central des fraudes à Paris sont des analyses de vin. L'explication en est simple et bien que le fait puisse paraître paradoxal, ni le chimiste du Laboratoire officiel chérifien, ni l'expert du Laboratoire central ne sauraient être rendus responsables de ces divergences d'appréciations.

En fait, le seul rapport exact était celui du Laboratoire de Casablanca. Nous croyons pouvoir ajouter que l'expert métropolitain chargé de la contre-expertise en était convaincu. En 1922 la production vinicole du Maroc ne pouvait suffire aux besoins locaux. Il n'y avait pas alors de problème viticole marocain. Nos voisins d'Espagne gagnaient à la situation un commerce prospère avec le Maroc où ils tenaient une place très enviable, dans le commerce d'importation de vins. Les analyses à l'importation étaient suivies avec beaucoup d'attention par le Laboratoire officiel. L'on fut ainsi conduit à constater que les vins à fort degré de Tarragone, d'Alicante, de Valence, titrant très couramment 12 à 14°, les vins blancs d'Huelva titrant très souvent 15° et plus, dans le pays, arrivaient au Maroc avec un mouillage originel rabaisant le degré à 11,9 généralement... et assez souvent à moins de 10.

Cette bienfaisante addition d'eau procurait aux exportateurs le double avantage d'une augmentation de la quantité à livrer et d'une diminution des droits de portes à acquitter. Le paiement de ces derniers s'échelonnaient à l'époque en tarif successifs jusqu'à 10°, de 10 à 12° et au delà de 12°. On a pu souvent reprocher avec raison à cette fiscalité mal comprise d'être une prime au mouillage des vins.

Les esprits des fraudeurs étant toujours fertiles en inventions pour tourner la loi, les négociants intéressés avaient alors recours au subterfuge suivant pour donner plus de vraisemblance à leurs lucratives opérations :

La région viticole espagnole de Villafranca del Panades est réputée pour donner des vins de faible degré alcoolique titrant souvent moins de 10°. Le fait fut contrôlé à la suite d'un voyage d'études entrepris en Espagne en 1912 par M. Filaudeau, qui précisément était en 1922 le chimiste officiel chargé des contre-expertises de vins examinés au Laboratoire officiel de Casablanca.

Or, bien que la région de Villafranca del Panades produise relativement peu de ce vin à faible degré, nettement impropre à l'exportation, elle se trouvait exporter par Tarragone principalement, une quantité de vin qui dépassait au delà de toute vraisemblance sa capacité productive. Les vins mouillés, qu'ils fussent de Tarragone ou de Valence, avaient dès lors un nom de baptême : Villafranca del Panades.

Possédant de solides éléments d'information, grâce aux analyses

à l'importation, le Laboratoire officiel ne s'y trompait pas. Un élément d'ordre économique assez frappant n'avait d'ailleurs pas manqué d'attirer également son attention : le synchronisme assez troublant des variations de degré des vins importés et des cours des vins du marché marocain. Et lorsque, par surcroît, le vin mouillé à l'entrée en territoire marocain était encore mouillé dans le commerce local, il n'y avait guère de place, vraiment, pour un doute sur les conclusions de l'analyse.

L'expert du Laboratoire central, M. Filaudeau, impressionné par ses constatations personnelles relatives au bas degré originel des vins de Villafranca del Panades, ne pouvant par ailleurs mettre en doute l'origine déclarée, était dans l'obligation, bien qu'il connût la manœuvre, d'infirmer le rapport du Laboratoire de Casablanca qui, en réalité, était le seul exact.

Ces fraudes astucieuses que le contre-expert couvrait, bien malgré lui, d'une protection regrettable, se perpétuèrent encore pendant quelques années. Elles furent progressivement éliminées par l'importance sans cesse croissante du vignoble marocain, dont la production devait bientôt dépasser la capacité du marché local, jusqu'à provoquer en 1934, avec un total de plus de 600.000 hectolitres, la naissance de la crise viticole marocaine.

En 1928 la production locale n'était pas encore en mesure de faire face à la consommation intérieure et malgré leur régression, les importations espagnoles subsistaient en quantité encore appréciable, entraînant les fraudes signalées.

A l'audience du Tribunal correctionnel de Casablanca du 24 août 1928, M. A. Vasseur, actuellement directeur-adjoint du Laboratoire officiel, put expliquer aux juges le mécanisme des fraudes sur les vins d'origine espagnole, tel que nous venons de le développer. Nul doute que ces éléments d'information ne soient venus heureusement éclairer leur religion en facilitant l'établissement de la mauvaise foi des délinquants.

CHAPITRE DEUXIÈME

LA PHASE ADMINISTRATIVE DES POURSUITES

Dans son titre IV (articles 32 à 44), le D. du 14 octobre 1914 traitait de la recherche et de la constatation des fraudes, des saisies, des prélèvements, de l'analyse des échantillons. Cette procédure fut appliquée jusqu'au D. du 5 décembre 1928 qui abrogea les articles 32 à 44 du D. organique. Conformément aux dispositions de l'article 45 du dit D., l'A. V. du 6 décembre 1928 vint édicter la nouvelle réglementation en vigueur, directement inspirée du Décret français du 22 janvier 1919 (Titres 1^{er}, 2, 3 et 5).

La réforme de 1928. Son esprit. — On peut, *à priori*, se demander pourquoi la nouvelle réglementation relative à la recherche et à la constatation des fraudes, aux saisies et prélèvements, à l'analyse des échantillons prélevés, n'est pas restée intégrée dans le D. organique. L'examen un peu attentif de la question apporte une facile réponse à cette objection.

Les articles 32 à 44 du D. de 1914 ne portaient, en réalité, que des mesures d'ordre purement réglementaire qui n'étaient guère à leur place dans un texte organique.

La loi française du 1^{er} août 1905 n'avait pas incorporé ces dispositions qui ont fait l'objet, depuis 1906, de nombreux décrets portant règlements d'administration publique en exécution des prescriptions de l'article 11, § 3, 4 et 5 de ladite loi de 1905.

Dans une matière essentiellement mouvante comme celle des fraudes, il est difficile à une jeune législation de trouver rapidement son équilibre.

Il est intéressant de noter que si depuis sa promulgation, le D. du 14 octobre 1914 avait déjà été modifié par quinze D. à la date du 5 décembre 1928, douze de ces D. avaient trait aux articles 32 à 44. Il apparut donc indispensable de mettre un terme à ces modifications continuelles. En donnant désormais aux articles 32 à 44 le caractère, qui leur est propre, de dispositions réglementaires du domaine de

l'A. V., on aboutit à ce premier résultat fort appréciable de remettre moins souvent en question le texte organique. D'autre part, ces nouvelles dispositions offrirent l'incontestable avantage de mettre la législation locale en harmonie avec celle de la Métropole quant à la forme et quant au fond.

Cet arrêté vint à son heure, non seulement désiré par le public et les commerçants honnêtes qui y trouvèrent en partie la réalisation de vœux longtemps exprimés, mais encore par les services compétents, en l'occurrence le Service de la chimie et de la répression des fraudes qui n'avait point manqué de signaler depuis plusieurs années l'insuffisante organisation du service des prélèvements.

L'A. V. fait, en effet, état des vœux émis avec insistance par divers représentants du commerce et de l'opinion locale (Comité des études économiques, Comité radical et radical-socialiste de Casablanca) en apportant diverses modifications essentielles :

1^o Obligation faite à l'agent de prélèvement de transmettre dans les vingt-quatre heures le procès-verbal à la direction générale de l'A. C. C.

2^o Prélèvement de quatre échantillons, au lieu de cinq, l'un des échantillons prélevés demeurant comme auparavant entre les mains du détenteur de la marchandise.

3^o Habilitation de nouveaux agents de prélèvements (Brigadiers de gendarmerie).

4^o Possibilité pour le juge d'autoriser dans certains cas une expertise contradictoire antérieure à l'audience correctionnelle.

On répondait ainsi largement aux vœux présentés par les intéressés. Toutefois, il ne semble pas que le projet ait été à l'époque préalablement communiqué aux chambres consultatives. On ne saurait s'en plaindre. En fait, il s'agissait de mesures d'ordre administratif ne modifiant en rien la législation en vigueur. Il est vraisemblable que tant l'administration que le parquet général voulaient éviter « d'accrocher » par une nouvelle discussion des revendications supplémentaires telles que l'expertise obligatoire antérieure à l'audience au sujet de laquelle le gouvernement tenait essentiellement à rester en position d'attente.

SECTION I

1^o Recherche et constatation des fraudes.

2^o Le service de la répression des fraudes au Maroc.

3^o Saisies et prélèvements d'échantillons.

1^o Recherche et constatation des fraudes.

(A. V. du 6 décembre 1928, articles 1 à 5).

Les délits de fraude ou de falsification sont des délits de droit commun. — *L'article premier* n'est que la consécration d'un principe uniformément admis par la jurisprudence française depuis les premières années d'application de la loi du 1^{er} août 1905. Ce principe, qui inspire toute la procédure suivie en matière de fraude, est commandé par la règle qui veut qu'en matière correctionnelle les juges puissent former leur conviction sur tous les documents résultant de l'instruction et des débats et que les procès-verbaux et témoignages soient démonstratifs et non limitatifs (1). Les délits de fraude et de falsification sont des délits de droit commun qui peuvent être établis devant les Tribunaux par toutes les voies de droit commun. L'aveu du prévenu, même implicite (2) en justice ou en présence de tout officier de police judiciaire, les témoignages recueillis, le flagrant délit, les pièces de correspondance, les livres de commerce... soumis à un débat contradictoire auront force probante. Toutefois, la jurisprudence a pu reconnaître en France qu'une expertise comptable était par elle-même insuffisante pour établir le délit de mouillage de vin (3). De même, un particulier peut fort bien suppléer l'action d'un service des fraudes débordé par de multiples attributions en recourant à un constat d'huissier sur une marchandise fraudée ou falsifiée. Il appartient alors au juge de s'assurer de l'authenticité des échantillons. Il convient, toutefois, de signaler qu'un officier de police judiciaire non mentionné parmi les agents qualifiés à l'article 3 de l'arrêté, ne saurait sans commission rogatoire procéder aux recherches, prélèvements et saisies de sa propre autorité chez les commerçants.

En centralisant les différentes opérations afférentes à la répression des fraudes à la Direction générale de l'A. C. C. (4) l'article 2 consacre officiellement en l'améliorant, une procédure déjà instaurée par le D. du 14 octobre 1914 (article 40).

L'article 3 apporte une indispensable précision à l'énumération des agents habilités pour les opérations de recherche et de constatation de fraudes. L'ancien article 32 du D. organique habilitait de façon générale « les officiers de police judiciaire » ; l'ancien article 37 du

(1) Cass., 4 août 1893 (D. 94.1.85).

(2) Cas d'un laitier renversant son bidon pour empêcher tout prélèvement de la part de l'inspecteur des fraudes.

(3) Tribunal correctionnel de la Seine (8^e Chambre), 22 nov. 1913.

(4) Devenue Direction des Affaires économiques depuis le D. du 8 juin 1936.

même D. chargeait en fait les commissaires de police de ces fonctions. Cette énumération appelle quelques observations :

Ainsi que nous le verrons bientôt au cours de l'étude relative au Laboratoire officiel de Chimie agricole et industrielle, il n'existait primitivement au Maroc qu'un service de la chimie et de la répression des fraudes dont la direction technique avait été confiée au directeur du Laboratoire officiel.

Ce cumul de fonctions, surtout au début de notre organisation administrative en ce pays, n'avait rien de tellement anormal. Il avait été institué, comme presque toujours lorsqu'il s'agit de jeter les bases fondamentales d'un service nouveau, non seulement en égard à la situation de fait, mais aussi compte tenu de la personnalité du premier directeur du Laboratoire officiel : M. E. Gauvry.

Le chef du service de l'Agriculture de l'époque, le distingué M. Malet, un des premiers collaborateurs immédiats du général Lyautey et qui se révéla un des pionniers de la rénovation économique du Maroc, avait su discerner les éminentes qualités d'organisateur de M. Gauvry : Ingénieur agronome, ancien chimiste du Laboratoire officiel de Tunis, il était également licencié en droit. A la formation méthodique du technicien scientifique, il joignait aussi les appréciables ressources du juriste, ensemble qui le rendait particulièrement qualifié pour exercer les délicates fonctions qui lui étaient dévolues.

Dans un pays neuf, où le commerce à ses débuts (il s'était heureusement amélioré depuis la période intermédiaire) souvent difficile, devait être surveillé mais non dérouté, — où le régime des capitulations créait par instant des difficultés assez sérieuses, il fallait une méthode appropriée. La science du technicien devait étroitement collaborer avec la prudence du juriste pour les décisions rapides.

On ne saurait donc que féliciter M. Malet d'avoir parfaitement compris les difficultés de l'heure en coordonnant étroitement pour le bien commun le service de la chimie et celui de la répression des fraudes. Mais la critique était mordante alors et assez injuste. Comparant la situation très spéciale du Maroc qui, dans l'esprit des organisateurs, ne devait être que transitoire, à celle de la France où la loi du 1^{er} août 1905 et les lois et décrets qui l'ont complétée et modifiée avaient fait la synthèse d'une longue et précieuse expérience, certains commentateurs en vinrent à exprimer leurs doléances en termes quelque peu acerbes.

Mettant le directeur du Laboratoire en cause, on en vint à parler de « chimiste policier ». Outre ce qu'il y a de parfaitement inélegant dans une pareille appréciation, il convient d'en dénoncer l'erreur fondamentale.

Certes, le directeur du Laboratoire était en même temps chef du service de la répression des fraudes, mais *uniquement au titre de conseiller*

technique. Au même titre que les directeurs des Laboratoires centraux de France, n'était-il point de son devoir d'orienter les recherches en mandant aux agents chargés des prélèvements d'utiles instructions ?

Le système du registre à souches avec talon et volant prévu à l'article 38 du D. organique avait précisément été instauré pour sauvegarder le principe essentiel de l'anonymat des analyses. L'indépendance du laboratoire mis ainsi à l'abri de tout soupçon de partialité était donc parfaitement assurée. La critique n'était donc pas fondée à l'endroit du directeur du laboratoire.

Cependant sous la pression d'un certain mouvement d'opinion le Gouvernement du protectorat précipita la dissociation du service de la chimie et de la répression des fraudes. Le D. du 10 janvier 1928 vient en effet confier le soin de la législation en matière des fraudes au chef du service du commerce et de l'industrie, tandis que le « bureau des fraudes » à la direction générale de l'agriculture, du commerce et de la colonisation continue son travail de centralisation des dossiers et de transmission aux parquets. C'était la réforme un peu hâtive et qui avoisine, semble-t-il, au conflit d'attribution. Il peut paraître en effet quelque peu anormal que « la réglementation, l'organisation et le fonctionnement de la répression des fraudes » fussent confiés au chef du service du commerce et de l'industrie dont le rôle est par essence celui d'un conciliateur dans les différends susceptibles de diviser les producteurs, les commerçants, les consommateurs et l'Etat. La répression des fraudes a à vaincre de multiples contingences, des incidences délicates. Pour mener à bien une telle mission un chef de service ne doit être lié par aucune autre préoccupation étrangère à sa fonction.

Les commerçants influents, les journalistes de combat, qui avaient si bien su critiquer autrefois la position cependant fort équitable du directeur du laboratoire chef du service de la répression des fraudes ne paraissaient plus formuler d'observations. Ils eussent été bien mal inspirés !

Les fonctions d'inspecteurs des fraudes sont à l'origine exercées par les commissaires de police. — Le dessaisissement officiel du laboratoire en matière de répression des fraudes ne fut donc pas à proprement parler une amélioration de fait. La lacune principale de l'organisation existait encore : le service des prélèvements était toujours défectueux. Ainsi que l'indique le texte originel du D. organique : « les prélèvements « étaient opérés par les commissaires de police ou les agents de police « délégués par eux... »

Sans vouloir en rien diminuer la compétence et le zèle des commissaires de police et de leurs auxiliaires, on est bien obligé de constater que, dans l'ensemble, leur rôle, à quelques exceptions près, fut assez

médiocre dans l'exercice de la répression des fraudes. Ils étaient bien excusables. Déjà surchargés de travail par les procès-verbaux ordinaires, les constats, les enquêtes de toutes sortes, il leur était difficile de faire face à ce supplément de travail. La plupart du temps ils déléguaient alors leur secrétaire ou même de simples agents qui opéraient au hasard et sans méthode exécutant passivement l'ordre circulaire du commissaire de police.

Or, dès le début du fonctionnement de la répression des fraudes et spécialement à l'occasion de nombreuses fraudes commises sur l'absinthe et l'alcool, des primes très élevées pouvant atteindre la moitié du montant des amendes prononcées et du produit des confiscations avaient été prévues par l'A. V. du 24 décembre 1918 (1) pour récompenser le zèle de ces agents.

Malgré ces avantages appréciables, le nombre des prélèvements était encore insuffisant ; ce qui démontre que trop absorbés par leur travail courant, les commissaires de police et leurs collaborateurs ne pouvaient matériellement s'en distraire pour se livrer au travail de contrôle constant qu'exige une répression des fraudes bien organisée.

Il faut noter cependant qu'une amélioration certaine avait été apportée en 1922 par la création de la brigade spéciale des fraudes. Son action se superposait en une sorte de contrôle à l'action de la police locale. Plus spécialisée et mieux instruite, grâce à un contact permanent avec le laboratoire de chimie, cette brigade, avec un effectif de trois agents améliora nettement le pourcentage moyen des produits reconnus falsifiés après prélèvement (2).

Dotée d'une automobile en 1924 elle put alors visiter les nombreuses cantines échelonnées sur les routes du Maroc et jusqu'alors laissées sans contrôle.

Encore eût-il fallu qu'elle possédât des agents plus idoines (3), ne changeât point aussi souvent de titulaires et ne fut point distraite des opérations de prélèvements pour les besoins d'ordre administratif de la police tout à fait étrangers à sa destination essentielle.

L'administration chérifienne a recours au cadre métropolitain de la répression des fraudes. — C'est alors que la direction générale de l'agri-

(1) B. O., n° 325, p. 18. La quotité de ces primes a d'ailleurs été modifiée à plusieurs reprises. Désormais, on en énonce le principe sans en donner l'importance. Cf. arrêtés vizirielles des 25 décembre 1921 (B. O., 479, p. 2002) ; 3 août 1927 (B. O., n° 774, p. 1938) ; 27 octobre 1928 (B. O., n° 836, p. 2796) ; 4 août 1934 (B. O., n° 1139, p. 843).

(2) En 1924 il fut de 54 % contre 31 % pour les polices locales. En 1925 il fut de 60,7 % contre 32,7 % pour les polices locales.

(3) L'un de ces commissaires qui était par surcroît inspecteur auxiliaire des pharmacies crut devoir demander au Laboratoire l'examen de la pureté bactériologique d'une eau de Javel !

culture songe enfin à mettre au point le service des prélèvements. Elle prend l'initiative de faire détacher au Maroc un inspecteur de la répression des fraudes de la métropole. Cet inspecteur est habilité dans ses fonctions le 1^{er} septembre 1928. Nommé chef du bureau de la répression des fraudes, il doit s'occuper spécialement des opérations de prélèvement. Le D. du 5 décembre 1928 précise en son article 3 que « le chef du bureau de la répression des fraudes est, dans l'exercice de ses fonctions, officier de police judiciaire auxiliaire des procureurs commissaires du gouvernement sur tout le territoire de la zone française. »

Bien que chef du bureau des fraudes, l'inspecteur ainsi détaché de la métropole n'est point à proprement parler chef d'un service des fraudes qui n'existe toujours qu'à l'état embryonnaire, sous l'autorité du chef du service du commerce.

La direction de l'agriculture, soucieuse d'étudier la prochaine organisation de ce service, comprend la nécessité d'un contrôle plus direct. Bien que le D. du 10 janvier 1928 ne soit pas abrogé on procède à un remaniement par simple note de service : à compter du 10 novembre 1930 le service de la répression des fraudes est directement rattaché au cabinet du directeur général de l'A. C. C. dont le chef devient en fait le chef de la répression des fraudes.

En avril 1931, à la faveur de l'arrivée au Maroc d'un nouvel inspecteur du service des fraudes de la métropole en remplacement de son collègue regagnant la France, on jette les bases de cette nouvelle organisation intérieure. Le service comprend trois compartiments :

1^o *Section des prélèvements.* — Le chef en est l'inspecteur principal de la répression des fraudes détaché du cadre français.

Il est particulièrement chargé :

- a) des enquêtes spéciales ;
- b) de la recherche et de l'unification des méthodes de prélèvement ; de la réception et de la mise au point des procès-verbaux de prélèvement ;
- c) de la liaison avec la direction des douanes ;
- d) de l'organisation extérieure du service et des questions ressortissant au personnel de la répression des fraudes.

Cette dernière attribution visait la mise sur pied du service chérifien tant attendu de la répression des fraudes. En prévision de la nouvelle réorganisation du service, les commissaires de police et inspecteurs détachés à la direction générale de l'agriculture sont remis à la disposition de leur administration d'origine.

2^o *Un bureau central* dirigé par un sous-chef de bureau de la direction générale de l'agriculture. Les attributions de ce bureau correspon-

daient à celles qui sont dévolues en France au bureau central des fraudes des préfectures :

- a) administration générale ;
- b) transmission des procès-verbaux au parquet après *signature du chef de cabinet* ;
- c) budget et comptabilité du service ;
- d) contentieux et législation en matière de fraude.

La mort inopinée dans le courant de 1931 du chef de ce bureau provoque indirectement une augmentation des attributions du chef de la section des prélèvements désormais chargé d'assurer les deux services.

3° *Une section technique* : Le Laboratoire officiel de chimie agricole et industrielle. Il est ici simplement spécifié que cette section est appelée à donner son avis sur les matières touchant à sa technicité.

Il était spécialement recommandé aux chefs de ces différentes sections d'assurer entre elles une collaboration aussi étroite que possible dans l'élaboration de la législation des fraudes ou dans l'orientation des investigations. Toutefois, malgré cette interprétation indispensable, le principe de l'anonymat des analyses devait être comme toujours scrupuleusement observé par la section technique.

Mais il n'existe pas de chef effectif de la répression des fraudes. — Se superposant lui-même à ces trois sections, le chef de cabinet du directeur général de l'A. C. C. était chargé d'assurer leur coordination (1). Ayant l'initiative des relations avec les autorités supérieures judiciaires ou administratives, avec les personnalités du commerce ou de l'industrie et les grands organismes privés, il apparaissait en fait comme le véritable chef du service de la répression des fraudes.

Cette initiative fut louable. Son auteur, le très actif organisateur qu'est M. R. Dupré, l'actuel directeur de l'Office chérifien de contrôle et d'exportation avait été très certainement inspiré par l'intérêt supérieur qu'il y avait à grouper, au moment de la création de l'Office chérifien d'exportation, tous les services de la direction générale dont l'activité était étroitement liée.

Pourtant c'était là une conception trop subordonnée à la notion économique et administrative. La répression des fraudes est d'une autre essence. Elle confine au pouvoir judiciaire. Une séparation plus franche s'imposait avec un chef effectif du service des fraudes qui ne fut pas un fonctionnaire de second plan. Dans ce domaine, plus que dans tout autre peut-être, la fonction appelle la technicité et la spécialisation. Il convient de pouvoir examiner en toute indépendance les

(1) Il s'agit de M. R. DUPRÉ, l'actuel directeur de l'O. C. E.

conséquences diverses qu'entraîne l'exercice de la répression. La multiplicité des fonctions du chef de cabinet du directeur général de l'Agriculture devait, semble-t-il, mal s'accommoder de ces attributions nouvelles.

Mais l'A. V. du 1^{er} décembre 1932, portant organisation du personnel de la répression des fraudes, améliore le fonctionnement de ce service. C'est au moins ce qu'on est en droit d'espérer à l'époque.

2^o Le Service de la répression des fraudes au Maroc.

Création du service des fraudes au Maroc. Son organisation actuelle.

— Le D. du 9 juin 1933 vient consacrer officiellement la création du service des fraudes, dont il précise les attributions : « Préparation et application de la législation sur les fraudes et les falsifications portant tant sur les boissons, les denrées alimentaires et les produits agricoles et industriels. Surveillance et contrôle. »

Ces attributions sont confirmées par le D. du 8 juin 1936 portant création d'une direction des A. E.

Depuis le D. du 25 juin 1939, le service des fraudes est directement rattaché au service administratif créé à la direction des A. E. pour la meilleure coordination de certains services.

Le service des fraudes du Protectorat comprend actuellement :

1^o *Un bureau central à Rabat* avec un inspecteur principal chef de service, assisté :

- a) d'un inspecteur des fraudes ;
- b) d'un rédacteur de l'Administration centrale, chargé de l'expédition des affaires courantes et des études proprement juridiques, qui remplit en somme les fonctions d'un secrétaire de la répression des fraudes dans le cadre métropolitain ;
- c) d'une dactylographe.

2^o *Six inspections régionales* dotées chacune d'un inspecteur des fraudes : Casablanca, Rabat, Fès, Meknès, Marrakech, Oujda.

Les inspections situées dans les régions vinicoles par excellence : Casablanca, Rabat et Meknès, comprennent encore un contrôleur auxiliaire détaché du Bureau des vins et alcools.

Notons immédiatement que sur ce total de huit inspecteurs des fraudes, chef de service compris, trois seulement, recrutés à la base d'après concours selon les modalités instaurées par l'A. V. du 1^{er} juillet 1933 (1) appartiennent au cadre de l'inspection des fraudes.

(1) Modifié par A. V. du 9 février 1935. Cf. également l'A. V. du 1^{er} décembre 1932 portant organisation du personnel de la répression des fraudes.

Le chef de service, inspecteur principal de l'Agriculture, occupait précédemment les fonctions de conseiller agricole de l'Institut scientifique chérifien, où il était plus spécialement chargé du service de météorologie agricole.

Trois de ses collaborateurs appartiennent également au cadre de l'inspection de l'agriculture.

Le huitième inspecteur est un commis de la direction des A. E. faisant fonction d'inspecteur, très ancien dans le service et entraîné aux opérations de contrôle par l'expérience acquise auprès des inspecteurs de la répression des fraudes de France autrefois détachés au Maroc et dont il fut le collaborateur direct.

Examen critique de cette organisation. — Restant strictement sur le terrain positif, nous pensons être autorisés à dire qu'il est regrettable que la direction d'un service aussi important que le service de la répression des Fraudes, n'ait point été confiée à un agent spécialisé, rompu aux opérations très souvent délicates qu'exigent la mise au point des textes, les enquêtes préparatoires, le contrôle constant.

Deux inspecteurs du service français de la répression des fraudes MM. Ravinet et Molle, ont poursuivi ici successivement un travail de mise au point tendant à l'organisation et à la mise sur pied du service, pour lequel tout enquêteur doit reconnaître leur parfaite compétence.

N'eût-il point été préférable de confier la direction de ce service adoléscent à ces inspecteurs français ? — Il eut toujours été temps, au bout de quelques années, de provoquer l'intégration de l'inspecteur métropolitain chef de service dans le cadre chérifien ou de confier la direction du service à l'inspecteur chérifien le plus ancien qui se fut trouvé naturellement l'adjoint du chef de service.

Les différents avis que nous avons recueillis, tant de l'administration chérifienne que dans la métropole, corroborent ce point de vue.

Le texte de base relatif au recrutement des inspecteurs des fraudes se prête à quelques objections :

1^o Il serait assez logique d'admettre à concourir au même titre que les ingénieurs de l'Institut agricole d'Algérie, les ingénieurs de l'Institut agricole de Nancy, dont la très solide formation a déjà été jugée suffisante pour leur permettre d'affronter les concours de recrutement de l'inspection de l'Agriculture.

2^o A l'instar de la législation française, la législation marocaine écarte du concours les ingénieurs chimistes. C'est là une mesure regrettable contre laquelle nous ne saurions trop nous élever. Il est bien certain que les ingénieurs chimistes diplômés de l'Ecole de Physique et Chimie de la Ville de Paris, de l'Ecole supérieure des Industries chi-

miques de Nancy, par exemple, sont appelés, du fait de leur très solide instruction générale, à occuper dans l'industrie des situations supérieures à celles qu'on peut attendre d'une carrière administrative. A tout le moins, cependant, un ingénieur chimiste bachelier et titulaire, s'il est nécessaire, d'un certificat de chimie agricole, constituerait un très précieux auxiliaire pour la répression des fraudes. Tant en France qu'au Maroc, la question vaut d'être examinée.

La législation française est d'ailleurs plus large, sinon plus rationnelle à l'égard des chimistes. Elle admet, en effet, au concours, *en les dispensant des conditions de diplôme et d'âge* :

1° les chefs de travaux et préparateurs de laboratoires chargés de l'analyse des échantillons prélevés par application des lois sur la répression des fraudes et les secrétaires de laboratoires de l'Institut des recherches agronomiques ;

2° les contrôleurs des contributions directes ;

3° les secrétaires du service de la répression des fraudes (ce cas pourrait être prévu au Maroc et serait susceptible d'attacher davantage les agents à leur fonction) ;

4° les agents de prélèvement agréés par le ministre de l'Agriculture et comptant les uns et les autres au moins trois années d'emploi dans le service de la répression des fraudes.

Nous admettons que le protectorat n'ait pas cru devoir ouvrir trop grandes à ses chimistes les portes de l'inspection des fraudes. Il pourrait cependant se trouver des préparateurs de laboratoires qui soient tentés par le service de la répression des fraudes. Il est peu rationnel qu'un service soit légalement fermé aux compétences éprouvées.

5° Il apparaît peu logique d'instaurer un concours pour l'accession au grade d'inspecteur principal dans un cadre comprenant huit agents. Il a déjà été maintes fois prouvé, et nous en avons encore l'illustration autour de nous, que les concours administratifs pour l'accession aux grades supérieurs ne signifient pas toujours une preuve de sélection. La façon de se comporter d'un agent, ses travaux personnels, les résultats acquis, les notes enfin du chef de service faciles à contrôler par des enquêtes sérieuses de l'administration supérieure constituent des éléments d'appréciation autrement positifs que les aléas d'un concours.

Autant il est logique d'instaurer une sélection très sévère pour le recrutement à la base des agents de l'administration — et c'est le cas des inspecteurs des fraudes qui subissent un concours de recrutement très difficile (1) — autant il est illogique de soumettre ces mêmes

(1) Cf. arrêté du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation du 14 février 1935.

agents, pour l'accession aux grades supérieurs, à un examen forcément restrictif d'où le hasard n'est pas exclu, lorsqu'ils ont fait leurs preuves au point de vue général.

En France, le cahier du budget relatif à l'exercice 1939 nous apprend que pour un directeur, cinq inspecteurs généraux, douze inspecteurs principaux, il y a 67 inspecteurs. Néanmoins, le législateur métropolitain a cru devoir réserver les emplois d'inspecteur principal à *pourvoir pour moitié au choix* parmi les inspecteurs hors classe où de première classe et *pour moitié au concours* parmi les inspecteurs hors classe de première et de deuxième classe, les secrétaires rédacteurs de première classe et les directeurs de laboratoires de l'institut des recherches agronomiques.

Au Maroc, avec un cadre squelettique d'inspecteurs des fraudes est-il vraiment besoin d'avoir recours au concours pour distinguer le plus méritant ?

Attributions multiples des inspecteurs de la répression des fraudes. — Le cadre de l'inspection des fraudes comprend donc des inspecteurs et des inspecteurs principaux (articles premier, 11 et 22 de l'A. V. du 1^{er} juillet 1933, modifié par l'A. V. du 9 février 1935).

Leurs attributions sont très complexes :

1^o Ils sont naturellement qualifiés pour procéder aux recherches, opérer des prélèvements et s'il y a lieu effectuer des saisies (article 3 de l'A. V. du 6 décembre 1928 modifié par l'A. V. du 5 juin 1933). C'est là le fond de leur métier, leur raison d'être.

L'inspecteur principal, chef du service de la répression des fraudes, les inspecteurs principaux et les inspecteurs de la répression des fraudes dans l'exercice de leurs fonctions ont été nommés officiers de police judiciaire auxiliaires du procureur commissaire du Gouvernement (D. du 27 avril 1934 complétant le D. du 12 août 1913 sur la procédure criminelle ; D. du 27 avril 1934 modifiant le D. du 5 décembre 1928 portant abrogation des articles 32 à 44 du D. du 14 octobre 1914).

Ce sont là des fonctions qui engagent fortement la responsabilité de leurs titulaires. Ils ont, de ce fait, qualité pour procéder aux informations préliminaires en attendant l'arrivée du procureur commissaire du gouvernement ou du juge d'instruction en cas de crime flagrant ; ils ont aussi qualité pour procéder en toute circonstance par délégation de ces magistrats à des actes d'information et d'instruction. Ils sont également les organes officiels de transmission pour les plaintes et dénonciations qui doivent parvenir au procureur.

Notons qu'en France les inspecteurs de la répression des fraudes ne sont qu'agents spéciaux adjoints de la police judiciaire.

2° Avec l'aide du bureau des vins et des alcools dont ils sont les représentants dans leur région, ils sont chargés de l'application de l'A. V. du 10 août 1937 relatif au statut de la viticulture. Un arrêté du directeur des A. E. en date du 20 décembre 1937 est venu préciser leurs fonctions en ce sens :

- a) surveillance de la plantation et de l'entretien des vignes ;
- b) contrôle de l'échelonnement des livraisons de vins libérés ;
- c) contrôle de l'utilisation des vins bloqués ;
- d) tenue du registre de cave ;
- e) déclarations de récoltes et de stocks de vins ;
- f) vérification de la capacité des récipients utilisés pour le stockage des vins (1).

Il y a là, on s'en rend compte, matière à absorber l'activité des agents tant du point de vue déplacements à l'extérieur que du point de vue comptabilité administrative.

3° Le D. du 6 juillet 1937 sur la prévention et la répression de toute augmentation illégitime du prix des marchandises, des tarifs des fournitures et des rémunérations de services institue à cet effet au chef-lieu de chaque région du territoire autonome un comité régional de surveillance des prix. Entre autres personnalités, font partie de ce comité le mohatasib et l'inspecteur de la répression des fraudes.

La réunion de ces comités (deux fois par mois), la préparation des informations et de la documentation nécessaires absorbent encore l'activité des inspecteurs des fraudes.

4° L'A. V. du 25 octobre 1932 organisant l'inspection des pharmacies, herboristeries... et des magasins de droguistes, épiciers, coiffeurs, parfumeurs, place lesdits magasins et généralement tous lieux où peuvent être fabriqués, entreposés ou mis en vente des produits médicamenteux ou hygiéniques en dehors des pharmacies, herboristeries, dépôts, sous le contrôle direct de l'inspecteur des fraudes. Il remplit en la circonstance les fonctions d'inspecteur auxiliaire des pharmacies en collaboration avec l'inspecteur des pharmacies du protectorat.

5° L'arrêté du directeur général de l'A. C. C. du 13 août 1932 chargeait l'inspecteur des fraudes du contrôle des minoteries. Ils n'exercent aujourd'hui ce contrôle que du point de vue qualitatif, le contrôle quantitatif étant plus spécialement réservé aux agents de l'Association professionnelle de la Minoterie créée par D. du 21 janvier 1937 et de l'Office chérifien interprofessionnel du blé créé par D. du 24 avril 1937.

6° Ils sont chargés du contrôle des mélasses et de la vérification des registres y afférents.

(1) Arrêté du directeur des affaires économiques du 3 septembre 1937.

7° L'A. V. du 23 mai 1931 portant réglementation de la détention des sucres et glucoses par les vinificateurs, interdit à ces derniers pendant la période des vendanges qui doit être officiellement déterminée chaque année (1), la détention des sucres et des glucoses dans le périmètre de toute exploitation vinicole et d'une façon générale dans tout local destiné à la vinification.

Les inspecteurs des fraudes sont encore chargés de ce contrôle.

8° Tous les ans, à la période des vendanges, ils participent avec le Laboratoire officiel à l'enquête annuelle sur les moûts contribuant ainsi, par leurs prélèvements, à l'établissement du casier vinicole et complétant « la sérieuse documentation sur les vins marocains que permet la présentation obligatoire au laboratoire de tous les vins élaborés au Maroc » (2).

9° Les opérations de warrantage des vins réclament encore l'intervention poussée des inspecteurs de la répression des fraudes.

Toute demande de warrant doit en effet passer sous le couvert de l'inspecteur des fraudes.

Avant leur transmission à la direction générale des finances (Service de l'inspection des institutions de crédit), les demandes sont instruites en présence du demandeur par une commission composée de l'inspecteur régional de la répression des fraudes et d'un délégué de la Chambre d'agriculture locale. Cette commission prélève des échantillons du vin offert en gage ; chaque échantillon est constitué par trois bouteilles cachetées dont l'une est conservée par le demandeur, la deuxième adressée aux fins d'analyse au Laboratoire officiel et la troisième conservée à l'inspection régionale de la répression des fraudes. Mention du prélèvement est faite dans le procès-verbal de la commission qui vérifie l'existence de la quantité de vin offerte en gage (3).

10° Ils collaborent avec les vétérinaires habilités par le D. du 15 février 1919 pour la saisie et la destruction éventuelle des viandes et produits de charcuterie destinés à la consommation publique et reconnus altérés ou corrompus par les vétérinaires.

11° Ils contrôlent du point de vue de l'hygiène les fabriques de conserve.

12° Ils sont en relations suivies avec les services de l'Intendance militaire.

Nécessité d'une organisation effective du service des prélèvements. — Nous n'insistons pas, et pour cause, sur les contrôles multiples réservés

(1) Elle ne l'a pas été en 1938.

(2) Rapport annuel de l'activité du Laboratoire officiel de Chimie (année 1938).

(3) Arrêté du directeur général des Finances, relatif au warrantage des vins du 13 novembre 1937.

aux inspecteurs de la répression des fraudes et découlant de l'application du D. du 14 octobre 1914 et des A. V. pris pour son exécution. Les principales attributions que nous venons rapidement de passer en revue suffisent déjà à montrer combien apparaissent surchargées les fonctions des inspecteurs de la répression des fraudes.

Ils sont comptables de leurs actes non seulement vis-à-vis de leur chef direct, l'inspecteur principal chef du service de la répression des fraudes, mais encore vis-à-vis du chef de bureau des vins et des alcools dont ils sont les représentants régionaux, du directeur général des Finances avec lequel ils sont en relation directe pour les questions de warrantage, et, il faut bien le noter, vis-à-vis des procureurs commissaires du gouvernement dont ils sont officiellement les auxiliaires responsables.

Seuls, la plupart du temps, dans leur circonscription il ne faut point s'étonner s'ils n'ont point le temps nécessaire pour se consacrer efficacement à leurs fonctions éventuelles définies par les attributions du service des fraudes : « Répression des fraudes et des falsifications sur les « boissons, les denrées alimentaires et les produits agricoles et indus-
« triels ; surveillance et contrôle. »

Cette définition du domaine de la compétence du service des fraudes était donnée à l'article 4, paragraphe g du D. du 8 juin 1936 portant création d'une direction des A. E. Or, le D. du 25 février 1939 modifiant ledit D. du 8 juin 1936 porte suppression du paragraphe g : il incorpore le service des fraudes dans le service administratif sans autrement préciser ses attributions, devenues sans doute trop complexes.

Le service des fraudes perd ainsi une autonomie qu'il n'a peut-être jamais eue, certes, mais qu'il devait pouvoir affirmer. Accaparés par des besognes souvent étrangères à la répression des fraudes *proprement dite*, les agents de ce cadre, malgré leur zèle, sont mis dans l'impossibilité de contrôler le commerce européen avec la continuité de vues désirable. Dans les conditions actuelles, comment concevoir une collaboration effective avec les mohtasibin habilités en matière de fraudes par la récente réforme du D. du 9 décembre 1938 ? Elle sera forcément restreinte.

Le tableau suivant qui fait ressortir les prélèvements, classés par nature, effectués en 1938, montre encore mieux que tout commentaire l'action notoirement insuffisante du service actuel de la répression des fraudes quant à la répression des fraudes *proprement dite* :

PRÉLÈVEMENTS CLASSÉS PAR NATURE (ANNÉE 1938).

Nature des prélèvements	Nombre d'échantillons			Pourcentage des échantillons falsifiés
	conformes	non conformes	total général	
Alcool.....	1	3	4	75,00 %
Apéritif.....	3	1	4	25,00 %
Beurre.....	48	64	112	57,00 %
Bière.....	1	—	1	
Conserves légumes.....	9	8	17	47,00 %
do poissons.....	31	15	46	32,50 %
do fruits.....	13	4	17	23,50 %
Café, chocolat.....	11	10	21	47,50 %
Charbon.....	—	1	1	
Charcuterie.....	1	—	1	
Dattes.....	—	1	1	
Epices.....	40	39	79	49,50 %
Eaux, limonades.....	11	3	14	21,50 %
Eau de Javel.....	1	5	6	
Engrais.....	—	3	3	
Farine, pâtes.....	58	14	72	19,40 %
Huiles.....	124	53	117	30,00 %
Laits, fromages.....	97	182	279	65,20 %
Légumes secs.....	1	—	1	
Liqueurs et spiritueux.....	1	2	3	
Miel.....	11	5	16	31,00 %
Moûts.....	14	16	30	53,40 %
Olives.....	1	—	1	
Parfumerie.....	—	3	3	
Produits chimiques.....	2	1	3	
Sucres, sirops.....	1	—	1	
Savons.....	1	—	1	
Vins.....	122	46	168	27,40 %
Vinaigres.....	16	12	28	42,70 %

1.110 échantillons prélevés au cours de toute une année représentant une moyenne de 3 prélèvements par jour dans toute l'étendue de la zone française du Maroc constituent, pensons-nous, un contrôle insuffisant.

Les fraudes sur le lait (65 % des échantillons reconnus fraudés); les fraudes sur le beurre (57 % des échantillons reconnus fraudés); les fraudes sur les conserves de légumes (47% des échantillons reconnus fraudés)...; les fraudes d'une manière générale (44 % d'échantillons non conformes) exigent une surveillance plus active.

Une réforme s'impose: il faut organiser le Service des prélèvements. Il faut étoffer le Service de la répression des fraudes, et, s'il est nécessaire, accroître l'importance du Laboratoire officiel. Les considérations budgétaires doivent céder devant le souci de la santé publique.

Les agents de prélèvements. — Dès lors, les agents qualifiés pour procéder aux opérations de recherches, prélèvements, saisies, selon la procédure instaurée par l'A. V. du 6 décembre 1928, sont :

- les inspecteurs principaux et inspecteurs de la répression des fraudes,
- les vétérinaires inspecteurs de l'élevage,
- les commissaires de la police spéciale et des ports,
- les inspecteurs chefs de sûreté régionale,
- les chefs de brigade de gendarmerie,
- les agents des douanes et régies et les agents des poids et mesures agissant à l'occasion de leurs fonctions.

L'énumération mentionne enfin « les agents spécialement agréés par arrêté du directeur général de l'A. C. C. ». Les agents successivement agréés sont :

- les agents des régies municipales,
- les vérificateurs des droits de portes,
- les directeurs des bureaux municipaux d'hygiène,
- les agents chargés de la surveillance des ateliers publics de distillation (l'arrêté du directeur des finances du 23 octobre 1926 restreint leur compétence à la recherche des fraudes sur les boissons et spiritueux).
- les intendants militaires, les officiers gestionnaires des hopitaux militaires.

L'énumération des agents de prélèvement faite à l'article 37 du D. organique était autrement plus succincte :

« ARTICLE 37. — Les prélèvements sont opérés par les commissaires
« de police ou les agents de police délégués par eux ; ils doivent être
« effectués..... »

A l'occasion de retouches apportées au D. organique par le D. du 9 février 1918, on avait pensé, sur la proposition du procureur général, pouvoir habilitier les agents de tous grades des douanes.

Le directeur général de l'agriculture pensa devoir s'opposer à cette proposition. Il conseilla de n'habilitier que les vérificateurs et inspecteurs des douanes. Le D. du 9 février 1918 modifia l'article 37 du D. organique en ce sens.

On voit que l'A. V. du 6 décembre 1928 par l'expression : « Les agents des douanes et régies... » a généralisé l'habilitation dans le même sens que le décret tunisien du 10 octobre 1919.

Cette habilitation légale et explicite des agents des douanes vint heureusement préciser leur rôle dans la répression des fraudes, rôle quelquefois mal interprété. Un jugement du Tribunal de première instance de Casablanca, dans son audience du 9 janvier 1917 dut, en effet souligner que « les agents des douanes ne commettent aucune
« faute en signalant au Service de la répression des fraudes commer-
« ciales les vins reconnus mouillés par le Laboratoire officiel et en

« refusant sur réquisition de l'officier de police judiciaire compétent, « la mainlevée de ces marchandises. » (1).

Cependant, même en l'absence de la modification qui fut apportée au D. organique par le D. du 9 février 1918, il est à noter qu'un texte formel, l'ancien article 24 du D. organique, prescrivait à l'agent des douanes de fournir au Service des fraudes tous les éléments nécessaires pour rechercher les infractions :

« ARTICLE 34. —.....
« Les administrations publiques sont tenues de fournir aux agents
« désignés ci-dessus (2), tous éléments d'information nécessaires à
« l'exécution de leur mission. »

L'énumération qualitative des agents habilités pour les prélèvements évite également les fausses interprétations d'attributions. La jurisprudence nous en fournit un exemple :

Le 9 septembre 1924, un vérificateur des poids et mesures de Casablanca fut appelé à dresser un procès-verbal à un épicier de ladite ville pour n'avoir livré que 120 grammes d'olives à des clients qui lui en avaient demandé et payé 125 grammes et n'avoir pas eu en sa possession de poids de 5 grammes, alors que « de par sa profession il devait détenir une série de poids conformes à la nature de ses opérations. »

Il y avait donc là manifestement et délit de tromperie sur la quantité de marchandise vendue qui était alors de la compétence du tribunal correctionnel de paix, la pénalité étant inférieure à 2 ans d'emprisonnement, et contravention connexe de défaut d'assortiment de poids.

Or, dans son jugement du 22 novembre 1924, le Tribunal correctionnel de paix de Casablanca relaxa l'inculpé du chef du délit et le condamna seulement à 15 fr. d'amende pour la contravention.

A juste titre, le Ministère public interjeta appel. Le Tribunal de première instance de Casablanca dans son audience correctionnelle du 12 décembre 1924 (3) confirma le jugement entrepris quant à la contravention. Mais, infirmant pour le surplus et statuant à nouveau il déclara l'inculpé coupable « de tromperie sur la quantité de marchandise vendue » et le condamna à 30 fr. d'amende.

Cette décision était conforme à l'interprétation littérale du D. du 29 août 1923 instituant le système métrique dans la zone française de l'Empire chérifien.

En effet, l'article 21 prescrit que : « les vérificateurs des poids

(1) Recueil de législation et de jurisprudence marocaines, 1919, p. 45, art. 240.

(2) Les officiers de police judiciaire désignés à l'article 32 pour la recherche et la constatation des infractions au D.

(3) Recueil de législation et de jurisprudence marocaines (1925, p. 43, art. 586).

« et mesures ont qualité pour constater les infractions au *présent D.*
« et aux règlements pris pour son exécution. »

Or, l'article 24 interdit « sous les peines fixées par le D. du 14 octobre 1914 sur la répression des fraudes de tromper ou de tenter de
« tromper le contractant sur la quantité de choses livrées à l'aide de
« poids, mesures, instruments de pesage faux ou inexacts, ou à l'aide
« de manœuvres ou procédés tendant à fausser les opérations de pesage
« ou mesurage, ou bien à modifier le poids ou le volume des marchan-
« dises avant ces opérations, ou enfin à l'aide d'indications fraudu-
« leuses tendant à faire croire à une opération de pesage ou de mesurage
« antérieure et exacte. »

Ces dispositions font corps avec le D. du 29 août 1923. Donc, les vérificateurs des poids et mesures avaient bien qualité pour relever les infractions au D. du 14 octobre 1914 mais seulement, ainsi que le précisera plus tard l'A. V. du 6 décembre 1928 également pour les agents des douanes et régies « à l'occasion de leurs fonctions ».

Nous avons vu que l'article 37 modifié du D. organique énumérait limitativement les agents habilités en matière de prélèvements. Il omettait les vérificateurs des poids et mesures. L'A. V. du 6 décembre 1928 a corrigé cette anomalie. On ne peut que s'en féliciter. La pénurie notoire du cadre des effectifs de la répression des fraudes au Maroc commande en la circonstance une collaboration des plus actives des agents des poids et mesures avec les inspecteurs des fraudes.

De l'institution d'agents agréés dans le protectorat. — Au sujet des agents agréés par le directeur général de l'agriculture (actuellement par la direction des A. F.), nous croyons savoir que le protectorat, toujours soucieux de perfectionner l'efficacité de la répression des fraudes, étudierait la possibilité d'étendre son agrément à certains agents non fonctionnaires et présentés par des syndicats professionnels. On se référerait, en la circonstance, aux dispositions du décret français du 22 janvier 1919 concernant les agents spéciaux institués par les départements et les communes après agrément par le ministre. Ces agents sont commissionnés par les préfets. Le syndicat des dépositaires de grandes marques récemment constitué à Casablanca aurait reçu du Gouvernement du protectorat un accueil très bienveillant à sa proposition de nomination d'un agent agréé, moyennant dépôt d'un cautionnement de garantie versé à titre de fonds de concours.

Que penser d'une pareille innovation ?

Déjà, pareille tentative avait été faite par des commerçants métropolitains qui avaient obtenu l'intercession du ministre de l'Agriculture. Le ministre avait demandé que fût commissionné au Maroc pour

effectuer des prélèvements au titre de la répression des fraudes, un agent du Syndicat national du Commerce et de l'Industrie des vins, cidres et spiritueux, déjà agréé en France depuis plusieurs années.

En fait, il n'y avait pas plus de raison d'admettre le concours de l'agent en question que celui de syndicats étrangers dont les intérêts commerciaux nettement posés par l'article 105 de l'Acte d'Algésiras n'auraient pas manqué d'être soulevés par les consuls intéressés.

La seule possibilité eût consisté vraisemblablement à constituer au Maroc des associations filiales fondées en vertu du D. du 24 décembre 1936 sur les syndicats professionnels. Dans ces conditions le nouveau syndicat dont l'administration eût été obligatoirement assurée par des français, jouissant de la personnalité civile, eût été à même de se porter partie civile dans les affaires le concernant.

Un D. inspiré de l'article 85 de la loi de finances du 27 février 1912 eût alors pu l'autoriser à prêter son concours financier aux services du protectorat en vue d'une collaboration d'autant plus féconde avec le Service de la répression des fraudes, que l'agent agréé, habitant le Maroc eût facilement pu s'initier à la législation marocaine des fraudes.

Jusqu'à présent aucune suite ne paraît encore avoir été donnée à ces projets.

Pour notre part, nous ne pouvons que nous en féliciter. Les agents agréés constituent en France une catégorie spéciale de collaborateurs des Services publics dont l'utilité n'a aucune raison d'être au Maroc dans l'état actuel de l'évolution de la répression des fraudes.

Que sont, en effet, les agents agréés de France ?

L'article premier du décret du 31 juillet 1906 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 1^{er} août 1905 spécifie que le Service des prélèvements d'échantillons et des analyses doit être assuré « par l'Etat, avec le concours des départements et des communes ».

Les dispositions d'ensemble du décret montrent que ce concours peut s'exercer à l'aide d'agents municipaux ou départementaux destinés à augmenter le nombre des agents de l'Etat, ou bien par l'installation de laboratoires pour l'analyse d'échantillons prélevés.

En 1907, de nombreuses communes du midi de la France versent à l'Etat des fonds de concours pour favoriser l'augmentation du nombre des prélèvements ; d'autres font agréer des agents par le ministre de l'Agriculture en vue d'une collaboration avec ceux de l'Etat.

Jusqu'à présent, il n'était pas encore question de syndicats professionnels. C'est alors qu'une circulaire du ministre de l'Agriculture, en date du 23 décembre 1907, leur permit de faire procéder à l'agrément

des agents de leur choix au titre d'agents communaux ou départementaux, moyennant le versement préalable de fonds de concours destinés au paiement des agents et des frais nécessités par leur intervention.

L'article 65 de la loi de finances du 27 février 1912 vint d'ailleurs préciser les conditions dans lesquelles les agents agréés par le ministre étaient commissionnés par les préfets.

L'article 4 (dernier alinéa) du décret du 22 janvier 1919 mentionne ces agents spéciaux comme habilités pour procéder aux recherches, opérer des prélèvements, et, s'il y a lieu, effectuer des saisies au titre de la répression des fraudes.

Les syndicats ont largement utilisé cette possibilité de coopération : « Au 1^{er} janvier 1939, le nombre total de ces agents était de 150, ce qui « représente un chiffre important puisque le nombre des inspecteurs « de la répression des fraudes du Ministère de l'Agriculture n'est que « de 84 (1). »

On comprend l'intérêt des syndicats à faire agréer leurs agents : ils veulent autant que possible utiliser devant les tribunaux les droits qui leur ont été reconnus au titre de parties civiles. Ce droit fut enlevé de haute lutte.

L'on sait que la faculté de demander des dommages et intérêts aux fraudeurs avait été reconnue aux syndicats par une combinaison rationnelle de la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats et des articles 1382 et suivants du Code civil. Il fallait cependant qu'ils arrivent à démontrer l'existence d'un préjudice *actuel et direct* résultant de la fraude à réprimer. C'était là chose si peu aisée que l'action des syndicats se terminait généralement par un échec.

Après de multiples interventions des groupements intéressés, un texte vint enfin leur donner satisfaction. La loi du 20 mars 1920 vint en effet décider qu'à l'avenir l'action en justice des syndicats pourrait être intentée dans le but d'obtenir réparation de tout préjudice *direct ou indirect* porté à leurs intérêts.

Grâce à cette heureuse modification, l'activité des syndicats s'est immédiatement trouvée augmentée et c'est bien souvent que le bénéfice de l'article 65 de la loi de finances du 27 février 1912 a été demandé.

Malheureusement les syndicats peu fortunés étaient automatiquement écartés de ces avantages car ils ne pouvaient subvenir aux charges nécessitées par le versement du fonds de concours destiné à solder intégralement les frais de leur intervention (traitements, frais de déplacement, frais de prélèvements d'échantillons, frais d'analyse).

C'est pourquoi l'article 2 du décret-loi du 14 juin 1938 — décret

(1) M. TOUBEAU, La répression des fraudes et la qualité des produits français (*Les Lois nouvelles*, 15 février 1939, p. 103).

dont il a déjà été question précédemment — est venu spécifier que les agents seraient « rémunérés soit en *totalité* sur les fonds de l'Etat, « soit en partie sur les fonds de concours versés à cet effet par les collectivités ci-dessus visées. »

Encore une fois se vérifie la tendance de recours à l'aide de l'Etat tutélaire.

Or, instituer de pareils agents au Maroc reviendrait à surcharger le budget car, il ne faut pas se le dissimuler, la participation de l'Etat, grâce à l'influence de syndicats français bien épaulés au Parlement, serait très effective.

Outre ces considérations qui ont tout leur poids, il nous semble que le point de vue indigène mérite ici quelque attention. Il ne saurait être question d'établir actuellement au Maroc des syndicats professionnels indigènes. Des textes récents s'opposent, d'ailleurs, à pareille innovation (1). Et c'est fort bien. Certes, la masse laborieuse des artisans ne songerait en la circonstance qu'à défendre ses seuls intérêts économiques. Or, que ce soit sous le couvert d'appellations diverses : sociétés corporatives artisanales, sociétés indigènes de prévoyance, etc., etc... que les collectivités indigènes entament des procédures, il y aurait toujours là un jeu facile, pour certains trublions professionnels trop connus, leur permettant de porter les moindres vétilles sur le terrain politico-social.

Au reste, quelle serait l'action des agents indigènes agréés ?

Ce serait faire bien peu de cas de la rénovation récente de l'office du mohtasib ! N'est-ce point à lui qu'importe avant tout autre la surveillance des fraudes et malfaçons dans les milieux artisanaux ?

Il serait bien inopportun, croyons-nous, d'opposer aux vieilles institutions du Chrâa que l'on peut, que l'on doit et que l'on veut rénover cette organisation des agents agréés bien spéciale à la France.

En milieu musulman, elle ne mérite nullement d'aboutir. En milieu européen, il est autrement préférable de consacrer tous les crédits disponibles au renforcement des effectifs de la répression des fraudes par la création, au sein de l'administration, selon notre formule, d'un cadre subalterne de contrôleurs de la répression des fraudes.

L'Empire chérifien a son caractère propre, et l'intérêt bien compris de la population européenne s'accommode mieux d'une administration d'élite que d'une collaboration avec des intérêts privés où la puissance du particularisme n'est jamais exclue.

Les lieux soumis au contrôle des agents. — L'article IV de l'A. V. énumère les lieux soumis au contrôle des agents.

(1) D. du 24 juin 1938 complétant la législation sur les Associations et sur les Syndicats professionnels (B. O., 1342 du 15 juillet 1938, p. 929).

Cet article n'est que la reproduction de l'article V du décret français. Il convient de noter que cette énumération des différents lieux où les agents habilités peuvent exercer leur contrôle n'a rien de limitatif. Ils peuvent opérer en tous lieux où sont fabriqués ou détenus des produits visés par le D. organique, du fait que ces derniers sont manifestement destinés à la vente. Les procès-verbaux devront donc contenir toutes précisions utiles à cet effet, de façon à éclairer l'opinion des juges.

Il faut, toutefois, remarquer que la maison d'habitation ne figure pas dans les lieux soumis au contrôle. Il est, en effet, de jurisprudence constante — nous l'avons déjà noté — qu'en dehors des cas de flagrant délit, lorsque le fait est de nature à entraîner une peine afflictive ou infamante, il demeure interdit au parquet et à ses auxiliaires de pénétrer dans le domicile des particuliers et d'y perquisitionner, sauf consentement du maître ou commission rogatoire du juge d'instruction (1).

Le consentement *librement* donné supplée au défaut de délégation du juge d'instruction (2) : « Il n'est pas nécessaire que le consentement « soit exprès et le défaut d'opposition suffit à valider les opérations « des agents, mais à la condition que la personne qui les a laissés péné- « trer au domicile ait eu conscience de l'irrégularité de leurs actes et « ne se soit point cru obligée de l'autoriser (3). »

Cette jurisprudence a été encore confirmée par un arrêt de la Chambre criminelle de la Cour de cassation du 15 décembre 1928 statuant sur le pourvoi du Procureur commissaire du Gouvernement près la Cour d'appel de Rabat, contre un jugement du Tribunal correctionnel de ce siège du 6 avril 1928, qui avait relaxé deux prévenus des poursuites exercées contre eux pour détention d'anéthol. Se basant sur les motifs précédents, la Cour rejeta le pourvoi consolidant ainsi les principes d'une jurisprudence constante.

Les mêmes considérations conduisent la jurisprudence à édicter les mêmes défenses en ce qui concerne les établissements ouverts au public (4).

Aide apportée aux agents de prélèvements par la force publique. — L'article V traite de l'aide à apporter par les agents de la force publique aux agents de prélèvements. C'est la reproduction textuelle de l'article 6 du décret français du 22 janvier 1919 qui a complété l'an-

(1) Cass. crim., 28 avril 1864, 18 févr. 1910, 27 janv. 1911.

(2) Cass. crim., 17 mai 1833.

(3) Cass. crim., 5 déc. 1818 et 10 avril 1825. Recueil de législation et de jurisprudence marocaines, 1930, p. 21.

(4) Cass., 31 janvier 1914.

cien décret du 31 juillet 1906 en ce qui concerne l'aide apportée par les agents de la force publique. L'ancien article 34 du D. du 14 octobre 1914, inspiré du texte français de l'époque, ne mentionnait pas cette aide.

3^o Saisies et prélèvements d'échantillons.

(A. V. du 6 décembre 1928, articles 6 à 15).

Les saisies. — Les *articles 6 et 7* de l'arrêté traitent des saisies. Ils sont la reproduction fidèle des articles 8 et 9 du décret français. Il semble que le législateur marocain ait omis à dessein l'article 7 de ce décret, qui précise que « les saisies ne peuvent être faites, en dehors « d'une ordonnance du juge d'instruction, que dans le cas de flagrant « délit de falsification ou dans le cas où les produits sont reconnus « corrompus ou toxiques. Dans ce dernier cas, la saisie est obliga- « toire. »

Il en résulte une plus grande latitude laissée à l'initiative des agents de contrôle, puisque leur action n'est pas expressément limitée comme dans le décret français. Cette disposition plus sévère sans doute facilite leur tâche, qui n'est pas toujours aisée.

Il paraît dès lors permis aux agents de prélèvements de pratiquer au Maroc des saisies administratives non seulement sur des produits falsifiés ou corrompus ou toxiques, mais encore sur les produits fraudés où la tromperie se manifeste par exemple sur la quantité, par une fausse dénomination, sur la nature, sur l'origine, les qualités substantielles, etc..., etc...

Les prélèvements. — La matière des prélèvements fait l'objet des *articles 8 et 9* du décret. Ils reproduisent à peu près intégralement les dispositions des articles 10, 11 et 12 du décret français.

A ce sujet, notons que le nombre d'échantillons prélevés qui était de trois dans la procédure suivie avant le D. du 14 octobre 1914 (1) a été ramené à deux par l'article 35 de ce D. ; à trois par le D. du 19 mars 1916 ; à quatre par le D. du 14 juin 1918 ; à cinq par le D. du 30 mars 1925. Ce D., reprenant la procédure suivie en 1913, laisse un échantillon au propriétaire ou détenteur du produit sur lequel porte le prélèvement, les trois autres étant envoyés au greffe du tribunal pour servir aux expertises et contre-expertises et, s'il y a lieu, à de nouvelles vérifications ou analyses ; un échantillon est destiné au Laboratoire officiel.

Enfin, l'A. V. du 6 décembre 1928, se référant à la législation fran-

(1) Cf. Période intermédiaire, p. 55.

çaise, ramène à quatre les échantillons à prélever : un pour le Laboratoire officiel, les autres envoyés au dépôt au bureau central de la répression des fraudes à Rabat. L'expérience avait en effet révélé que le cinquième échantillon était inutile.

Outre l'échantillon adressé au laboratoire officiel, les échantillons supplémentaires ne sont donc plus centralisés au greffe du tribunal, sauf lorsque la faible quantité de produit à prélever n'en permet qu'une division restreinte. En cas d'impossibilité d'échantillonnage, le tout est envoyé au procureur commissaire du gouvernement.

L'article 8 de l'A. V. réalise une synthèse partielle des articles 10 et 12 du décret français. Il précise de façon heureuse que le prélèvement doit représenter la *composition moyenne* de la marchandise, les conditions de prélèvement sont laissées aux soins de la commission permanente. Or, nous savons que la même commission permanente dont il est question à l'article 31 du D. de 1914 n'a jamais été instituée au Maroc. C'est un arrêté du directeur général de l'A. C. C. en date du 10 juillet 1925 qui a déterminé la quantité à prélever pour la constitution des échantillons de contrôle.

On n'a pas cru devoir pousser plus avant à ce sujet la réglementation par A. V. et c'est l'initiative du chef momentané du bureau de la répression des fraudes qui, sous forme de simples recommandations aux agents de prélèvements a reproduit les mesures alors en vigueur en France pour le prélèvement des échantillons contenues dans l'arrêté du 1^{er} août 1906 (maintenu par arrêté du 1^{er} août 1919).

Les prescriptions de l'A. V. quant au nombre d'échantillons à prélever doivent être toujours respectées, chaque échantillon ayant sa destination spéciale. Toutefois on ne saurait invoquer la nullité de procédure si l'inobservation des formalités ne porte nulle atteinte aux droits de la défense. La jurisprudence française a même admis que « sous réserve d'observer les formalités substantielles du droit de la « défense, l'audition régulière de l'agent verbalisateur à l'audience « peut suppléer aux énonciations du procès-verbal » (Cass crim., 21 novembre 1912. *Gaz. Pal.*, 2 décembre 1912 (1)).

Il n'en demeure pas moins que la question des prélèvements d'échantillons présente une très grosse importance.

M. Henri Landowsky, président de la Société des experts-chimistes, près le Tribunal de la Seine a pu écrire à ce sujet : « Très fréquemment, « trop fréquemment, ou bien il n'y a pas d'échantillons de comparai- « son, ou bien ceux-ci sont prélevés dans des conditions telles, par « rapport à l'échantillon incriminé, qu'aucune comparaison n'est plu

(1) L. VIRENQUE et A. BONN, *Traité pratique des fraudes et falsifications et des appellations d'origine*, p. 43.

« possible. Ceci est extrêmement important dans les cas d'expertise
« de lait, de vin, de semences, d'engrais par exemple. L'homogénéisation des produits à prélever et un échantillonnage rigoureux sont à la base même de l'expertise. Malheureusement les règles
« de l'échantillonnage ne sont pas toujours respectées et cela fausse
« forcément les conclusions. »

Les observations si pertinentes de M. Landowsky conservent toute leur portée au Maroc. Pour notre part, nous avons pu souvent constater que des fraudes indiscutables ne pouvaient être réprimées par le juge, l'avocat de l'intéressé obtenant habilement la relaxe pure et simple de son client pour défaut de prélèvement de comparaison en temps utile. C'était assurer le manque de preuve.

L'attention des inspecteurs de la répression des fraudes doit être soigneusement attirée sur ce point très important de la procédure qu'est le prélèvement correct et opportun de l'échantillon.

L'article 9 de l'A. V. relatif aux formalités d'établissement du procès-verbal est la reproduction littérale de l'article 11 du décret français.

Du fait de l'existence de l'alinéa 2 de l'article premier de l'A. V. autorisant l'établissement de la preuve des infractions par toute voie de droit commun, la poursuite ne saurait d'ailleurs être subordonnée à la validité du procès-verbal de prélèvement.

L'agent de prélèvement doit évidemment prendre toutes les précautions réglementaires pour effectuer les opérations requises. Il n'est point tenu, toutefois, de mentionner dans son procès-verbal le procédé employé pour l'homogénéisation des échantillons lors du prélèvement (Cass. crim., 30 mars 1922. *Bulletin crim.*, n° 133).

Tout échantillon prélevé est mis sous scellés (art. 10).

C'est la reproduction à peu près intégrale de l'article XIII du décret français.

Il est évident que l'analyse ne saurait présenter aucune garantie si l'apposition des scellés apparaît défectueuse au chimiste à l'arrivée au laboratoire (substitution possible d'échantillon, par exemple).

Les formalités de fixation de la valeur des échantillons prélevés en vue d'un remboursement ultérieur éventuel sont fixées par l'article 11.

Cet article reproduit l'article 14 du décret français. Il est à noter qu'au Maroc l'autorité préfectorale est remplacée par celle du Directeur des A. E. La formalité prévue à cet article a pour but de fixer exactement la valeur des échantillons que l'administration peut être appelée à rembourser si aucune infraction n'est par la suite relevée contre la personne mise en cause.

Ces dispositions n'étant pas susceptibles de léser les intérêts de la défense, n'ont pas d'influence sur la validité de la poursuite.

Des frais de prélèvement et d'analyse. Une réforme nouvelle à opérer. — Le D. du 9 mars 1928 est venu combler une lacune en ajoutant à l'article 17 du D. organique du 14 octobre 1914 un quatrième alinéa. Cette addition, inspirée du § 2 de l'article 9 de la loi du 1^{er} août 1905 met à la charge des délinquants condamnés aux dépens les frais de prélèvement et d'analyse engagés pour la recherche et la condamnation des infractions. L'article 17 fut ainsi complété à la demande du parquet général.

Il y a lieu toutefois de noter que pas plus le D. organique que l'A. V. du 6 décembre 1928 ne mentionnent le processus de remboursement de ces frais.

Si l'on remarque par ailleurs que le chiffre forfaitaire des remboursements est nettement devenu insuffisant à l'heure actuelle, que le taux en a été récemment corrigé dans la métropole par le décret-loi du 14 juin 1938 (art. 5), il conviendrait d'apporter une modification nécessaire à l'article 17 (alinéa 4) :

« Dans la liquidation des dépens devra en outre être compris le
« remboursement des frais de procès-verbaux, de prélèvements et
« d'analyses engagés pour la recherche et la constatation des infrac-
« tions. La détermination et le remboursement de ces frais s'opère-
« ront à la demande du service chargé de la répression des fraudes, dans
« les conditions fixées par les arrêtés de Notre Grand Vizir. Ces arrêtés
« pourront modifier, s'il y a lieu, au bout d'une période de trois années,
« les chiffres forfaitaires de remboursement prévus. »

En effet, ainsi que le fait remarquer M. Toubreau (1) :

« Dans de nombreux cas, la constatation de l'infraction à la loi
« de 1905 ou aux règlements qui lui font suite, ne s'accompagne d'au-
« cun prélèvement d'échantillon ; il s'agit, par exemple, d'un flagrant
« délit de fraude, ou de falsification, ou bien d'une contravention à un
« des règlements en question (absence d'étiquette prescrite sur un
« produit, non indication du degré alcoolique d'un vin, etc...). En
« pareille circonstance le remboursement des frais administratifs
« n'était pas dû par le condamné. »

Ces remarques sont vraies pour le Maroc. Il est donc logique de mentionner avec les frais de prélèvements et d'analyses, ceux qui correspondent à l'établissement des procès-verbaux de constat.

D'autre part, il convient de ne pas s'écarter de l'idée majeure qui a commandé la suppression des articles 32 à 44 du D. organique pour en faire la matière de l'A. V. du 6 décembre 1928. La fixation de chiffres de remboursement appelés forcément à des variations ne doit pas imposer des retouches périodiques à un texte organique dont le carac-

(1) M. TOUBREAU, *Les Lois nouvelles*, 15 février 1939, p. 111.

tière essentiel doit être la fixité. En conséquence, l'article 27 de l'A. V. du 6 décembre 1928 pourrait être complété comme il suit : « Les délinquants condamnés aux dépens seront tenus en outre au remboursement des frais de procès-verbaux, de prélèvements et d'analyses fixés aux chiffres forfaitaires de 150 fr. pour chaque prélèvement et de 100 fr. pour tout procès-verbal de constat non accompagné de « prélèvement d'échantillons. »

La mise en dépôt de l'un des échantillons prélevés chez le propriétaire ou le détenteur du produit est réglementée par l'article 12.

Cet article est la reproduction de l'article 15 du décret français. Il y a lieu de remarquer que seul le refus par l'intéressé de conserver l'échantillon qui lui, est laissé en dépôt est à consigner dans le procès-verbal. Il n'est pas indispensable de faire mention de l'acceptation. Les agents de prélèvement ne doivent pas manquer toutefois de porter à la connaissance de l'intéressé qu'il s'expose à des peines graves s'il supprime ou modifie l'échantillon qui lui est confié. Il peut être alors assimilé à ceux qui font obstacle à l'application du D. du 14 octobre 1914 et des A. V. pris pour son exécution en mettant les agents chargés de la surveillance ou du contrôle dans l'impossibilité d'exercer leurs fonctions.

Il y a alors application des pénalités sévères de l'article 16 du D. organique (emprisonnement de 3 mois à un an; amende de 100 à 5.000 fr. Ces pénalités peuvent être portées à 10.000 fr. d'amende et à 2 ans de prison en cas de récidive).

L'article 13 fixe à vingt-quatre heures le délai d'envoi des échantillons prélevés au bureau central et du bureau central au laboratoire. La rédaction primitive avec les mots « dans le plus bref délai » présentait le défaut d'une imprécision propre à excuser tous les retards.

L'inobservation des prescriptions de cet article 13 n'entraîne cause de nullité de la procédure, que s'il y a vraiment atteinte aux droits de la défense (1). La jurisprudence française estime même que « le « délai de vingt-quatre heures pour la transmission du procès-verbal « et des échantillons par l'agent verbalisateur n'est pas prescrit à « peine de nullité » (Orléans, 1^{er} décembre 1908. D. P., 1909.2.46) (2).

La division des prélèvements en plusieurs échantillons. — L'article 14 traite de la division des prélèvements en plusieurs échantillons. C'est la réplique de l'article 17 du décret français sur lequel il présente l'avantage de mieux réserver les droits des intéressés en

(1) Cass. crim., 10 avril 1908. D. P. 1909.1.224.

(2) L. VIRENQUE et A. BONN, Traité pratique des fraudes et falsifications et des appellations d'origine (p. 46).

prescrivant la division, autant qu'il est possible, en deux, trois ou quatre échantillons.

Cependant, dans le cas d'un échantillon unique, les conditions climatiques particulières au Maroc semblent devoir imposer une modification. Afin d'éviter toute contestation ultérieure de la part des intéressés, il serait beaucoup plus logique — puisqu'en l'occurrence une seule analyse doit être effectuée — d'envoyer directement l'échantillon au laboratoire sans passer par l'intermédiaire des greffes.

Cas d'un produit rapidement altérable. — L'article 15 se réfère au cas d'un produit rapidement altérable. Il est inspiré de l'article 18 du décret français qui est expurgé de toutes considérations relatives à l'expertise contradictoire non admise au Maroc.

Une innovation très intéressante sur la procédure antérieure et qui est propre à l'A. V. chérifien consiste à conférer au Procureur commissaire du Gouvernement le droit de statuer sur l'ouverture d'une information judiciaire après examen du procès-verbal qui lui a été transmis *sans délai*.

SECTION II.

1^o Le Laboratoire officiel de Chimie agricole et industrielle :

- son origine ;
- le domaine de sa compétence ;
- son évolution.

2^o Des analyses en général.

3^o De l'expertise en matière de répression des fraudes.

1^o Le Laboratoire Officiel de Chimie agricole et industrielle.

— Son origine ; le domaine de sa compétence ; son évolution.

(D. du 14 octobre 1914, article XXXI).

L'article XXXI du D. organique sur la répression des fraudes présente un des organismes essentiels en la matière. Il s'agit du Laboratoire officiel du Maroc. L'importance particulière qui s'attache au Maroc au Laboratoire officiel de Chimie agricole et industrielle, tant en raison de sa compétence élargie en matière d'expertise légale que du fait de ses attributions accumulées, nécessite quelques développements.

Origines de son établissement. — Dans une des ruelles étroites de la

vieille « Dar el Beïda » enserrée dans ses murs, modeste bourgade qui fut le berceau de notre Casablanca moderne, s'élève encore aujourd'hui une bien modeste maison qui dut pourtant paraître confortable aux usagers de l'époque.

C'est là, 21, rue Anfa, dans un local bien peu adéquat, que l'initiative privée sut réaliser le premier laboratoire de contrôle du Maroc.

Vers la fin de 1913, MM. Malbot et de Cornulier avaient, en effet, pu installer dans une pièce dont la superficie n'atteignait pas vingt-cinq mètres carrés, un laboratoire de chimie qui, aussi rudimentaire qu'il fut, n'en était pas moins pompeusement appelé « Laboratoire central de Casablanca » (1). Il n'était pourtant chargé d'aucune fonction officielle. Dans les premiers temps de notre occupation, toutes les analyses officielles de contrôle étaient confiées aux pharmaciens militaires.

Cependant, au printemps de 1914, en prévision de l'organisation prochaine du service de la répression des fraudes, le laboratoire est acheté par le Gouvernement du protectorat. Il est sommairement transformé et courant juin 1914 est créé dans ce local le Laboratoire officiel de Chimie agricole et industrielle dont la direction est confiée à M. Gauvry, chimiste détaché du Laboratoire officiel de Tunis.

Les renseignements manquent sur le caractère de sa véritable action pendant les premiers mois de son fonctionnement. La mort soudaine de M. Gauvry le 31 décembre 1925, à Paris, au cours d'un congé administratif, nous prive d'une précieuse documentation. Mais il est vraisemblable que jusqu'à la promulgation du D. organique du 14 octobre 1914, le Laboratoire officiel dut borner son activité aux analyses demandées par le service des Douanes, par les services administratifs, et, par les municipalités.

L'article 31 du D. du 14 octobre 1914 vient préciser ses attributions : « Le Laboratoire officiel de Chimie agricole et industrielle annexé aux « Services de l'Agriculture est exclusivement chargé de l'analyse des « denrées alimentaires et produits agricoles..... »

Mais c'est la guerre. Malgré tout, sous l'énergique impulsion du général Lyautey, l'administration du protectorat « démarre ». Le laboratoire fonctionne. Travailleur acharné, payant largement de sa personne malgré une santé précaire, le directeur assisté d'un seul collaborateur en assure le fonctionnement.

En 1915, le Gouvernement du protectorat rachète le laboratoire de « l'Office français industriel et minier du Maroc » situé rue de Mogador. Le chef de ce laboratoire, alors mobilisé, est mis en sursis d'appel et affecté au Laboratoire officiel où il exerce aujourd'hui les fonctions de directeur-adjoint (2).

(1) *Les Annales marocaines politiques et littéraires* (15 févr. 1914).

(2) Il s'agit de M. A. VASSEUR.

L'exiguïté du local, son organisation forcément sommaire, le personnel restreint (trois chimistes, directeur compris), la lenteur des communications entre les principaux centres vitaux du Maroc, vont bientôt imposer la collaboration de différents laboratoires militaires du Service de Santé :

- a) de celui d'Oujda pour la durée de la guerre (1) ;
- b) de Rabat et de Fez (2) ;
- c) de Meknès et de Marrakech (3) ;
- d) Les laboratoires d'Oujda, Rabat, Fez, Meknès, Marrakech sont habilités pour procéder aux analyses de liqueurs anisées (4) ;
- e) du laboratoire d'Oujda pour les analyses relatives à la répression des fraudes (5) ;
- f) du laboratoire de Taza pour les mêmes analyses (6).

Plus tard, lorsque le laboratoire officiel définitivement organisé fonctionnera comme laboratoire central, toutes ces mesures seront rapportées ; le D. du 9 août 1933 vient en effet remanier l'article 31 du D. du 14 octobre 1914 en donnant en exclusivité à ce laboratoire les analyses relatives à la répression des fraudes.

Le Laboratoire de Chimie et l'Institut d'Hygiène à Rabat et le Laboratoire du Service de Santé militaire d'Oujda restent seuls théoriquement habilités pour les analyses à l'importation demandées par les bureaux de douane de Rabat et de Port-Lyautey, d'Oujda et du Maroc oriental. Pratiquement on n'a pas recours aux offices de ces laboratoires : la rapidité actuelle des communications permet en effet au Laboratoire central de Casablanca d'effectuer l'analyse des échantillons expédiés par tous les bureaux de douane de la zone française de l'empire chérifien. La transmission des résultats après réception des échantillons se fait en général télégraphiquement dans la journée. En aucun cas elle n'excède quarante-huit heures.

Limitations apportées à la compétence du laboratoire officiel de chimie. — Il est cependant à noter que les laboratoires du service de santé d'Oujda, Rabat, Fez, Meknès, Marrakech sont toujours habilités pour les analyses de liqueurs anisées et de produits alcooliques de contrebande.

Le D. du 25 septembre 1935 a également complété l'article 31 du D. organique en prescrivant que « les essais de semences, d'origine

(1) D. du 11 mars 1917 (*B. O.*, n° 232, p. 391).

(2) D. du 16 mai 1917 (*B. O.*, n° 241, p. 613).

(3) D. du 25 août 1917 (*B. O.*, n° 255, p. 989).

(4) A. V. du 30 octobre 1923 (*B. O.*, n° 579, p. 1370).

(5) D. du 2 septembre 1914 (*B. O.*, n° 621, p. 1455).

(6) D. du 3 novembre 1924 (*B. O.*, n° 632, p. 1798).

marocaine ou non, l'analyse de la valeur boulangère et semoulière des blés et la détermination des espèces végétales seront effectués par la station centrale de recherches agronomiques à Rabat ».

Une troisième exception vient encore limiter les compétences du laboratoire officiel. En effet, le D. du 11 février 1925 « par complément « aux dispositions de l'article 31 vient habilitier le laboratoire du service « de l'élevage » concurremment avec le Laboratoire officiel » à procéder « aux analyses biologiques nécessitées par l'application du D. du 14 octobre 1914 et des textes qui s'y rattachent ».

Cette compétence du laboratoire du service de l'élevage a d'ailleurs été confirmée par le D. du 27 août 1932 qui fixe ses attributions et le charge notamment :

« ... 2^o de procéder, concurremment avec le Laboratoire de Chimie « agricole et industrielle, aux analyses bactériologiques en matière de « répression des fraudes. »

D'une manière générale et plus encore peut-être du point de vue technique que du point de vue administratif, il semble regrettable que des textes législatifs viennent faire chevaucher les attributions de services dissemblables.

Cette dernière restriction à la compétence du Laboratoire officiel s'explique d'autant moins que depuis son installation en juillet 1919 dans ses nouveaux bâtiments, 25, rue de Tours, la place ni le temps n'eussent manqué pour l'organisation d'un laboratoire de bactériologie.

Nous croyons devoir ajouter que les dispositions initialement prises par M. Gauvry, premier directeur du laboratoire, montrent qu'il était dans ses intentions de centraliser sous sa direction effective les recherches d'ordre bactériologique en matière de répression des fraudes.

Dans l'organisation initiale le laboratoire est l'âme de la répression des fraudes. — Dès l'origine de sa fondation, le Laboratoire officiel de Chimie, en la personne de son directeur, M. Gauvry, s'emploie activement à l'organisation de la répression des fraudes. Tous les textes des premiers A. V. en matière de répression des fraudes sont préparés par lui.

Ce n'est pourtant que le D. du 24 juillet 1920 (1) qui vient officiellement investir le directeur du laboratoire de sa double mission. En effet, ce D. portant création d'une direction de l'A. C. C., énumère en son article 2, entre autres services publics placés sous l'autorité du directeur général : *le service de la chimie et de la répression des fraudes*.

L'article 3 fixe ses attributions : « Préparation et mise en application « de la législation sur les fraudes et falsifications portant sur les bois-

(1) B. O., n^o 409, p. 1443 (aujourd'hui abrogé).

« sons, les denrées alimentaires et les produits agricoles. Etudes et
« recherches d'ordre chimique et technologique. Stations agrono-
« miques. Etablissement de cartes agronomiques en collaboration avec
« le service géologique. Recherche de l'utilisation industrielle des pro-
« duits du sol. »

M. Malet, directeur général de l'A. C. C. devait même préciser en 1916 que le Laboratoire avait déjà fourni « et devait plus encore fournir
« dans l'avenir une utile contribution aux recherches expérimentales
« de stations culturales et des jardins d'essais » (1).

Cependant, le laboratoire apparaît alors comme l'âme du service de la répression des fraudes, ou pour mieux dire, de la répression des fraudes tout simplement, tant le service était rudimentaire. Ses attributions dans ce domaine sont d'autant mieux marquées que l'A. V. du 27 juillet 1920 (2) portant organisation du personnel de la direction générale de l'A. C. C. porte au chapitre concernant le service de la répression des fraudes et du Laboratoire officiel de Chimie agricole et industrielle une énumération des différents grades des agents. Ils sont tous essentiellement chimistes. Point trace d'agent spécialement chargé de la répression des fraudes avec un titre adéquat.

Un A. V. du 7 juin 1922 vient étendre les attributions du Laboratoire en l'autorisant à effectuer des analyses pour les particuliers. Ces analyses sont naturellement subordonnées aux travaux en cours et aux exigences des divers services publics. Elles sont payables d'avance lors du dépôt des échantillons. Le personnel technique se voit attribuer actuellement pour ce surcroît de travail une allocation de 50 % des sommes encaissées à répartir entre les agents intéressés par décision du directeur des A. E. Cette allocation, qui, outre une prime annuelle insignifiante provenant de l'administration des douanes, constitue le seul supplément de traitement des chimistes se traduit en fin de compte par une somme assez modique peu en rapport avec la responsabilité encourue et le travail fourni.

Peu à peu le laboratoire améliore son équipement tant en techniciens qu'en matériel. L'expérience éprouvée du personnel, la rapidité désormais assurée des communications autorisent bientôt l'heureuse réforme du D. du 9 août 1933 précédemment signalée.

Scission du laboratoire officiel et de la répression des fraudes proprement dite. — Cependant deux dahirs du 10 janvier 1928 (3) et du

(1) Etat actuel de l'organisation des Services agricoles dans la zone française de l'Empire chérifien (*Bulletin de renseignements de l'Institut international d'Agriculture*, 1916).

(2) B. O., n° 409, pp. 1444-1449.

(3) B. O., n° 795, p. 148.

14 janvier 1928 (1) viennent en se répétant mot pour mot affirmer le divorce désormais officiel du Service de la répression des fraudes et du Laboratoire officiel.

À dater du 1^{er} janvier 1928 le service de la répression des fraudes est confié au chef du service du commerce et de l'industrie auquel on semble avoir voulu réserver l'élaboration de la législation et de la réglementation administrative. Tout en laissant la répression proprement dite sous l'autorité de ce service, on charge plus spécialement de l'organisation du service des prélèvements un inspecteur des fraudes de France détaché par le ministre de l'Agriculture (2).

Le laboratoire, désormais écarté de toute participation active à la répression des fraudes proprement dite est confiné dans ses attributions purement chimiques. Il a perdu toute initiative dans l'élaboration de la législation. Quand on l'interroge, c'est à titre consultatif.

Le D. du 9 juin 1933 (3) va encore restreindre sa compétence du point de vue technique. En effet, eu égard au développement pris à Rabat par la station d'essais de semences devenue depuis, sous l'autorité de M. Miège, la station centrale de recherches agronomiques, le Laboratoire de Casablanca se voit soustraire les études agricoles sauf en ce qui concerne la carte agrologique à l'établissement de laquelle il n'a jamais cessé d'apporter une large contribution.

Le D. du 25 septembre 1935, dont nous avons précédemment parlé, habilitera par la suite la station centrale de recherches agronomiques au titre de la répression des fraudes, dans le domaine de sa propre compétence.

Depuis le D. du 24 juillet 1920 qui fixait sans ambiguïté son rôle, aucun texte n'est venu préciser les attributions restantes du Laboratoire officiel de Chimie.

Le D. du 8 juin 1936 portant création d'une direction des A. E. énumère les différents services dépendant du Service de l'agriculture et de la colonisation. Le Laboratoire officiel de Chimie qui est ainsi mentionné *sans autre indication* reste donc sous l'autorité du directeur des A. E. (Service de l'agriculture et de la colonisation).

Le D. du 25 février 1939 modifiant et complétant le précédent crée un service administratif qui groupe différentes attributions jusqu'alors dispersées afin d'assurer une meilleure coordination des mesures d'exécution. Dans le cadre de la direction des A. E., le sous-directeur chef du service administratif a désormais sous son autorité directe le service de

(1) *B. O.*, n° 798, p. 358.

(2) Cet inspecteur ne sera d'ailleurs habilité que le 1^{er} septembre 1928 (*B. O.*, n° 830, p. 2466).

(3) *B. O.*, n° 1081, p. 631. Ce D. modifie et complète le D. du 24 juillet 1920 modifié par le D. du 28 février 1921.

la répression des fraudes. Il n'a par contre que la gestion du Laboratoire officiel, service technique qui continue à dépendre partiellement du service de l'agriculture et de la colonisation, la disposition du D. du 8 juin 1936 le concernant n'ayant pas été abrogée.

D'une pratique à proscrire en matière de répression des fraudes. — Devant l'insuffisance des textes, une pratique peu conforme à une conception rationnelle du service des fraudes a été assez longtemps tolérée, contrecarrant l'indépendance du laboratoire et s'opposant au développement normal de la procédure en matière de répression des fraudes.

Malgré les retranchements successifs opérés sur ses attributions, le laboratoire n'en demeure pas moins un service particulièrement actif dans la répression des fraudes. Le principe de l'anonymat des analyses n'a été établi que pour garantir une absolue sincérité dans les conclusions analytiques qui ne doivent en aucune manière être influencées par des contingences extérieures. Collaboration n'implique pas subordination des compétences.

En conséquence, le seul pouvoir judiciaire a qualité pour réprimer les manquements aux règlements, les infractions, les délits. Dans la transmission au parquet le service de la répression des fraudes doit, cela se conçoit, éclairer le juge autant qu'il est possible. Ce dernier a le devoir également de faire préciser par le laboratoire tout résultat qui lui paraît insuffisamment explicite et cela tant pendant l'instruction par commission rogatoire qu'à l'audience même.

Il n'est pas admissible, par contre, que le service de la répression des fraudes s'arroe le droit de discuter dans ses rapports au parquet pour les minimiser ou les exagérer, les conclusions du laboratoire. Les seules circonstances qui ont trait aux prélèvements, à leurs incidences économiques et sociales, sont de son domaine. L'article XX de l'A. V. du 6 décembre 1928 dont nous commenterons bientôt la matière est formel à ce sujet : « Dans le cas où le rapport du Laboratoire conclut à une « fraude ou à une présomption de fraude ou de falsification, le directeur « général de l'A. C. C. *transmet* ce rapport et le procès-verbal au procureur-commissaire du gouvernement ainsi que les échantillons déposés « dans les locaux prévus à l'article XIII ».

Ainsi, quand la procédure est engagée, la suite à donner à l'affaire en cause dépend *initialement* des seuls résultats analytiques, car si « le « rapport du laboratoire ne conclut pas à une fraude ou à une présomption de fraude ou de falsification, le service administratif en avise « sans délai l'intéressé (article XIX de l'A. V. du 6 décembre 1928) ».

— Prévision, surveillance, action et transmission sont affaire du service de la répression des fraudes.

— Examen et conclusions regardent le laboratoire.

— Jugement et répression sont du domaine judiciaire.

— Aucune affaire, normalement engagée, ne saurait donc être classée par voie administrative, contre les conclusions du laboratoire.

Nous pensons que les errements signalés ne sont plus aujourd'hui tolérés. Leur abus irait à l'encontre de la protection et de la justice qui sont dues au corps social.

LE FONCTIONNEMENT DU LABORATOIRE.

Organisation intérieure. — Le Laboratoire officiel comprend : un directeur, un directeur-adjoint, cinq chimistes, trois préparateurs, trois préparateurs auxiliaires, huit aides de laboratoire indigènes, un comptable, une dactylographe, une employée de bureau.

Le directeur, le directeur-adjoint et trois chimistes sont experts agréés près les tribunaux du Maroc.

Les cadres du laboratoire officiel sont réglementés par l'A. V. du 1^{er} juillet 1933 (articles 1^{er}, 9, 21 et 22). Il y est prévu des chimistes en chef, des chimistes principaux, des chimistes, des préparateurs. L'accession au grade de chimiste principal est particulièrement mal réglementée. Quels que soient leurs titres, quel que soit leur zèle, les chimistes arrivent fatalement à être freinés dans leur avancement normal. Cette période de neutralisation peut s'étendre quelquefois sur plus de huit ans. Il y a là une anomalie franchement excessive qui appelle une modification.

Le travail est réparti en sections spécialisées : vins et produits connexes ; alcools et spiritueux en général ; matières grasses et produits dérivés ; laits, farines et produits dérivés ; terres, eaux, produits agricoles et dérivés, engrais ; chimie et physique industrielles.

Chaque section est, en général, dirigée par un chimiste avec la collaboration d'un préparateur et d'un aide de laboratoire. Le recrutement des aides de laboratoire, main-d'œuvre spécifiquement indigène, mérite de retenir l'attention.

Les aides actuellement en service proviennent d'un recrutement ancien, à une époque où n'existaient pas encore les écoles professionnelles indigènes. Trop largement payés, pour la plupart, eu égard aux services rendus (quelques-uns perçoivent mensuellement plus de mille francs !), ils constituent à de rares exceptions près une main-d'œuvre fruste difficilement accessible au perfectionnement. S'il se présente quelque vacance, l'administration impose le recrutement d'anciens combattants indigènes qui ne sont pas davantage qualifiés pour les travaux de laboratoire. La place de ces vieux serviteurs est ailleurs. A l'heure où l'on recherche des débouchés pour notre jeunesse musul-

mane, ne serait-il pas possible de sélectionner les anciens élèves des écoles professionnelles indigènes, pour constituer un cadre d'aides de laboratoire ou de préparateurs indigènes plus aptes que tous autres à des fonctions auxquelles notre enseignement peut facilement les préparer ?

Outre les différentes analyses qu'exige la marche normale du service, le personnel du laboratoire poursuit, dans la limite des moyens dont il dispose, des études très variées, généralement publiées dans les *Annales des Falsifications et des Fraudes*, organe officiel de la Société des experts chimistes de France.

Par arrêté résidentiel du 31 octobre 1922 (1), le directeur du laboratoire est habilité au titre d'expert assermenté près les tribunaux pour procéder à toutes recherches chimiques d'ordre médico-légal.

Avant le 9 août 1933, du temps de l'existence des laboratoires régionaux habilités pour la répression des fraudes, laboratoires dont il a été précédemment parlé, on avait amorcé une uniformisation des méthodes analytiques employées. C'était d'ailleurs une mesure prescrite par l'article 17 de l'A. V. du 6 décembre 1928 (2). A cette occasion, un arrêté du directeur général de l'A. C. C., en date du 11 août 1928, avait fixé les méthodes officielles d'analyse du vin, des farines, de l'essence tourisme, des alcools, des eaux-de-vie et des liqueurs. Ces méthodes officielles sont d'ailleurs mises à la disposition du public sous forme de brochures déposées dans les laboratoires habilités.

Cette tendance à l'uniformisation des analyses a d'ailleurs été poursuivie par la publication, le 15 avril 1931, d'un arrêté du directeur général de l'A. C. C. fixant la méthode officielle d'analyse des savons (3).

Dans le même ordre d'idées, le D. du 10 décembre 1935 est venu porter ratification de la convention pour l'unification des méthodes d'analyse du vin, signée à Rome le 5 juin 1931 au nom de l'Empire chérifien (4).

Attributions générales. — Les attributions du Laboratoire officiel, autrefois nettement définies par le D. du 24 juillet 1920 ont été peu à peu restreintes, sans que le législateur ait jugé nécessaire de préciser, dans un texte spécial, la compétence actuelle de ce laboratoire.

Cette mise au point a pourtant été effectuée pour le Laboratoire du service de l'Élevage par le D. du 27 août 1932.

Sans doute la nature essentiellement complexe du service assumé par le Laboratoire officiel rend assez difficile pareille initiative.

(1) B. O., n° 524, p. 1596.

(2) B. O., n° 827, p. 2326.

(3) B. O., n° 967, p. 586.

(4) B. O., n° 1124, p. 414.

Quelles sont donc les grandes lignes de son activité ?

1^o *En matière de répression des fraudes :*

Le Laboratoire officiel est « exclusivement chargé de l'analyse des denrées alimentaires et produits agricoles » sauf en ce qui concerne la compétence spéciale réservée à la Station centrale de Recherches agronomiques de Rabat par le D. du 25 septembre 1935. Son rôle à ce sujet est précisé par l'article 31 du D. du 14 octobre 1914 ; par les articles 17, 19, 20 et 21 de l'A. V. du 6 décembre 1928. D'autres textes visent également son rôle en matière de répression des fraudes : A. V. du 24 juin 1936 ; arrêtés du directeur des A. E. du 12 juin 1936 et 20 décembre 1937 ; arrêté du directeur général des finances du 13 novembre 1937 ; A. V. du 17 janvier 1938...

2^o *Comme laboratoire des finances :*

a) *Douanes.* — Alors qu'il est en relations constantes avec tous les bureaux de douane de la zone française de l'Empire chérifien, le laboratoire officiel n'est positivement mandaté pour cette collaboration par aucun texte de base !

Ce n'est qu'implicitement qu'on le voit, pour la première fois, légalement chargé de cette mission, par le D. du 1^{er} juin 1918 (1) qui vient modifier la procédure des saisies et prélèvements du D. du 14 octobre 1914. Depuis, cette procédure a été refondue dans l'A. V. du 6 décembre 1928. L'article 41 du D. alors modifié nous apprend : « ... Par exception « et lorsqu'il s'agit de marchandises *arrêtées à l'importation*, le directeur « de l'A. C. C., en avise sans délai le signataire de la *déclaration en* « douane, qui peut lui demander, s'il conteste les conclusions du labo- « ratoire, une seconde analyse.

« »

L'A. V. du 6 décembre 1928 reproduit cette disposition dans son article XXI et ajoute : « ... Si l'intéressé n'a pas dans le délai de huit « jours, sollicité de seconde analyse, ou si le rapport de seconde analyse « constate également l'infraction, le directeur général de l'A. C. C., « transmet sans délai le ou les rapports, s'il y a lieu, à l'autorité judi- « ciaire, à toutes fins que de droit, *l'établissement de la déclaration en* « douane étant considéré comme une tentative d'importation.

« Pour le paiement des frais supplémentaires de magasinage de la « marchandise..... l'importateur verse une provision au Laboratoire « officiel..... »

Ces très importantes dispositions, tout en montrant la précieuse contribution qu'apporte l'Administration des douanes à la répression des

(1) B. O., n^o 294.

fraudes à l'importation, établissent de façon non équivoque la collaboration avec le Laboratoire officiel. Ce ne sont là, il faut le souligner, qu'attributions réglementaires, sans mission formelle édictée par le D.

b) *Régies et mesures fiscales.* — Différents textes accordent par incidence au Laboratoire officiel la compétence d'un laboratoire métropolitain des fraudes (1).

Généralement, en matière fiscale, les décisions du Laboratoire sont sans appel. Il convient, toutefois, de signaler que les contestations relatives à la détermination de la qualité ou de la richesse des sucres provenant de l'importation et des fabriques de sucre, sont déferées au Laboratoire central des Finances de Paris, auquel les échantillons sont adressés à cet effet et dont les décisions sont définitives (D. des 6 avril 1932 et 6 juillet 1938). Il est bon d'ajouter qu'il n'a jamais été nécessaire jusqu'à présent de faire appel au Laboratoire central de Paris.

3° *En collaboration avec l'O. C. E. (Office chérifien de Contrôle et d'Exportation).*

Quelques textes habilite le Laboratoire à cet effet : l'A. V. du 31 décembre 1937, l'arrêté du directeur des A. E. du 18 mars 1938 (le département du Laboratoire chargé de l'analyse des matières grasses a examiné au cours de l'année 1938 : 551 échantillons correspondant à des expéditions faites en majeure partie sur l'Italie) ; l'arrêté du directeur général de l'Agriculture du 7 janvier 1935 ; l'arrêté du directeur des A. E. du 5 mai 1938 (Contrôle des vins à l'exportation). A ce sujet l'examen du Laboratoire a porté au cours de 1938 sur 870 échantillons.

(1) Nous citerons principalement :

1° *Pour les produits sucrés* : D. des 8 juin 1922, 8 janvier 1923, 3 décembre 1924, 20 juin 1930, 6 avril 1932, 27 février 1933, 6 juillet 1938.

A. V. des 5 octobre 1926, 27 avril 1928, 8 novembre 1930.

2° *Pour les alcools et produits connexes* : A. V. des 28 octobre 1922, 28 août 1923, 30 octobre 1923, 30 juillet 1935.

Arrêtés du Directeur des A. E. des 16 juillet 1938 et 17 janvier 1939.

Arrêtés du Directeur général des Finances des 12 septembre 1933 et 1^{er} février 1935.

3° *Pour les absinthes et anisettes* : A. V. des 30 octobre 1923, 28 août 1923, 20 mars 1935.

D. du 26 avril 1935.

4° *Pour la bière* : A. V. des 21 janvier 1922 et 18 mars 1922.

5° *Pour les huiles minérales et produits connexes* : D. des 27 février 1933 et 29 mai 1935.

A. V. des 24 septembre 1923 et 5 mars 1928.

6° *Pour les bougies* : A. V. du 5 avril 1924.

7° *Pour les vins* : A. V. des 7 août 1934 et 24 juin 1936.

Arrêtés du Directeur des A. E. des 12 juin 1936 et 20 décembre 1937.

Arrêtés du Directeur général des Finances des 12 septembre 1933, 1^{er} février 1935, 13 novembre 1937 (warrantage).

8° *Pour les combustibles liquides* : D. des 27 février 1933 et 28 novembre 1935.

9° *Pour les savons* : A. V. du 5 novembre 1930.

10° *Pour les cacao et chocolats* : A. V. du 5 octobre 1926.

11° *Pour les parfums* : A. V. du 28 octobre 1922.

L'importance de ce contrôle s'accroît chaque année et a été particulièrement intense en 1939.

L'intervention du Laboratoire dans le contrôle technique à l'exportation ne saurait évidemment se restreindre à l'examen des huiles végétales et des vins. Sa compétence est d'ordre général.

Il est étonnant que la décision résidentielle du 1^{er} août 1938 (1) portant désignation des membres du conseil d'administration de l'Office chérifien de contrôle et d'exportation ait omis de mentionner le directeur du Laboratoire officiel ou son représentant qualifié. Nous souhaitons que dans l'intérêt du public et dans celui de l'Etat, il soit tenu compte à l'avenir de l'existence du Laboratoire officiel, dont l'avis, en cours de discussion, peut avoir des incidences économiques importantes.

4^o Comme Laboratoire central des services administratifs du Protectorat.

Il poursuit ici des analyses, des études et des recherches d'ordre chimique et technologique intéressant les différents services publics : service des travaux publics, génie rural, station d'essais de machines, inspections d'agriculture, inspections de la défense des cultures, municipalités. Il procède à l'établissement de la carte agrologique du Maroc en collaboration avec les services de l'inspection de l'agriculture. Jusqu'à ces temps derniers, il fonctionnait également comme laboratoire de contrôle pour le service de l'Intendance militaire qui lui a confié 163 analyses de vin en 1938. L'administration militaire a tout récemment organisé son propre laboratoire de contrôle.

5^o Enfin le Laboratoire est ouvert au public, qui peut y faire exécuter, à titre payant, selon les dispositions de l'A. V. du 7 juin 1922, des travaux, expertises et recherches agricoles ou industrielles. Ces travaux sont subordonnés à la marche normale du service. C'était là une disposition suffisante il y a quelques années. Aujourd'hui, l'équipement économique du pays exige la plupart du temps des études techniques préalables où la chimie entre pour une large part. Il serait souhaitable, pour faire face aux exigences d'une situation nouvelle, qu'il existât au Maroc un Laboratoire central de recherches chimiques. Maintes fois, des commerçants, des industriels ont pu nous exprimer leurs doléances au sujet de l'inexistence d'un tel organisme, susceptible d'éclairer les différentes branches de l'activité économique. De vastes domaines seraient ouverts à son activité : matériaux de construction ; prospections d'ordre radioactif ; études d'enrichissement sur place des minerais marocains ; examen systématique du rendement de nouvelles cultures industrielles ; amélioration des techniques locales, etc... etc...

(1) B. O., n° 1347.

Un laboratoire chimique de recherches convenablement organisé remplacerait bien avantageusement et avec un rendement immédiat les dispendieuses missions de la métropole que le manque de coordination, de continuité et, il faut le dire, de connaissance du pays, vouent trop souvent à un effort passager et stérile.

Complexité des attributions du laboratoire officiel de chimie du Maroc. — Les attributions du Laboratoire officiel de Chimie agricole et industrielle sont, on le voit, multiples. Il cumule les fonctions exercées en France par les laboratoires du Ministère de l'Agriculture (Laboratoire central de la répression des fraudes à Paris ; Laboratoires agréés de province ; Centre de recherches agronomiques de Versailles ; Stations agronomiques de province) ; par les laboratoires des finances ; par les laboratoires municipaux.

Il est appelé à donner son avis dans l'élaboration des textes relatifs à la répression des fraudes. Il est conseiller technique de l'administration des douanes et régies pour l'établissement des taxes et de certains règlements fiscaux (Droits de portes ; admission temporaire).

Il est consulté par les diverses administrations pour l'établissement de leurs cahiers des charges. L'administration militaire a souvent recours à son contrôle.

Il collabore de façon suivie avec l'O. C. E. pour assurer la réputation des produits marocains sur les marchés mondiaux.

Il assume en matière de fraudes une responsabilité d'autant plus importante qu'il analyse les échantillons à l'importation (1) et ceux ultérieurement prélevés en zone française par le service de la répression des fraudes. Dans tous les cas, ses conclusions doivent être beaucoup plus nettes qu'en France où le fonctionnement de la contre-expertise permet aux laboratoires habilités d'opérer en premier examen, un simple triage, en produits suspects et loyaux et marchands).

La complexité de ces attributions échappe en général au public habitué à la décentralisation française. D'aucuns appellent le Laboratoire officiel : Laboratoire des fraudes. D'autres le nomment : Laboratoire municipal. Il serait bon que dans le cadre de la législation actuelle, un texte organique vint faire le point sur sa compétence.

Etabli sur un vaste terrain appartenant au Protectorat, le laboratoire gagnerait à être agrandi. Des années ont passé depuis son installation première. L'augmentation du travail a entraîné une augmentation de personnel. Le cadre est resté le même. Conçu de façon assez étriquée,

(1) Les analyses à l'importation représentent 52 % (Douane de Casablanca) et 15 % (Douanes extérieures) des analyses effectuées au laboratoire en 1938. Cependant les analyses effectuées pour le service de la répression des fraudes n'atteignent pas 9 %.

il se prête et se prêtera de moins en moins aux recherches qu'exige et qu'exigera de plus en plus le développement économique du pays.

Souhaitons que cet organisme qui a fait ses preuves soit bientôt assuré d'un développement conforme à l'intérêt général.

2° Des analyses en général.

(A. V. du 6 décembre 1928, articles 13, 17, 18, 19, 20, 21).

Depuis le D. du 9 août 1933, le Laboratoire officiel est *pratiquement* seul habilité pour toutes les analyses en matière de fraudes dans l'étendue de la zone française du Maroc.

La Station centrale de recherches agronomiques à Rabat a été habilitée pour les essais de semences d'origine marocaine ou non, l'analyse de la valeur boulangère et semoulière des blés et la détermination des espèces végétales par D. du 25 septembre 1935. L'importance prise par la notion de valeur boulangère ou semoulière et par la législation sur le commerce et la circulation des espèces végétales, a fait apparaître la nécessité de faire appel à ce Laboratoire, doté d'un matériel approprié et d'un personnel spécialisé bien que très restreint.

En tout état de cause, l'autorité compétente pour déterminer le ressort des laboratoires admis à procéder à l'analyse des échantillons, paraît devoir être, étant donné l'importance de la matière, le pouvoir législatif statuant par D. ou par la voie réglementaire de l'A. V.

D'ailleurs, à l'origine, lorsque la difficulté des communications s'opposait à la centralisation des analyses au Laboratoire central, différents laboratoires régionaux furent habilités au titre de la répression des fraudes. Ils le furent tous par D.

Le principe de l'anonymat des analyses. — L'article 13 de l'A. V. du 6 décembre 1928 vient consacrer le très important principe de l'anonymat des analyses.

L'article 13 actuel est très largement inspiré de l'article 16 du Décret français. La rédaction primitive de cet article a dû être remaniée par l'A. V. du 12 janvier 1932 qui y a apporté plusieurs modifications notables. Dans la procédure instaurée par l'article 40 du D. de 1914, les échantillons qui n'étaient pas remis au Laboratoire officiel étaient envoyés au greffe du Tribunal. Selon la première rédaction de l'article 13 de l'A. V. du 6 décembre 1928, les échantillons (à l'exception de celui que l'intéressé avait dû conserver en dépôt) étaient envoyés dans le plus bref délai, à la diligence de l'agent verbalisateur : l'un aux fins d'analyses au Laboratoire officiel à Casablanca ou à l'un des laboratoires agréés, les autres en vue de leur conservation dans les locaux désignés à cet effet par arrêté du directeur général de l'Agriculture. A

défaut, ils étaient adressés au greffe du Tribunal de Première instance.

Une fois encore, on s'aperçut qu'il avait été maladroit de s'écarter de l'esprit des textes français. Il était, en effet, assez anormal qu'un agent verbalisateur transmette directement au Laboratoire, sous un numéro d'ordre connu de lui-même, les échantillons qu'il avait prélevés.

Depuis l'A. V. du 12 janvier 1932, seul le Bureau central de la répression des fraudes à Rabat, placé sous le contrôle du directeur des A. E. est qualifié pour envoyer les échantillons à l'analyse après un enregistrement dont il assure le secret.

Pratiquement jusqu'en 1932, à défaut de locaux spécialement désignés, les échantillons supplémentaires étaient envoyés aux greffes.

Des méthodes analytiques employées. — *L'article 17* de l'arrêté traite du choix des méthodes analytiques à employer pour l'examen des échantillons. Il est inspiré de l'article 20 du décret français. On a eu soin, toutefois, d'éliminer de cet article les dispositions analogues du décret relatives au rôle de la commission permanente qui n'a jamais été instituée au Maroc.

A la suite d'une campagne très vive menée par le comité des Etudes Economiques de Casablanca sur une série de réformes à apporter à la législation des fraudes, le Gouvernement du protectorat, soucieux de retenir les suggestions raisonnables, avait été amené à modifier par D. du 9 mars 1928 l'article 41 du D. organique. Il faut reconnaître que du point de vue de l'organisation des analyses, la rédaction primitive était plutôt concise !

« ARTICLE 41. — Si le rapport d'analyses ne révèle aucune infraction
« l'intéressé en reçoit avis sans délai, par les soins du chef des services
« de l'Agriculture et, dans ce cas, le remboursement des échantillons
« lui est accordé sur sa demande. »

Après discussion, le projet suivant, rédigé selon les suggestions de M. Chauveau, directeur actuel du Laboratoire, semble avoir l'approbation de l'Administration supérieure :

« ARTICLE 41. — Pour l'examen des échantillons, le Laboratoire
« officiel et les laboratoires admis à procéder aux analyses, emploient,
« sauf le cas d'impossibilité matérielle, qui devra être mentionné sur
« le bulletin d'analyse, des méthodes identiques. Ces méthodes sont
« déterminées par arrêté du directeur général de l'A. C. C. Elles doi-
« vent, dans la plus large mesure, reproduire les méthodes officielles
« françaises en tenant compte des progrès de la chimie analytique. »

Dans cette rédaction, le technicien, inspiré par un légitime souci de conscience professionnelle, ne pense pouvoir mieux faire que de rendre

légale la pratique courante. Il va, au besoin, courageusement au devant de difficultés en se référant aux méthodes officielles françaises — pas toujours exemptes de critiques — dans les cas litigieux.

Pourtant, ce courage devant les responsabilités, le soin extrême de donner satisfaction aux revendications locales, n'eurent point l'heur de plaire au Parquet.

Le Procureur général marque sa désapprobation d'une pareille réforme : « Le nouvel article 41, dit-il, me paraît *gros de conséquences*. « Décider d'appliquer aux prélèvements et analyses les méthodes de « France, sans préciser ces méthodes, est introduire dans notre législa- « tion une disposition qui nous expose aux pires difficultés ».

« J'ai déjà eu l'occasion, il est vrai, de voir soutenir et admettre par « un tribunal de paix que l'économie ou l'esprit de la législation fran- « çaise sur les fraudes devait être suivie au Maroc. Je ne puis partager « semblable manière de voir, qui va à l'encontre de cette législation « *dont les directives sont propres et particulières.* »

« Que des A. V. ou autres déterminent au Maroc les méthodes de « prélèvements et d'analyses, soit. Mais la législation chérifienne ne « saurait se contenter d'une simple référence aux règlements français. »

Tant au point de vue technique qu'au point de vue juridique, nous ne pouvons qu'approuver pleinement les critiques de ce haut magistrat.

Les méthodes officielles françaises sont souvent la reproduction de procédés assez peu en rapport « avec les progrès de la chimie analytique » et le laboratoire officiel du protectorat put maintes fois constater que les laboratoires de France jugeaient prudent de ne pas affecter un conformisme excessif vis-à-vis des dites méthodes. L'expérience acquise, de laquelle on tire les meilleurs enseignements, a conduit le laboratoire officiel à conclure que les méthodes à employer au Maroc doivent être en général fixées sur place. On ne peut envisager, dans ce but, d'instituer une commission permanente analogue à celle qui fonctionne près du Ministère de l'agriculture. Le recrutement de cette dernière serait d'ailleurs des plus malaisés au Maroc, pour ne pas dire impossible. Une solution acceptable consisterait cependant à faire appel périodiquement aux conseils éclairés de certains membres de la commission permanente de la métropole.

Joignant leur science aux compétences locales (laboratoire officiel, service de la répression des fraudes, office chérifien d'exportation...) ils constitueraient un organisme utile. Et après vingt-cinq ans, le deuxième alinéa de l'article 31 du D. organique de 1914 recevrait enfin un commencement d'exécution.

Du point de vue juridique, il est également certain que le projet d'article 41 en astreignant le juge à apprécier si les laboratoires s'étaient

bien inspirés des méthodes françaises, l'eut mis la plupart du temps dans un réel embarras.

Il n'eut certes pas manqué de s'ensuivre des contestations soulevées par la défense. La marche normale de la justice eut été forcément entravée. Dans ces conditions, le parquet général demanda la suppression de la dernière phrase du projet d'article 41.

Après examen de la question, l'administration comprit que cette recommandation d'assimilation aux méthodes françaises ne trouvait pas sa place dans un D., mais plutôt dans un texte d'ordre administratif à transmettre directement aux laboratoires.

A l'instar des organismes homologues de France, le laboratoire officiel se réfère autant qu'il le peut aux méthodes officielles françaises. On ne saurait toutefois lui faire un grief de s'inspirer de la circulaire française du 20 février 1907 « en procédant à l'analyse par les méthodes « qui lui paraîtront les plus propres à déceler la fraude » (1). D'ailleurs, n'oublions pas que l'analyse officielle chérifienne est une véritable expertise et qu'en France « aucune méthode officielle n'est imposée aux « experts » (art. 27 du décret du 22 janvier 1919). Finalement, le D. du 9 mars 1928 modifia l'article 41 de la façon suivante :

« ARTICLE 41. — Pour l'examen des échantillons, le laboratoire « officiel et les divers laboratoires admis à procéder aux analyses, « emploient, sauf le cas d'impossibilité matérielle qui devra être mentionné sur le bulletin d'analyse, des méthodes identiques. Ces méthodes sont déterminées par arrêté du directeur général de l'A. C. C. »

« Si le rapport d'analyse ne relève aucune infraction, l'intéressé en « reçoit avis sans délai par les soins du directeur général de l'A. C. C. « et, dans ce cas, le remboursement des échantillons lui est accordé « sur sa demande. »

Après abrogation des articles 32 à 44 du D. du 14 octobre 1914, la nouvelle réglementation issue de l'A. V. du 6 décembre 1928 simplifie la rédaction de l'ancien article 41 du D.

Du délai de transmission des résultats analytiques. — *L'article 18* fixe le délai de transmission des résultats analytiques. Cet article correspond à l'article 21 du décret français. Il précise les délais de transmission du résultat analytique par le laboratoire à la direction des A. E. La rédaction primitive du D. organique que n'avait fait que transcrire la réforme du 9 mars 1928, était muette sur ce point. L'A. V. du 6 décembre 1928 revint alors au texte français.

Dans le décret français du 22 janvier 1919, les règles relatives à

(1) L. VIRENQUE et A. BONN, *Traité pratique des fraudes et falsifications et des appellations d'origine*, p. 48.

l'analyse des échantillons (art. 19 à 23) sont identiques à celles du règlement du 31 juillet 1906. On pourrait alors s'étonner que le législateur marocain n'ait point suivi strictement ces textes. Les conditions vraiment difficiles dans lesquelles dut être établi en 1914 le Service de la répression des fraudes l'en ont empêché. L'impérieuse nécessité de la certitude des résultats analytiques jointe au délicat problème de recruter en pleine guerre des spécialistes rompus à ce genre d'analyses expliquent suffisamment qu'aucun délai n'ait pu être primitivement imparti au chimiste officiel.

Le délai de huit jours dont il est question indique nettement la volonté du législateur de ne pas laisser trop longtemps le commerçant dans l'incertitude. Le 28 février 1908, à la tribune de la Chambre, M. Ruau, ministre de l'Agriculture, insistait sur la nécessité de la rapidité de l'analyse officielle. Cette urgence se comprend d'autant mieux en France que cette première analyse apparaît en somme comme une analyse de triage grâce au fonctionnement de l'expertise contradictoire. Il en va tout autrement au Maroc. Pour des raisons particulières au pays, il n'est pas possible de longtemps encore d'instaurer ici, comme un progrès, le fonctionnement de l'expertise contradictoire. L'analyse officielle effectuée au laboratoire officiel du protectorat constitue en réalité une véritable expertise. Les produits prélevés y sont examinés à fond avec un souci très poussé d'exactitude. On ne saurait dans ces conditions exiger du chimiste du laboratoire officiel plus qu'on exige de l'expert commis par le juge dans le système de l'expertise contradictoire.

Il est déjà admis en France que le retard dans la rédaction et la transmission du rapport ne saurait par lui-même constituer un cas de nullité (1). On ne saurait se montrer plus rigoureux au Maroc que dans la métropole.

Ainsi en a d'ailleurs décidé la Cour de cassation (Ch. crim.) dans son arrêt du 14 janvier 1932 (2). La Cour suprême avait à statuer sur un pourvoi contre un arrêt de la Cour d'appel de Rabat condamnant le directeur d'une société marocaine à 100 francs d'amende pour tromperie sur les qualités substantielles de la marchandise vendue. Il s'agissait en l'occurrence de mise en vente par l'intéressé d'une eau qu'il qualifiait : « eau stérilisée par distillation », alors que sciemment il la savait dépourvue de ces qualités substantielles d'eau distillée et stérilisée. Arguant entre autres moyens de défaut de motifs du jugement et de la violation des droits de la défense, l'intéressé prétendait alors que les analyses n'avaient pas été effectuées dans le délai prescrit.

(1) X. DE BORSSAT, *Législation et jurisprudence nouvelles sur les fraudes et falsifications*, 2^e édition, 1909.

(2) *Annales des falsifications et des fraudes*, mai 1932, p. 316.

La Cour rejeta le pourvoi : « ... Attendu que c'est à bon droit également que l'arrêt décide que *le délai de huit jours imparti par l'article 18 de cet arrêté, aux experts des laboratoires publics, pour rédiger leur rapport d'analyse, ne figure à ce texte qu'à titre d'indication, mais que l'inobservation de ce délai n'entraîne la nullité ni de l'analyse, ni de la poursuite* : qu'en effet l'article premier de l'A. V. du 6 décembre 1928, pris pour l'exécution du D. du 5 décembre de la même année, dispose que si les infractions au D. du 14 octobre 1914 sur la répression des fraudes sont recherchées et contrôlées conformément aux dispositions de cet arrêté, ces dispositions ne font pas obstacle à ce que la preuve de ces infractions puisse être établie par toute voie de droit commun ; qu'il suit de là qu'en cette matière comme en toute autre matière de droit commun, c'est aux juges du fond qu'il appartient d'apprécier en fait la portée et la force probante des éléments de décision que leur soumet le rapport des experts et qu'en la cause les juges du fond n'ont fait qu'user de cette faculté..... »

Par conséquent, bien que rédigés hors des délais, les rapports des experts officiels ne sauraient être frappés de nullité.

Les prélèvements reconnus « bons » à l'analyse sont signalés au bureau central de la répression des fraudes à Rabat par l'envoi d'un bulletin ne portant, outre les indications relatives à l'échantillon, que la mention « Produit marchand ».

Les prélèvements où se révèlent des infractions à la législation, font l'objet de bulletins d'analyse détaillés dont les conclusions relèvent les infractions opposables au délinquant. Le bulletin est alors expédié en triple exemplaire au bureau central à Rabat.

Eventualité du remboursement des échantillons prélevés. — *L'article 19* traite du remboursement éventuel des échantillons prélevés. Il reproduit les dispositions de l'article 12 du décret français. Plus complet cependant, le législateur marocain envisage le cas où une fraude et non pas seulement une présomption de fraude, est décelée par la première analyse. Il eut pu ajouter le cas d'une falsification.

Depuis l'introduction dans la législation marocaine des fraudes, des dispositions de la loi Dessein par D. du 26 juillet 1930, le rapport du laboratoire peut fort bien relever des infractions qui ne comportent aucun délit de fraude ou de falsification. Il est par ailleurs bien évident que le Service administratif n'a pas dans ces cas spéciaux à aviser sans délai l'intéressé. Cependant, pour un souci rédactionnel plus marqué, ne conviendrait-il pas de revenir au texte du décret français du 31 juillet 1906 en écrivant : « Si le rapport du laboratoire ne relève aucune infraction aux textes législatifs et réglementaires pris sur la matière des fraudes et falsifications, le service..... »

Le remboursement de la marchandise *doit être demandé* par l'intéressé. Le détenteur de la marchandise ayant pu en forcer la valeur lors de la rédaction du procès-verbal, il est à noter que ce remboursement ne doit être effectué que sur la base de la valeur réelle au jour du prélèvement. Exagérer le prix d'un échantillon prélevé s'avère donc une précaution inutile. Ce détail, qui a son importance bien soulignée dans le décret français du 31 juillet 1906, avait été omis dans l'article 41 du D. du 14 octobre 1914.

La primauté du laboratoire officiel. — La primauté du laboratoire officiel est assurée par *l'article 20*. Cet article est inspiré de l'article 22 du décret français. Il souligne la prépondérance du laboratoire officiel sur les laboratoires militaires agréés au titre de la répression des fraudes. La contre-analyse du laboratoire officiel se substitue toujours de plein droit à l'analyse des dits laboratoires. Le Laboratoire officiel restant pratiquement seul habilité en matière de fraudes, cette disposition ne conserve donc de portée qu'en ce qui concerne les laboratoires habilités pour l'analyse des liqueurs anisées (laboratoires du Service de santé d'Oujda, Rabat, Fès, Meknès et Marrakech).

Marchandises arrêtées à l'importation. Possibilité d'une deuxième analyse. — Avec *l'article 21* nous abordons un très important amendement apporté au D. organique du 14 octobre 1914 par le D. du 1^{er} juin 1918. Cet article est la reproduction à peu près intégrale de l'ancien article 42 du D. de 1914 modifié par le D. du 1^{er} juin 1918. Il édicte des prescriptions spéciales à la législation chérifienne, en rendant désormais possible une deuxième analyse avant la mise en œuvre de l'action publique.

Comme en beaucoup de circonstances analogues, l'intérêt de cette modification était apparu à l'administration supérieure à l'occasion d'une affaire contentieuse. L'offensive pour l'obtention de la contre-expertise obligatoire qui ne devait triompher que par l'A. V. du 2 mars 1931 modifiant l'article 24 de l'A. V. du 6 décembre 1928, commençait à être lancée.

Elle trouvait d'ailleurs un accueil favorable auprès du secrétaire général du protectorat de l'époque, M. l'Intendant général Lallier du Coudray. Déjà, ce dernier estimait qu'il semblait fort équitable de donner ainsi tous moyens au prévenu ou à la partie lésée d'établir sa bonne foi, avant que l'action publique ne soit liée, qu'il s'agisse de marchandises en douane dont on n'a pas encore pris livraison, ou de marchandise débitée se trouvant dans le commerce.

Or, jusqu'alors, le D. organique (art. 43 ancien) n'autorisait la contre-expertise que lorsque le rapport était contesté *à l'audience* et

cette expertise était obligatoirement confiée à l'un des laboratoires officiels dont la liste est dressée chaque année par arrêté du directeur des A. E. (soit, à l'époque, du directeur général de l'A. C. C.). Le tribunal était d'ailleurs maître absolu de sa décision.

Le chef des services de l'agriculture de l'époque, M. Malet, considérait cette procédure comme une précaution indispensable. En effet, le D. du 26 février 1918 (1) avait ajouté à l'article premier du D. organique « la tentative d'importer » au nombre des opérations prohibées dans cet article. L'omission de cette formule dans la rédaction originelle du D. avait, en effet, créé des difficultés dans le cas de marchandises déposées en douane, reconnues fraudées et dont le destinataire se refusait à assurer la réexportation. Depuis cette modification, les négociants qui opposaient semblable refus étaient désormais susceptibles d'être poursuivis. En pratique, l'administration ne tenait pas à mettre en œuvre immédiatement et à tout coup l'action publique répressive. Si l'importateur consentait à réexporter son produit, le plus souvent tout était terminé. C'est seulement sur son refus qu'il était poursuivi devant les tribunaux et ce n'est qu'à partir de ce moment qu'il avait la faculté de *demandeur* une contre-expertise.

Or, ainsi que le faisait justement remarquer le chef des services de l'agriculture : « pour les produits arrêtés à l'importation le laboratoire « peut manquer de renseignements sur l'origine du produit, la pré-
« paration spéciale qu'il a subie, renseignements quelquefois de
« nature à faire modifier les conclusions ».

Il n'était donc que juste d'accorder à l'importateur la possibilité d'exiger de l'autorité administrative une deuxième analyse avant que l'action publique n'ait été mise en œuvre. Ce fut l'objet du D. du 1^{er} juin 1918.

Désormais, lorsqu'une marchandise est arrêtée à l'importation (l'établissement de la déclaration en douane étant considéré comme tentative d'importation), l'importateur avisé *sans délai* par le directeur général de l'A. C. C. (actuellement directeur des A. E.) peut demander à ce dernier dans les huit jours une deuxième analyse qui n'est alors jamais refusée. A l'appui de sa demande, l'importateur doit produire tous mémoires ou documents d'ordre technique de nature à modifier l'opinion des experts. Si l'intéressé ne fait pas cette demande ou si la deuxième analyse constate également l'infraction, l'autorité judiciaire est saisie.

Ce texte n'empêche pas l'administration de permettre encore la réexportation par mesure de bienveillance et il laisse d'autre part aux tribunaux la possibilité d'ordonner une contre-expertise.

(1) Que devait compléter à ce sujet le D. du 26 mars 1919.

Tout ceci est fort logique. Par contre, « pour les prélèvements à l'intérieur, cette faculté laissée à l'intéressé n'apparaît que comme un moyen dilatoire dont il userait à chaque occasion et qui ferait double emploi avec la contre-expertise prévue par le texte (D. organique) qui n'aurait plus de raison d'être. Cette deuxième analyse pour la surveillance intérieure pourrait ne pas être sans danger car le laboratoire officiel a souvent des éléments d'appréciation (au sujet des vins de pays, par exemple) qui échapperont aux experts (1) »

Remarque d'autant plus judicieuse que les règles classiques de mouillage des vins de Gauthier, d'Halphen, de Blarez, de Roos, d'un usage courant en France, exigent toute une étude préalable pour leur application éventuelle aux vins du Maroc, au sujet desquels le laboratoire, surveillant à l'époque directement l'importation et accumulant les renseignements à l'origine, peut se prononcer avec autrement plus de certitude qu'un expert de la métropole.

C'est pourquoi, c'est bien en vertu d'une véritable exception qu'une deuxième analyse avant la mise en œuvre de l'action publique fut permise au Maroc pour les seules marchandises arrêtées à l'importation.

Comme nous l'indiquions précédemment, l'article 21 de l'arrêté a respecté à peu près intégralement les dispositions de l'article 42 ancien corrigé du D. organique.

Ces dispositions garantissant les importateurs sont fort louables. La réforme a-t-elle été toutefois suffisante ?

Imaginons le cas d'un importateur de bonne foi qui interprète mal l'économie de notre législation répressive interne. Le cas est assez fréquent. Il importe alors au Maroc un produit qui licite, loyal et marchand en France ou à l'étranger tombe ici sous le coup des lois de notre zone française.

Ne serait-il pas souhaitable d'instaurer une garantie en quelque sorte automatique qui jouerait en subordonnant l'importation dans l'empire chérifien aux résultats d'une analyse sollicitée par l'importateur lui-même qui s'engagerait à renoncer à l'importation dans le cas de résultats défavorables.

Tout en favorisant le commerce honnête, cette disposition nouvelle supprimerait bien des affaires contentieuses et déchargerait d'autant le Service de surveillance de l'administration des douanes. Il y aurait alors à distinguer le « fait d'importation » et le fait « d'offre pour examen préalable à l'importation ».

Les modalités d'une pareille réforme pourraient d'ailleurs être

(1) Lettre du Chef des Services de l'Agriculture à M. le Secrétaire général du Protectorat (25 avril 1918).

utilement recherchées, quant à leurs principes dans la loi des Etats-Unis du 30 juin 1906 sur l'alimentation pure (Section XI : Pure food Bill). Pour éviter les abus, les analyses seraient naturellement effectuées aux frais des intéressés qui préféreraient sans doute cette procédure aux aléas d'une importation dont la conformité aux lois et règlements n'est pas toujours assurée.

Le dernier alinéa de l'article 21 de l'A. V. reproduit le texte de l'ancien article 42 du D. organique (inspiré de l'art. 23 du décret français du 31 juillet 1906). Il est relatif à la procédure suivie par l'administration des douanes pour la constatation et la poursuite des faits constituant à la fois une contravention fiscale et une infraction aux prescriptions de l'arrêté lui-même. A ce sujet nous signalerons un cas intéressant de jurisprudence marocaine. Dans son audience du 7 octobre 1921 (1) le Tribunal de première instance de Rabat a rendu un jugement d'où il ressort : « Qu'en matière d'infraction aux règlements sur l'interdiction de l'absinthe et des liqueurs similaires le Ministère public exerce à la fois l'action publique et l'action fiscale ».

« Que l'administration des douanes et régies n'est pas recevable à se porter partie civile en appel quand elle ne l'a pas fait en première instance.

« Que le dépôt de conclusions au greffe ne vaut pas constitution de partie civile lorsque l'administration n'est pas représentée à l'audience, ni par un avocat, ni par un de ses agents. »

La solution ainsi adoptée par la jurisprudence paraît critiquable. En effet, si le Ministère public est normalement compétent pour requérir les peines de droit commun lesquelles comprennent en l'occurrence la confiscation qui en d'autres matières est une peine pécuniaire fiscale (2), il ne saurait être compétent pour requérir des peines purement fiscales lorsque l'administration n'intervient pas ou ne se porte pas en temps utile partie civile au procès.

En France, la doctrine reste divisée quand au véritable caractère à attribuer aux amendes et confiscations de douanes et contributions indirectes : peines ou réparations pécuniaires. La jurisprudence, prenant une position intermédiaire, leur attribue tantôt le caractère de peines, tantôt celui de réparations civiles.

Or, d'après la législation marocaine « les pénalités pécuniaires ont toujours le caractère de réparations civiles » (art. 12 du D. du 2 juin 1916).

En France, les pénalités pécuniaires fiscales sont normalement demandées par la régie intéressée, sauf certaines exceptions très précises

(1) Recueil de législation et de jurisprudence marocaines, 1922, art. 416, p. 41.

(2) Cass. crim., 19 octobre 1920.

énumérées par la loi dans lesquelles le Ministère public peut en même temps que l'action publique exercer l'action fiscale au profit de l'administration (1).

Il n'existe dans la législation marocaine aucune disposition analogue conférant cette compétence exceptionnelle aux magistrats du Ministère public.

Comme le fait très justement remarquer M. Penant : « Sans doute « ces magistrats sont les successeurs des gens du Roy qui avaient « en même temps que la charge du maintien de l'ordre public celle de « défendre les intérêts privés de la couronne. Mais on n'est plus au « xiv^e siècle et le Ministère public, en l'absence de textes l'y autorisant, « ne peut requérir de condamnation qui ont exclusivement le caractère « de réparations civiles. »

3^o De l'expertise en matière de répression des fraudes.

(A. V. du 6 décembre 1928, articles 23 à 27).

La contre-expertise obligatoire. — *L'article 23* traite de la contre-expertise obligatoire admise seulement après bien des discussions par l'A. V. du 2 mars 1931. Cet article est issu de l'ancien article 43 du D. organique :

« ARTICLE 43. — Lorsque les conclusions du rapport d'analyse sont « contestées à l'audience, le tribunal *peut* autoriser une contre-expertise pour laquelle est utilisé le deuxième échantillon déposé au « greffe. »

Le pouvoir du tribunal était souverain !

Il faut reconnaître qu'il refusait bien rarement d'accéder au désir de la défense, quand la contre-expertise était réclamée.

Il y avait pourtant de bonnes raisons d'être plus circonspect. On constata, en effet, par expérience que, depuis la promulgation du D. et en l'absence de toute précision sur ce point, le tribunal était amené à confier généralement les expertises à des chimistes installés au Maroc. Insuffisamment pourvus de matériel, mal préparés aux travaux spéciaux qu'exige la recherche des fraudes et des falsifications, ils étaient vraiment peu qualifiés pour infirmer les conclusions du laboratoire officiel.

On convint qu'il serait tout de même plus logique de confier les

(1) Loi du 31 mars 1903 (art. 39) ; loi du 28 avril 1816 (art. 53) ; loi du 21 avril 1818 (art. 37) ; loi du 6-22 août 1791 (titre X, art. 23) ; loi du 15 août 1793 (art. 4).

contre-expertises à des spécialistes de la métropole déjà agréés par le ministre de l'Agriculture et dont la compétence et l'impartialité ne pouvaient être suspectées.

Outre les garanties d'exactitude, la réforme ne devait pas manquer d'apporter aux intéressés le bénéfice d'une économie appréciable.

Cette réforme prit corps dans le D. du 19 mars 1916 (art. 3). L'article 43 devint :

« ARTICLE 43. — Lorsque les conclusions du rapport d'analyse sont contestées à l'audience, le tribunal *peut* autoriser une contre-expertise pour laquelle sont utilisés le deuxième et, s'il en est besoin le troisième échantillon déposés au greffe.

« Cette contre-expertise sera obligatoirement confiée à l'un des laboratoires officiels dont la liste est dressée chaque année par arrêté du directeur de l'A. C. C.»

L'envoi à l'analyse dans les laboratoires de la métropole nécessite à l'époque un troisième échantillon de prélèvement destiné à être adressé au contre-expert pour le cas où le premier envoi ne lui parviendrait pas. C'est ce que prévoit l'article 2 dudit D. du 19 mars 1916 qui porte de deux à trois le nombre des échantillons de prélèvement.

Mais le D. du 21 août 1916 devait apporter une modification beaucoup plus importante à l'article 43. L'esprit de la modification apportée fut inspiré par l'expérience d'une affaire litigieuse, « qui permit de constater les inconvénients découlant de communications établies entre négociants poursuivis et contre-experts » (1).

On convint donc de préciser les conditions dans lesquelles les contre-experts pouvaient recueillir les informations de nature à les éclairer. Ce fut l'objet du D. précité. D'où nouvelle rédaction :

« ARTICLE 43. — Lorsque les conclusions du rapport d'analyse sont contestées à l'audience, le tribunal *peut* autoriser une contre-expertise. Cette contre-expertise sera obligatoirement confiée..... colonisation. L'expert sera mis en possession du deuxième et au besoin du troisième échantillon. Il recevra communication des procès-verbaux de prélèvement ; les parties pourront sous délai de quinzaine, à peine de forclusion, déposer entre les mains du juge, les notes, mémoires ou documents qu'elles jugeront de nature à éclairer les conclusions de l'expert. Tous ces renseignements ne pourront être que d'ordre technique et devront être transmis à l'expert par le juge qui aura ordonné la contre-expertise. L'expert pourra provoquer des parties,

(1) Lettre du Directeur de l'Agriculture à M. le Secrétaire général du Protectorat (3 août 1916).

« par l'intermédiaire du juge, tous éclaircissements ou renseignements
« de nature à fixer sa religion ; il sera tenu de ne faire état que des
« communications reçues par la voie du juge. »

« Toute tentative pour fausser les conclusions de la contre-expertise
« sera considérée comme une falsification. »

Telle était donc la procédure au moment de la réforme apportée par l'A. V. du 6 décembre 1928. La matière de l'article 43 du D. fut reprise dans les articles 23 et 24 du dit arrêté.

Le législateur se montre tout de même plus libéral. Désormais l'analyse officielle peut être contestée non seulement à l'audience comme auparavant, mais aussi « en cours d'instruction » et le juge d'instruction peut alors autoriser une contre-expertise (art. 23). L'administration avait pris position. Elle venait de faire front à une violente campagne journalistique tendant à une réforme profonde de la législation marocaine des fraudes. Le Comité des Etudes économiques, dans un rapport-réquisitoire assez mordant, avait rassemblé tous les griefs qui lui paraissaient devoir être faits à l'administration quant au vices essentiels d'une organisation qu'il jugeait mauvaise, injuste, pour ne pas dire inexistante par certains côtés.

Cependant, des commerçants, des industriels influents continuaient le combat. La direction générale de l'agriculture se montra d'autant plus émue de cet impétueux mouvement d'opinion qu'elle était déjà intimement convaincue des défauts essentiels du Service de la répression des fraudes. Entre temps, le 20 avril 1919, le Comité supérieur du commerce et de l'industrie fit accepter par le Résident général un vœu sur l'admission au Maroc de l'expertise contradictoire en matière de fraudes.

Alors, après avoir facilement écarté les revendications excessives et mal fondées dont s'embarrassent trop souvent les protestations à caractère de polémique, la Direction de l'agriculture mit au point un projet où il était tenu compte dans une assez large mesure, des doléances présentées :

1^o quant à l'expertise obligatoire ;

2^o quant à la fixation des méthodes officielles d'analyse.

Nous ne reviendrons pas sur le deuxième point qui a déjà précédemment retenu notre attention (1).

Nous ne reliendrons que la question de l'expertise contradictoire (2).

(1) Cf. *supra*, p. 151.

(2) Entre autres dispositions à modifier dans l'A. V. du 6 décembre 1928, la Direction de l'Agriculture proposait une nouvelle rédaction des articles 20, 21, 22, 24 et 25 dudit arrêté, qui reposait en substance sur les considérations suivantes :

ARTICLE 20. — Dans le cas où le rapport du Laboratoire concluait à une fraude ou à une présomption de fraude ou de falsification, copie de ce rapport était

De l'expertise contradictoire. — L'administration était placée à l'époque devant deux alternatives :

1^o Dans le cadre de la procédure existante, permettre au prévenu de choisir lui-même un contre-expert sur la liste annuelle établie par

transmis par le Directeur général de l'Agriculture, sous pli recommandé, avec avis de réception, soit au propriétaire, soit au détenteur des marchandises, soit, s'il s'agissait de marchandises arrêtées à l'importation, au signataire de la déclaration en douane. Il l'informait en même temps qu'il lui était accordé un délai de huit jours francs pour demander une expertise contradictoire au cas où il contesterait les résultats du Laboratoire officiel..., etc...

ARTICLE 21. — Si l'intéressé contestait les résultats du Laboratoire officiel, il devait désigner dans sa réponse un Laboratoire choisi sur la liste prévue à l'article 23 et qui avait été jointe à la transmission prévue à l'article 20.

Dans ce cas, le Directeur général de l'Agriculture transmettait au Laboratoire désigné un des échantillons déposés dans les locaux prévus à l'article 13 en y joignant copie des procès-verbaux de prélèvement et d'analyse.

De même, tous mémoires, notes et documents d'ordre technique que l'intéressé pouvait juger de nature à éclairer les conclusions de l'expertise, pouvaient être transmis à ce laboratoire, mais seulement par l'intermédiaire du Directeur de l'Agriculture. L'expert avait la faculté de demander tous renseignements susceptibles d'éclairer sa religion.

Toute tentative pour fausser les résultats de l'expertise était considérée comme un aveu de falsification.

L'expert devait alors adresser ses conclusions au Directeur général de l'Agriculture dans le mois qui suivait la date de réception des échantillons. Au cas où le rapport infirmait les conclusions du Laboratoire officiel, il était communiqué à ce dernier, qui devait déclarer sous huit jours s'il admettait les conclusions de l'expert. Dans la négative, il devait formuler ses réserves. Ces dernières étaient alors transmises à l'expert qui était tenu de faire connaître s'il maintenait ou non ses premières conclusions.

ARTICLE 22. — Au cas où l'intéressé avait fait connaître sous huit jours au Directeur général de l'Agriculture qu'il ne contestait pas les conclusions du Laboratoire officiel, ou, s'il n'avait donné aucune réponse dans ce délai, ou encore lorsque l'expertise ayant été réclamée, le Laboratoire officiel informé des résultats de cette expertise maintenait ses conclusions, le Directeur général de l'Agriculture transmettait alors, à toutes fins de droit, au Procureur commissaire du Gouvernement, les rapports d'analyse et d'expertise. Ces rapports devaient être accompagnés des observations du Laboratoire officiel et, s'il y avait lieu, de la réponse de l'expert, des procès-verbaux de l'agent verbalisateur, de la correspondance échangée avec l'intéressé et de l'échantillon déposé dans les locaux prévus à l'article 13.

Il y a lieu de noter qu'à partir de ce moment, la *phase administrative* était terminée.

C'est alors que le Procureur commissaire du Gouvernement saisissait le tribunal ou le juge d'instruction s'il estimait qu'il y avait soit poursuite, soit information à ouvrir.

ARTICLE 24. — Cet article spécifiait que le contre-expert serait mis en possession d'un échantillon et recevrait communication des procès-verbaux ainsi que des rapports d'analyse et d'expertise.

Les parties pouvaient alors, sous délai de quinzaine à peine de forclusion, déposer entre les mains du juge les notes nécessaires ou documents qu'ils estimaient de nature à éclairer les conclusions du contre-expert.

Tous ces documents, était-il dit, seront d'ordre technique et seront transmis par le juge qui aura ordonné la contre-expertise.

Article 25. — Enfin cet article envisageait le cas où les conclusions de l'expertise ou de la contre-expertise entraînaient l'abandon des poursuites. Les frais étaient laissés à la charge du Gouvernement.

le directeur général de l'agriculture. Cette faculté ne lui serait accordée qu'au cas où le juge autoriserait une contre-expertise soit en cours d'instruction, soit à l'audience. Juge d'instruction ou tribunal restait le *dominus litis*.

2° Ou bien, selon l'économie du projet précédent, substituer à la procédure essentiellement judiciaire de la métropole une procédure en grande partie administrative. L'analyse officielle concluant à une fraude peut alors être soumise à la demande de l'intéressé et, avant toute transmission au parquet, à l'expertise contradictoire. La procédure est identique, qu'il s'agisse de marchandises arrêtées à l'importation ou de marchandises déjà importées et livrées au commerce. L'intéressé avisé a huit jours pour présenter sa demande d'expertise. Quand cette expertise est connue il est alors possible à l'administration de solliciter les poursuites en transmettant au parquet les rapports d'analyse et d'expertise, qu'ils soient d'accord ou contradictoires.

Sur une observation précise du Procureur général concernant le désaccord possible des rapports et l'éventualité de l'abandon des poursuites, la Direction de l'agriculture précisait :

« Un désaccord entre eux, même confirmé par une nouvelle consultation du laboratoire officiel, n'entraînerait pas obligatoirement l'abandon des poursuites. »

Selon l'administration, le juge conserverait le pouvoir qui lui est reconnu de prescrire une contre-expertise. Cette position n'était pas sans défauts. Le tableau d'ensemble ci-contre éclairera notre commentaire :

Il faut d'abord signaler que le projet supprimait malencontreusement les dispositions de l'article 21 de l'A. V. relatives à la suspension de l'action publique pendant la procédure d'expertise et au versement préalable d'une provision éventuellement restituable.

On voit, d'autre part, que la législation française a simplifié au maximum la phase administrative de la procédure laissant le soin de l'expertise contradictoire et obligatoire au seul juge qui doit donc accéder à la demande de l'intéressé.

Or, la législation marocaine en vigueur à l'époque n'admet pas l'expertise obligatoire et contradictoire au sens français. L'expertise contradictoire au sens chérifien s'applique seulement à la deuxième analyse que peut demander l'intéressé pour les marchandises arrêtées à l'importation avant la mise en œuvre de l'action publique. L'introduction de cette expertise dans la phase administrative opérée par le D. du 1^{er} juin 1918 trouve son explication dans nos développements antérieurs (1).

(1) Cf. *supra*, p. 156.

EXAMEN COMPARÉ DES PROCÉDURES FRANÇAISE ET CHÉRIFIENNE DANS L'EXPERTISE EN MATIÈRE DE FRAUDES (ANNÉE 1929).

Législation chérifienne en vigueur (A. V. du 6 décembre 1928)	Législation française (décret du 22 janvier 1919) modifié par décret du 31 Décembre 1928	Projet de réforme à législation chérifienne
DEUX CAS A ENVISAGER. 1^o marchandises déjà importées et livrées au commerce (cas général); 2^o marchandises arrêtées à l'importation (cas spécial). 1) <i>Cas général.</i> <i>Phase administrative :</i> Aucune contestation possible de la part de l'intéressé quant aux conclusions du laboratoire officiel. <i>Phase judiciaire :</i> Possibilité de contestation à l'instruction ou à l'audience, le juge restant libre d'autoriser ou de refuser l'expertise demandée par l'intéressé. Si elle est accordée, elle ne présente jamais le caractère contradictoire, c'est le juge qui désigne l'expert sur une liste annuelle arrêtée par le directeur de l'agriculture. 2) <i>Cas spécial.</i> <i>Phase administrative :</i> Réclamation possible par l'intéressé d'une 2^e analyse (délai 8 jours) qui ne peut être refusée. La direction de l'agriculture commet un laboratoire officiel choisi sur la liste précédente. L'action publique est suspendue jusqu'à transmission du rapport d'expertise au directeur de l'agriculture. Si le rapport est positif ou si aucune analyse n'a été réclamée sous huit jours, le directeur de l'agriculture transmet le dossier à l'autorité judiciaire. <i>Phase judiciaire :</i> Commune aux deux cas (art. 22 et 23). Le juge est maître d'ordonner ou non la contre-expertise.	PROCÉDURE UNIQUE. 1^o <i>Phase administrative :</i> Absence d'expertise, de contre-expertise, de 2^e analyse. Il n'est reconnu à l'intéressé aucun droit à cet égard. 2^o <i>Phase judiciaire :</i> a) Le Procureur saisit, selon le cas, le Tribunal ou le juge d'instruction (art. 24). b) L'auteur présumé de la fraude ou de la falsification est avisé par le procureur de la république qu'il peut prendre connaissance du rapport du laboratoire et qu'il a 3 jours francs pour réclamer l'expertise obligatoire prévue à l'art. 12 de la loi du 1^{er} août 1905 (art. 25). c) L'expertise est contradictoire. L'expert du juge et celui de l'intéressé ne rédigent à eux deux qu'un seul rapport. L'intéressé peut choisir un expert en dehors des listes officielles avec l'agrément du juge. Chaque expert peut cependant faire ses réserves propres (art. 26 et 27). d) Si désaccord des deux experts, on a recours à un tiers expert. S'il y a accord d'experts, communication du rapport au directeur du laboratoire pour observations. Il peut en résulter une nouvelle expertise ordonnée par le juge (art. 29). e) L'expert unique n'existe avec approbation de l'intéressé que dans le cas particulier de produits rapidement altérables (art. 18 et 32).	PROCÉDURE EN DEUX PHASES. 1^o <i>Phase administrative :</i> Pour toute marchandise (déjà importée ou arrêtée à l'importation) procédure identique. L'intéressé a 8 jours pour demander l'expertise contradictoire et obligatoire (art. 20 nouveau). Un seul expert (choisi par l'intéressé sur la liste annuelle dressée par le directeur de l'agriculture) — Si le rapport infirme les conclusions du laboratoire, il est communiqué à ce dernier pour observations. — Ces observations sont à nouveau envoyées à l'expert qui sous quinze jours doit faire connaître s'il maintient ou non ses premières conclusions (art. 24 nouveau). — Si les conclusions premières du laboratoire officiel n'ont pas été contestées par l'intéressé ou s'il n'a pas répondu sous huit jours à la lettre du directeur de l'agriculture l'informant de cette analyse, ou bien si le laboratoire officiel maintient ses premières conclusions notwithstanding les résultats de l'expertise, le dossier est transmis au procureur commissaire du gouvernement (art. 22 nouveau). 2^o <i>Phase judiciaire :</i> Aucune modification à la législation en vigueur. Le juge reste maître d'ordonner ou non une contre-expertise.

Entre ces deux tendances, le projet de la direction de l'agriculture constituait une solution hybride qui venait singulièrement alourdir la phase administrative de la procédure, allant à l'encontre des principes généralement établis en matière de répression des fraudes et risquant par surcroît de compromettre les intérêts des personnes mises en cause.

En effet, les formalités d'expertise et de contre-expertise placées en France sous l'autorité du juge y sont ici soustraites. Or, ainsi que le reconnaissait lui-même le directeur de l'agriculture (1) : « Il est certain
« qu'il faut prévoir avec les délais d'envoi des échantillons en France,
« abstraction faite même des incidents de procédure toujours possibles,
« un délai minimum de cinq mois et demi à six mois... le défaut réside
« ici dans l'absence d'experts qualifiés comme ceux de France. »

Le tableau précédent fait nettement apparaître la lourdeur de cette phase administrative.

Au bout de six mois, malgré toutes les précautions prises, il peut fort bien se produire une altération des produits prélevés rendant impossible la contre-expertise dans la phase judiciaire. Devant les conclusions du laboratoire et de l'expert qui peuvent fort bien être dissemblables, pour ne pas dire opposées, le juge devrait tout de même avoir la possibilité d'éclairer sa religion en ordonnant une contre-expertise.

Les lenteurs de la procédure envisagée n'eussent donc pas manqué de créer de sérieuses difficultés.

Certes, malgré la présence d'un seul expert, le caractère contradictoire semble suffisamment marqué. Il résulte alors en fait non point de deux opérations simultanées mais successives. Il faut reconnaître cependant que le projet confère au laboratoire officiel dans la phase administrative de la procédure un rôle particulièrement actif. Outre qu'il peut ainsi fâcheusement engager la responsabilité de l'administration, le législateur enfreint nécessairement les prescriptions de base du D. organique sur la répression des fraudes, en ne limitant pas, comme il conviendrait, l'action de cet organe administratif qu'est le laboratoire officiel, au stade où les marchandises conservent encore un caractère anonyme préalablement à toute action judiciaire.

On pourra objecter qu'en France, le décret du 31 décembre 1928, complétant l'article 29 du décret du 22 janvier 1919, accorde au chimiste officiel qui a formulé la présomption de fraude, un rôle étendu dans la procédure en l'autorisant à émettre des observations sur l'expertise judiciaire. Mais c'est là précaution à titre d'information desti-

(1) Lettre du Directeur général de l'Agriculture à M. le Secrétaire général du Protectorat (13 mars 1930).

née à éclairer le juge. On n'a point recours au chimiste officiel s'il a précisément signé les conclusions contestées. Par ailleurs, si par une importante innovation, le chimiste officiel ainsi consulté peut provoquer une nouvelle expertise, ce n'est qu'indirectement, si le juge l'estime nécessaire.

On pouvait prétendre que la formule de l'expert unique en permettant d'ériger un système d'expertise contradictoire proprement marocain tentait de se rapprocher de la loi française ; qu'elle consacrait par ailleurs une situation de fait puisque la contre-expertise était toujours accordée à l'audience.

La réforme était néanmoins défectueuse. Le tableau précédent fait nettement ressortir la physionomie propre de l'expertise contradictoire française (art. 26 et 29). Au Maroc, l'institution d'un expert unique était inspirée par un esprit différent et marquait une nette divergence avec la loi française.

Sans doute, les juges n'avaient point accoutumé jusque-là de refuser une expertise à l'audience. Tout autre était le fait de subir l'expertise administrative obligatoire avec ses lenteurs et ses dangers que nous avons soulignés.

Les fraudeurs n'eussent point manqué de s'efforcer de l'obtenir pour retarder l'heure de la justice. La formule risquait d'ailleurs d'être proprement inopérante au cas où le délinquant aurait quitté le Maroc.

La réforme n'aboutit pas. De même qu'en 1927, le parquet général, en 1929, dans un esprit purement objectif, et, il faut le reconnaître très rationnel, ne manqua pas de s'opposer à l'institution au Maroc d'une expertise contradictoire même atténuée. Un point cependant restait admis par le parquet général depuis 1927 : l'obligation de l'expertise si elle était demandée à l'audience par le prévenu. A son corps défendant, peut-on dire, il en avait admis le principe, mais avec un seul expert.

Toutefois, la question restait encore pendante en 1929. Elle devait être bientôt reprise sur les instances particulières de M. le Résident général Lucien Saint.

Nous nous plaisons à reproduire ici la requête que Maître Xavier de Borssat, le distingué directeur de la *Revue des Fraudes*, adressait à ce sujet au Résident général Lucien Saint, en 1929 (1) :

« Le décret récent modifiant l'expertise contradictoire (2) est passé dans la période d'exécution et il y a lieu d'espérer que les inconvénients signalés et à craindre seront évités.

« Le principe de la contradiction dans l'expertise, du libre choix des

(1) *Revue des Fraudes* (X. DE BORSSAT), nos 47 et 48, p. 195 (lettre du 21 octobre 1929).

(2) Décret du 31 décembre 1928.

« experts a été affirmé une fois de plus. Comment peut-il se faire que
« le bénéfice de ce principe ne soit pas encore acquis à des pupilles de
« la France, par exemple aux justiciables du Maroc ?

«

« Une mesure excellente pour la métropole qui y a fait ses preuves
« depuis un quart de siècle et qui n'est pas discutée doit être aussi
« bonne pour le pays de protectorat.

« Nous rappelant le bienveillant accueil qu'il y a deux ans, à Tunis,
« M. Lucien Saint, Résident général, voulut bien faire à nous-mêmes
« — en raison de confraternels et agréables souvenirs — et à notre œuvre,
« sachant à quelle haute conscience nous nous adressons, nous lui
« demandons de bien vouloir réaliser une réforme d'équité en intro-
« duisant au Maroc *les modalités françaises de l'expertise contradictoire* ».

M. le Résident général Lucien Saint répondit dans un sens favorable (1) :

«

« Je suis heureux de vous faire connaître que les avantages d'une
« semblable mesure ne m'ont pas échappé et que dès mon arrivée au
« Maroc, j'ai eu l'occasion de donner pour instruction à mes services,
« d'en entreprendre l'étude ; un projet de réglementation a été éla-
« boré en ce sens, et, j'ai tout lieu d'espérer qu'il pourra prendre, dans
« des délais assez prochains, une forme définitive.....

«

Cependant, devant l'intransigeance du parquet général, quelques mois plus tard, la direction générale de l'agriculture abandonna ses propositions antérieures tendant à instaurer l'expertise contradictoire dans la phase administrative de la procédure.

Elle proposa alors deux solutions :

1^o Soit l'adoption pure et simple de la législation française :

2^o Soit l'obligation de la contre-expertise au cas où elle est demandée par l'intéressé qui choisit son expert sur la liste arrêtée par l'administration.

Et ramenant ainsi l'expertise obligatoire dans la phase judiciaire, cette direction réclamait une augmentation du nombre des experts.

L'administration supérieure écarta facilement la première solution. Elle invoqua le manque d'experts qualifiés au Maroc et les entraves qu'un tel système mal réalisé ne manquerait pas d'apporter dans la répression.

Et à ce point de vue, il est bon, de prendre nettement position.

Ainsi que le rappelait dernièrement M. Toubreau : (2) « l'exper-

(1) *Revue des Fraudes* (X. DE BORSSAT), 1929, nos 49-50 (lettre du 26 novembre 1929).

(2) Communication faite au 22^e déjeuner-débat des Nouvelles de la Chimie, 1^{er} 15 mars 1939 (*Revue des Fraudes*, X. DE BORSSAT, n^o 145).

« tise contradictoire, c'est encore comme la clef de voûte de toute
« procédure en matière de répression des fraudes.....
« mais l'histoire de la répression des fraudes se confond un peu avec
« l'histoire de l'expertise contradictoire, car dès le début, lorsqu'il
« s'est agi d'appliquer le système, on s'est aperçu de certains défauts.
« Souvenons-nous bien que lorsque M. Roux a été chargé de prendre
« le Service de la répression des fraudes, il ne lui avait été donné aucun
« crédit spécial. Il n'a pas pu créer de laboratoires d'Etat avec tout
« le personnel de spécialistes qui eut été nécessaire. Il a dû faire appel
« à des laboratoires déjà existants, à des laboratoires municipaux,
« départementaux, qui ont été chargés d'analyser les échantillons qui
« étaient prélevés dans les différents départements. Le laboratoire
« central, qui est le seul laboratoire d'Etat qui a été vraiment créé
« par le Ministère de l'agriculture n'a été fondé qu'en 1908. »

Et M. Toubeau poursuit en montrant comment une quarantaine de laboratoires municipaux et départementaux exécutèrent les premières analyses dites « de triage » car les chimistes n'avaient qu'à se prononcer sur de simples numéros, donc de façon anonyme.

Par le règlement du 31 juillet 1906, le ministre de la Justice avait imposé des formules très étroites. L'expertise était une mesure d'instruction qui suivait l'inculpation.

Dès le début, le directeur du Service des fraudes signala que des anomalies pouvaient très bien se produire dans la composition d'un produit, qui soient susceptibles d'entraîner des divergences dans les conclusions des laboratoires officiels et des experts.

L'article 24 du décret du 22 janvier 1919 a substitué à l'ancienne formule de l'inculpation nécessaire une formule plus large permettant au magistrat d'ouvrir une instruction contre X et de faire pratiquer au besoin l'expertise contradictoire.

Cette procédure ne s'est pas généralisée, d'abord parce qu'elle heurte l'habitude des parquets et aussi parce qu'il n'est pas toujours de l'intérêt de la personne poursuivie d'être interrogée comme témoin et d'être en conséquence privée du secours de son avocat. Une réforme serait souhaitable sur ce point. En attendant mieux, le ministre de la Justice a cru devoir rappeler à ses parquets d'avoir autant que possible à pratiquer des enquêtes afin d'éviter les inculpations prématurées.

Dans l'intérêt de la poursuite, le décret du 31 décembre 1928 a établi une utile liaison jusqu'alors inexistante entre les directions des laboratoires et les experts qui infirmaient les conclusions de ces derniers.

Voici donc de délicats problèmes soulevés en France par le fonctionnement de l'expertise contradictoire.

D'autre part, les experts compétents et spécialisés nécessaires aux contrôles en matière de fraudes ne reçoivent pas actuellement en France la rémunération qu'ils méritent.

« On ne saurait trop insister : dans les questions de répression des « fraudes, l'expert ne doit pas être seulement un scientifique, mais « aussi un technicien très averti de l'industrie et du commerce, car « il est indispensable qu'il connaisse jusque dans les moindres détails « les techniques des industries qui préparent et transforment les « substances sur lesquelles il est appelé à donner son avis (1). »

M. Toubeau propose une réforme qu'il lie étroitement à l'établissement d'une liste nationale d'experts à laquelle collaboreraient et l'administration et le pouvoir judiciaire, le juge possédant toujours la faculté de recourir à un expert spécialiste ne figurant pas sur ladite liste. Cette réforme ne tend rien moins qu'à instaurer une contre-expertise dans la phase administrative préalablement à toute poursuite.

Cette digression peut sembler un peu longue. Elle est pourtant nécessaire. Elle montre la difficulté de perfectionnement de l'expertise contradictoire en France. Que serait-ce au Maroc ?

Trois points essentiels retiendront notre attention :

1^o En France, les analyses « de triage » au sens donné précédemment sont généralement effectuées par des laboratoires agréés. On prévoit une prochaine réforme qui tendrait à soumettre leurs rapports d'analyse au contrôle des laboratoires régionaux de la répression des fraudes dont la contre-analyse se substituerait de plein droit au premier rapport. Ces laboratoires régionaux, particulièrement entraînés dans l'exécution des recherches en matière de fraudes, peuvent relever des erreurs que peuvent facilement commettre des techniciens non spécialisés.

Or, au Maroc, le seul laboratoire officiel, travaillant comme laboratoire central, effectue son travail « de triage » avec un personnel spécialisé qui compte des chefs de travaux ayant jusqu'à vingt-cinq ans de pratique. L'analyse officielle offre toute garantie. De par la nature de ses attributions, le chimiste officiel joue ici un véritable rôle d'expert. Lorsqu'il n'est demandé aucune expertise, son rapport d'analyse peut conduire le prévenu à une condamnation.

En tout état de cause, l'administration se devrait d'ajouter aux solides garanties techniques qu'elle apporte aux inculpés dans la personne de ses chimistes, une garantie d'exactitude et de foi selon la

(1) Communication de M. Georges Wolff, secrétaire général de la Compagnie des experts chimistes près les tribunaux. *Revue des Fraudes*, 1939 (X. DE BORSAT), p. 147.

règle juridique : Ils devraient être assermentés. Ils devraient également signer les bulletins d'analyse.

2^o En dehors du cadre officiel il n'existe pas au Maroc d'expert véritablement spécialisé en matière de fraudes. La rétribution ridiculement basse apportée à ce genre de travail et dont l'indigence a été signalée par M. Toubeau, chef du Service français de la répression des fraudes, n'est point faite pour attirer les compétences métropolitaines. Déjà, en France même, les missions d'experts sont de plus en plus désertées par les gens idoines. Et pourtant, certains travaux d'expertises exigent des spécialistes de plus en plus rares : « Si on prend le cas « des farines, écrit M. Landowsky, il n'y a pas six chimistes en France « capables d'examiner et d'analyser convenablement cette matière « infiniment plus complexe qu'on ne se l'imagine ordinairement (1). »

M. Landowsky est sans doute bien sévère dans son affirmation. Elle contient cependant une grosse part de vérité.

Et que donnerait donc au Maroc l'application pure et simple de l'expertise contradictoire telle qu'elle fonctionne dans la métropole ? Certainement une obstruction systématique dans le développement normal de la procédure déjà suffisamment longue par elle-même. Au reste si l'on examine le tableau des experts agréés près les tribunaux du Maroc (2) pour l'année 1939, on peut constater que sur huit chimistes inscrits se trouvent :

- cinq chimistes du laboratoire officiel, dont le directeur,
- deux pharmaciens,
- un ingénieur agricole, spécialiste en œnologie.

C'est tout. C'est assez peu, semble-t-il.

En admettant encore que toutes les compétences marocaines n'aient point jugé à propos de se faire agréer comme experts, nous ne pouvons nous empêcher de formuler de prudentes réserves, à de très rares exceptions près, quant à la valeur de l'équipement de leurs propres laboratoires.

A supposer qu'on en vienne prochainement à réunir au Maroc un nombre d'experts qualifiés en nombre suffisant, le fonctionnement de l'expertise contradictoire, compte tenu d'une première et sévère sélection pour l'inscription au tableau, devrait être garanti d'une façon très étroite.

Une mesure essentielle, qui ne ferait que reprendre une idée fortement envisagée en France ces temps derniers (3), serait particulièrement bien venue au Maroc. Elle consisterait à obliger les experts à

(1) *Revue des Fraudes* (X. DE BORSSAT), 1939, p. 146.

(2) *B. O.*, n° 1368, p. 39.

(3) *Revue des produits purs et d'origine et des fraudes* (mai 1939, p. 150).

effectuer leurs opérations au laboratoire officiel de Chimie. Mesure temporaire, sans doute, mais qu'une réforme brusquée de la procédure des expertises plus ou moins imposée à l'administration, devrait normalement entraîner, pour une meilleure administration de la preuve.

3^e La réforme préconisée par M. Toubeau et tendant à instaurer une contre-expertise dans la phase administrative préalablement à toute poursuite a déjà été mise en application au Maroc — nous le savons — pour les marchandises arrêtées à l'importation. Et ce sont précisément les raisons qui nous ont conduits ici à adopter cette réforme qui militent pour ne point en étendre l'application aux marchandises déjà importées et lancées dans le commerce local.

En résumé, ces considérations nous conduisent à conclure que ce ne serait pas améliorer la procédure que de transposer actuellement dans le plan marocain le système français de l'expertise contradictoire. C'eût été encore moins plausible en 1930. Le décret du 1^{er} décembre 1935 a bien pu étendre à l'Afrique équatoriale française le bénéfice de l'expertise contradictoire. D'autres décrets ont pu en porter application ou en porteront application dans d'autres colonies.

Nous ne pensons pas cependant que l'on puisse reprocher au pouvoir judiciaire d'avoir, au Maroc, pris à ce sujet une position ferme, qui n'était foncièrement inspirée que par le souci supérieur des intérêts communs en pays de protectorat.

La proposition de la direction de l'agriculture de laisser à l'intéressé le choix de l'expert, fût-ce même sur une liste dressée par l'administration fut nettement combattue par le parquet général dont la position fut, en effet, toujours formelle : acceptation à la rigueur de l'obligation de l'expertise pour le juge. Cette expertise ne sera cependant jamais contradictoire, ni située dans la phase administrative de la procédure. L'expert ne devait à aucun moment devenir le *dominus litis*. L'avis du technicien ne devait pas lier l'opinion du juge.

Il était d'ailleurs fort compréhensible qu'on ne put, avec un expert unique, prendre appui sur les formalités de la législation française où chaque opération d'expertise est contradictoire, où existe la possibilité de nomination d'un tiers-expert et où la surexpertise est même prévue depuis 1928. L'expertise contradictoire ayant été écartée, il n'était pas possible d'accorder le choix de l'expert au prévenu.

La direction de l'agriculture se rallia enfin au projet donnant satisfaction au parquet général et qui devait donner matière à l'A. V. du 2 mars 1934, modifiant l'article 23 de l'arrêté du 6 décembre 1928. Le juge garde donc la faculté de contrôler les conclusions de l'expert. Cela est dit implicitement, discrètement. On a supprimé à dessein du projet primitif toute mention trop affirmative de la puissance du juge.

Elle n'en existe pas moins réellement. Et c'est à quoi l'on voulait aboutir.

Depuis 1931, l'expertise est donc obligatoire. Le moins qu'on puisse dire c'est que la nouvelle procédure d'expertise instaurée n'est point tellement mauvaise. On peut tout au plus reprocher à cette décision sa grande prudence. C'est bien plutôt une sage précaution.

Nous ne sommes plus au temps où un Comité des études économiques pouvait inscrire dans ses diatribes sur la répression des fraudes au sujet de l'expertise : « Il y a là, à la disposition d'une administration « inexperte ou de tribunaux souvent débordés, une arme d'un arbitraire inouï » !

L'administration chérifienne est aujourd'hui riche d'une expérience largement éprouvée. Elle ne fut point d'ailleurs tellement inexperte autrefois et ceux qui la critiquaient aussi âprement eussent probablement fait plus mal. Car, en définitive, il ne s'agit point ici, pour le bien de la communauté, de démolir ce qui paraît mauvais pour instaurer tout aussitôt un ordre de choses nouveau, qui ailleurs semble faire merveille. Pour reconstruire, il faut des matériaux. Ce n'est point chose si facile, même pour les amateurs d'un cartésianisme de commande.

Du rôle auquel est tenu l'expert. — L'article 24 définit les conditions dans lesquelles l'expert exécutera sa mission. Le juge reste l'intermédiaire obligatoire entre les parties et l'expert.

Signalons l'intéressante disposition du dernier alinéa visant à considérer comme un aveu de falsification toute tentative pour fausser les conclusions de la contre-expertise. C'est là une mesure très explicite que ne comporte pas le décret français et dont il y a lieu de se féliciter pour la sûreté de la répression.

Importance du mot : « infirmeraient ». — L'article 25 est la reproduction de l'article 44 du D. organique. Le nouveau texte comporte toutefois une addition importante : « Le rapport de contre-expertise « est-il spécifié, est adressé directement à l'autorité judiciaire *dans le « délai fixé par le juge* ». Les mots en italique ont été ajoutés par l'A. V. On s'est ainsi rapproché de la disposition correspondante de l'article 27 du décret français.

Une particularité rédactionnelle intéressante, existant dans l'ancien article 44, reproduite dans l'article 25 de l'arrêté, mérite d'être relevée : il s'agit du mot « infirmeraient ». La mission confiée à l'expert judiciaire apparaît de la sorte comme celle d'un expert de second degré dont la mission est dès lors de maintenir ou de réformer les conclusions d'un premier expert : le laboratoire officiel.

Cette observation est d'autant plus importante qu'elle vient corroborer l'assertion déjà plusieurs fois donnée ici même, à savoir que les chimistes du laboratoire officiel sont de véritables experts.

Si le législateur eut entendu donner une autre interprétation à leur mission, il n'eut pas manqué d'employer une toute autre expression, par exemple : « dans le cas où ses conclusions seraient *contraires* à celles « de la première analyse. »

L'article manque par ailleurs de précision : dans l'abandon des poursuites, il faut comprendre également sans aucun doute le non-lieu, l'acquiescement et l'affaire classée sans suite.

Il eût été bon de réserver, pour le non remboursement de la valeur, les cas de marchandises falsifiées, corrompues ou toxiques, dont la destruction aurait alors été assurée par les experts (cf. art. 32 du décret français).

L'article 26 est inspiré par l'article 31 du décret français, sauf en ce qui concerne l'expertise contradictoire non admise au Maroc.

En 1928, les moyens de communication étaient déjà suffisamment développés pour que tous documents et observations pouvant éclairer l'expertise soient transmis en trois jours francs comme le veut le décret français. On s'explique mal ce délai supplémentaire de deux jours dans un pays particulièrement chaud où un échantillon, peut-être unique, peut arriver en mauvais état de conservation au laboratoire.

L'article 27 est inspiré de l'article 36 du décret français. Comme dans le cas de l'article 25, il faut noter que le remboursement doit également être effectué au cas où l'affaire est classée sans suite.

Il eût été bon de rectifier, par voie d'erratum, la référence erronée à l'article 18 du texte. Il s'agit en l'occurrence de l'article 19.

CHAPITRE TROISIÈME

LES TRIBUNAUX COMPÉTENTS ET LES PEINES

(D. du 14 octobre 1914, article 18).

SECTION I

Les Tribunaux compétents.

Le dahir du 9 novembre 1918.

Importance de cette réforme. Critique.

Le D. du 14 octobre 1914 réservait initialement la compétence de la répression des infractions à ses dispositions aux seuls tribunaux français. C'était là, d'ailleurs, presque une clause de style revenant dans de nombreux textes : D. du 27 avril 1914 sur l'organisation de la presse ; du 21 juin 1915 sur la police des chemins de fer ; du 4 septembre 1915 sur l'état civil ; du 2 juin 1916 sur le régime de l'alcool...

Depuis le D. du 9 décembre 1938 une compétence particulière a été réservée aux juridictions chérifiennes en matière de répression de certaines fraudes commises en milieu indigène.

Il faut remarquer que le Maroc, pays de protectorat, a conservé sa souveraineté et en conséquence ses tribunaux, qui sont contrôlés par les agents de la puissance protectrice (tribunaux des pachas et caïds, haut tribunal chérifien à Rabat). Cette juridiction maghzen est réglée par les D. des 4 avril 1918 et 8 avril 1934.

La compétence respective des divers tribunaux, issue de la double souveraineté française et chérifienne, est basée sur les principes suivants :

La compétence des tribunaux français s'appuie sur le traité de 1912 en vertu duquel on a pris le décret et le D. de 1913 sur l'organisation de la justice française. Les deux juridictions sont tout à fait indépendantes l'une de l'autre. Il n'existe pas de tribunal mixte pour la résolution des conflits. Le D. du 12 décembre 1928 comporte la réglementa-

tion des conflits de compétence entre les juridictions française et chérienne en vertu des principes suivants :

1^o Les décisions rendues par une juridiction chérienne sont inopérantes lorsqu'une juridiction française s'est déclarée également compétente. En cas de conflit positif, on voit donc apparaître la compétence des tribunaux français.

2^o La juridiction chérienne est compétente, même si elle a rendu un jugement d'incompétence, lorsqu'à propos d'un conflit négatif le tribunal français s'est déclaré incompétent par une décision définitive. Semblable règle, — le fait est à noter — n'eut pu être imposée à une juridiction française par suite de l'interdiction pour un tribunal, établie par le Code d'instruction criminelle, de revenir sur une affaire déjà jugée.

Ce sont les tribunaux de paix qui sont primitivement compétents. — En notre matière, c'est l'article 18 du D. organique qui a traité la compétence des juridictions répressives. La rédaction primitive en était assez concise : « Les infractions au présent D. ou aux arrêtés pris en vue « d'assurer son exécution sont de la compétence des juridictions françaises. »

La compétence exclusive des juridictions françaises s'imposait en 1914. Il convenait, en effet, de ne soumettre les analyses chimiques dont l'interprétation est capitale en la matière, qu'à des juges avertis et instruits de cette procédure. D'indispensables garanties devaient accompagner une répression énergique.

Il est toutefois assez curieux de constater que le D. reste volontairement comme sur une prudente réserve pour déterminer la nature de la juridiction compétente.

Il y est fait discrètement allusion à l'article 33 ancien dans le cas de flagrant délit de fraude ou de falsification ou de destruction avant jugement, de produits nuisibles saisis : il est question du juge de paix.

L'article 40 parle du « greffe du tribunal » sans autre précision. L'article 42 de l'« autorité judiciaire ». L'article 43 du « tribunal » et du « juge », sans plus. Enfin, l'article 44 n'apporte pas d'autre précision en nous apprenant que le rapport de contre-expertise est adressé directement à l'« autorité judiciaire ».

En fait, on jugea bon de confier la répression des fraudes aux tribunaux de paix. C'était évidemment la garantie d'une procédure plus rapide, partant plus efficace en ces temps de l'âge d'or de la fraude, où le Gouvernement aurait été bien mal inspiré de s'apitoyer sur le sort des fraudeurs.

Mais cette procédure plus expédiente ne devait pas tarder à révéler

ses défauts, assez graves d'ailleurs, pour motiver un changement radical de juridiction.

Chacun sait combien peut être délicate la tâche d'un juge de paix. Appelés à juger seuls des affaires difficiles, « embarrassantes », sans soutien, presque sans contrôle, n'ont-ils pas l'excuse d'être quelquefois exposés à d'humaines défaillances de leur science. Et même sans cela, en matière de fraude, l'opinion publique peut être facilement orchestrée par des journalistes régionaux qui s'étonnent eux-mêmes en se révélant un jour de fougueux défenseurs de la veuve et de l'orphelin, de bouillants redresseurs de torts. De là à glisser sur le plan politico-social, il n'y a qu'un pas. Il est vite franchi. En jouant des cordes sensibles du capital et du travail plus ou moins savamment opposés, les fraudeurs et leurs amis cherchent à abattre le juge à travers l'homme. Le juge de paix offre à ces attaques une vulnérabilité particulièrement grave. L'homme et le juge ne font qu'un aux yeux de l'opinion. C'est là le danger ! Sa situation est d'autant plus délicate que sa compétence est singulièrement plus étendue au Maroc qu'en France ; et il est astreint, en outre, à de nombreuses audiences foraines en dehors de son siège.

Il était juste de remédier à cette défectueuse organisation. Dans le même ordre d'idées les délits de presse ne sont-ils pas déférés aux Tribunaux de première instance ?

Compétence des tribunaux de première instance (D. du 9 mars 1928). — Ces préoccupations ne furent certes pas étrangères à la réforme opérée par le D. du 9 mars 1928 qui vint décider que les tribunaux de première instance connaîtraient directement de toutes les poursuites en matière de fraudes à charge de statuer dans tous les cas en premier ressort seulement.

Par ailleurs, la modification apportée par le D. précité offrait l'incontestable avantage d'assurer une meilleure unité de jurisprudence en dernier ressort.

Désormais le jugement devient impersonnel. On n'a aucune raison d'attaquer publiquement l'un ou l'autre des trois juges. L'indépendance des magistrats n'en est que mieux assurée.

Inconvénient de la réforme du 9 mars 1928. — Tout porte ainsi à croire que la réforme fut heureuse. Pratiquement elle révéla pourtant un gros inconvénient : l'encombrement des juridictions d'instance.

On considéra un instant comme un remède en quelque sorte providentiel à cette situation la promulgation au Maroc de la loi Dessein du 21 juillet 1929.

Nous donnerons bientôt notre opinion sur la faible portée pratique

de cette innovation du D. du 26 juillet 1930. Quand nous ajouterons qu'en ces derniers temps on pouvait encore constater que 90 % des affaires de fraudes étaient envoyées aux tribunaux de première instance, où la procédure est la plus complexe, et que les quatre cinquièmes de ces affaires concernaient des fraudes sur le lait, on juge facilement du peu d'efficacité des dispositions du D. du 26 juillet 1930.

La réforme que nous proposerons à ce sujet s'avérerait autrement plus efficace en renvoyant au tribunal de simple police la foule des fraudes courantes qui vraiment ne nécessitent guère l'apparat d'un tribunal de première instance.

Une innovation fondamentale quant à la compétence des juridictions : le dahir du 9 décembre 1938. — Mais une nouvelle modification de l'article 18, fondamentale d'ailleurs, devait récemment orienter dans une voie nouvelle l'évolution de la répression des fraudes dans cet empire. Il s'agit du D. du 9 décembre 1938. Son importance exceptionnelle nécessite une citation *in extenso*.

Après un court exposé des motifs précisant « qu'en vue d'accroître les moyens d'action des pouvoirs publics dans la recherche et la répression de certaines fraudes que *l'expérience révèle difficile à saisir* », le D. énonce :

« ARTICLE PREMIER. — Dans les circonstances urbaines et rurales de notre Empire, les mohtasibin ainsi que les agents du Maghzen qui seront spécialement désignés, sont qualifiés pour procéder, de concert avec le personnel déjà compétent en matière de répression des fraudes, aux recherches, constatations et diverses opérations afférentes à la répression des fraudes, dans le cas où il s'agira de marchandises, denrées ou produits, les uns et les autres de caractère local, fabriqués, exposés, détenus en vue de la vente, mis en vente ou vendus par des sujets marocains installés dans les medinas ou quartiers indigènes.

« ARTICLE 2. — Dans les mêmes cas et par complément aux dispositions de l'article 18 du D. du 14 octobre 1914 (23 Kaâda 1332), modifié par le D. du 19 mars 1928 (16 Ramadan 1346), la répression des infractions aux prescriptions du dit D. ou de tous arrêtés pris pour son exécution, sera de la compétence des juridictions chérifiennes.

« ARTICLE 3. — Notre Grand Vizir fixera la date d'entrée en vigueur du présent D. et prendra les mesures nécessaires pour en assurer l'exécution » (1).

(1) L' A. V. du 7 mars 1939 marque la date d'entrée en vigueur du D.

ORIGINES DE CETTE RÉFORME.

L'initiateur de la réforme : M. le contrôleur civil Orthlieb. — Il faut voir à l'origine de cette réforme fondamentale l'influence éclairée du chef de la région de la Chaouïa, le regretté contrôleur civil Orthlieb, aujourd'hui décédé. Il n'était pas seulement un administrateur remarquable. Ancien officier, instruit à la rude école du « baroud », M. le contrôleur Orthlieb, à l'instar de tous les anciens collaborateurs du maréchal, avait su puiser, dans ces contacts souvent rudes avec les frustes populations du Moghreb, l'art de les mieux connaître... et aussi de les mieux aimer. Leur histoire, leurs aspirations, leurs besoins, il en savait mieux que d'autres l'importance.

Le 23 juin 1933, il note un grave mécontentement parmi les populations des classes moyennes et pauvres de Casablanca à l'occasion de fraudes répétées et excessives sur le pain indigène (Kesra).

D'accord avec le chef des services municipaux de Casablanca, il avise le chef du service des contrôles civils en apportant des propositions concrètes comme remède à la situation. Il dénonce les difficultés soulevées par l'application de notre législation des fraudes lorsqu'il s'agit de denrées spécifiquement indigènes. Le service de la répression des fraudes, seul compétent en la matière, est par ailleurs tellement occupé, la procédure est tellement lente et compliquée, que pratiquement les auteurs indigènes de fraudes ou de falsifications sur les denrées exclusivement consommées par les autochtones sont quasiment assurés de l'impunité.

Contre de telles entraves, que peut l'autorité déficiente des aminat, que l'on ne soutient plus ? Était-il donc logique de laisser lentement se désagréger l'autorité corporative puisque certaines fraudes que « l'expérience révèle difficiles à saisir » étaient, nous l'avons vu, durement sanctionnées autrefois par les aminat et les mohtasibin ?

M. le contrôleur Orthlieb le comprend si bien qu'il propose de revenir en l'occurrence aux vieilles coutumes et institutions du pays avec l'incontestable avantage des sanctions rapides.

Les premiers projets de réforme. — Le chef du service des contrôles civils, reconnaissant facilement le bien-fondé de ces observations, en fait un exposé au secrétariat général du protectorat. Il joint même à son envoi un projet de D. et d'A. V. pour une solution à intervenir.

Le D., qui tendait à compléter l'article 18 du D. du 14 octobre 1914, présentait la modification suivante :

« ARTICLE 18. — Toutefois, seront déférés aux juridictions maghzen « les sujets marocains de droit commun qui se rendront coupables de

« ces infractions à l'occasion de la vente ou de la fabrication de marchandises, de denrées alimentaires et de produits agricoles de consommation spécifiquement indigène et dont la liste sera fixée par arrêté de notre grand vizir. »

L'A. V. venait compléter l'A. V. du 6 décembre 1928 qui est venu remplacer, comme nous le savons, les articles 32 à 44 du D. organique et régler la procédure en matière de fraudes.

Il habilitait, en conséquence, pour procéder aux recherches, opérer des prélèvements et éventuellement des saisies, outre les agents déjà nommés à l'article 3 du dit arrêté, le mohtasib et les aminat en ce qui concernait « les fraudes ou les falsifications commises dans la vente ou dans la falsification des marchandises, des denrées alimentaires ou des produits agricoles de consommation spécifiquement indigène et livrés par des fabricants ou des commerçants marocains de droit commun.

Les produits visés étaient d'ailleurs précisés : pains indigènes de farine de blé, de maïs et d'orge ; beignets et pâtisseries indigènes ; les viandes hachées ou boucanées ainsi que les préparations culinaires qui en dérivent ; les matières ou denrées d'origine locale couramment vendues chez les « bekkal » (1), telles que le henné, le rassoul (2), le miel, les huiles d'olive et d'argan non épurées, le savon noir, le beurre et les graisses indigènes. »

Il était également précisé que les articles 6 et 27 de l'A. V. du 6 décembre 1928 (procédure de saisie, prélèvement et analyse) n'étaient pas applicables aux saisies et prélèvements d'échantillons opérés par le mohtasib et les aminat.

Opposition de la Cour d'appel et de l'administration. Les objections.

— Cependant les chefs de la Cour d'appel consultés sont défavorables à la réforme proposée et n'acquiescent pas au dessaisissement des juridictions françaises.

Quant à la direction de l'agriculture elle agit d'une façon qui donne à penser qu'elle ne saisit pas encore très bien la portée sociale de la réforme. Et elle semble tellement loin des préoccupations des contrôles civils lorsqu'elle repousse *a priori* toute idée de collaboration avec les aminat et les mohtasibin ! (3)

Outre ces prises de position qui échappent à tout commentaire, la principale objection faite à la modification proposée consistait à rappeler qu'aux termes des D. du 4 août 1918 et 23 avril 1926, les pachas et caïds ne pouvaient prononcer de peines supérieures à deux

(1) Epicier indigène.

(2) Silicate complexe, riche en métaux alcalins, à fort pouvoir détersif.

(3) Lettre du Directeur général de l'A. C. C. à M. le Secrétaire général du Protectorat (28 septembre 1933).

ans d'emprisonnement et 2.000 francs d'amende ou à un an d'emprisonnement et 1.000 francs d'amende selon que leur mahakma était ou non contrôlée par un commissaire du gouvernement. Hors de ces limites, disait-on, on tombe dans la compétence du Haut Tribunal chérifien définie par l'article 1^{er}, § 10 du D. du 4 août 1918 instituant cette juridiction.

L'argumentation consistait alors à opposer à ces peines celles prévues au D. du 14 octobre 1914 et qui sont, nous le savons : 500 à 10.000 frs d'amende et 3 mois à 2 ans d'emprisonnement (article 11) ; 500 à 10.000 francs d'amende et 6 mois à 3 ans d'emprisonnement (article 12) ; 500 à 20.000 francs d'amende et 6 mois à 6 ans d'emprisonnement (article 13) 100 à 5.000 francs d'amende et 3 mois à 1 an d'emprisonnement (article 16).

Et en conclusion les opposants faisaient ressortir qu'il n'était guère souhaitable d'envoyer la plupart des délinquants au Haut-Tribunal chérifien. C'eut été une réforme à rebours.

Des conceptions différentes s'affrontent entre services. — Le chef du service des contrôles civils n'en maintient pas moins son point de vue et celui de ses collaborateurs. Il fait alors remarquer que s'il y a en fait beaucoup de fraudes dans les milieux indigènes et notoirement à Casablanca, ces fraudes prises une à une sont de peu d'importance. La plupart du temps, elles sont le fait de petits marchands ou fabricants et l'on pourrait presque toujours les sanctionner par des peines d'amende ou de prison dont le taux n'excède pas les limites de la compétence des pachas et caïds.

Et il ajoute : « si la procédure actuellement en vigueur pour la répression de ces fraudes donne pleine satisfaction lorsqu'il s'agit de produits de consommation européenne, elle se heurte dans les médinas à des particularités et à des difficultés que seul permettrait de vaincre l'emploi des auxiliaires traditionnellement spécialisés dans la surveillance des corporations et du commerce indigène (1).

Le problème est à nouveau nettement posé.

La direction générale de l'agriculture de l'époque maintient néanmoins son point de vue. Elle propose seulement de collaborer avec les mohtasibin et les aminat en les commissionnant annuellement, se réservant le droit de révoquer la commission en cas de faute ou d'insuffisance dans le service.

Les services techniques de cette direction ne peuvent pas déceler la multitude des fraudes courantes en milieu indigène. Et cependant la

(1) Lettre du Chef du Service des contrôles civils au Secrétaire général du Protectorat (7 décembre 1933).

direction de l'agriculture s'obstine à considérer les autorités musulmanes que d'autres services plus instruits des choses d'Islam lui proposent, seulement comme des auxiliaires, des indicateurs.

Ces divergences entre services font nettement ressortir, ainsi que le montre M. le professeur Rolland, l'existence d'une vie propre du service, indépendamment du fait qu'il relève d'une personne morale. Comparant, à juste titre, service public et entreprise privée il écrit (1) : « Cette vie du service, elle est faite comme la vie de l'entreprise d'une série de choses, d'une série de petits événements, de petites habitudes, qui pris seuls n'ont pas grande importance et ne retiennent pas beaucoup l'attention. Mais ils constituent un tout. Tel service est ainsi conduit d'une certaine manière, avec un certain esprit : il a ses habitudes, bonnes ou mauvaises, ses coutumes et ses traditions. Par là même, *il se différencie d'autres services voisins, poursuivant des tâches qui ne sont pas très différentes des siennes*. Il y a comme un esprit, comme une mentalité de chaque service public, de même qu'il y a comme un esprit, comme une mentalité de chaque entreprise privée.

« Cette vie propre du service elle se marque évidemment à l'extérieur, dans les rapports qu'a le service avec les gouvernants, avec les autres services. Les relations entre services publics méritent en particulier une extrême attention. A leur examen se révèle précisément l'existence de cette vie profonde des services. Si des difficultés apparaissent, si des cloisons étanches semblent, à certains moments, exister entre certains services..... c'est avant tout le résultat de pratiques, d'habitudes constituant des phénomènes de vie..... »

Où apparaît la carence du service des fraudes dans la répression en milieu indigène. — Dans cette lutte de conception, qui l'emportera, de l'administration orthodoxe ou des hommes de l'école de Lyautey pour une nouvelle évolution de la répression des fraudes dans l'empire ?

Il est encore difficile de le prévoir, mais la force des arguments apportés avec une louable ténacité par le chef du service des contrôles civils ne laisse pas d'être convaincante :

« Il est bien évident, écrit-il, que l'action des mohtasibin et de leurs auxiliaires n'aura d'utilité que si la loi consacre le pouvoir de surveillance dont ils sont traditionnellement investis et que si les fraudes et les falsifications relevées par eux sont immédiatement sanctionnées en justice. »

N'est-ce point un peu dans ce sens, que pour réagir devant l'impuissance des services compétents à faire cesser le trafic excessif des margarines en milieu indigène pour la fraude des beurres, son Excellence le

(1) Prof. L. ROLLAND, *Cours de droit administratif* (doctorat, 1937).

Grand Vizir a jugé utile de mander les instructions suivantes aux moh-tasibin de l'Empire : « Il est parvenu à la connaissance de S. M. le
« Sultan, sur la foi d'un rapport de la direction générale de l'agricul-
« ture que des fraudes sont commises par des marchands de beurre qui
« mélangent cette denrée avec d'autres produits tels que la margarine,
« dont la consommation pourrait ne pas être autorisée par la loi isla-
« mique. Les importateurs ont pu convaincre les marchands maro-
« cains que ces produits sont à base végétale et que par conséquent les
« musulmans peuvent en consommer. Or, ces fraudes ont dépassé
« toutes les limites. Il en résulte un gros préjudice pour les musulmans.

« S. M. le Sultan a été très mécontente d'apprendre que de pareils
« faits avaient pu se produire au vu et su du moh-tasib, dont *la première*
« *attribution est la recherche des fraudes* et a ordonné de vous faire des
« observations à ce sujet.

« Elle a ordonné également de vous prescrire de faire *le nécessaire*
« *AFIN DE RÉPRIMER toute fraude de cette nature.* »

Salut.

Fait par ordre de S. M. le sultan le 3 choul 1352.

Le Grand Vizir

MOHAMED EL MOKRI.

Nouvelles propositions des contrôles civils Critique. — Cependant, fin 1933, le chef du service des contrôles civils formulait de nouvelles propositions tendant à ce que les sanctions du D. du 14 octobre 1914 soient *abaissées* au regard de la répression des falsifications des denrées et produits vendus aux indigènes, afin que la connaissance de ces infractions ne soit pas écartée du domaine de la compétence normale des pachas et caïds.

Il va sans dire qu'il y avait là une conception peu juridique du droit pénal. En effet l'abaissement à raison de la qualité de l'auteur et de la victime de l'infraction relève d'une théorie qui n'a cours ni dans la doctrine, ni dans les législations positives modernes et plus particulièrement dans le droit pénal français. Au surplus une telle mesure n'eut pas manqué de prêter à critique dans certains milieux et d'aller à l'encontre du but poursuivi.

Pour tourner la difficulté on envisagea alors d'assurer la compétence des pachas et caïds non plus par une diminution légale des peines, mais par une correctionnalisation des infractions en milieu indigène.

Et à l'appui de cet argument nouveau on invoquait le paragraphe 10 du Guide en matière de justice maghzen. Le service des études législatives saisi de la question, jugea comme précédemment, en ce qui con-

cerne la diminution légale des peines, qu'il y avait une impossibilité absolue à cette proposition nouvelle.

Se plaçant sur le terrain de droit positif il faisait en effet remarquer que le terme correctionnalisation désigne la pratique suivie depuis près d'un siècle devant les tribunaux de France par le Parquet et les juges d'instruction à l'égard des infractions qui comprennent un élément principal qualifié délit mais qui en raison des circonstances aggravantes, dont cet élément principal est accompagné, sont passibles de peines criminelles. Cette pratique d'ailleurs créée et généralisée pour des raisons d'opportunité procédant du fonctionnement des cours d'assises et en dehors de toute disposition législative, consiste en effet à poursuivre, devant le tribunal correctionnel et non plus devant la cour d'assises, les infractions en question. En fait, on en écarte les éléments accessoires ou les circonstances aggravantes et on n'en retient que l'élément principal, c'est-à-dire le délit.

Il faut reconnaître l'influence de droit pénal français dans la correctionnalisation suivie devant les juridictions maghzen en vue de dessaisir le Haut-Tribunal chérifien de la connaissance de certaines infractions au profit de mahakmas de pachas ou caïds.

Or, il est bien noté au paragraphe 10 du guide en matière de justice maghzen que la correctionnalisation se « limitera aux délits qui par les « circonstances aggravantes sont qualifiés crimes. »

Mais par contre, on trouve dans le même paragraphe la condition suivante, à savoir : « que l'échelle des peines applicables par les pachas « et caïds permette de punir comme il convient les infractions en question... » Cela revient à écarter de la correctionnalisation les infractions qui considérées comme de simples délits sont punies de peines supérieures à celles que peuvent prononcer les pachas et caïds et qui du fait des règles régissant le Haut-Tribunal chérifien demeurent de sa compétence.

Ceci posé, il convient de remarquer que les infractions au D. du 14 octobre 1914 constituent uniquement des délits. On ne peut à aucun moment les qualifier crimes car elles présentent un caractère d'unité qui ne permet pas de distinguer d'une part un élément principal, d'autre part des éléments accessoires ou circonstances aggravantes susceptibles d'être écartées. Par ailleurs ces infractions sont punies de peines supérieures à celles que peuvent prononcer les pachas et caïds en vertu des D. organiques du 4 août 1918 et 8 avril 1934.

Et le service des études législatives concluait que la correctionnalisation des infractions visées ne pouvait être envisagée, la non réalisation d'une des conditions précédemment rappelées étant d'ailleurs suffisante à elle seule pour empêcher l'application de cette pratique.

La réforme est à nouveau examinée. — Les arguments les plus sérieux étaient, on le voit, opposés aux partisans de la réforme. Ces derniers, persuadés de l'urgence et de la nécessité de leur proposition n'en continuaient pas moins à travailler à sa réalisation.

Le conseiller du gouvernement chérifien estima, à son tour, que l'article premier, § 2, alinéa 2 du D. du 4 août 1918 fixant la compétence des pachas et caïds en matière pénale ne pouvait constituer un obstacle sérieux à l'aboutissement du projet (1). Il montrait en effet que rien ne s'opposait, surtout depuis le D. du 8 avril 1934 accordant des garanties nouvelles aux justiciables à ce que les pouvoirs des pachas et caïds ne soient limités qu'en ce qui concerne les peines d'emprisonnement. Ces magistrats, à l'instar des juges de paix, pouvaient donc connaître des délits n'entraînant pas de peines supérieures à 2 ans de prison quel que soit le taux de l'amende prévue ou encourue (2).

L'article premier, avant dernier alinéa du D. du 4 août 1918, instituant le Haut Tribunal chérifien, devait par voie de conséquence être également modifié en ce sens.

Grâce à ces modifications, les peines prévues par le D. du 14 octobre 1914 ne dépasseraient pas la compétence des pachas et caïds et le principe du double degré de juridiction serait respecté.

Le conseiller du gouvernement chérifien proposait également que si l'on ne tenait pas à modifier le D. du 4 août 1918 il était encore possible d'admettre le projet en discussion en limitant la compétence des magistrats indigènes :

1^o Aux infractions aux arrêtés municipaux (article 14 du D. du 14 octobre 1914).

2^o Aux infractions au D. du 14 octobre 1914 et aux arrêtés viziriels pris pour son exécution lorsqu'elles ne se confondent avec aucun délit de fraude ou de falsification (D. du 26 juillet 1930).

« Du reste, concluait-il, les dispositions du D. du 12 décembre 1928 « réglementant les conflits de compétence entre juridictions françaises « et juridictions chérifiennes sont suffisantes pour que les mesures « d'ordre public prévues par la législation du D. sur la répression des « fraudes soient largement sauvegardées en cette matière. »

De la nécessité de la réforme. — Telles étaient les discussions entre services. Et cependant en 1927, 1933, 1934, 1935, les autorités politiques continuent à signaler que la complexité de la procédure des fraudes, jointe à la lenteur des poursuites aboutissent à une véritable carence de

(1) Lettre du conseiller du Gouvernement chérifien au Secrétaire général du Protectorat (22 juin 1934).

(2) Le D. du 23 mars 1938 a donné compétence illimitée aux pachas et caïds en matière d'amendes.

la répression. Elles traduisent leurs sentiments à cet endroit avec toute la force que leur confère l'expérience du milieu indigène : « le mohtasib « n'a pas besoin du secours du laboratoire pour déceler de la terre dans « une « kesra » ou de la viande avariée dans une brochette. Le mohtasib « sait où est la fraude. Il la saisit à la source à l'inverse du laboratoire « qui la constate laborieusement alors *qu'il est parfois trop tard*. Il faut « remettre en vigueur la recherche et la répression maghzen. »

Autorités de contrôle, autorités municipales, toutes dans leurs ressorts respectifs sentent, comprennent qu'il faut une nouvelle orientation à la répression des fraudes en milieu indigène.

L'avis du service des fraudes est non moins intéressant.

Il reconnaît franchement qu'en milieu indigène, même urbain, la compétence exclusive des tribunaux français gêne l'action répressive. Les indigènes n'ont point d'état civil. Il s'ensuit des changements propices de résidence tournant à la disparition lorsque l'individu est inquiet. L'arrestation préventive ne saurait d'ailleurs jouer avec quelque chance d'efficacité. Dans un pays de petit artisanat comme le Maroc on aboutirait facilement à une poussière de procès et à l'encombrement des parquets. La difficulté est telle que dans nombre de cas le service des fraudes a dû tourner la règle de la compétence exclusive des tribunaux français pour aboutir à une répression efficiente.

Une fraude est-elle signalée à Ben-Ahmed, à Settât, à Petit-Jean sur le lait ou sur les laines par exemple, l'affaire est alors passée à l'autorité de contrôle qui la défère le cas échéant au tribunal du caïd. Il y a eu, dit-on alors, violation de l'arrêté local relatif au cas de l'espèce. Notons, en passant, que cet arrêté n'existe pas toujours !

Mais quelle règle invoquer dans les villes municipales pour tourner aisément cette règle de la compétence exclusive des tribunaux français. On a recours à l'article 3, § 3 du D. organique municipal du 8 avril 1917, qui confère au pacha entre autres pouvoirs de police celui de régler les conditions de vente des denrées et produits de première nécessité et également celui de réglementer le colportage.

A Rabat, le Service des fraudes a dû utiliser un véritable expédient pour essayer de neutraliser la vente clandestine de margarine dans les milieux indigènes. Et en la circonstance c'est à la collaboration du mohtasib qu'il a dû faire appel. Il lui a demandé d'obliger tout colporteur de margarine (qu'il vende aux européens ou aux indigènes) à venir déposer sa marchandise à sa mahakma. On explique au délinquant que le colportage n'est pas régulièrement autorisé. Le colporteur n'en demande pas davantage. Il a hâte de prendre le large, facilitant d'autant la saisie de l'objet du délit. La procédure normale serait inopérante : un faux nom, une fausse adresse... et la marchandise et son détenteur sont vite hors de portée.

Or, il fut facile de constater, qu'attribuer compétence aux tribunaux maghzen pour la répression de ces nombreux petits délits revenait à n'enlever rien de positif aux tribunaux français. C'était en somme légaliser une pratique répressive qui s'était instituée en dehors d'eux.

Au reste, ces derniers ne sont-ils pas encombrés. Le Tribunal de Casablanca est particulièrement surchargé. A la connaissance du Service des fraudes, à Casablanca, vingt-cinq prélèvements opérés entre le 1^{er} octobre 1937 et le 31 mars 1938 attendaient encore une solution à la fin du 2^e trimestre 1938.

Une décision rapide s'impose, décision délicate bien qu'inspirée par les plus généreux mobiles. Il ne s'agit rien moins, en effet, que d'apporter une restriction à la compétence des tribunaux français. Il ne correspondrait pas à la réalité que l'acte pénal se traduisit comme une sorte de régression par une reconnaissance d'impuissance. S'il est désirable d'assurer aux indigènes une justice plus rapide, plus efficace, faut-il encore qu'elle présente pour les justiciables de suffisantes garanties.

Aboutissement du projet. — La question fut alors reprise en 1938 sous l'impulsion personnelle de M. le Directeur E. Durand, adjoint à M. le Délégué à la résidence générale. Dépouillant le sujet de ses obscurités, de ses imperfections, M. E. Durand aboutit à la rédaction définitive du projet qu'il présenta personnellement avec un souci poussé de forme et de fond à l'approbation de la commission restreinte du 1^{er} septembre 1938 qui l'adopta. Ce devait être le D. du 9 décembre 1936 précédemment cité.

Les mohtasibin sont confirmés dans leurs fonctions. — Une remarque s'impose dès l'abord. Il eut été possible d'habiliter les mohtasibin en matière de répression des fraudes par un simple arrêté du directeur des A. E., en application de l'article III de l'A. V. du 6 décembre 1938. C'était la solution préconisée par la direction des A. E. Ce procédé eut manqué d'élégance et eut failli au respect des vieilles et respectables traditions de l'Islam. Nous avons suffisamment insisté sur ce que fut à l'origine l'importance de la charge du mohtasib, sur ce qu'elle représente encore de noble aux yeux des lettrés musulmans.

En l'espèce, il ne s'agissait point tellement d'habiliter que de confirmer un très ancien serviteur du maghzen dans des fonctions à rénover. Cette nuance n'échappa point à M. E. Durand lorsqu'il déclara à la commission : « pour marquer le caractère traditionnel des fonctions « du mohtasib il faut les rappeler dans un D. et leur redonner un « lustre perdu depuis l'établissement du protectorat. »

Notons également que l'habilitation des chefs des corporations (aminat) préconisée, comme on l'a vu, par M. le contrôleur Orthlieb, n'a pas été retenue. Il n'y a pas lieu de s'en étonner. L'ancien prestige corporatif a tellement perdu de sa force réelle que nous ne sommes pas éloignés de croire que dans l'état actuel les aminat sont plutôt considérés au sein des corporations comme des « concurrents » que comme des « gardes » des disciplines du métier au vieux sens corporatif. Cet état de fait ne sera que passager. Nous avons confiance que sous l'active impulsion de M. le Général Noguès, résident général, la rénovation corporative ne sera pas un vain mot. Elle restituera, bientôt, espérons-le, à ces auxiliaires indispensables du mohtasib, toute la force qui fut la leur dans les siècles passés pour renouveler le prestige des vieilles corporations dans le cadre de l'économie impériale française.

DES CONDITIONS D'INTERVENTION DE LA JURIDICTION MAGHZEN.

Ainsi qu'on peut s'en rendre compte à la lecture, trois conditions apparaissent nécessaires dans le D. pour commander l'intervention du mohtasib et la compétence des tribunaux chérifiens :

1^o *Une condition de statut personnel.* — Sont seuls visés les sujets marocains de droit commun ressortissant normalement à la justice maghzen. Les étrangers, les sujets français, les protégés français des pays sous mandat, les marocains ex-protégés des puissances étrangères ne peuvent être traduits que devant les tribunaux français.

On n'aura garde en conséquence d'oublier de mentionner la nationalité du délinquant sur le procès-verbal de constat.

2^o *Le caractère LOCAL « des marchandises, denrées ou produits ».* — Le chef de la Cour d'appel insista tout spécialement sur la nécessité de souligner cette qualité. Le membre de phrase « les uns et les autres de caractère local » ne laisse donc aucun doute sur la généralisation voulue.

Qu'entendre exactement par « caractère local » ? C'est là une expression qui substituée aux mots « spécifiquement indigènes » du projet primitif étend singulièrement la portée du texte. Il ne s'agit point seulement en l'occurrence des marchandises, des produits dont l'origine indigène est certaine mais encore de ceux dont l'origine est suspecte. Leur défaut d'identification appelle alors leur assimilation avec les produits locaux. La farine est livrée au commerce en sacs plombés munis d'étiquettes indiquant l'origine du produit. Un sac est-il trouvé ouvert en « medina » pour la vente au détail, la garantie d'origine dis-

paraît alors et le produit vendu revêt le caractère local. De même l'absence d'emballage d'origine pour certains poivres rouges espagnols ou certains safrans français et espagnols prive ces produits d'une garantie réelle et les fait considérer comme produits locaux.

Il en est de même des beurres et graisses alimentaires vendues en vrac et sans marques, des huiles d'olive et d'argan vendues dans de simples bouteilles non étiquetées..., etc... En somme le caractère « local » ne se réfère pas tellement à l'origine première du produit qu'au lieu où se commettent les fraudes et falsifications à surveiller.

3^o *L'infraction sera relevée dans les « medinas et quartiers indigènes ».*
— L'intervention spéciale de M. Blanc du Collet, chef du bureau des études législatives eut pour effet de renforcer la généralisation de la surveillance dans les quartiers indigènes par l'insertion du mot « medina ».

Cette clause territoriale se fonde non seulement sur le caractère local de la magistrature du mohtasib, mais encore sur le caractère présumé de la majeure partie des acheteurs et sur leurs moyens personnels de défense contre les tromperies (1).

Le plan d'aménagement des villes doit servir de moyen pratique de délimitation. Ainsi que le souligne M. E. Durand c'est là le procédé couramment utilisé par les tribunaux en cas de contestation de l'espèce. Il est bon de s'y référer.

Il est bien peu probable que le parquet revendique une affaire transmise au tribunal du pacha ou du caïd, sauf le cas bien extraordinaire où l'inculpé viendrait se plaindre à lui. En ce cas, d'après le D. du 12 décembre 1928 sur le règlement des conflits de juridiction, le tribunal français serait aussitôt saisi. La circulaire résidentielle admet également que le classement établi pour le tarif des impôts aidera à résoudre les difficultés qui pourraient surgir.

« En règle générale, les souks ruraux seront assimilés aux quartiers indigènes. Pour les quelques centres où il n'est fait aucune discrimination entre secteurs européens et indigènes, l'autorité de contrôle consultée se référera au principe énoncé plus haut : l'adaptation de la répression des fraudes aux moyens propres de défense de la clientèle normale (2). »

« **Le Haut Tribunal chérifien.** — Ces trois conditions nécessaires et suffisantes étant réunies l'intervention de la juridiction maghzen des pachas et caïds pourra avoir lieu quel que soit le taux de l'amende

(1) Circulaire résidentielle, n^o 189, S. G. P. du 3 janvier 1939.

(2) Circulaire résidentielle, *loc. cit.*

encourue ou à encourir (1) à condition que la peine d'emprisonnement n'exécède pas deux ans. Dans ce cas le Haut-Tribunal chérifien sera normalement saisi. Il devra également l'être :

1^o à l'égard de tous les cas de récidive (art. 11 du D. du 14 octobre 1914, alinéa 2). ;

2^o en cas de vente de viande d'animaux morts de maladies contagieuses ou abattus étant atteints de maladies déterminées (art. 12 du D. du 14 octobre 1914).;

3^o s'il s'agit de produits nuisibles à la santé de l'homme ou des animaux (art. 13 du D. du 14 octobre 1914).

La circulaire résidentielle d'application. — La question s'est posée de savoir s'il convenait selon la formule autrefois préconisée par M. le contrôleur Orthlieb d'énumérer les produits locaux ou bien de prendre un texte d'ordre général. Cette deuxième solution fut préférée. Une circulaire résidentielle relative à l'application du D. du 9 décembre 1938 est venue préciser et la forme et le fond de la nouvelle procédure. Elle énumère, en français et en arabe, les denrées soumises au contrôle direct des mohtasibin en vue de la répression des fraudes et des falsifications.

Nous voulons croire que cette circulaire ne constituant comme tout texte de ce genre qu'un élément d'information pour le personnel chargé de l'application du D., ne saurait être affectée d'un caractère limitatif. Elle n'a, espérons-le, dans l'esprit résidentiel qu'un caractère indicatif car elle comporte en soi une grosse lacune. En effet, nous ne trouvons place nulle part dans le texte pour les laits et produits de laiterie. Et pourtant n'est-ce pas précisément sur ces produits que s'exercent plus particulièrement les falsifications dans les médinas ? Ne sont-ce pas les affaires de mouillage de lait qui encomrent plus spécialement les tribunaux de première instance ?

Les mohtasibin sont gens assez experts pour utiliser un lactodensimètre. Eux et leurs aides peuvent disposer de moyens de dépistage qui échappent aux agents du cadre de la répression des fraudes.

Certains ont pu lancer l'affirmation plutôt gratuite que les musulmans, principalement dans les nombreux cafés maures et crémeries des médinas, buvaient consciemment des laits chauds mouillés à 50 %. Si un certain mouillage n'était pas respecté le breuvage perdrait paraît-il de sa saveur. Disons tout de suite que l'astucieux commerçant pour parer aux méfaits physiques de l'évaporation de l'eau de constitution du lait qu'il maintient chaud dans un récipient

(1) Depuis le D. du 22 mars 1938.

ad hoc refait une synthèse à sa façon en incorporant un volant de mouillage qui le met largement à l'abri des surprises de la concentration.

Le musulman tout comme l'européen goûte son lait naturel et s'il aime l'additionner d'eau c'est à coup sûr en connaissance de cause. Et c'est bien ce qu'ont pu nous affirmer au cours de l'interview qu'ils ont bien voulu nous accorder Si Driss el Mokri mohtasib de Fès et Si Terrab Mohtasib de Meknès.

L'on pourra objecter que la répression des falsifications sur les laits est plus sévèrement exercée par les tribunaux français qu'elle ne le serait par les tribunaux maghzen. Il n'y a là rien de convaincant. L'influence du commissaire du gouvernement saurait utilement s'exercer devant les tribunaux maghzen pour une répression tout aussi sévère et autrement plus rapide, donc plus efficace.

Il est en tout cas regrettable qu'une denrée de première nécessité comme le lait, base de l'alimentation du premier âge, soit officiellement soustraite de la liste des marchandises soumises au contrôle des mohtasibin, dans une réglementation nouvelle qui a précisément pour objet de l'étendre.

EXAMEN CRITIQUE DE LA RÉFORME.

Action insuffisante des délégués prévus par la circulaire résidentielle.

— L'opportunité de la réforme ainsi réalisée ne fait aucun doute. Il est par contre prématuré de se prononcer sur ses effets. L'idée dominante qui ressort de la circulaire résidentielle est que l'action des mohtasibin doit être coordonnée avec celle des inspecteurs de la répression des fraudes. C'est là qu'est vraiment le point délicat. Il importe surtout de ne pas interpréter à contre sens l'intention résidentielle. Coordination ne doit pas être pris au sens de subordination complète.

Jusqu'à cette réforme par nonchalance ou parti-pris les mohtasibin de l'empire, en grosse majorité, ont pratiqué la facile politique du laisser-aller. A la rigueur, et, selon leur tempérament, ils consentaient à orienter les recherches des inspecteurs de la répression des fraudes.

Le D. du 9 novembre 1938 les a, il faut le dire, un peu surpris. Ceux qui se complaisaient dans une béate résignation sont ennuyés d'avoir à assumer une responsabilité. Ils se montrent le plus souvent incapables de réaffirmer l'autorité perdue. Les autres, et nous savons qu'ils sont minorité, estiment être incapables d'exercer une action efficace en matière de fraude, étant donné les moyens propres de répression dont ils disposent. Et qu'arrive-t-il ? L'inspecteur des fraudes, déjà débordé

par des opérations administratives et techniques de toute nature pour lesquelles certains inspecteurs semblent avoir d'ailleurs un penchant plus marqué que pour le contrôle propre des fraudes, est à chaque instant alerté par le mohtasib. Ce dernier ne sait se passer de la présence de l'inspecteur, du poids de son autorité vis-à-vis des commerçants, des artisans en « médina » et cela même pour des fraudes bénignes mais répétées et méritant des sanctions rapides.

D'autres mohtasibin, puissants personnages déchus, considérant qu'ils « sont encore zéro » ne se dérangent même plus.

Pour parer, dans une certaine mesure, à cet état de choses, la circulaire résidentielle a prévu dans les principales villes de l'empire l'institution de délégués des inspecteurs de la répression des fraudes à désigner par le directeur des A. E. sur la proposition du chef de région ou de territoire.

Qu'on nous pardonne cette critique, mais, c'est là mesure proprement inopérante. Ces délégués seront vraisemblablement des fonctionnaires déjà en place, assumant une responsabilité, ayant une compétence déterminée. Il n'y a pas à attendre d'eux un rendement supérieur à celui que donnèrent autrefois les commissaires de police dans l'exercice de la répression des fraudes. Et ce ne serait pas heureux.

Il faut restituer aux mohtasibin leur ancienne qualité de magistrat avec les pouvoirs afférents à leur charge. — A vrai dire, la réforme réalisée par le D. du 9 décembre 1938 est incomplète. Nous l'avons déjà noté : avant de demander aux mohtasibin une collaboration effective dans la répression des fraudes, ne convient-il pas de leur restituer leur autorité perdue ? Le D. de nomination de ces agents de maghzen doit-il être en contradiction avec la collaboration qu'on attend d'eux. Sont-ce oui ou non des magistrats ? La circulaire résidentielle semble bien l'affirmer.

En fait, notre nouvelle politique artisanale ne renforce-t-elle pas certaines attributions du mohtasib, ne lui en confie-t-elle pas de nouvelles ?

Plus que jamais ils doivent présider au renouvellement des aminat et à la formation des conseils de corporation. Leur participation effective doit être prévue dans les conseils d'administration des coopératives artisanales créées par D. du 8 juin 1938, dans les comités de direction des caisses de crédit indigènes, dans l'examen des demandes de prêt ou de secours aux artisans, dans l'organisation du comptoir artisanal marocain. L'importance économique et politique de premier plan de ces organismes nécessite le contrôle constant d'un mohtasib qui soit conscient de la responsabilité de sa charge. Des textes récents ont utilisé leur compétence à cet effet à Fès, à Rabat, à Marrakech...

Quand, après le D. du 22 mai 1919, le D. du 3 novembre 1934 institua l'estampille d'Etat pour garantir l'authenticité d'origine, la bonne qualité et le caractère indigène de la production artisanale relative aux industries et arts du tissu et de la broderie, du cuir, du métal, du bois, de la céramique, etc... l'apposition de cette estampille ne fut-elle pas confiée aux soins du mohtasib ?

L'A. V. du 12 décembre 1935 ne leur confia-t-il pas également l'apposition de l'estampille sur les articles de cuir marocain ?

Définissant les grandes lignes de sa politique artisanale, la commission centrale de l'artisanat marocain, instituée par arrêté résidentiel du 25 mars 1937, a envisagé un contrôle strict de la qualité de la production en étendant le champ d'application de l'estampillage. Et à ce sujet, le rôle actif des mohtasibin et des aminat lui est apparu des plus nécessaires. L'arrêté résidentiel du 1^{er} juillet 1936 portant institution de comités économiques régionaux avait eu recours à la collaboration du mohtasib.

Il est regrettable que le D. du 7 juillet 1937, relatif aux mesures de contrôle général des prix, n'ait pas davantage insisté sur le contrôle traditionnel de police imparti au mohtasib en cette matière.

Il faut établir le statut des mohtasibin. — Mais, puisqu'après vingt-huit ans on a retrouvé les mohtasibin, ne convient-il pas aujourd'hui de les doter d'un statut ? Ne convient-il pas de reconstituer leur mahakma où ils jugeraient eux-mêmes dans les limites d'une compétence de simple police par exemple les multiples fraudes des médinas.

La plupart du temps, à Casablanca, le pacha retenu par des obligations officielles, délègue à son tribunal un de ses khalifas. Qu'attendre, en vérité, d'un mohtasib, subordonné du point de vue judiciaire aux décisions d'un khalifa de pacha ?

Il y a là quelque chose qui heurte la susceptibilité de personnages cultivés qui ont autrefois brigué la charge de mohtasib de préférence à celle de pacha... « pour l'amour de l'action, pour le goût du travail » (1).

Agissant librement dans les limites d'une compétence retrouvée, le mohtasib centraliserait les différentes affaires à sa mahakma. Aux jours d'audience, réglés par accords avec l'inspecteur des fraudes et le commissaire du gouvernement près le tribunal du pacha ou son délégué qui l'assisterait obligatoirement, il rendrait sa sentence et par ce fait même retrouverait un prestige qui faciliterait singulièrement sa tâche de surveillance des corporations.

Tous s'accordent à reconnaître la haute autorité, l'influence remar-

(1) Interview de Si Ahmed Terrab, mohtasib de Meknès.

quable sur les corporations de Si Ahmed Terrab mohtasib de Meknès, de Si Driss el Mokri, mohtasib de Fès. Ne sont-ce pas précisément les deux seuls mohtasibin de l'empire qui tout récemment encore faisaient figure de magistrats ?

Certes, ils n'infligeaient plus... officiellement des peines d'emprisonnement. Mais ils punissaient de peines d'amendes souvent sévères. Il y a quelque deux ou trois ans, Si Terrab avec l'accord de Sa Majesté le Sultan n'a-t-il pas infligé une amende de 2.500 francs à un boucher israélite fautif de spéculation illicite ?

Malgré l'institution des commissaires du gouvernement Si Driss el Mokri ne continua-t-il pas pendant plusieurs années à imposer sa forte personnalité aux artisans frondeurs de la vieille capitale fassie, sous l'égide, il est vrai, du vénérable El Bagdadi, le célèbre pacha de Fès, aujourd'hui décédé.

Remué par ces souvenirs, Si El Mokri avec un frémissement à peine contenu de peine et de regret que l'on devine amers, nous livre son sentiment : « Quand Bagdadi est mort, on a creusé deux tombes : la sienne et celle de Hisba ! » Image contrastée, saisissante et bien dans le ton musulman, mais... il faut l'avouer assez juste.

Nous l'avons déjà écrit, nous y insistons encore. Il faut restituer au mohtasib, dans le cadre de nos institutions modernes, la partie des pouvoirs de police inhérente à ses fonctions.

L'étude que nous avons faite précédemment des pouvoirs passés de ce magistrat suffit à expliquer notre demande. Ce serait faire injure à la logique que d'espérer une action utile d'un magistrat sans délimiter au préalable le domaine de sa compétence.

Avec la restitution au mohtasib de sa qualité effective de magistrat, le bénéfice du double degré de juridiction serait aisément prévu. Au tribunal du pacha ne seraient centralisées que les affaires plus importantes et ce serait encore une amélioration dans la répartition des instances. Il est d'ailleurs un principe unanimement reconnu en milieu musulman au Maroc : a seul la qualité de *chef*, celui qui *juge*, celui qui sanctionne ses décisions.

Redonner au mohtasib ses pouvoirs répressifs sous la forme que nous préconisons est la réforme de base qui doit présider à la rénovation de la discipline corporative et à l'essor des corporations chérifiennes.

La garantie de l'appel, la collaboration suivie des commissaires du gouvernement écarteraient toute possibilité d'arbitraire. Nous croyons fermement que pareille réforme rencontrerait non seulement l'adhésion des autorités municipales, mais encore celle des autorités maghzen intéressées. Si par aventure, quelque grand de cet empire trouvait à critiquer cette décision, ne serait-ce point l'indice que son autorité a dépassé le cadre de ses attributions propres dans l'administration

uniforme du pays. Ce serait une raison de plus d'unifier dans l'ordre nouveau la compétence répressive des mohtasibin.

Notre enquête poursuivie tant dans les milieux musulmans qu'auprès des services techniques nous permet de souhaiter la réalisation prochaine de cette réforme. Elle offrira le double avantage de rendre plus effective la répression des fraudes et de respecter les traditions anciennes du Chrâa. — On ne peut souhaiter meilleure harmonie.

De la nécessité d'une réforme des cadres de la répression des fraudes en accord avec la nouvelle politique indigène. — Par ailleurs, la circulaire résidentielle déjà citée nous montre la nécessité de l'intervention extra-judiciaire répétée de l'inspecteur des fraudes pour ouvrir la procédure prescrite par l'A. V. du 6 décembre 1928. Nous avons montré précédemment que ces agents ne pouvant normalement faire face à toutes ces obligations il avait été prévu des délégués pour les suppléer. Nous avons dit notre sentiment sur le peu d'efficacité de cette mesure.

La règle fondamentale de la continuité des services publics ne peut être raisonnablement sauvegardée que par la collaboration d'agents spécialisés et rompus à leur métier. Or la collaboration du Service de la répression des fraudes avec les agents du maghzen appelle deux conditions :

a) l'expérience du métier d'agent de prélèvement qui ne saurait être confié à un amateur ;

b) la connaissance indispensable de l'arabe.

Et il ne s'agit point tant de nommer des délégués que de compléter le cadre vraiment squelettique de la répression des fraudes du Maroc. L'évolution très particulière amorcée par le D. du 9 décembre 1938 commande ici une réforme qui sera spécifique au Maroc comme l'est l'institution propre des mohtasibin.

1° Il s'agit de créer des agents de liaison entre l'inspecteur de la répression des fraudes et le mohtasib, sans frais nouveaux appréciables pour le protectorat.

Ces agents qui auraient le titre de « contrôleurs du Service des fraudes » seraient recrutés au concours, au sein de l'administration parmi les commis, citoyens français, de toutes classes présentant un minimum de cinq ans de services civils dans l'administration du protectorat, un maximum de quarante ans d'âge avec la correction d'usage pour les services militaires.

La possession du diplôme d'arabe dialectal serait exigée. Une échelle de traitement pourrait être étudiée accordant à ces fonctionnaires des avantages voisins de ceux des préparateurs du laboratoire officiel de chimie.

Après un certain temps de pratique à déterminer, ces fonctionnaires bien que non diplômés pourraient être admis à concourir pour l'emploi d'inspecteur de la répression des fraudes au même titre que les préparateurs du laboratoire officiel concourent pour l'emploi de chimiste.

Nul doute que la perspective d'une vie particulièrement active, l'exercice d'une profession intéressante et la possibilité d'accéder aux grades supérieurs ne tentent la demi-douzaine de commis nécessaires pour pourvoir les six inspections de la répression des fraudes du Maroc de ces nouveaux agents.

Adjoint à l'inspecteur de la répression des fraudes, le contrôleur par sa connaissance de l'arabe serait particulièrement désigné pour la répression des fraudes en milieu indigène. Sa connaissance de plus en plus approfondie des pratiques autochtones le conduirait non seulement à collaborer utilement en liaison avec le mohtasib et l'inspecteur des fraudes au sens du D. du 9 décembre 1938 mais encore pour la découverte des fraudes plus importantes au sens étendu du D. du 14 octobre 1914.

Il semble qu'il y a là matière à réalisation équitable compte tenu de l'augmentation *nécessaire* du personnel de la répression des fraudes et des possibilités budgétaires qui ne seraient pas trop affectées.

2^o Le D. du 9 décembre 1938 appelle l'attention sur « les agents du maghzen qui seront spécialement désignés... »

Il s'agit surtout en l'espèce des Khalifas de mohtasibin. Ces adjoints des mohtasibin existent à Casablanca, Rabat et Fès.

Sans que l'on songe le moins du monde à bousculer l'état de choses existant, nous voudrions qu'à l'occasion d'une mise au point que nous souhaitons prochaine du statut des mohtasibin l'on en vint à un recrutement rationnel des khalifas. Tout en précisant les fonctions juridictionnelles des mohtasibin, la commission de réforme de la justice indigène pourrait étudier cette réalisation.

Le progrès pourrait doucement s'instaurer par degrés. Et en la circonstance les charges de mohtasibin seraient réservées aux personnages d'élite distingués par Sa Majesté le Sultan parmi ses sujets les plus remarquables quant à la pureté de leurs mœurs et au respect des saines traditions coraniques. Le ou les khalifas qui doubleraient obligatoirement les mohtasibin seraient alors choisis au concours parmi cette jeunesse marocaine instruite dans nos facultés de droit et dont le rôle consisterait dans une adaptation rationnelle et prudente des vieux principes aux règles nouvelles.

Le choix des khalifas pourrait également s'exercer parmi les interprètes musulmans des contrôles civils, réputés comme sujets d'élite, pour lesquels une solide expérience administrative suppléerait de façon étudiée à l'absence de diplômes universitaires français.

Il serait toujours temps, plus tard, quand l'évolution serait bien amorcée, d'organiser également le recrutement des mohtasibin par concours en réservant toutefois un pourcentage défini des places à pourvoir au choix exclusif de Sa Majesté le Sultan.

* * *

Ce sont là quelques suggestions qui nous ont été inspirées davantage par la réalité, par les réactions du milieu, que par le simple point de vue doctrinal.

Si Driss el Mokri, Si Ahmed Terrab les grands mohtasibin de l'empire que nous avons déjà nommés, fidèles serviteurs de Sa Majesté le Sultan et de la France, et, d'autres sans doute dont la personnalité est moins accentuée mais dont les intentions sont louables brûlent du désir d'agir mais avec la dignité qui convient à des magistrats.

Il n'est pas admissible qu'un homme de la rue, convaincu de fraude ou de falsification, traduit devant le mohtasib à sa mahakma puisse établir en sa fruste intelligence une comparaison matérielle défavorable au mohtasib entre le tribunal de ce dernier et le bureau d'un quelconque commis de contrôle civil. L'appareil judiciaire se doit d'être digne. Il ne faut pas que l'on puisse nous dire : « Je ne vous « montrerai pas mon tribunal, Monsieur, car il est tellement délabré « que j'en suis confus ».

Certes, la France a pu négliger pendant quelques années l'importante magistrature du mohtasib. Elle ne l'a pourtant pas oubliée. Et n'est-ce point justement la force du génie colonial français de savoir observer, comprendre et au besoin amender.

Nous avons confiance qu'une nouvelle Hisba renaitra bientôt dans le cadre de l'économie moderne, forte et disciplinée, produit d'une évolution naturelle, sous les couleurs françaises, du Maghreb el Acsa au Maroc d'aujourd'hui.

SECTION II

Les Peines.

(D. du 14 octobre 1914, titre II, articles 11 à 18).

1^o Généralités.

2^o L'évolution dans la répression. (La loi Dessein. De l'utilité d'une réforme nouvelle).

1^o GÉNÉRALITÉS.

Les pénalités. Leur sévérité. — Le Titre II du D. organique (articles 11 à 18) est relatif aux pénalités. Leur rigueur voulue par la Commission frappe au premier examen. Alors que le projet de M. Roux ne comportait aucune pénalité chiffrée, laissant le soin d'en débattre à la Commission, le projet de M. Landry ne présentait pas, dans l'ensemble, une sévérité supérieure à celle du décret tunisien du 27 janvier 1897.

Comme nous l'avons déjà signalé (1), le projet de la direction de l'agriculture qui se présentait primitivement comme un moyen terme entre le projet de M. Landry et la législation française, fut délibérément modifié par accroissement de la sévérité des peines. Le taux des amendes et des peines d'emprisonnement de notre D. organique dépasse nettement aujourd'hui encore celui de la loi française du 1^{er} août 1905.

Le tableau comparatif que l'on trouvera plus loin des pénalités des deux législations française et chérifienne actuelles facilitera l'explication de nos développements. Il montre facilement que les pénalités instituées par le D. du 14 octobre 1914 sont, en général, plus élevées et plus rigoureuses que celles de la loi française. Les peines d'amende et d'emprisonnement mentionnées à l'article 11 correspondent dans leurs minima et maxima aux peines les plus élevées de la législation française.

L'article 12 relatif aux viandes provenant d'animaux malades caractérise un renforcement de pénalité spécial à la législation marocaine. Il n'existe pas d'article analogue dans la loi du 1^{er} août 1905. Toutefois, la jurisprudence de la Cour de cassation donnant une portée générale au § 2 de l'article 3 de la loi française du 1^{er} août 1905, vise par là les animaux vivants destinés à être abattus pour servir à l'alimentation humaine (2). La disposition correspondante existe également à l'alinéa 2 du § 2 de l'article premier du D. organique. Les événements de 1914 et la nécessité d'assurer dans les meilleures conditions l'approvi-

(1) Cf. *supra*, p. 97.

(2) Cass. crim., 16 février 1928 (D. H., 1928, p. 184).

sionnement du corps d'occupation, ont conduit le législateur marocain à accentuer en cette matière la sévérité de la répression.

L'article 13 traitant de la question des produits nuisibles à la santé de l'homme ou des animaux, augmente fortement le tarif des peines prévues dans la loi française pour le même délit. Notre texte ne distingue pas, comme le fait la loi française du 1^{er} août 1905, si le commerce des produits nuisibles à la santé de l'homme ou des animaux est constitutif d'un délit de détention ou de falsification. Les peines sont uniformément très élevées et portées dans tous les cas au double des maxima.

La récidive. — La récidive peut également faire doubler les pénalités. L'article 463 du Code pénal (1) est applicable même en cas de récidive (article 17) comme dans la loi française, ce qui laisse aux tribunaux un grand pouvoir d'appréciation.

Il est à noter que l'article 17 spécifie comme l'article 8 de la loi du 1^{er} août 1905, que « les tribunaux en cas de circonstances atténuantes » pourront ne pas ordonner l'affichage et ne pas appliquer l'émersionnement. » (article 17, alinéa 2).

On pourrait être tenté de se poser la question de savoir si, en cas de récidive légale et de circonstances atténuantes, les tribunaux ont le pouvoir de ne pas ordonner la peine accessoire de l'affichage. Il est vraisemblable que ce pouvoir ne saurait leur être reconnu. En effet, l'alinéa 2 de l'article 17 est indépendant de l'alinéa 1 qui seul se rapporte à la récidive. Dans ces conditions, l'application du seul article 463 du Code pénal en cas de récidive, n'exerce aucune influence sur la peine de l'affichage qu'il ne prévoit pas (2).

En rendant l'affichage obligatoire en cas de récidive, la législation marocaine paraît conforme à cette jurisprudence.

Notons que la récidive constituant simplement une circonstance aggravante de la peine sans transformer la nature de l'infraction, ne peut influencer sur la compétence.

De la confiscation. Impossibilité initiale de son application aux faux poids et aux fausses mesures. — Dans la loi française, la peine de la confiscation est réglemantée par l'article 6. L'acquiescement du fait de la bonne foi ne s'oppose pas à la confiscation. Toutefois, celle-ci n'est applicable que si les objets appartiennent encore au vendeur ou au détenteur et s'ils constituent des infractions aux articles 3 et 4.

(1) Le D. du 12 février 1929 a rendu applicable dans la zone française de l'Empire chérifien la loi du 29 déc. 1928 sur les circonstances atténuantes portant modification du § 9 de l'art. 463 du Code pénal.

(2) Cf. en ce sens : Paris, 28 nov. 1913. *Gaz. des Trib.*, 17.1.1914.

La confiscation n'est pas applicable aux marchandises constituant des infractions aux règlements d'administration publique, selon l'article 13.

Dans les cas de fraude (articles 1 et 2) la confiscation n'est encourue qu'en cas de condamnation.

Dans la législation marocaine, la confiscation est généralisée aux cas de fraude ou de falsification définis au Titre I^{er} du D. organique. Point n'est besoin que les marchandises appartiennent encore au vendeur ou au détenteur : « Les tribunaux peuvent *toujours* prononcer la confiscation des marchandises ou des produits... et, en général, de tout matériel ayant servi à perpétrer ou à tenter de perpétrer une fraude ou une falsification... » Cette pénalité ne s'applique pas en cas d'infraction aux mesures réglementaires selon le D. du 26 juillet 1939, ni au commerce des produits falsificateurs.

La peine de la confiscation fait l'objet de l'article 15 de notre D.

Dans sa teneur primitive, cet article était ainsi rédigé :

« Les tribunaux pourront toujours prononcer la confiscation définitive des marchandises ou produits qui auront fait l'objet de la fraude ou de la falsification et en ordonner la destruction s'ils sont dangereux pour la santé publique.

« Ils pourront également assurer la publicité du jugement par affiches, dans les lieux qu'ils désigneront et par tous autres moyens qui leur paraîtront efficaces. »

On remarquera tout de suite que, contrairement à la législation française (loi du 1^{er} août 1905, article 6) la législation marocaine ne prévoyait pas la confiscation des poids et autres instruments de pesage, mesurage ou dosage faux ou inexacts.

Dans ces conditions, les juges de paix, magistrats alors chargés de la répression des fraudes, se trouvaient dans l'impossibilité de prononcer accessoirement à la peine principale la confiscation des faux poids et des fausses mesures provisoirement saisis à titre de pièces à conviction.

On pouvait incliner à penser que la généralité de l'article 14 du D. sur la procédure criminelle put permettre au juge d'ordonner cette confiscation par application des dispositions de l'article 481 du Code pénal français.

En effet, cet article a été remplacé en France par l'article 5 de la loi du 27 mars 1851, puis, après, par l'article 4 de la loi du 1^{er} août 1905. Cependant, si cette substitution de dispositions de lois postérieures au Code pénal, aux prescriptions de l'article 481 avait eu pour effet de le faire tomber en désuétude, elle ne paraissait pas l'avoir abrogé.

Malgré tout, à la réflexion, le premier alinéa de l'article 480 se trouvant retranché du Code pénal par l'abrogation implicite résultant de la loi de 1905, il paraissait difficile d'admettre l'application, en ce qui avait

trait aux faux poids et aux fausses mesures, des dispositions de l'article 481 qui est en rapport étroit avec ledit article 480.

Le D. du 14 octobre 1914 devait donc nécessairement être remanié. Il le fut sur l'instigation de M. le Procureur général Landry qui expliqua nettement l'utilité de la modification à apporter.

« L'article premier du D. du 14 octobre 1914 prévoit la tromperie « sur la quantité de choses livrées à l'aide [de poids, mesures et autres « instruments faux ou inexacts.

« Mais la lacune d'un texte sur la confiscation des poids et autres instruments de mesure inexacts tient à une situation que je fis ressortir « lors de l'examen du projet de D. sur les fraudes en août 1914, lors « d'une séance de la Commission...

« Il n'existe, en effet, en zone française du Maroc, aucun régime légal « des poids et mesures. Je demandais en 1914, sinon la promulgation « du système métrique français, réalisé depuis par l'Espagne dans sa « zone, mais tout au moins la confection dans chaque centre d'un « tableau de références des poids et mesures locaux par rapport au système métrique français.

« Ce résultat ne put être obtenu.

« Il en résulte que la poursuite des faits de vente à faux poids ou à « fausses mesures est légalement impossible dans notre zone et que « seuls tomberaient sous le coup de la loi les gens qui tromperaient « autrui en lui vendant pour un poids ou un volume déterminé des « denrées à l'avance pesées ou mesurées et répondant à un poids ou un « volume qui ne serait pas atteint.

« Mais nous n'atteindrons pas les détenteurs de faux poids et de « fausses mesures, jusqu'à la promulgation d'un système légal de poids « et mesures et jusqu'à la publication par centre de tableaux des poids « et mesures locaux avec équivalence par rapport au système métrique « français.

« C'est la réforme d'autant plus urgente que les commerçants, gênés « par le D. sur les fraudes dans leurs opérations d'intoxication du « public, remédient à cet inconvénient par tromperie méthodique sur « la quantité bien difficile à atteindre pour les raisons que je viens « d'exposer. »

Dans l'article 4 de son projet de D. sur les fraudes, il faut reconnaître que M. le procureur général Landry avait prévu les mesures qu'il préconise ici même. Il est regrettable que la commission, pour des raisons d'ordre politique qui dépassent le cadre de cette étude, n'ait pas cru devoir le suivre.

Quoi qu'il en soit, les observations du procureur général faites en juin 1917, portèrent leur fruit. La direction de l'agriculture, en octobre

de la même année, propose, en l'absence d'un texte légal sur les poids et mesures, d'introduire une simple phrase incidente dans le § 1^{er} de l'article 15 :

« ARTICLE 15. — Les tribunaux pourront toujours prononcer la
« confiscation définitive des marchandises ou produits qui auront fait
« l'objet de la fraude ou de la falsification et de tous appareils ou ins-
« truments ayant servi à préparer ou à pratiquer la fraude ou la falsifi-
« cation ; ils pourront ordonner la destruction des marchandises ou
« produits s'ils sont dangereux pour la santé publique. Ils pourront
« également assurer la publicité du jugement par affiches dans les
« lieux qu'ils désigneront et par tous autres moyens qui leur paraîtront
« efficaces. »

La direction générale faisait justement remarquer que cette disposition aurait pour effet de généraliser la confiscation même au cas où les poids et mesures... ne seraient pas « faux ou inexacts ». La saisie pouvait ainsi être rendue applicable à tous instruments ayant servi à perpétuer la fraude ou la falsification. Le tribunal restant juge de l'opportunité de la confiscation, il n'y avait à craindre aucun abus.

Or, après les observations du procureur général, après les propositions concrètes de l'agriculture adoptées avec un supplément de précision pour le D. du 9 février 1918, on doit constater que le texte dudit dahir est surchargé d'une mention relative à la confiscation spéciale « des poids, mesures, appareils de pesage ou de mesurage faux et « inexacts dont il aura été fait usage contrairement aux *interdictions de l'article premier ci-dessus*. »

Cette addition s'explique d'autant moins que l'article 1^{er} du même D. du 9 février 1918 avait — nous l'avons précédemment noté (1) — porté suppression des mots : « à l'aide de poids, mesures et autres instruments faux ou inexacts » au 4^e alinéa de l'article 1^{er} du D. organique, alinéa auquel renvoie précisément le texte modifié de l'article 15, objet de la présente critique.

Par surcroît, et cette remarque est nettement soulignée par le procureur général, il n'y avait pas encore à l'époque au Maroc un système légal de poids et mesures.

Comment dès lors parler d'instruments de pesage ou de mesurage faux ou inexacts ?

En conséquence, l'alinéa 2 de l'article 15 n'a vraiment eu de portée pratique qu'à dater de la promulgation du D. du 29 août 1923 (article 24) qui est venu indirectement compléter l'article 1^{er} du D. organique sur les fraudes.

Nous avons déjà signalé que ce D. du 29 août 1923 ne réserve pas aux

(1) Cf. *supra*, p. 74.

juridictions françaises la compétence exclusive des infractions qu'il prévoit ; au contraire son article 19 vise expressément la dualité de compétence des tribunaux français et maghzen ; et son article 24 prévoit et punit la tromperie à l'aide de poids et mesures faux, donc du fait de circonstances véritablement aggravantes.

Du fait de la réforme fondamentale apportée à notre législation des fraudes par le D. du 9 décembre 1938, cette remarque perd de sa portée. La participation des mohtasibin à la répression des fraudes sera, espérons-le, de plus en plus active. Dans ces conditions, il n'apparaît pas nécessaire ainsi que cela l'eut été autrefois, de modifier le D. du 29 août 1923 afin d'y énoncer que « les infractions au présent D. et aux arrêtés pris pour son exécution sont de la compétence des juridictions françaises ».

Personnellement, nous avons maintes fois constaté que les balances et les poids des marchands indigènes, qu'ils soient ambulants ou stationnés dans des marchés locaux de la ville de Casablanca, hormis le marché central, sont loin de présenter les garanties d'exactitude nécessaires. Il arrive bien souvent que l'on cherche en vain la trace des poinçons légaux de vérification sur les poids.

S'il plaît à l'administration, les mohtasibin sont assurés d'avoir en l'espèce un rôle sérieux à jouer.

Ainsi que nous l'avons déjà noté, les marchandises ou produits susceptibles d'être confisqués sont ceux qui font l'objet d'une fraude ou d'une falsification.

Contrairement à la loi française, le D. chérifien ne soumet pas les produits falsificateurs à la confiscation.

La très légère modification suivante eut écarté toute incertitude à ce sujet : « ... et en général de tout matériel, *marchandises* ou *produits* ayant servi à perpétrer ou à tenter de perpétrer une fraude ou une falsification. »

Lorsque le fait matériel de fraude ou de falsification est établi, la confiscation peut être prononcée quelle que soit l'issue de la procédure. Elle est indépendante de la condamnation. En cela le D. se rapproche de la loi française. C'est là, cependant, un point de vue quelque peu contestable quant au délit de fraude. Dans ce cas, ce ne sont point en effet, à proprement parler, les marchandises ou les produits qui font l'objet de la fraude, mais la tromperie, dans laquelle l'élément intentionnel, état conscient du fraudeur, extérieur au produit, domine et de beaucoup l'élément matériel, c'est-à-dire la non concordance de la dénomination avec la marchandise.

La jurisprudence française a d'ailleurs admis, qu'en cas de tromperie, la confiscation ne saurait être encourue que s'il y a condamnation. En effet, la confiscation présente alors le caractère d'une véritable

peine aggravante. En l'absence de toute condamnation pénale la confiscation ne saurait donc exister (1).

Il ne peut en être de même en cas de délit de falsification, car dans ce cas l'infraction est inhérente au produit lui-même indépendamment de la culpabilité du délinquant.

En ce cas, la jurisprudence française estime que la confiscation « peut être ordonnée même après le décès de l'auteur et contre son « héritier, et, à plus forte raison, malgré un acquittement non exclusif « de la matérialité du fait relevé par la prévention » (2).

Bien que le D. soit muet sur l'utilisation possible des produits confisqués par mise à la disposition de l'administration dans un but d'assistance publique, comme il est légal en France (loi de 1905, article 6, alinéa 2), il ne fait aucun doute que pareille mesure puisse être envisagée au Maroc. La libre disposition par l'administration des produits confisqués est d'autant plus plausible, que la confiscation est définitive (article 15).

Comme dans la loi française, les produits qui ont fait l'objet d'infractions aux mesures réglementaires au sens du D. du 26 juillet 1930, ne sauraient être passibles de la peine de confiscation.

Par contre, en ce qui concerne les arrêtés municipaux pris en matière d'alimentation selon les dispositions du D. du 24 décembre 1918 (article 3) dont il a déjà été question, l'éventualité de la confiscation est explicitement prévue en cas de condamnation. Cette mesure, jointe à la saisie « toujours possible » selon le même article, est appelée à faciliter grandement la nouvelle collaboration que doivent apporter les tribunaux maghzen à la répression des fraudes en milieu indigène.

La peine de l'affichage. — Comparativement à l'article 7 de la loi française de 1905 réglementant minutieusement l'affichage, il est bien évident que la réglementation marocaine est par trop sommaire, pour ne pas dire inexistante. C'est là pourtant une peine obligatoire après condamnation en cas de récidive. Un rapprochement avec la loi française serait souhaitable.

Des cas d'obstruction à la mission des agents de contrôle. — Les pénalités prévues à l'article 16 visent la répression des actes délictueux commis par ceux qui s'opposent à l'application du D. ou des A. V. pris pour son exécution. Les peines ont été sérieusement renforcées par le D. du 9 mars 1928, après une intervention spéciale des chefs de la Cour d'appel auprès du Secrétariat général. Cette réforme tenait en même

(1) Tribunal correctionnel du Havre, 31 janvier 1911 (*Bulletin international de la répression des fraudes*, 1911).

(2) X. DE BORSSAT, *Fraudes et falsifications* (1923, 3^e édition, p. 101).

temps compte d'un vœu du comité des études économiques de Casablanca tendant à intensifier la sévérité des sanctions en matière de répression des fraudes.

La rédaction primitive paraissait avoir été inspirée, à l'époque, de la loi française du 28 juillet 1912 (article 6) qui édictait une peine de 100 à 500 francs d'amende contre ceux qui mettaient les inspecteurs des fraudes dans l'impossibilité d'exercer leurs fonctions. Cependant, la loi du 20 mars 1919 venait en France aggraver les pénalités et leur substituer celles de l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1905 : emprisonnement de trois mois à un an et amende de 100 à 5.000 francs, confiscation et publicité.

Or, en 1926 plusieurs incidents se produisirent au Maroc, au cours desquels les vérificateurs des poids et mesures se virent opposer de véritables empêchements dans l'exercice de leurs fonctions. La répression de ces actes était prévue à l'article 18 du D. du 29 août 1923, qui renvoyait aux peines portées à l'article 16 du D. du 14 octobre 1914. Afin d'éviter le renouvellement de pareils excès, les chefs de la Cour d'appel de Rabat préconisèrent l'accroissement des pénalités, conformément à la réforme française du 20 mars 1919 : « En somme, et c'est logique — écrivaient-ils — le législateur français a déduit du fait que le délinquant a empêché l'inspecteur des fraudes d'accomplir sa vérification, l'existence du délit de fraudes que cet agent cherchait à constater » (1).

Le D. du 9 mars 1928 est donc venu consacrer cette aggravation de peine en des termes très généraux quant à la compétence des agents protégés : « Quiconque aura fait obstacle... en mettant les *agents* chargés de la surveillance et du contrôle dans l'impossibilité... »

La loi française du 28 juillet 1912 modifiée par la loi du 20 mars 1919 cite : « les agents ou inspecteurs du service de la « répression des fraudes ». A cette date, les agents du service des poids et mesures étaient déjà habilités pour procéder aux recherches, opérer des prélèvements et, s'il y a lieu, effectuer des saisies en matière de répression des fraudes (Décret du 22 janvier 1919, article 4).

Il n'en est pas moins vrai qu'au point de vue de la répression, ladite loi renvoie non seulement aux articles 1, 5 et 7 de la loi du 1^{er} août 1905 sur les fraudes, à l'article 8 de la même loi, mais encore aux articles 209 et suivants du Code pénal visant la rébellion.

Ce renvoi au Code pénal est très normal. La rébellion pouvait, en effet, être prévue expressément, les agents des poids et mesures étant habilités pour la répression des fraudes.

Il en allait tout autrement au Maroc, où ces agents ne furent légale-

(1) Lettre de M. le premier Président et de M. le Procureur général à M. le Secrétaire général du Protectorat (22 février 1927).

ment habilités que par l'A. V. du 6 décembre 1928. C'est pourquoi en mars 1928, autant pour protéger les agents des poids et mesures que les agents du service des fraudes dans l'exercice de leurs fonctions, la portée de l'article 16 eût gagné à adopter la rédaction française en substituant toutefois l'application des articles 224 et suivants du Code pénal (outrages et violences aux citoyens chargés du ministère d'un service public normalement et sans qu'il en soit expressément question dans les textes), aux articles 209 et suivants du Code pénal visant la rébellion.

Ces mesures, conjuguées avec les dispositions adoptées par la jurisprudence française avant le décret du 22 janvier 1919 qui conduisaient à habilitier sans restriction les agents des poids et mesures en matière de répression des fraudes, eussent sans nul doute évité les incidents précédemment signalés et contribué à une meilleure coopération dans la poursuite des fraudeurs.

Les circonstances atténuantes. La loi de sursis. — L'article 17 du D. organique traite de l'importante question des circonstances atténuantes. Cet article est la réplique de l'article 8 de la loi du 1^{er} août 1905 (alinéas 2, 3 et 4) ; il est également inspiré par le § 2 de l'article 9 de la même loi.

Il est à noter que la législation marocaine, plus sévère que la législation française, n'a point fait état de la règle de continuité de la poursuite, en vertu des mêmes textes visés au premier alinéa de l'article 8 de la loi française. Dès lors, si une poursuite est engagée en vertu du D. du 14 octobre 1914 et si au cours de la procédure on retient une qualification d'escroquerie ou un autre délit de droit commun, les deux infractions peuvent fort bien être comprises dans la même poursuite : le délit d'escroquerie, par exemple, serait seul retenu. Il faut d'ailleurs ajouter que la jurisprudence française limite fortement la portée de cette règle de l'article 8 précité.

La formule relative à l'applicabilité de l'article 463 du Code pénal français est calquée sur le 2^e alinéa de l'article 8 de la loi française. Il convient de signaler en passant l'expression incorrecte : « Arrêtés qui en découlent... », qui gagnerait à être remplacée par « Arrêtés pris pour son application... » La partie de l'article 463 qui intéresse notre D. est ainsi rédigée : « ... sauf dispositions contraires dans tous les cas où la « peine est celle de l'emprisonnement ou de l'amende, si les circonstances paraissent atténuantes, les tribunaux correctionnels sont autorisés, même au cas de récidive, à réduire l'emprisonnement au-dessous de six jours et l'amende même au-dessous de 16 francs. Ils pourront aussi prononcer séparément l'une ou l'autre de ces peines et

« même substituer l'amende à l'emprisonnement, sans qu'en aucun cas elle puisse être au-dessous des peines de simple police. »

Comme en France, les juges ont donc un large pouvoir d'appréciation et peuvent abaisser la peine d'amende jusqu'à un franc !

Comme dans la législation française, la loi de sursis ou loi Bérenger rendue applicable au Maroc en vertu du D. du 25 mai 1914 ne s'applique qu'aux peines d'emprisonnement et non aux peines d'amende.

M. Meline, Ministre de l'agriculture, en expliqua la raison dans la séance du Sénat du 6 avril 1898 :

« Cette dérogation se justifie à la fois par l'esprit de la loi du 26 mars 1891 dont les effets salutaires s'attachent surtout au sursis prononcé pour la première condamnation à l'emprisonnement, et par la nécessité que nous avons fait ressortir d'arriver à une répression efficace des fraudes par une sévère application des peines d'amende, que les tribunaux pourront désormais proportionner à la gravité des délits en cette matière. »

De la complicité.. — En matière de complicité, le D. organique ne prévoit point de règles spéciales. On a donc recours à celles de droit commun selon les articles 59 et 60 du Code pénal rendues applicables au Maroc en vertu des articles 1 et 2 du D. du 14 octobre 1914 et des D. des 15 février 1919 et 2 août 1924.

A ce sujet nous relaterons un cas intéressant de jurisprudence soulignant l'interprétation à observer dans le sens des mots co-auteur et complice.

En fait, il s'agissait, selon l'ordonnance du juge d'instruction de Rabat du 11 décembre 1929, d'un producteur et d'un éleveur de porcs qui, avec le concours d'un charcutier, avaient ensemble et de concert, mis en vente et vendu de la viande de porc qu'ils savaient impropre à la consommation par suite de sa toxicité reconnue par le vétérinaire municipal de Kenitra.

Dans son arrêt du 17 janvier 1931 (1), notre Cour suprême précisa que les inculpés n'avaient pas été poursuivis l'un comme auteur principal, les autres comme complices, mais tous comme co-auteurs d'un même délit et qu'en conséquence le moyen invoqué de la violation des articles 59 et 60 du Code pénal et des D. des 15 février 1919 et 2 août 1924 ne saurait être retenu. Qu'il avait été faite exacte application des articles 1 et 2 du D. du 14 octobre 1914 quant au fond. Par ailleurs, l'arrêt étant régulier en la forme, la cour rejeta le pourvoi.

Il est à remarquer, en effet, qu'en matière de complicité il est indispensable de spécifier expressément l'existence de l'un des cas limitati-

(1) Cass. crim., 17 janvier 1931 (Recueil de législation et de jurisprudence marocaines, 1931, p. 73, art. 972).

vement énumérés à l'article 66 du Code pénal et de faire ressortir en particulier l'aide et l'assistance. Par contre, le concours apporté par les co-auteurs devient tellement évident du fait reconnu de leur participation à l'action, qu'une énonciation expresse des circonstances de leur co-opération n'est plus nécessaire.

De la prescription. — Pas plus que la loi du 1^{er} août 1905 en France, le D. du 14 octobre 1914 n'édicte de règles spéciales sur la prescription. Le D. s'en réfère donc aux règles du droit commun. Les délits se prescrivent alors par trois ans ; les contraventions par un an. Les peines réprimant les délits se prescrivent par cinq années et les peines réprimant les contraventions de simple police se prescrivent par deux années.

Responsabilité pénale. — En droit positif, la législation française, contrairement à notre ancien droit, ne met jamais en jeu la responsabilité pénale des collectivités, sauf dispositions d'un caractère exceptionnel.

La jurisprudence française, elle, admet comme un axiome que les êtres moraux (sociétés civiles ou commerciales, syndicats), ne peuvent être pénalement poursuivis. Cependant les personnes morales peuvent être rendues civilement responsables de l'infraction commise par un des dirigeants pénalement poursuivi.

La législation et la jurisprudence marocaines ne s'inspirent pas de principes différents.

Les arrêtés municipaux. Leur sanction. — L'article 14 du D. organique punit les infractions aux arrêtés municipaux pris en exécution du dit D. des peines prévues à l'article 1^{er} du D. du 26 mars 1914 que nous avons déjà eu l'occasion de signaler dans l'étude de la période intermédiaire. Nous rappellerons que le D. du 1^{er} avril 1913, premier texte définissant le régime des municipalités, n'avait pas su assurer de sanction suffisante aux arrêtés municipaux. Les seules sanctions possibles étaient les sanctions anodines de l'article 471 du Code pénal (§ 15).

C'est alors qu'un régime plus approprié aux tendances frondeuses de la Société d'alors fut inauguré par le D. du 26 mars 1914. Ce D., d'une extrême sévérité, correctionnalisait des infractions qui, en France, ne relevaient que du régime contraventionnel. Les casiers judiciaires se trouvaient de ce fait facilement altérés. Les fraudes alimentaires étaient sévèrement réprimées par une amende de 500 à 10.000 francs, par un emprisonnement de 3 à 7 mois ou par l'une de ces deux peines seulement.

Sauf pour le taux de l'emprisonnement plus atténué (7 mois au lieu

de deux ans), on reconnaît ici les pénalités qui devaient être incorporées à l'article 11 de notre D. organique sur l'observation de M. le Procureur général Landry qui, en demandant l'augmentation des pénalités prévues dans le projet primitif de l'agriculture, renvoyait précisément à ce D. du 26 mars 1914.

Cette observation explique d'autant mieux le renvoi mentionné dans le D. organique, aux sanctions prévues au D. du 26 mars 1914 pour la répression des infractions aux arrêtés municipaux.

Cependant, dans le but d'atténuer les sanctions aux infractions en matière de voirie, ramenées à une amende de 1 à 15 francs et à un emprisonnement de un à trois jours, le D. du 5 août 1916 abrogea en même temps les § 2, 3 et 4 du D. du 26 mars 1914 relatifs aux matières déjà réglementées par des D. spéciaux (santé et hygiène publique, débits de boissons, fraudes alimentaires).

Il se trouve donc que la disposition de l'article 14 du D. organique est caduque par suite de l'abrogation de l'alinéa 4 de l'article 1^{er} du D. du 26 mars 1914.

Les arrêtés municipaux en matière de fraudes alimentaires ne seraient-ils plus sanctionnés ?

Ainsi que nous l'avons noté précédemment, les sanctions sont aujourd'hui assurées par le D. du 24 décembre 1918, qui sanctionne non seulement les infractions aux tarifs des mohtasibin, mais encore celles aux arrêtés pris par les pachas et caïds en matière d'alimentation, de ravitaillement et de lutte contre la vie chère.

Il conviendrait donc d'apporter à l'article 14 du D. organique la modification nécessaire en renvoyant aux pénalités prévues à l'article 2 du D. du 24 décembre 1918.

TABLEAU COMPARATIF DES DÉLITS ET DES PEINES
DANS LES LÉGISLATIONS FRANÇAISE ET CHÉRIFIENNE ACTUELLES

Délits	Loi française (1 ^{er} Août 1905)	Dahir chérifien (14 Octobre 1914)
1 ^o Délits de fraude.	Emprisonnement : 3 mois à 1 an. Amende : 100 fr. à 5.000 fr. (article 1 ^{er}).	Emprisonnement : 3 mois à 2 ans. Amende : 500 fr. à 10.000 fr. (article 11).
2 ^o Circonstances aggravantes.	L'emprisonnement peut être porté à deux ans (art. 2).	L'article 24 du dahir du 29 août 1923 prévoit les différents cas de l'art. 2 de la loi française. Il renvoie pour la répression aux pénalités de l'article 11 précédent.

TABLEAU COMPARATIF DES DÉLITS ET DES PEINES (*suite*).

Délits	Loi française (1 ^{er} Août 1905)	Dahir chérifien (14 Octobre 1914)
3 ^o Délits de falsification.	Cas général (art. 3) : mêmes pénalités qu'à l'article 1^{er}. Cas particulier (art. 3) : en présence de mixtions toxiques ou nuisibles à la santé de l'homme ou des animaux emprisonnement obligatoire, amende : 500 fr. à 10.000 fr.	Mêmes pénalités qu'à l'article 11. Si commerce de boucherie (art. 12) : amende : celle de l'article 11, emprisonnement : 6 mois à 3 ans. Application des pénalités de l'article 11, éventuellement de celles de l'article 12, qui sont portées au double des maxima.
4 ^o Délits de détentation.	Cas général (art. 4) : Emprisonnement : 6 jours à 3 mois. Amende : 50 fr. à 3.000 fr. Cas particulier (art. 4) : En présence de mixtions toxiques ou nuisibles à la santé de l'homme ou des animaux. Emprisonnement obligatoire : 3 mois à 1 an. Amende : 100 fr. à 5.000 fr.	Pénalités de l'article 11. Application des pénalités de l'article 11 et éventuellement de l'article 12. Pénalités élevées au double des maxima.
5 ^o Délits relatifs à l'affichage.	Suppression, dissimulation, laceration locale ou partielle opérée volontairement par le condamné : Amende : 50 fr. à 1.000 fr. En cas de récidive : Emprisonnement : 6 jours à 1 mois. Amende : 100 fr. à 2.000 fr. (art. 7).	Néant
6 ^o Infractions commises de bonne foi aux règlements d'administration publique et à certaines lois spéciales sanctionnées des mêmes peines.	a) amende : 6 à 10 francs. b) Si récidive : amende : 11 à 15 francs. c) Si nouvelle infraction constatée suivant les mêmes règles, mais dans un délai de 3 ans à dater de la 2^e condamnation : amende : 16 à 1.000 francs.	Le bénéfice de la loi Dessein a été étendu au Maroc par le dahir du 26 juillet 1930, qui réprime les infractions au dahir du 14 octobre 1914 et aux arrêtés viziriels pris pour son exécution qui ne comportent aucun délit de fraude et de falsification prévu par le titre 1^{er} dudit dahir. Il y a là une forte atténuation de la répression. Auparavant, les infractions à l'arrêt viziriel étaient réprimées par les pénalités de l'article 11 comme les infractions au dahir lui-même.

TABLEAU COMPARATIF DES DÉLITS ET DES PEINES (*suite*).

Délits	Loi française (1 ^{er} Août 1905)	Dahir chérifien (14 Octobre 1914)
7 ^o Nouvelle infraction (prévue à l'alinéa 3 de l'article 13 nouveau).	Article 13 modifié par la loi du 21 juillet 1929 (Loi Dessein). Article 13 modifié par la loi du 21 juillet 1929 (Loi Dessein). Mêmes pénalités que ci-dessus.	Article 11 modifié (mêmes pénalités que le texte français). Article 11 modifié (mêmes pénalités que le texte français).
8 ^o Délit d'obstruction à la mission de surveillance des agents de contrôle.	Prévu indirectement sans pénalités spéciales à l'article 13 primitif de la loi du 1 ^{er} août 1905 (alinéa 5). Mentionné à l'article 6 de la loi du 28 juillet 1912 modifié par la loi du 20 mars 1919 où les peines prévues sont celles des articles 1, 5, 7, de la loi du 1 ^{er} août 1905, sans préjudice des peines prévues par les articles 209 et suivants du Code pénal.	Emprisonnement : 3 mois à 1 an. Amende : 100 à 5.000 fr. En cas de nouvelle infraction dans l'année qui suivra la première condamnation : Emprisonnement : 3 mois à 2 ans. Amende : 500 à 10.000 fr.
Récidive.	Récidive légale nouvelle (art. 5) peines d'emprisonnement et d'affichage obligatoirement appliquées (clause tempérée par l'admission des circonstances atténuantes et de l'art. 8 quant à l'emprisonnement seulement.	Même récidive légale nouvelle. Possibilité de porter l'emprisonnement et l'amende au double des maxima. Affichage obligatoire.

2^o L'ÉVOLUTION DE LA RÉPRESSION.

Le dahir du 26 juillet 1930 vient atténuer la rigueur des pénalités du dahir organique. — Comme il est facile de s'en rendre compte par l'examen du tableau précédent, l'article 11 constitue la sanction générale à la plupart des infractions au D. et aux A. V. pris pour son exécution. Avant le 26 juillet 1930, il constituait la sanction fondamentale aux prohibitions du D. et de tous les A. V. d'exécution du dit D.

Le D. du 26 juillet 1930 qui a étendu au Maroc le bénéfice de la loi française du 21 juillet 1929, dite « Loi Dessein », est venu réduire considérablement la portée de cet article. Cette loi française a été promulguée dans le but de corriger certaines anomalies de la loi du 1^{er} août 1905. Avant d'étudier son économie dans la législation marocaine des fraudes, ne convient-il pas, pour mieux en comprendre la portée, de donner un aperçu des circonstances dans lesquelles elle a vu le jour ?

Les origines de la loi Dessein en France.

Les règlements d'administration publique en matière de fraude. Leur intérêt. — Afin d'éviter les obscurités de la loi de 1905, le législateur avait décidé, à l'article 11, qu'il soit statué par des règlements d'administration publique sur les mesures à prendre pour assurer l'exécution de ladite loi, notamment en ce qui concerne :

1^o la vente, la mise en vente, l'exposition et la détention des denrées, boissons, substances et produits ;

2^o les inscriptions et les marques indiquant, soit la composition, soit l'origine des marchandises, soit les appellations régionales et de crûs particuliers, etc...

3^o les formalités prescrites pour opérer des prélèvements ;

4^o les autorités qualifiées pour rechercher et constater les infractions.

Cette réglementation par décrets en forme de règlements d'administration publique, caractérise très nettement la loi de 1905. Le législateur a voulu créer une législation très détaillée par décret, cette procédure présentant sur celle de la loi, avec ses incomparables lenteurs dues aux discussions souvent inopportunes du Parlement, l'incontestable mérite de la *rapidité*, indispensable pour combattre la fraude. Ce point de vue a été soutenu maintes et maintes fois dans les travaux préparatoires, dans l'exposé des motifs, dans les discussions et rapports de toutes sortes ayant trait à la loi de 1905.

Dès maintenant, soulignons en passant que dans cette procédure par voie réglementaire en matière de répression des fraudes, se présentent deux séries de prescriptions nettement différentes :

1^o Des obligations de faire ou ne pas faire certains actes. Leur inobservation tombe actuellement sous le coup de l'article 13 de la loi du 1^{er} août 1905, modifié par la loi du 21 juillet 1929.

2^o Des exposés de définitions précisant les délits prévus par les textes organiques. Ces exposés ne sont pas limitatifs. Ils facilitent la tâche du juge mais ne le dispensent pas de faire la preuve de l'élément intentionnel du délit.

Les sanctions primitives prévues pour les infractions aux règlements d'administration publique. — Dans le but de réprimer les infractions aux dits règlements, le législateur créa, à l'article 13, un délit exclusif de bonne foi comportant des peines distinctes de celles prévues par la loi pour les délits de fraude ou de falsification.

« ARTICLE 13. — Les infractions aux prescriptions des règlements

« d'administration publique, pris en vertu de l'article précédent, seront
« punies d'une amende de 16 à 50 francs.

« Au cas de récidive dans l'année de la condamnation, l'amende sera
« de 50 à 100 francs.

« Au cas de nouvelle infraction constatée dans l'année qui suivra
« la deuxième condamnation, l'amende sera de 500 à 1.000 francs et un
« emprisonnement de 6 jours à 15 jours pourra être prononcé. »

Il est à remarquer que les mots « article précédent » ne visaient pas en réalité l'article 12 relatif à l'expertise contradictoire et au remboursement de la valeur des échantillons reconnus bons, mais l'article 11 dont on a précédemment parlé. L'erreur provenait de ce que l'article 12 avait été seulement inséré au cours de la discussion à la Chambre. La loi du 28 juillet 1918 est venue corriger le texte par substitution du chiffre « 11 » au mot « précédent ». Cette correction a mis un terme aux interprétations tendancieuses selon lesquelles les règlements d'administration publique en matière de fraudes auraient été dépourvus de sanctions. Bien qu'un pareil raisonnement allât à l'encontre de l'esprit des travaux préparatoires de la loi de 1905, faciles à consulter, certains tribunaux avaient pu quelquefois l'adopter dans leurs conclusions. Une jurisprudence constante ne l'a cependant jamais sanctionné.

Portée limitée de l'ancien article 13 de la loi du 1^{er} août 1905. —

Quoi qu'il en soit, l'exception sévère de l'article 13 était bien limitée en pratique. Ainsi que le fait remarquer M. Toubreau, en présence d'une bonne foi évidente, les agents du service de la répression des fraudes se gardaient presque toujours de dresser un procès-verbal susceptible d'entraîner de graves conséquences pour l'intéressé : « Ils se contentent
« de lui donner un avertissement préalable et s'assurent ultérieure-
« ment de son efficacité. Cette méthode est excellente et ne saurait trop
« être recommandée » (1).

En somme, le principe général qui animait à l'époque la législation française des fraudes était avant tout commandé par la constatation de la mauvaise foi du délinquant.

Avant la loi du 27 mars 1851, les délits en matière de fraudes et de falsifications étaient punis en France par les articles 423 et 318 du Code pénal ; la répression, basée sur ces textes, nécessitait la constatation d'une intention frauduleuse.

Outre ces délits, une quantité de faits pouvaient être punis sans qu'il y ait lieu d'établir une distinction entre la fraude proprement dite et la négligence professionnelle. On frappait indifféremment l'une ou l'autre de peines de simple police.

(1) M. TOUBREAU, « La bonne foi et la fraude » (*Bulletin international de la répression des fraudes*, 1909, p. 144).

Depuis la loi de 1851 et par la suite depuis la loi de 1905, ces errements furent redressés : quand on décelait une intention frauduleuse dans le fait de vendre ou de mettre en vente des produits falsifiés ou nuisibles, la répression sévissait en voyant là de véritables délits passibles de pénalités élevées.

Mais pratiquement, le progrès fut à rebours : de très nombreuses négligences professionnelles légèrement punies autrefois étaient alors sans répression, excepté écrivait M. Toubéau : « lorsque des arrêtés municipaux ou préfectoraux sont venus combler cette lacune que la loi de 1905 n'a pas fait cesser. »

Projet de modification de l'ancien article 13. Proposition Chavoix. — C'est alors que dans le but de corriger cette défectuosité de notre législation française des fraudes, M. le député Chavoix soumit à la Commission de la réforme judiciaire et de la législation civile et criminelle de la chambre, le texte d'une disposition complémentaire à l'article 13 de la loi du 1^{er} août 1905.

Le texte, voté à l'unanimité par la commission, fut introduit sous forme d'un article 1^{er} dans une proposition de loi de M. Aldy tendant à augmenter la sévérité de la récidive dans la loi du 1^{er} août 1905.

Le texte additionnel à l'article 13 était le suivant :

« Les infractions prévues par la présente loi ou par les règlements d'administration publique intervenus ou à intervenir pour son exécution ne seront passibles que de peines de simple police quand la bonne foi de l'auteur de ces infractions aura été admise par le tribunal.

« Au cas de récidive constatée dans les conditions prescrites par l'article 483 du Code pénal, la peine d'emprisonnement de un à cinq jours pourra être prononcée.

« Dans tous les cas, la confiscation ou la destruction pourra être ordonnée, conformément à l'article 6 de la présente loi.

« L'affichage du jugement ne sera ordonné qu'en cas de récidive. »

Dans le rapport de présentation du projet à la chambre au nom de la commission, M. Chavoix soulignait le caractère de la réforme :

« C'est à l'unanimité que nous avons adopté ce texte que nous vous soumettons, en reconnaissant que la loi du 1^{er} août 1905, avec ses sévérités, *laisse échapper la moitié au moins des délinquants.*

.....

« La loi songera au moins au consommateur et ce ne sera pas trop tôt. Si la marchandise est reconnue bonne, elle pourra être vendue ; si au contraire elle est fraudée, elle exposera son détenteur qu'il soit

« de bonne ou de mauvaise foi à des poursuites, du reste très douces s'il est de bonne foi » (1).

Le texte fut voté par la Chambre le 28 mars 1908.

Il fut repoussé par le Sénat, en raison de ses imprécisions. S'il eut abouti, il aurait fait revivre, sous une autre forme, les anciennes contraventions de l'article 475 dont on retrouve les pénalités dans le texte.

Le vice de la marchandise, indépendamment de tout mobile délictueux, comportait condamnation : « La loi ne s'occupe que de la marchandise... peu importe les mains dans lesquelles se trouve cette marchandise bonne ou mauvaise » (2).

M. Toubeau, chef actuel du service français de la répression des fraudes, estimait alors la réforme très heureuse : « Elle offre certainement un réel intérêt, écrivait-il ; il est excessif de voir, comme à l'heure actuelle, des professionnels négligents, décliner avec désinvolture toute responsabilité, en invoquant l'excuse d'une bonne foi plus ou moins certaine. »

Mais comme pressentant d'instinct la mauvaise issue du projet, il ajoute : « Toutefois il est désirable qu'au Sénat, des explications complémentaires empêchent qu'aucune confusion ne puisse se produire sur le véritable sens du texte dont il s'agit... »

« Il faut nettement déclarer que la bonne foi ne sera jamais traduite devant les mêmes tribunaux que la fraude ; lorsque le parquet constatera cette bonne foi, l'affaire sera, dès l'abord, transmise à la juridiction de simple police ; si, au contraire, la procédure a suivi son cours jusqu'au Tribunal correctionnel, celui-ci en reconnaissant la bonne foi se dessaisira au profit du juge compétent pour prononcer les peines prévues en la circonstance.

« De la sorte, bien des lenteurs de procédure aboutissant en correctionnelle à un acquittement onéreux seront évitées. D'autre part, celles de ces infractions aux règlements... qui n'impliquent en elles-mêmes aucune intention frauduleuse, cesseront ainsi de conduire leurs auteurs devant le Tribunal correctionnel. »

M. Toubeau marquait ainsi nettement que si le projet Chavoix aggravait par certains endroits la législation de l'époque, il en adoucissait aussi les rigueurs. Dans l'ensemble, l'harmonie du système était bonne. Le projet n'en fut pas moins repoussé par la haute assemblée.

Première proposition E. Dessein. — Le texte fut alors remanié sur

(1) Rapport de M. Chavoix, Chambre des députés, session de 1907 (Annexe, n° 1202, p. 3).

(2) Paroles de M. Chavoix à la Chambre des députés (*J. O.*, 24 mars 1908, p. 715, col. 2).

l'avis de la Société des Experts chimistes de France et MM. les députés Edouard Dessein, Victor Constant, Joseph Courtier, Jacques Marciot, déposèrent la proposition de loi suivante :

« Les infractions aux prescriptions des règlements d'administration publique, pris en vertu de l'article 11 seront punies d'une amende
« de 16 à 50 francs.

« Au cas de récidive dans l'année de la condamnation, l'amende sera
« de 50 francs à 500 francs.

« Au cas d'une nouvelle infraction constatée dans l'année qui suivra
« la deuxième condamnation, l'amende sera de 500 à 1.000 francs et un
« emprisonnement de 6 jours à 15 jours pourra être prononcé.

« Les infractions prévues par la présente loi ou par les règlements
« d'administration publique intervenus ou à intervenir pour son exé-
« cution seront seulement justiciables de tribunaux de simple police et
« punies comme contraventions de la 3^e classe, si l'auteur de l'infraction
« n'a commis qu'une négligence ou qu'une faute professionnelle
« ou si sa bonne foi a été reconnue. Dans ce cas, même s'il y a récidive,
« la peine d'amende sera seule applicable. »

Toutes les précisions désirables, on peut s'en rendre compte, avaient été apportées au projet primitif.

Le succès de la proposition paraissait assuré lorsque surgit une objection de poids : Qui décidera de la bonne foi ? On déniait, en la matière, toute compétence au Parquet en faisant remarquer que ce dernier renverrait l'affaire, dans tous les cas, au Tribunal correctionnel, seul juge de la bonne foi.

« Cette objection provoqua des discussions qui firent ajourner la
« décision de la commission et la Chambre arriva sur ces entrefaites au
« bout de son mandat » (1).

Deuxième proposition E. Dessein. La loi Dessein. — Dès le début de la législature suivante, le 5 juin 1924, M. E. Dessein renouvela le dépôt de sa proposition en spécifiant bien qu'en droit rien ne s'oppose à ce que les Parquets se fassent juges de la bonne foi des délinquants (1).

Le projet aboutit enfin... cinq ans après, dans la législature suivante. Voté par la Chambre des députés dans sa première séance du 16 mars 1928, il fut adopté par le Sénat le 25 juin 1929. Promulgué et publié au *Journal officiel*, il devint la loi du 21 juillet 1929, modifiant comme il suit l'article 13 de la loi du 1^{er} août 1905 :

« Les infractions aux règlements d'administration publique, pris en
« vertu de l'article 11, qui ne se confondront avec aucun délit de fraude

(1) Lettre d'E. Dessein, député de la Haute-Marne à M. Xavier de Borssat (*Revue des Fraudes*, 1924, p. 14).

« ou de falsification prévu par les articles 1 à 4 de la présente loi, seront
« punies comme contraventions de simple police d'une amende de 6 à
« 10 francs.

« Au cas de récidive constatée suivant les règles en vigueur en matière de simple police, l'amende sera de 11 à 15 francs.

« Au cas de nouvelle infraction, constatée suivant les mêmes règles, mais dans un délai de 3 ans à dater de la deuxième condamnation, la juridiction compétente sera le Tribunal correctionnel et l'amende sera de 16 à 1.000 francs.

« Sera puni des mêmes peines quiconque aura mis en vente ou vendu sans attendre les résultats d'un contrôleur officiel en cours des marchandises quelconques qui seront reconnues définitivement fraudées ou falsifiées à l'issue de l'enquête judiciaire consécutive à ce contrôle, sans préjudice des poursuites correctionnelles contre l'auteur de la fraude ou de la falsification.

« L'article 463 du Code pénal est applicable aux peines prévues par le présent article. »

La loi Dessein actuelle ne répond pas au vœu des premiers auteurs. — Ces quelques développements sont nécessaires. Ils montrent l'évolution très nette de la question.

En France, sous le régime des anciennes contraventions du Code pénal, des peines de simple police punissaient le *simple fait* de mettre en vente des comestibles gâtés, corrompus ou nuisibles ou des boissons falsifiées. En cas de mauvaise foi, le code (article 423) ou des lois spéciales sur les fraudes (27 mars 1851, 5 mai 1855) venaient encore frapper les délinquants de peines correctionnelles.

Depuis la loi du 1^{er} août 1905 les anciennes contraventions ont été supprimées. Seuls ont subsisté les délits dotés de sanctions tellement sévères que la répression s'est avérée de plus en plus difficile comme le fait remarquer M. Toubreau.

D'après les articles 1 à 4 de la loi de 1905, le délinquant n'est passible de sanctions que s'il est prouvé par le Ministère public, à qui cette preuve incombe, qu'il connaît les vices de la marchandise. Or, en tous pays, les fraudeurs sont habiles à dissimuler leurs fautes. Il en résulte alors des classements sans suite, des ordonnances de non-lieu, des acquittements, la mauvaise foi du contractant étant trop souvent indémontrable.

M. le député Chavoix, en 1908, constata — nous l'avons noté — que la loi de 1905 laissait échapper la moitié au moins des délinquants. Par son projet, il voulait rétablir les anciennes contraventions.

Il voulait instaurer en France un régime qui donnait déjà d'excellents résultats en Belgique où la loi punit le fait positif de mise en vente

de produit falsifié sans contrôler si ce n'est pour la détermination de la preuve, la bonne ou la mauvaise foi. Nous savons donc que le texte du projet repris et remanié par le député Dessen aboutit finalement à la « Loi Dessen » qui ne correspond plus que partiellement à l'idée des promoteurs de la réforme.

Les projets primitifs étaient caractérisés, on l'a vu :

1^o par une *aggravation* : ils tendaient à empêcher le délinquant, auteur d'une infraction à la *loi organique* d'échapper à toute punition après sa traduction en correctionnelle si sa bonne foi était alors démontrée. Pour y parer, il était prévu une contravention.

2^o par une *atténuation* : puisqu'aux peines correctionnelles de l'article 13 devaient être substituées des peines de simple police pour les infractions, commises de bonne foi, aux prescriptions des règlements d'administration publique.

Après les retouches successives, que reste-t-il des louables intentions des auteurs qui leur avaient été inspirées — nous le dirons encore sans craindre de nous répéter — par le souci légitime de tirer des enseignements de la jurisprudence une meilleure adaptation de la loi au complexe de la réalité ? Un projet émasculé qui semble se présenter comme une atténuation et qui n'est en fait qu'une aggravation. En effet :

1^o *L'aggravation* relative aux fraudes commises de bonne foi a été éliminée. Le souci d'atteindre la moitié des délinquants qui échappent à la loi de 1905 ne semble pas intéresser nos législateurs. Première et grave mutilation du projet.

2^o Nous avons déjà noté qu'il existe deux sortes de dispositions bien distinctes dans les règlements d'administration publique.

a) Dans les unes sont énumérés, sans caractère limitatif, un certain nombre de faits que l'on doit tenir pour les *éléments matériels* d'une tromperie ou d'une falsification. Bien que sa tâche en soit d'autant facilitée, le juge n'en doit pas moins rechercher si ces éléments matériels doivent être ou non taxés de mauvaise foi. Leur rédaction même peut généralement les présenter comme des présomptions légales de culpabilité. L'accusation doit néanmoins faire la preuve des éléments *intentionnels* du délit.

Pour ce genre de disposition, le législateur eut pu créer à nouveau une infraction à caractère contraventionnel, ce qui eut constitué une véritable aggravation au sens du § 1^{er} ci-dessus.

Et en effet, il n'est pas niable, que faute de relever de façon certaine dans une infraction à un règlement d'administration publique appartenant à cette catégorie qui nous occupe, l'infraction frauduleuse, la conscience du fait délictueux, il n'y a pas de délit et encore moins de contravention.

Cette dernière ne saurait exister que lorsque le règlement a formellement interdit de se livrer à telle ou telle manipulation tendant à la modification du produit. Les tribunaux peuvent alors interpréter. Hormis ce cas, si la mauvaise foi n'est pas prouvée, *l'infraction échappe complètement à la sanction de la loi.*

b) Il existe également dans les décrets des dispositions de nature différente de celle que nous venons d'examiner. Elles tendent par des prescriptions détaillées à imposer au vendeur l'accomplissement de formalités propres à rendre la fraude plus difficile (cas de l'étiquetage par exemple).

Et ce sont justement « ces infractions d'ordre purement matériel à « certaines dispositions de ces décrets qui seront *seulement* justiciables « des tribunaux de simple police, au lieu d'être passibles comme précédemment d'une condamnation correctionnelle, » qu'a entendu punir la loi nouvelle.

« Sans doute, pour préciser où commence la tromperie et où elle « s'arrête, les règlements d'administration publique donnent des définitions de produits et des énumérations de pratiques licites ou illicites pour la fabrication ou la manipulation de ces produits. Mais, « dans ce cas, les auteurs des règlements ont pris soin de fixer leurs « intentions par l'emploi de cette formule : « Est considéré comme « une tromperie ou une tentative de tromperie au sens de l'article 1^{er} « de la loi du 1^{er} août 1905 le fait de...

« En conséquence, ce n'est pas enfreindre le décret, c'est enfreindre « la loi elle-même, c'est commettre le délit de fraude, que de passer « outre aux dispositions du règlement à cet égard : par exemple en mettant en vente comme vin, comme lait ou comme beurre, des produits « qui ne répondent pas aux définitions des décrets du..., seulement « en pareille circonstance, la constatation de la mauvaise foi, de l'intention frauduleuse est indispensable pour qu'une condamnation « puisse intervenir » (1).

Ainsi qu'on peut le voir, l'administration expose nettement l'intention du législateur : ne plus traduire les délinquants en correctionnelle pour des vétilles relatives à des infractions sur l'étiquetage par exemple.

La loi dite « Loi Dessein » ne peut rationnellement s'appliquer aux infractions dans lesquelles sera relevée une falsification ou une fraude, car ainsi que le remarque M. Toubeau « même si la notion de falsification est précisée par un règlement grâce à une définition de produit

(1) Circulaire n° 84 du 21 août 1929 du ministre de l'Agriculture aux agents du Service de la répression des fraudes sur l'application de la loi du 21 juillet 1929 (*Revue des Fraudes*, X. DE BORSSAT, 1929, p. 196).

« pur, il n'en est pas moins vrai que la falsification, une fois constatée, « est un délit et non une simple contravention » (1).

L'infraction relève alors de l'article 3 de la loi de 1905.

Donc la loi « Dessein » ne punit, comme elle le souligne d'une façon assez impropre d'ailleurs « que les infractions aux règlements d'administration publique, pris en vertu de l'article 11, qui ne se *confondront* avec aucun délit de fraude ou de falsification prévu par les articles 1 à 4 de la présente loi (loi de 1905)... »

En conséquence, l'atténuation recherchée par les auteurs se traduit en fin de compte par une mutilation nouvelle de leur projet puisqu'elle n'a trait qu'à certaines dispositions des règlements d'administration publique à l'exclusion des autres à conséquences beaucoup plus graves.

Ces dernières devraient donc normalement continuer à relever de la correctionnelle. Une partie du vœu du législateur ne se réalise malheureusement pas. C'est ce que constate M. X. de Borssat dans la *Revue des Fraudes* (2) :

« La loi Dessein devait, particulièrement, avoir pour effet de ne pas « envoyer les commerçants de bonne foi sur les bancs de la correctionnelle. En fait, en présence de la difficulté fréquente de discrimination « entre la simple contravention au décret et la même contravention « assortie de tromperie, les Parquets renvoient devant le tribunal, « laissant au débat de l'audience le soin de faire apparaître quelle « inculpation doit être retenue. Le tribunal fait alors, le cas échéant, « application de l'article 192 du Code d'instruction criminelle et prononce de 6 à 10 francs d'amende. »

Or, la jurisprudence à laquelle cette imperfection de la loi « Dessein » ne devrait pas échapper a pourtant généralisé son application aux infractions aux règlements d'administration publique, qu'elles se réfèrent à l'une ou à l'autre des catégories de dispositions précédemment étudiées (3). Elle tend ainsi à utiliser cette loi, contre son esprit même, pour en faire, en reprenant l'expression imagée de M^e de Borssat, une sorte de soupape à la loi de 1905. La Cour de cassation, elle-même a consacré définitivement cette façon de voir dans son arrêt du 16 mai 1930 (4). Et c'est bien là qu'apparaît l'aggravation se substituant à l'atténuation voulue, même par les derniers rapporteurs de la loi.

Dans l'esprit du texte, en cas d'infraction appartenant à la première catégorie, il y a délit. La loi « Dessein » ne s'applique plus et si la bonne foi est prouvée, le délit peut disparaître. Tout au contraire, dans ces

(1) *Annales des falsifications et des fraudes* (1930, p. 316).

(2) *Revue des Fraudes* (1929, p. 257).

(3) Cf. à ce sujet l'arrêt de la Cour de Bordeaux du 24 décembre 1929 (*Annales des falsifications et des fraudes*, 1930, p. 316-317).

(4) *Ibid.*, p. 508-509.

cas d'espèce, la Cour de cassation opine franchement pour une sévérité accrue en utilisant aujourd'hui dans la répression les simples contraventions, sans se soucier en conséquence de l'intention du délinquant.

Il semble qu'une tendance très nette se manifeste vers un retour de la répression portant sur les produits eux-mêmes, dans le sens des anciens délits contraventionnels des lois précédant la loi de 1905.

S'il peut, toutefois, paraître plus agréable aux délinquants d'être condamnés en simple police que d'être acquittés en correctionnelle, malgré les lenteurs de la procédure il n'y a pas lieu d'insister sur cette aggravation. Il est permis d'en douter.

Mais au demeurant, il y a là une interprétation jurisprudentielle excessive du texte de la loi contre laquelle on est en droit de s'élever.

La nouvelle pénalité instituée par la loi dessein.

Les imprécisions du texte. — Une seconde partie de la loi « Dessein » institue les mêmes pénalités déjà prévues dans la première partie pour une infraction jusqu'alors impunie. Il s'agit des commerçants dont la mauvaise foi n'est pas établie qui mettent en vente ou vendent « sans attendre les résultats d'un contrôle officiel en cours des marchan- » dises quelconques qui seront reconnues définitivement fraudées ou « falsifiées à l'issue de l'enquête judiciaire consécutive à ce contrôle. » Notons la volonté du législateur d'élargir le plus possible le champ d'application de la loi : la généralité déjà bien suffisante du mot : « marchandises » est encore renforcée par l'adjectif : « quelconques ». Il n'y a pas d'erreur possible.

Par ailleurs, ainsi que le fait remarquer la savante étude de M. le Professeur J.-A. Roux de Strasbourg (1), l'expression : « enquête judiciaire » est impropre en matière de procédure pénale. Les enquêtes auxquelles se livrent les parquets ne sont pas des enquêtes judiciaires. Elles sont hors de la procédure. Dans le même ordre d'idées, le juge d'instruction ne se livre pas à des « enquêtes judiciaires » lorsqu'il procède par ses actes d'instruction à une information nécessaire.

De quoi s'agit-il ?

Il ne peut être question d'expertise comme l'indique la circulaire ministérielle interprétative de la loi « Dessein », que nous avons citée précédemment. Une expertise est une opération précise, déterminée, que le législateur n'eut pas manqué d'appeler par son nom. Et même en admettant qu'il faille entendre *enquête judiciaire* par *expertise*, on ne saurait reconnaître aux experts le droit de lier le juge par

(1) J.-A. Roux, Etude critique de la loi Dessein (*Revue des Fraudes*, 1929, p. 265).

leurs conclusions. Après l'expertise on ne doit pouvoir légalement adresser encore aucun reproche au commerçant car on ne sait rien de l'issue probable du procès.

Du fait que l'article 13 porte que les marchandises devront être reconnues définitivement fraudées ou falsifiées pour emporter sanction contre le commerçant, ce dernier semble avoir parfaitement le droit, à ses risques et périls, de continuer la vente de ses marchandises jusqu'à décision définitive du point de vue judiciaire.

Il serait donc préférable de substituer le mot « instance » au mot « enquête ». La portée de la loi serait alors nettement précisée et à l'abri des interprétations plus ou moins arbitraires.

Et d'ailleurs, n'est-ce point cette interprétation qui transparaît dans les paroles prononcées à la Chambre des députés par M. Jean Bose aujourd'hui sénateur et qui fut le rapporteur de la loi Dessein : « En aucun cas les négociants en denrées périssables n'ont à s'inquiéter et leur droit de continuer à mettre en vente le produit jusqu'à la *décision définitive*, en cas de prélèvement, ne saurait en rien être entravé (1). »

Telles sont les circonstances dans lesquelles la loi française du 21 juillet 1929 est venue modifier l'article 13 de la loi de 1905. Notre commentaire a marqué l'évolution des tendances. Il nous reste à examiner dans quelles conditions la législation marocaine fut amenée à adopter le texte français dans son intégralité en l'adoptant à notre dahir organique.

La loi Dessein dans la législation marocaine.

Malgré certaines oppositions administratives, son application intégrale est décidée au Maroc. — Quelques mois après la promulgation de la loi « Dessein » en France, la Chambre de commerce et d'industrie de Casablanca dans sa séance du 19 février 1930 émettait une assez vive critique de la législation marocaine des fraudes. Elle demandait alors la réalisation urgente d'un certain nombre de mesures au nombre desquelles se trouvait la promulgation au Maroc de la loi « Dessein ».

La résidence générale ayant attiré l'attention de la direction générale de l'agriculture sur ce sujet, celle-ci fit connaître que la loi Dessein était depuis longtemps l'objet de la préoccupation de ses services qui en avaient déjà étudié l'application éventuelle au Maroc alors qu'elle n'était en France qu'à l'état de projet. Toutefois, quand fut venu l'instant de passer à l'application, la direction générale de l'agriculture

(1) J.-A. Roux, Etude critique de la loi Dessein (*Revue des Fraudes*, 1929, p. 265).

jugea inopportun d'appliquer cette loi au Maroc dans son intégralité. Elle estimait devoir en retrancher la deuxième disposition instituant l'infraction nouvelle dont nous avons parlé.

Entre autres raisons, elle alléguait :

1^o Que les chambres de commerce y étaient hostiles ;

2^o Que le commerce local ne manquerait pas d'être fortement gêné par la création de cette nouvelle infraction, car :

a) le personnel de la répression des fraudes est moins expérimenté qu'en France. Les prélèvements sont donc effectués avec moins de sûreté que dans la métropole.

b) l'administration marocaine est moins bien équipée en laboratoires que l'administration française. Seul le laboratoire de Casablanca présente les garanties de compétence désirable et est muni du matériel nécessaire pour procéder à toutes sortes d'analyses. Les délais d'exécution atteignant en moyenne quinze jours au minimum sont toutefois un peu longs.

Ces remarques n'étaient guère pertinentes. L'étude précédente sur la loi Dessein montre facilement que la direction de l'agriculture eut pu en connaissance de cause donner tous apaisements aux chambres de commerce et au commerce local.

D'autre part, l'on ne voit vraiment pas en quoi le commerce local pouvait être plus gêné que le commerce métropolitain par l'application de la sanction nouvelle instituée par la loi. Le personnel du Service de la répression des fraudes était moins expérimenté que celui de France ; nous en convenons. A vrai dire, ainsi que nous l'avons démontré, le Service de la répression des fraudes n'était pas encore organisé (1). Les commissaires de police, faisant fonction d'inspecteurs des fraudes n'en étaient rendus que plus circonspects dans l'exercice de leurs fonctions et dans l'ensemble nous sommes autorisés à dire qu'ils n'ont jamais accoutumé de se livrer à de multiples prélèvements susceptibles de gêner le commerce local.

Par ailleurs, le laboratoire officiel de chimie s'est toujours imposé la règle de donner la primauté dans son travail aux analyses à l'importation et aux analyses relatives à la répression des fraudes. Il n'eût pas manqué de faire diligence pour renseigner un commerçant sur la pureté commerciale et la conformité réglementaire d'une de ses marchandises venant de faire l'objet d'un prélèvement par le Service de la répression des fraudes. Dans ces conditions, les délais d'exécution des analyses y sont en moyenne de huit jours. Pour de nombreux produits ils peuvent être moindres.

(1) Il ne devait l'être légalement que par l'arrêté viziriel du 1^{er} décembre 1932.

Il est bon d'ajouter d'ailleurs que depuis l'application de la loi Dessein au Maroc on pourrait compter les cas où des commerçants ayant reçu la visite de l'inspecteur des fraudes ont spontanément recouru au contrôle du laboratoire dans le but d'échapper aux sanctions de la loi Dessein. Il faut aussi voir là une conséquence de l'insuffisance numérique du personnel de la répression des fraudes et en tout cas de la carence de son contrôle.

En fait, il n'y avait donc rien à craindre quant à des perturbations consécutives à l'application de la loi Dessein au Maroc.

D'ailleurs, M. le Résident général Lucien Saint sollicité à plusieurs reprises par la Ligue française des droits de l'homme et du citoyen au sujet de l'application au Maroc de la loi Dessein fit connaître à l'administration supérieure son désir de voir aboutir cette réforme « dans le plus bref délai » sous la forme de l'application *intégrale* de la loi française.

C'est ainsi que le D. du 27 juillet 1930 prit corps dans la législation marocaine des fraudes.

L'application brutale de la loi Dessein atténuée considérablement la portée des sanctions prévues au dahir organique sur les fraudes. — Au premier examen on constate que ce dahir a apporté une *atténuation* considérable à la sévérité de la répression instituée par le dahir du 14 octobre 1914.

Contrairement à la législation française, la législation marocaine ne prévoyait pas au titre des pénalités du D. organique un article analogue à l'article 13 français pour réprimer les infractions aux dispositions réglementaires.

Par l'article 11, la législation marocaine réprimait aussi énergiquement les infractions à ces dispositions que les infractions au D. lui-même. La distinction n'existait pas davantage dans le décret tunisien du 27 janvier 1897 et on sait l'influence que ce texte exerça dans la préparation du D. du 14 octobre 1914.

En conséquence, de simples négligences, des fautes professionnelles non exclusives de bonne foi constituant ainsi que l'exprimait la Chambre de commerce et d'industrie de Casablanca « des erreurs matérielles qui n'ont aucun rapport avec des actes et des tentatives de falsification (1) » étaient punissables de peines correctionnelles avec inscription au casier judiciaire.

La rigueur était d'autant plus excessive que ladite inscription ne s'accompagne pas ordinairement de détails. Seul apparaît le motif de la condamnation : « fraude alimentaire ». Il était effectivement

(1) Procès-verbal de la séance du 19 février 1930 de la Chambre de commerce et d'industrie de Casablanca.

exagéré d'éveiller ainsi la suspicion pour des infractions très légères.

A ce point de vue nous devons nous féliciter de l'introduction de cette amélioration dans notre législation des fraudes.

Mais nous devons malheureusement élever des réserves quant à la forme sous laquelle la réforme a été introduite. L'autorité de M. Eirick Labonne a su à l'époque la faire aboutir. Il semble cependant qu'elle ait été trop rapidement préparée par le secrétariat général qui eut dû en confier une étude plus approfondie au bureau des études législatives. Le gouvernement du protectorat a l'incontestable avantage de posséder dans cet organisme un centre de juristes de valeur qui dans la mise au point des projets n'ont point à craindre comme en France l'ultime épreuve du feu des discussions parlementaires. Additions, soustractions s'y enchevêtrent, s'y opposent parfois, dénaturant souvent l'idée première des rapporteurs.

Devant poser en axiome, avant toute modification du D. organique sur les fraudes, la sévérité voulue en 1914 et dont il n'est point l'heure encore de complètement se départir, instruit des débats parlementaires et des tractations nombreuses desquelles était issue la loi « Dessein » en France, le législateur marocain se devait d'apporter plus d'harmonie dans son œuvre corrective.

La très forte atténuation de la sévérité du D. organique introduite par le D. du 26 juillet 1930 méritait d'être compensée par une aggravation souhaitable à tous points de vue.

L'atténuation des peines apportée par la loi Dessein devait être compensée par une aggravation rationnelle. — Les dispositions réglementaires, avons-nous dit, comportent deux sortes de prescriptions. Les unes tombent nettement sous le coup de la loi Dessein. Les autres qui donnent des définitions précisant les délits de fraude et de falsification prévus par le texte organique ne devraient comporter aucune sanction en cas de *bonne foi constatée*, car ce n'est pas enfreindre le règlement mais la loi elle-même que de faire le commerce de marchandises non conformes aux dispositions réglementaires. Nous avons signalé à ce sujet la tendance jurisprudentielle consacrée par la Cour de cassation à donner à ces infractions une sanction d'ordre conventionnel en les faisant réprimer par la loi Dessein.

Plutôt que de laisser des infractions impunies, notre Cour suprême préfère interpréter au delà de son esprit le texte d'une loi.

Or, le législateur marocain pouvait bien facilement empêcher l'introduction de cette interprétation abusive dans la jurisprudence marocaine en promulguant un texte en rapport avec l'idée première qui animait les projets Chavoix et Dessein et qui a été définitivement abandonnée par la loi du 27 juillet 1929.

Pour cela il eût fallu comprendre dans la répression non seulement les infractions aux mesures réglementaires mais encore les infractions au texte organique lui-même lorsque dans l'un et l'autre cas la bonne foi de l'auteur peut être admise par le tribunal.

Il peut très souvent se produire fortuitement que des marchandises corrompues ou toxiques soient mélangées à des marchandises loyales et marchandes ou que, par suite d'instructions mal comprises d'un personnel plus ou moins idoine, un produit marchand se trouve falsifié sans que la mauvaise foi du commettant ou de ses employés soit prouvée. Les infractions que le D. du 14 octobre 1914 ne saurait pas plus réprimer depuis 1919 que la loi française du 1^{er} août 1905 seraient alors tombées sous le coup du D. grâce à une sanction contraventionnelle bénigne accompagnée d'une récidive propre à aggraver le cas échéant la situation du délinquant.

La procédure de simple police, plus rapide que la procédure correctionnelle, eut été d'autant mieux ressentie par les fraudeurs. La législation marocaine, par l'adoption intégrale du texte français de la loi du 21 juillet 1929 a préféré exclure de toute sanction les délits de fraude ou de falsification où il est impossible aux parquets d'établir la mauvaise foi des prévenus.

Nous avons déjà signalé cette difficulté (1). Elle est générale. Elle se retrouve aussi bien en France qu'au Maroc. Mais ici le problème se complique encore du fait que la fraude et la falsification comportaient un degré accru d'anonymat. Les indigènes n'ont point d'état civil. Leurs domiciles sont difficilement repérables et très changeants. Il est donc bien difficile la plupart du temps, quand la marchandise est passée entre plusieurs mains, d'atteindre l'auteur conscient du délit.

Quant aux européens ou aux autochtones plus évolués, ils ne manquent jamais d'exciper de leur bonne foi en arguant toutes les fois qu'ils le peuvent d'un point faible de l'accusation et qui a trait le plus souvent au retard apporté dans le prélèvement de comparaison. Leurs avocats exploitent avantageusement le bénéfice du doute : ils passent à travers les lois. Il ressort de cette discussion que le dispositif même de la loi Dessein ne peut atteindre tous les contrevenants aux dispositions réglementaires.

Projet de réforme de la législation actuelle. — A seule fin de compléter les dispositions du D. du 26 juillet 1930, pour une meilleure répression des infractions aux règlements, de ne pas laisser impunies les infractions comportant un délit de fraude ou de falsification dans

(1) Cf. *supra*, p. 105.

lesquelles la mauvaise foi de l'inculpé ne peut être établie avec certitude, il importe d'instituer dans notre législation une infraction contraventionnelle de simple police dans une forme identique à celle de la loi Dessein en ce qui concerne les peines d'amende et de récidive.

Ce serait revenir logiquement à l'article 13 du projet de D. du 14 octobre 1914 présenté par la direction de l'agriculture, article qui fut éliminé, la répression par peines correctionnelles au D. lui-même et aux A. V. pris pour son exécution ayant été préférée à l'époque pour sa sévérité à la contravention de simple police.

Ce serait là une très légère compensation à apporter au libéralisme excessif du D. du 26 juillet 1930.

— *Comment formuler cette réforme.*

Nous ne pouvons mieux faire que de nous inspirer en l'occurrence du clair exposé de M. le conseiller A. Dalquie (1), relatif aux mêmes préoccupations en ce qui concerne la loi française. Notre projet serait toutefois moins sévère. La modification à apporter pourrait être présentée sous la forme d'une disposition complémentaire au D. du 26 juillet 1930 :

« Par complément aux dispositions du D. du 26 juillet 1930 seront
« punies des mêmes peines édictées par ledit D. toutes personnes qui
« auront contrevenu aux dispositions du titre premier du D. du
« 14 octobre 1914 sans que la preuve de leur bonne foi ait pu être
« rapportée par le Ministère public s'il est établi que dans la profession
« à laquelle elles se rattachent un homme expérimenté aurait pu, par
« une étroite surveillance ou par les procédés de vérification qui sont
« à sa portée se rendre compte du vice de la marchandise avant de la
« mettre en vente.

« La présente disposition qui n'est pas applicable à l'exposition,
« à la mise en vente ou à la vente des animaux ne prendra effet qu'à
« partir de l'exposition ou de la mise en vente des marchandises.

« L'article 463 du Code pénal est applicable aux peines prévues par
« le présent D. »

Comme ne manque pas de le faire remarquer M. le conseiller A. Dalquie, le pouvoir souverain laissé au juge d'apprécier les faits propres à caractériser la faute peut *a priori* sembler contraire au principe d'après lequel la loi doit préciser les éléments de chaque délit. Et pourtant la législation pénale offre de nombreux exemples où le juge est amené à apprécier ce qu'aurait dû faire un homme prudent. Les articles 319 et 320 du Code pénal si souvent appliqués en matière

(1) *Revue des Fraudes* (X. DE BORSSAT, 1934, p. 71).

d'homicide ou de blessures par imprudences constituent en la matière un irréfutable témoignage.

En ne laissant ainsi à la négligence — si souvent voulue — ou à la fraude aucun moyen d'échapper à la loi, en créant un doute dans l'esprit des juges on se rapproche du régime belge et d'autres régimes qui punissent le fait lui-même.

Mais notre proposition comporte ceci de préférable qu'elle ne prend point seulement la marchandise en considération. Il y a place pour l'appréciation souveraine du juge.

Il y a trente ans, M. Toubeau, chef actuel du Service français de la répression des fraudes, écrivait déjà : (1)

« En dehors de la fraude proprement dite, il y a des faits de négligence qui actuellement échappent à toute sanction et qui cependant devraient être punis si légèrement que ce fut. Sans doute les relations commerciales sont aujourd'hui très complexes et il est de plus en plus difficile au client de savoir ce qu'il achète, l'intermédiaire de savoir ce qu'il vend.

« Mais enfin ce dernier a des obligations sociales que lui impose sa profession même : *ce n'est pas la faute du consommateur si le commerce tend à devenir un art*, exigeant des aptitudes, des connaissances et un soin toujours plus étendus. »

Et c'est bien là une vérité de tous les temps. Qu'il le veuille ou non le commerçant se doit au respect des principes vitaux de solidarité sociale. Il a un rôle à remplir auprès de ses concitoyens et le moins qu'on puisse en dire c'est qu'il ne consiste pas à les empoisonner par imprudence.

Au même titre que le médecin, le pharmacien, mais sur une échelle autrement plus réduite, un commerçant assume une responsabilité qui doit s'étendre même à la vente de produits industriels desquels dépend très souvent l'hygiène publique (eau de Javel, crésyl, formol...).

Dans l'ensemble, les législations étrangères accusent une sévérité beaucoup plus accentuée que la législation française. Elles ont tendance à punir la simple négligence des vendeurs de marchandises falsifiées ou toxiques. L'Angleterre, l'Allemagne, l'Italie, la Suisse... présentent des législations plus ou moins rigoureuses, mais réprimant toujours la négligence. La Belgique, plus sévère encore, s'en tient — avons-nous dit — à la seule matérialité de l'infraction.

La solution que nous préconisons serait intermédiaire. La décision du juge, éclairée autant qu'il est possible par les explications de l'ex-

(1) M. TOUBEAU, La bonne foi et la fraude (Bulletin international de la répression des fraudes, 1909, p. 52).

pert officiel, pourra exercer la répression mais avec toute la pondération et l'impartialité qui caractérisent notre pouvoir judiciaire. En tout cas, comme le souligne M. le conseiller A. Dalquie, elle ne contiendra pas d'imputation d'acte malhonnête ou dolosif.

C'est l'essentiel pour que pareille mesure n'apparaisse aux yeux des commerçants honnêtes que comme une précaution supplémentaire de sécurité qui leur serait offerte pour l'élimination du marché des produits de basse qualité.

CHAPITRE QUATRIÈME

MESURES COMPLÉMENTAIRES

SECTION I.

La présentation des marchandises au commerce.

(D. du 14 octobre 1914, article 19).

Les articles 19 à 30 du D. organique sont relatifs à la présentation des marchandises au commerce et à la définition légale de quelques-unes d'entre elles de première nécessité.

Les deux derniers alinéas de l'article 19 ont été ajoutés par le D. du 9 mars 1928 dans le but de combler une lacune : l'A. V. du 2 janvier 1915 précisant les conditions dans lesquelles les produits doivent être présentés aux consommateurs et, assurant la loyauté de la vente dans le commerce des marchandises, stipulait bien que les étiquettes devaient toujours indiquer la véritable nature du produit. Malheureusement, il n'existait alors dans la législation marocaine aucune disposition rendant obligatoire l'apposition d'étiquettes sur les produits et marchandises présentés au commerce.

Un premier projet de D. tendant à remédier à cette lacune par voie de modification à l'article 19 fut élaboré de concert entre le Secrétariat général et la Direction de l'Agriculture. Il prévoyait l'étiquetage des produits et marchandises dans tous les établissements sans exception. Le Secrétariat général avait d'ailleurs insisté pour que la disposition rendant l'étiquetage obligatoire fut inscrite dans le D. organique même et non pas dans l'A. V. du 2 janvier 1915, de façon à donner à la mesure une portée générale plus accentuée.

Dans un souci très louable, basé sur les considérations pratiques de ne pas apporter d'entraves au commerce d'importation, le D. du 9 mars 1928 limita l'obligation nouvelle aux seuls établissements faisant le commerce de détail. Le texte est, en effet, assez libéral quant au commerce d'importation : « En outre, est-il dit, pour certaines denrées

« alimentaires et pour certains produits, des mesures spéciales pour-
ront être édictées par A. V. pour l'étiquetage à l'importation. »

D'un projet de réforme. — Mais devant les progrès de plus en plus scientifiques de la fraude, la législation marocaine doit protéger les consommateurs avec une sévérité accrue en généralisant et en renforçant aujourd'hui, tant pour le commerce d'importation que pour le commerce intérieur, les précautions relatives à l'étiquetage, aux marques et, en général, aux modes de présentation des marchandises.

Il serait utile de prévoir à ce sujet dans le corps de l'article 19, la possibilité d'une réglementation par A. V.

D'autre part, les indigènes sont en forte majorité illettrés. Il apparaît donc indispensable de prendre une mesure d'ordre général tendant à permettre de préciser par A. V. toutes précautions utiles pour imposer le plus de clarté possible dans l'exposition en vue de la vente chez certains commerçants de produits et de leurs succédanés inférieurs. On éviterait ainsi une erreur de l'acheteur ou une substitution frauduleuse du vendeur.

Les A. V. d'exécution devraient alors prévoir la différenciation très nette des marchandises par les emballages, par des marques apparentes, par leur exposition systématiquement séparée. Cela reviendrait en somme à utiliser pour le commerce intérieur les directives suivies par l'Office chérifien d'exportation (O. C. E.) pour le commerce extérieur. Ne serait-ce pas aussi généraliser en quelque sorte le principe déjà adopté dans le commerce intérieur pour la vente de certains apéritifs ou autres boissons alcooliques selon la délégation permanente des pouvoirs conférés en la matière au Grand Vizir par Sa Majesté le Sultan ?

L'article 19 pourrait être très opportunément modifié dans le sens de ces réformes.

Parallèlement à la modification apportée au D. organique, l'A. V. du 2 janvier 1915 précité était également complété dans son article 2 par l'A. V. du 3 mars 1928.

Les articles 20 à 30 inclusivement du D. organique portent définition et présentation à la vente du lait, du beurre, du saindoux, des margarines, des graisses alimentaires, de l'huile d'olive, du vin, de la bière, de la farine, du pain, des viandes frigorifiées et congelées.

Nous renvoyons, pour l'étude de ces points particuliers, à notre troisième Partie traitant de la législation spéciale.

SECTION II.

1° La répression des fraudes dans l'armée (1).

2° L'inspection des pharmacies.

1° La répression des fraudes dans l'armée.

Les premiers textes relatifs à la répression des fraudes dans l'armée. — Dès le début du fonctionnement de la répression des fraudes, plusieurs textes étaient venus successivement habiliter au Maroc en matière de surveillance et de contrôle des marchandises, des fonctionnaires de l'armée.

Ce fut d'abord le D. du 29 juin 1918 habilitant les fonctionnaires de l'Intendance et les Officiers d'administration pour le contrôle des minoteries et boulangeries. En pleine guerre, l'administration civile encore inorganisée avait trouvé en la circonstance des collaborateurs dont la compétence était d'autant plus naturelle que l'armée constituait alors l'armature du pays.

Après la guerre, lorsque les Services civils commencèrent à être organisés, une décision du Directeur général de l'Agriculture du 28 décembre 1923 habilita les sous-intendants militaires à opérer des prélèvements au titre de la répression des fraudes.

L'année suivante, l'arrêté du Directeur général de l'Agriculture du 10 juillet 1924 habilitait des gestionnaires des hôpitaux militaires à procéder, selon la réglementation en vigueur d'après le D. organique sur la répression des fraudes, aux prélèvements des denrées destinées aux formations sanitaires et dont ils suspectaient la qualité.

En outre, des pouvoirs particuliers avaient été accordés par M. le Secrétaire général du Protectorat aux Commissaires de police détachés en qualité de Commissaires aux armées en vue de la répression des fraudes sur toute l'étendue de la zone des armées (lettre n° 3021 S. G. P. du 15 septembre 1925). La mesure était d'autant plus nécessaire que les opérations de la campagne du Rif exigeaient d'abondantes fournitures à l'Intendance sur lesquelles la fraude ne manquait pas de s'exercer.

Cependant, aucun texte de base n'était encore venu consacrer les pouvoirs individuellement reconnus aux fonctionnaires militaires dont il a été question.

Or, la législation métropolitaine, par le Décret du 24 mai 1921, abrogeant le Décret du 5 juin 1908 qui traitait déjà de la matière, avait

(1) Du point de vue militaire, cf. Instructions, n° 3641 1/10 du 28 mars 1935 (Vol. 25^a, p. 35).

réglementé sur des bases nouvelles la répression des fraudes dans l'armée.

Il convenait de mettre à jour sur ce point notre législation marocaine. L'initiative en revint à M. le Général Vidalon, Commandant supérieur des troupes du Maroc.

La nouvelle réglementation : l'arrêté viziriel du 6 décembre 1928. — Sans doute, le dernier alinéa de l'article 3 de l'A. V. du 6 décembre 1928 eut permis aux fonctionnaires et officiers visés par l'A. V. du 25 mars 1929 d'être spécialement agréés par arrêté du Directeur général de l'Agriculture. Le souci de réaliser dans la répression des fraudes une harmonie plus complète avec la législation métropolitaine amena le protectorat à procéder par voie de législation générale.

Notons qu'une différence importante dut se manifester à l'époque entre la législation métropolitaine et la législation marocaine : elle avait trait au régime de l'état de siège particulier au Maroc et qui rendait les juridictions militaires compétentes pour connaître des infractions relatives à la répression des fraudes des denrées et boissons servant à l'alimentation de l'armée.

La comparaison du texte du décret du 24 mai 1921 et de l'A. V. du 25 mars 1929 appelle quelques observations :

Tout d'abord on ne voit pas l'utilité qu'il y avait à supprimer l'article premier du décret qui a précisément pour but de déterminer les autorités respectives, d'une part des ministres de la Guerre et de la Marine sur les fonctionnaires et officiers énumérés au décret, d'autre part des différents ministres quant à l'application de la procédure ordinaire selon le décret du 22 janvier 1919.

Toutes réserves faites quant à la situation spéciale de l'état de siège, il eut été plus clair de procéder à la détermination des compétences du général commandant supérieur et du directeur général de l'agriculture.

Cette précision eut été d'autant plus nécessaire qu'un fonctionnaire civil de la répression des fraudes peut fort bien être appelé en l'absence des autorités militaires désignées dans l'A. V. du 23 mars 1929, par un chef de détachement, quel que soit son grade, aux fins de constater une fraude ou une falsification sur une livraison de marchandises. L'article premier de l'A. V. est formel à ce sujet :

« *Indépendamment des autorités et agents énumérés à l'article 3 de l'arrêté susvisé du 6 décembre 1928, ont qualité pour procéder aux recherches, opérer des prélèvements et, s'il y a lieu, effectuer des saisies sur les denrées et boissons servant à l'alimentation de l'armée :*

- « Les fonctionnaires de l'Intendance militaire ;
- « Les médecins militaires ;
- « Les vétérinaires militaires ;
- « Les officiers préposés aux approvisionnements ;
- « Les officiers préposés aux distributions de vivres. »

Dans une période non assujettie aux règlements exceptionnels de l'état de siège, il est bon de définir exactement de quelle autorité dépend l'agent administratif de la répression des fraudes appelé à intervenir au sujet de fournitures militaires.

* * *

L'organisation actuelle de la Marine au Maroc et son importance nécessitent mieux qu'en 1929 le recours au contrôle des fonctionnaires et officiers de la Marine militaire (Commissaires de la Marine, médecins de la Marine, pharmaciens-chimistes de la Marine) prévu au Décret du 24 mai 1921 et écarté dans l'A. V. du 25 mars 1929.

L'importance des opérations militaires susceptibles de se dérouler en Afrique du Nord peut appeler une importante coopération de la Marine militaire. Il est indispensable de surveiller étroitement les approvisionnements. Il serait donc utile d'adopter l'article 9 du Décret français de 1921 qui pourrait constituer un article 8 final de l'A. V. du 25 mars 1929 après adaptation à la législation marocaine.

Du rôle des autorités militaires habilitées. — Quelques remarques sont nécessaires quant au contrôle exercé par les autorités militaires habilitées :

— Les fonctionnaires de l'Intendance militaire, les médecins militaires, les vétérinaires militaires, quel que soit leur grade, ont qualité, lorsqu'une denrée ou une boisson leur paraît suspecte, pour procéder aux opérations de constatation prévues par le D. du 14 octobre 1914 et l'A. V. du 6 décembre 1928. Ils n'ont pas à se préoccuper de ce que la denrée a déjà pu être reçue administrativement, qu'elle a pu être soumise à des vérifications antérieures. S'ils ont des présomptions suffisantes de fraude, ils peuvent avoir recours à la procédure légale de constatation pour laquelle ils sont habilités. Ils peuvent alors opérer les prélèvements sans avoir à en référer à l'autorité supérieure.

— En ce qui concerne les officiers préposés aux approvisionnements, le texte vise les officiers d'administration gestionnaires (Service des subsistances et Service de santé). Recevant les denrées, ils sont responsables de leur qualité et de leur quantité. Il est donc normal de leur attribuer le droit d'assurer la répression des fraudes.

Dans le Service de Santé, c'est une commission composée dans chaque établissement du médecin-chef président, du pharmacien et de l'officier d'administration gestionnaire qui réceptionne les denrées. Malgré la réception prononcée par la Commission, le Médecin-chef et l'officier d'administration peuvent mettre en marche, s'ils le jugent utile, la procédure de la répression des fraudes selon le D. du 14 octobre 1914.

— Quant aux officiers préposés aux distributions de vivres, ce sont :

- 1^o les officiers qui reçoivent les vivres dits de l'ordinaire ;
- 2^o les officiers qui reçoivent des vivres autres que ceux de l'ordinaire fournis directement par l'état ou par un entrepreneur ;
- 3^o les officiers d'approvisionnement.

Notons que l'A. V. ainsi que le décret français permettent aux autorités militaires habilitées d'opérer non seulement des prélèvements, mais encore, le cas échéant, des saisies qui portent :

- 1^o sur les marchandises au moment de leur présentation pour la livraison ;
- 2^o sur les marchandises approvisionnées dans les magasins militaires ;
- 3^o sur les denrées ou boissons consommées dans les ordinaires et cantines des corps de troupe, services ou établissements militaires.

Le droit d'intervention des autorités militaires dans la répression des fraudes est limité dans l'exercice de leurs fonctions.

Il est à noter que le droit de procéder aux prélèvements subsiste même après refus des denrées. Le fournisseur ne saurait se soustraire à l'exercice de ce droit en proposant de retirer la marchandise refusée. La responsabilité qu'il encourt à cette occasion est en effet indépendante de celle qui résulte pour lui de l'inexécution des clauses du marché.

Comme tous les délits qui ne sont pas continus, le délit de fraude se prescrit par trois ans (article 638 du Code d'instruction criminelle). Dans ces conditions, l'action pénale sera prescrite et aucun prélèvement ne pourra être fait sur des denrées approvisionnées depuis plus de trois ans dans des magasins militaires.

Les prélèvements ou, le cas échéant, les saisies opérées doivent être effectués en présence du fournisseur ou de son représentant ou lui dûment appelé.

Si les intéressés ne répondent pas à l'appel ou demandent un ajournement à courte échéance, il peut y être passé outre. Les prélèvements peuvent alors être effectués du fait que la convocation a eu lieu et que le fournisseur a été « dûment appelé ».

2^o L'inspection des pharmacies.

Dans son article 8, le D. du 12 avril 1916 (1) réglementant l'exercice des professions de médecin, pharmacien, chirurgien-dentiste, herboriste et sage-femme, spécifie que « toute pharmacie, tout établissement « susceptible de vendre des drogues ou des médicaments, seront placés « sous la surveillance d'un inspecteur qui les visitera *au moins une fois « l'an* et signalera à l'autorité les contraventions aux dispositions du « présent D. »

Un article 8 *bis* ajouté par le D. du 20 août 1926, soumet les herboristes au contrôle de l'inspection des pharmacies. Ces derniers étaient d'ailleurs déjà assujettis aux dispositions du D. du 12 avril 1916 par le D. du 27 février 1923 qui publie en annexe la liste des drogues dont la vente au détail est permise aux herboristes, liste modifiée par ledit article 8 *bis* (2). La réglementation en vigueur leur interdit la vente de l'essence d'anis et de l'essence de badiane.

Le D. du 2 décembre 1922 (3) abrogeant l'A. V. du 13 avril 1916 est venu refondre et compléter la réglementation relative à l'importation, au commerce, à la détention et à l'usage de substances vénéneuses.

Il est inspiré directement par le Décret métropolitain sur la matière du 14 septembre 1916, modifié par le Décret du 20 mars 1930. Les attributions qui, en France, sont dévolues aux Ministres, Préfets ou Maires ressortissent, au Maroc, au Directeur des Affaires économiques, aux Chefs des Services municipaux ou à l'autorité de contrôle. Il y est étudié un régime particulier pour chaque catégorie de substances toxiques d'après leur classement en trois tableaux annexes A, B, C (Titres 1, 2 et 3). Dans un titre quatrième, le D. traite de dispositions générales. De ces dispositions ressort le rôle particulièrement actif dévolu à l'époque aux Commissaires de police chargés de la répression des fraudes. Ils avaient qualité pour visiter avec l'inspecteur des pharmacies nommé par le Secrétaire général du Protectorat : les officines de pharmaciens, les dépôts de médicaments tenus par les médecins ou les vétérinaires ; les entrepôts ou magasins de droguistes et des commissionnaires en marchandises trafiquant de ces substances... les magasins des herboristes et épiciers, des coiffeurs et des parfumeurs et d'une façon générale tous les lieux où sont fabriqués, entreposés ou mis en vente des produits renfermant des substances vénéneuses.

Les commissaires de police remplissant à l'époque les fonctions

(1) B. O., n^o 183 du 24 avril 1916, p. 467, modifié par les D. du 30 juillet 1921, 24 août 1926, 7 juillet 1938.

(2) B. O., n^o 732, p. 2075.

(3) B. O., n^o 534, p. 57.

d'inspecteurs de la répression des fraudes étaient donc théoriquement les auxiliaires des inspecteurs des pharmacies. L'étaient-ils en fait ? Il est permis d'en douter ; d'autant mieux que l'inspection des pharmacies n'a été effectivement organisée que par l'A. V. du 25 octobre 1932.

Bien que le D. du 2 décembre 1922 laissât prévoir l'existence de plusieurs inspecteurs des pharmacies, il n'existe actuellement pour toute la zone française du Maroc qu'un seul inspecteur des pharmacies qui est le directeur de la pharmacie de réserve à Casablanca.

Ce pharmacien est le seul technicien diplômé de son service. Il se trouve astreint non seulement aux exigences techniques ressortissant à ses fonctions mais encore aux multiples opérations de gestion administrative qui en dépendent. On conviendra facilement que ses attributions sont un peu lourdes. La direction de la santé et de l'hygiène publiques l'a fort bien compris et a pris les dispositions nécessaires pour adjoindre à ce service, très prochainement, un second pharmacien.

Rôle des inspecteurs de la répression des fraudes dans l'inspection des pharmacies.

Légalement les inspecteurs de la répression des fraudes apportent leur collaboration aux inspecteurs des pharmacies. Ils sont en effet automatiquement nommés inspecteurs auxiliaires des pharmacies au fur et à mesure de leur incorporation dans les cadres du service des fraudes.

Ces fonctionnaires correspondent aux inspecteurs adjoints des pharmacies choisis et commissionnés en France par le préfet qui leur assigne en même temps le ressort de leur compétence qui s'étend approximativement sur un arrondissement. Dans le domaine de l'inspection des pharmacies le rôle des inspecteurs de la répression des fraudes répond à une double préoccupation :

1^o Accompagner l'inspecteur en titre dans ses tournées pour procéder sous sa direction aux prélèvements selon la procédure habituelle des fraudes dont ils ont l'expérience.

2^o Surveiller directement les magasins des herboristes, droguistes, épiciers, coiffeurs, parfumeurs et l'exercice illégal de la pharmacie. Dans ce dernier cas ils signalent les contrevenants à l'inspecteur des pharmacies qui opère alors selon les règlements en vigueur.

Pratiquement surchargés de travail, en nombre insuffisant, généralement sans personnel, les inspecteurs de la répression des fraudes sont dans l'impossibilité de mettre en application les prescriptions d'une législation fort bonne en soi.

Cette carence est d'autant plus regrettable que l'activité de la répres-

sion pourrait utilement s'exercer dans certains domaines où l'impunité et le manque de surveillance accroissent l'audace des fraudeurs.

Le colportage pharmaceutique. — L'article 5 *ter* incorporé au D. du 12 avril 1916 par D. du 7 juillet 1938 interdit formellement le colportage pharmaceutique dans toute l'étendue de la zone française du Maroc. Il semble pourtant assez fréquent et surtout dans les ports où il est facilité par l'activité des échanges.

Les épiciers « chleuhs ». — La situation toute spéciale des petits épiciers « chleuhs » mérite de retenir également l'attention. Quand ils descendent de leurs montagnes vers les centres urbains où les attirent leur esprit de négoce et l'appât naturel d'un gain meilleur, les chleuhs, entre autres métiers, se sentent beaucoup d'affinité pour l'état d'épiciers. La presque totalité des petites boutiques indigènes où s'exerce le commerce d'épicerie, sont occupées par des chleuhs. Et quelles boutiques ! La plupart du temps le magasin est cloisonné en deux parties. La part la plus large est faite aux marchandises. Dans le coin restant, voisinant avec le sucre, le thé, les salaisons, les produits alimentaires de toute nature : le grabat du chleuh (1) !

Sans frais généraux, ils font ainsi une rude concurrence aux épiciers européens. Ce n'est pas toujours sans préjudice pour la fraîcheur des denrées vendues... ni aussi sans danger. Presque tous font le commerce de produits que l'on trouve à l'ordinaire chez les droguistes. Mais alors que ces derniers se soumettent aux prescriptions de l'étiquetage, nos petits épiciers chleuhs n'en ont cure. Ils achètent les produits en demi-gros et les revendent au détail dans n'importe quelle bouteille ou quel récipient de fortune contenant à l'ordinaire des produits potables ou comestibles. On devine les fâcheuses méprises qui peuvent en résulter et qui ont même été quelquefois jusqu'à se traduire par des accidents mortels. En France, les Pouvoirs publics ont réagi contre de tels errements. Un décret du 9 novembre 1937 est, en effet, venu interdire la mise en vente de produits toxiques d'usage courant (crésyl, acide chlorhydrique, etc...) dans des bouteilles dites « canettes de bière » ou tous autres récipients initialement destinés à contenir des produits potables ou comestibles.

Une pareille mesure serait fort souhaitable au Maroc.

(1) De récents arrêtés municipaux édictés à Casablanca en 1938 sont heureusement venus mettre un terme à cette conception par trop rudimentaire de l'hygiène :

1^o en réglementant la vente du pain par les épiciers qui doivent alors être les dépositaires, dans des conditions d'hygiène déterminées, d'une boulangerie connue ;

2^o en interdisant aux épiciers indigènes de transformer leurs boutiques en lieu d'habitation.

TROISIÈME PARTIE
L'ÉPOQUE ACTUELLE

(LÉGISLATION SPÉCIALE)

LÉGISLATION SPÉCIALE

(D. du 14 octobre 1914, articles XX à XXX).

Dans cette troisième partie nous n'avons certes pas la prétention de traiter de toute la législation spéciale ressortissant à la matière des fraudes. Ce serait là un travail fastidieux sans grande portée juridique. Cependant, certaines matières retiendront ici particulièrement notre attention. Ce sont celles sur lesquelles le D. organique du 14 octobre 1914 donne un ensemble de définitions s'étendant des articles XX à XXX. Certaines de ces denrées de première nécessité revêtent une telle importance, qu'elles ont entraîné toute une réglementation nouvelle au cours de ces dernières années. Nous pensons qu'il est intéressant de dégager la portée sociale et juridique des récentes réformes. L'examen critique des textes nous conduira, d'ailleurs, à préconiser certaines modifications pour l'avenir.

Nous traiterons ces différentes questions en trois chapitres :

CHAPITRE PREMIER.

- 1^o Le lait ;
- 2^o Le beurre ;
- 3^o Le saindoux ;
- 4^o Les margarines ;
- 5^o Les graisses alimentaires ;
- 6^o L'huile d'olive.

CHAPITRE DEUXIÈME.

- 1^o Le vin ;
- 2^o La bière.

CHAPITRE TROISIÈME.

- 1^o La farine ;
 - 2^o Le pain ;
 - 3^o Les viandes et les produits de charcuterie.
-

CHAPITRE PREMIER

(LAIT, BEURRE, SAINDOUX, MARGARINES, GRAISSES ALIMENTAIRES, HUILE D'OLIVE)

1^o Le lait.

« Le lait est le produit de la traite complète et ininterrompue des femelles laitières saines et nourries normalement. La dénomination de lait, sans autre indication, est réservée au lait de vache pur.

« Pour tout autre lait, cette dénomination doit être accompagnée de l'indication bien apparente de l'espèce d'animaux d'où il provient. Il doit être livré à la consommation sans addition ni retranchement. » (D. du 14 octobre 1914, art. XX).

L'arrêté viziriel du 6 août 1926 institue le contrôle obligatoire du lait et des produits de laiterie. — L'A. V. du 10 mars 1917 montre la préoccupation des pouvoirs publics de garantir dans une certaine mesure un lait pur, sain et propre au consommateur, mais l'offre de « garantie officielle » avec les quelques avantages qui y sont attachés, ne relève encore que d'un contrôle facultatif.

Ce n'est que l'A. V. du 6 août 1926 relatif à la surveillance de la production du lait et portant réglementation du commerce des laits et produits de laiterie, qui vient instituer le contrôle obligatoire. Après les modifications apportées à ce texte par les A. V. du 5 février 1933 (art. 8, 9, 10 et 23) et 1^{er} juin 1937 (art. 2 et 5), l'A. V. du 6 août 1926 constitue une réglementation solide et bien ordonnée sur la question du lait.

Elle appelle cependant certaines remarques, dont quelques-unes de toute première importance.

Des chiffres d'abord nous fixent sur l'intérêt de premier plan qui s'attache à la question du lait et des produits de laiterie au Maroc.

Au début de 1938, la valeur des importations en lait, beurre et fromage, se chiffrait par vingt-cinq millions de francs, chiffre correspondant sensiblement à cinquante millions de litres de lait naturel, soit

à la production approximative de vingt mille vaches laitières de race (1).

Il s'imposait donc bien de prendre un texte complet pour régler la question. Il s'agit toutefois d'en examiner la portée.

L'interdiction de l'écémage. — Dans un premier paragraphe, l'arrêté régleme la question des laits « frais ».

L'article premier rappelle l'interdiction de l'écémage en quelque proportion que ce soit, déjà implicitement soulignée dans le D. du 14 octobre 1914 (art. 20) où il est exigé que le lait soit livré à la consommation sans addition ni retranchement.

Il y a là une différence notable avec la législation française qui prévoit les laits écémés (art. 3 modifié de la loi du 25 mars 1924).

Le contrôle à la production. — L'article 2 traite de la très importante question du contrôle de la production laitière.

« Toute personne qui a l'intention de se livrer à l'exploitation d'une laiterie en vue de la vente du lait au public, doit en faire la déclaration « à l'autorité locale de contrôle ou, si l'exploitation est située dans un « périmètre urbain, au chef des services municipaux. »

Pratiquement la généralisation de cette obligation s'avère impossible faute de personnel pour exercer la surveillance. Il n'est matériellement pas possible à deux contrôleurs de laiterie, appointés par la municipalité, de contrôler toutes les laiteries indigènes du périmètre urbain de Casablanca. Il n'est pas humainement possible au seul vétérinaire inspecteur de l'élevage chargé de ce service de surveiller à lui seul toutes les laiteries de la banlieue casablancaise.

La carence du Service des fraudes, débordé par des attributions qui dépassent souvent le cadre des fraudes proprement dites, doté également d'un personnel insuffisant, vient encore compliquer le problème.

Particularités dans la production laitière marocaine. — La production laitière du Maroc présente d'autre part des particularités saisissantes. Dans une proportion avoisinant 80 % elle est d'origine indigène.

On s' imagine facilement les difficultés d'un pareil contrôle. Un lait même sain au moment où il est récolté, ne peut échapper aux souillures dont il est l'objet depuis la sortie de la laiterie jusqu'au moment de la livraison au consommateur. Les fournisseurs indigènes n'apportent aucun soin dans la récolte du lait. Leurs récipients collecteurs sont toujours lavés à l'eau froide. Ils ne sont jamais propres : les microbes

(1) *Bulletin économique du Maroc*, avril 1938, p. 112.

y pullulent. Que dire du filtrage qui s'effectue en général à travers des linges souillés tels que de vieux morceaux de burnous.

« Les animaux, en majorité de race marocaine, mènent une existence lamentable, insuffisamment ou trop abondamment nourris, suivant la saison, ils ne font l'objet d'aucune sollicitude particulière ; ils ne connaissent ni la brosse, ni l'étrille ; ils procèdent eux-mêmes à un décapage rudimentaire, en se frottant contre les murs ou les arbres.

« Dans l'étable, ou plutôt dans le hangar qui les abrite, les vaches sont couchées à même le sol ; la litière est absente. Les mamelles ont donc loisir de se souiller au contact des excréments et de l'urine. La cour du foudouk, qui tient lieu d'étable, est transformée, l'hiver, en un cloaque immonde d'où émanent des odeurs peu agréables. L'été les poussières et les débris excrémentiels, entraînés par le vent, viennent se déposer à la surface du lait.

« C'est dans ce milieu qu'a lieu la traite. L'individu chargé de l'entretien des locaux et des animaux fait bien souvent fonction de trayeur. Ses mains sont toujours sales. A l'heure prescrite et selon une formule ancestrale, il amène le veau qui, après avoir bu quelques gorgées de lait, est attaché à un membre antérieur de la mère. Il s'installe sur un tabouret et procède à un lavage sommaire de ses mains avec quelques giclées de lait qui retombent dans le récipient déjà mis en place pour recevoir le produit de la traite.

«

« Le lait est transporté jusqu'à la ville voisine, qui est le principal débouché, soit au moyen d'une bicyclette, soit dans une voiture. Pendant le trajet d'une dizaine de kilomètres en moyenne, les ferments et les bactéries ont tout loisir pour cultiver dans cette atmosphère favorable à leur développement (1). »

Le tableau suivant fournit d'ailleurs d'édifiantes précisions sur le taux microbien excessivement élevé de la majorité des laits marocains (2).

(1) Dr G. BELLE, vétérinaire inspecteur du Service de l'élevage à Casablanca : « Nécessité d'organiser au Maroc le contrôle hygiénique du lait » (Revue *Le Lait*, mai 1936, n° 155).

(2) Analyses effectuées au Laboratoire de recherches du Service de l'élevage à Casablanca.

A. Une heure après la traite :

Nombre de germes au cc.		Germes liquéfiant	Moisissures
1 ^o	24.200	2.000	400
2 ^o	2.280.000	2.400	20.800
3 ^o	6.766.200	2.000	1.400
4 ^o	152.600	0	400
5 ^o	453.400	800	400

B. Laits prélevés aux magasins de vente au Marché
(Laits de mélange) :

Nombre de germes au cc.		Germes liquéfiant	Moisissures
6 ^o	11.020.000	640.000	20.000
7 ^o	11.900.000	240.000	40.000
8 ^o	10.720.000	120.000	—
9 ^o	7.880.000	20.000	10.000
10 ^o	5.200.000	120.000	10.000

Cependant, on n'admet, aux Etats-Unis, comme lait marchand de bonne qualité que du lait ne contenant au maximum que 30.000 bactéries par centimètre cube !

La législation française. — En France, la législation sur les laits vient de s'enrichir de deux très importants décrets en date du 25 avril 1939. Le premier traite du contrôle des ateliers de pasteurisation. Le second est relatif à la vente du lait à l'état cru pour la consommation humaine. L'article 3 de l'arrêté relatif au contrôle des ateliers de pasteurisation prévoit une réglementation sévère :

Les laits pasteurisés livrés à la consommation humaine sont divisés en deux catégories :

« 1^o Laits ayant subi le traitement de pasteurisation prévu par la loi.

« Laits pasteurisés, certifiés. »

Les laits de la première catégorie devront :

1^o être exempts de germes pathogènes ;

« ne pas renfermer plus de 100.000 germes microbiens par centimètre cube. »

Les « laits pasteurisés, certifiés » devront, jusqu'au moment de la vente au consommateur, répondre aux conditions suivantes :

1^o être exempts de germes pathogènes ;

2^o présenter une réaction négative dans la recherche des bactéries coliformes (groupe *Escherichia* et *Aerobacter*) sur un volume d'un centimètre cube de lait.

3^o teneur en germes microbiens inférieurs à 30.000 par centimètre cube.

L'état de fait au Maroc. — Nous sommes loin, au Maroc, d'une pareille pureté. Les chiffres du tableau précédent sont un argument indiscutable qui vient démontrer l'état de malpropreté manifeste de la majorité des laits livrés à la consommation publique.

Les indigènes sont-ils les seuls coupables ?

Nous ne le pensons pas.

Il nous a été donné de constater que du lait en bouteilles portant le cachet de garantie de compagnies laitières européennes et déposées pour la vente chez des épiciers indigènes, accusait un taux microbien de l'ordre de 15 à 20 millions de germes par centimètre cube. Pareil lait cru, malgré son habillage, n'a pu être manipulé qu'à la manière indigène ou qui plus est, n'est qu'un lait indigène ramassé.

Il n'est pas exagéré de dire qu'au Maroc les 4/5 des laitiers procèdent au ramassage du lait. Des gens non autorisés vendent leur lait à des laitiers autorisés.

A ce sujet une anomalie assez curieuse vaut d'être signalée :

Lorsque les conclusions des enquêtes prescrites par les dispositions de l'A. V. du 6 août 1926 sont favorables au demandeur, celui-ci reçoit en même temps que l'autorisation, une plaque dont il devient pour ainsi dire propriétaire.

Cesse-t-il son commerce ? Il vendra sa plaque à un compère non autorisé, qui continuera son trafic sous le nom du prédécesseur. Le commerce de ces plaques a pu ainsi être pratiqué sur la base de 100 fr. la pièce. Voilà bien une élégante façon de tourner le contrôle. Ne conviendrait-il pas d'exiger du titulaire de plaque une déclaration éventuelle de cessation de commerce afin de mettre fin à ces marchandages qui se font, en définitive, sur le compte de la santé publique ?

L'absence d'un contrôle périodique permet aussi la pratique du subterfuge suivant : après la déclaration obligatoire et prévoyant la visite du vétérinaire inspecteur, l'intéressé loue un local propre, aéré, convenable et susceptible de présenter des garanties de salubrité suffisante.

Souvent moins d'un mois après la visite, il a déjà déguerpi pour réintégrer l'étable malpropre précédemment décrite, où il a même très souvent laissé ses bêtes qu'il ne présente dans le local spécialement loué, que le jour de l'inspection.

Les laitiers indigènes savent aussi tourner les règlements !

Ne sont-ils d'ailleurs pas encouragés en ce sens par les pratiques assez peu respectueuses de l'hygiène, auxquelles se livrent certains européens ?

Il existe, en effet, des vendeurs de laits qui n'ont aucune laiterie en exploitation. D'autres possédant dix vaches et dont la production laitière devrait être de l'ordre de cinquante litres de lait par jour environ, en écoulent impunément 1.200 litres.

Il est parlé, dans le D. d'enquête médicale portant sur la santé du personnel. Quelle garantie effective attendre d'une pareille mesure avec un personnel aussi mouvant, aussi changeant que les indigènes, arabes ou israélites, aujourd'hui dans une laiterie à Casablanca, demain dans un douar autour de Marrakech ou dans un mellah de Mogador ?

L'impossibilité d'un contrôle serré rend inopérantes les excellentes mesures édictées dans le texte.

Nécessité d'un contrôle à la consommation. — Et c'est pourquoi, vu l'importance considérable du lait dans l'alimentation humaine et principalement dans celle des enfants, il importe que le contrôle hygiénique *à la production* soit complété par un contrôle *à la consommation*, qui porterait sur la détermination de l'état de conservation du lait, sur son analyse chimique et surtout sur son analyse bactériologique.

De quelle façon exercer ce contrôle hygiénique ?

Il n'est point dans notre dessein de reprendre ici l'analyse des polémiques assez aiguës auxquelles se livrèrent, par la voie de la presse au cours de 1938, les partisans et défenseurs des différents systèmes préconisés.

La carence de la réglementation municipale. — En tout état de cause et sans prendre parti, ni pour les uns ni pour les autres, il semble dès l'abord du problème que l'autorité responsable — et nous voulons nommer l'autorité municipale — ne prend pas en général les précautions que lui enjoint de prévoir l'article 2 de l'A. V. du 6 août 1926 :

« Des arrêtés de pachas ou caïds pourront édicter toutes mesures « susceptibles de parfaire l'assainissement du lait : ramassage, conservation, pasteurisation, transport, etc... »

Il en va d'ailleurs de même, d'une façon générale, en ce qui concerne la surveillance de tous les produits d'alimentation. La réglementation au point de vue répression des fraudes par arrêté municipal est à ce point tombée en désuétude, que le D. du 26 juillet 1930 portant application au Maroc de la loi française dite « loi Dessein » vise les infractions aux D. et aux A. V. relatifs aux fraudes, omettant de façon par trop visible l'existence des arrêtés municipaux.

Est-il nécessaire de rappeler qu'en France les maires n'hésitent pas

à prendre très souvent des arrêtés en application de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale quant à la réglementation ou la vente du lait ?

Cependant, le D. du 9 décembre 1938 confirmant les mohtasibin de l'empire dans leurs traditionnelles fonctions de surveillance des marchands et artisans, marque le souci évident de l'administration supérieure de supprimer ces errements. L'article 2 de ce D. mentionne en effet : « ... la répression des infractions aux prescriptions du dit D. « ou de tous arrêtés pris pour son exécution, sera de la compétence des « juridictions chérifiennes. »

Il y a là une large possibilité de contrôle ouvert à l'administration municipale. Parmi les denrées de première nécessité le lait n'est-il point une des plus importantes ?

Rappelons qu'il est pour le moins étonnant de ne point voir figurer le lait sur la liste des marchandises soumises à la surveillance des mohtasibin par la circulaire résidentielle n° 189 S. G. P. Volontaire ou involontaire, cet oubli est regrettable à tous points de vue.

Nous avons préconisé une amélioration du fonctionnement de la surveillance des mohtasibin par le recrutement de jeunes musulmans diplômés de nos écoles comme Khalifas de ces magistrats. Ce serait, avons-nous dit, rénover le caractère de cette charge sans bousculer l'ordre respectable des notabilités maghzen. Le D. du 24 décembre 1918 permettrait sans ambiguïté aucune d'opérer les saisies nécessaires :

« D du 24 décembre 1918 (art. 3). — La saisie de marchandises qui
« auront donné lieu à contravention sera toujours possible.
«

D'autre part, les peines prévues par ce D. : amende de 16 à 500 fr., emprisonnement de 6 jours à un mois, seraient certainement d'une applicabilité plus rationnelle à la masse des petits laitiers indigènes que celles du D. du 14 octobre 1914 (art. 13) prévues à l'article 3 de l'A. V. du 6 août 1926 (amende et emprisonnement susceptibles d'atteindre 20.000 fr. et 4 ans) dont la sévérité devrait plutôt être réservée aux fraudeurs de marque.

Dans cet ordre d'idées, nous citerons l'arrêté municipal permanent, n° 160 en date du 7 mars 1934 (20 Kaada 1352) pris par le pacha de la ville de Fès pour réglementer la préparation et la vente des crèmes et sorbets glacés. Le texte permet une répression rapide et une surveillance effective par l'emploi d'une procédure simplifiée. L'usage très répandu des crèmes glacées, au cours de l'été, dans tout le Maroc, nécessite une pareille mesure. On l'attend encore à Casablanca et dans nombre d'autres villes. A ce sujet rappelons que la législation métro-

politaine par le décret du 31 mai 1937, a réglementé les crèmes glacées, les glaces et les sorbets.

De la nécessité de la pasteurisation des laits. — « Le lait — a pu « dire M. le Docteur Leclainche, directeur des services vétérinaires « au Ministère de l'agriculture, — est comme la langue d'Esope : « ce qu'il y a de meilleur et ce qu'il y a de pire. Lorsqu'il est de bonne « qualité, il constitue pour les individus de tous âges l'aliment idéal. —« Lorsqu'il est de mauvaise qualité et lorsqu'il renferme en abon- « dance des germes virulents, il est pour la santé un véritable dan- « ger. »

Et le Dr Violle, de l'Institut Pasteur, d'ajouter : « Le lait est à lui « seul la cause de plus de maladies et de morts que tous les autres ali- « ments réunis. »

Il est facile d'en conclure que le lait fourni à une ville pour l'alimen- tation de laquelle il est difficile de s'opposer à la pratique du ramassage, ne peut être consommé sans une épuration préalable.

C'est ce qu'a pu réaliser la ville de Strasbourg, où déjà le taux de la mortalité infantile est un des plus bas de France. On y pratique le procédé de pasteurisation du Dr Henri Stassano dit « Stassanisation. »

L'efficacité de la pasteurisation est liée principalement à deux fac- teurs thermiques : température, durée de chauffage. Il convient aussi « de ne toucher qu'au minimum à la structure physique du lait, à ce « que nous avons appelé sa constitution, à ses équilibres chimiques, « ainsi qu'à ses éléments biochimiques : ses diastases, ses vitamines (1).»

C'est là précisément l'excellence du procédé Stassano qui consiste essentiellement à chauffer le lait à 75°C. pendant 14 à 15 secondes, mais à condition de présenter le produit à l'action de la chaleur en couche très mince de 1 millimètre.

Remarquons que la pasteurisation obligatoire existe à Strasbourg depuis 22 ans et qu'elle fut confirmée après la paix par un vœu émis à l'unanimité de son conseil municipal.

En France, la loi du 2 juillet 1935, les décrets du 25 avril 1939, réglementent la question.

L'Italie, la Hollande, le Danemark, l'Angleterre, l'Allemagne, les Etats-Unis, ont rendu la pasteurisation obligatoire.

Sous quelle forme envisager cette méthode au Maroc ?

Quelle que soit la formule adoptée : concession, régie co-intéressée, régie directe, il convient que les municipalités prévoient un contrôle permanent seul capable d'assurer pour l'avenir l'effectif suffisant du troupeau laitier du Maroc, en nette régression actuellement, et de concilier au mieux les intérêts des producteurs et consommateurs.

(1) Définition de M. le Pr. PORCHER, directeur de l'Ecole vétérinaire d'Alfort.

Pour terminer cette discussion sur la question vitale — et c'est bien le mot — de l'alimentation en lait des villes du Maroc, nous nous permettons de citer quelques lignes d'un article de M. le Dr Bienvenue, médecin de la Goutte de Lait de Casablanca depuis sa fondation et dont la compétence est particulièrement qualifiée en la matière.

« ... Permettez-moi d'exprimer ma grande surprise du peu de bonne « volonté que montrent les pouvoirs publics et notamment la Commis- « sion municipale à l'égard de l'industrie laitière. J'entends bien qu'on « ne veut pas donner un monopole à X... ou Y... ni favoriser les agri- « culteurs (producteurs) aux dépens des commerçants (intermédiaires « en l'espèce). Mais enfin, il n'en reste pas moins que l'industrie lai- « tière est, et surtout devrait être une des branches les plus vivantes « de l'économie : production des fourrages, des sons, boucherie, éle- « vage, cuirs et peaux et encore bien d'autres. »

« C'est donc non seulement une industrie importante mais *spécifi- « quement marocaine* et toute mesure prise contre elle, ou qui ne lui « permet pas de se développer comme elle le devrait, retombe sur « l'économie marocaine. On l'a bien vu l'an dernier, lorsque pour de « multiples causes la production du lait frais s'est tarie : en contre- « partie l'importation des laits condensés à presque triplé. Or, les « laits condensés consommés au Maroc sont pour les 9/10^e des laits pro- « venant de l'étranger, d'où une saignée importante aux ressources « monétaires du Maroc au lieu d'un rapport certain.

« Il ne semblerait donc que juste que l'industrie laitière bénéficiât « de la même sollicitude de la part des pouvoirs publics, que par « exemple la production des blés dits de force ou du vin (1). »

Le contrôle du lait à la production assuré de façon plutôt défec- tueuse est néanmoins prévu par la réglementation marocaine. Il con- vient d'adopter au plus tôt un contrôle à la consommation : contrôle physique avec examen bactériologique obligatoire.

Quelle que soit la carence des pouvoirs publics en général, des muni- cipalités en particulier, à l'endroit de cette importante question du lait, il faut ardemment souhaiter que l'initiative privée, une fois encore, risque audacieusement la mise au point d'une organisation de contrôle laitier dont les bienfaits ne tarderont pas à se faire sentir, tant au point de vue de l'hygiène qu'au regard de l'économie générale du pays.

Dispositions diverses. — Une particularité de l'article 5 est à signa- ler :

« Les agents sanitaires (médecins, vétérinaires, agents du service « de la répression des fraudes...) qui pratiquent la saisie doivent la

(1) Dr BIENVENUE, « Le contrôle obligatoire du lait s'impose » (*L'Econo- miste marocain*, 21 juillet 1928).

« mentionner sur un registre spécial, ainsi que les motifs et les déclarations du propriétaire du lait saisi qui doit signer le procès-verbal. » Notons que la plupart des agents sanitaires sont dépourvus de ce registre spécial, seulement prévu au texte, semble-t-il.

L'arrêté réglemente ensuite « les laits traités ». Les dispositions prises sont inspirées de l'article 3 du décret français du 25 mars 1924.

* * *

Un troisième paragraphe traite des laits concentrés (art. 7, 8, 9). Il y est expressément spécifié que sucré ou non sucré, le lait concentré ne doit pas être privé, dans quelque proportion que ce soit, de la matière grasse primitive.

L'article 8 est relatif à la présentation du produit à la vente. Les inscriptions qui doivent être mentionnées sur l'étiquette sont minutieusement prescrites. Le texte marocain s'inspire de l'article 7 du décret français.

L'article 9 spécial à la législation marocaine stipule que « seront considérés comme falsifiés les laits concentrés, les laits en poudre sucrés ou non sucrés, ne correspondant pas à un lait initial ayant contenu au minimum 33 grammes de beurre et 48 grammes de lactose hydratée par litre. »

C'est là la rédaction modifiée par l'A. V. du 5 février 1935. Cet arrêté a supprimé la phrase finale du texte primitif : « leur importation, détention, vente et mise en vente seront, en conséquence, interdites », qui constituait une répétition des premières dispositions de l'article, étant donné que ces interdictions s'appliquent *ipso facto* aux produits falsifiés, du fait du D. organique.

* * *

Le quatrième paragraphe a trait aux laits en poudre. Bien que la mention n'en soit pas explicite, il convient de souligner que l'écémage du lait en poudre est interdit. La législation française qui admet les laits écrémés, exige la mention de l'écémage sur les produits de dessiccation du lait écrémé : « Lait écrémé en poudre ». « Lait demi-écémé en poudre ».

Les produits préparés au moyen de laits traités ou de laits en poudre, appelés « laits reconstitués » sont astreints, en vue de leur présentation à la vente, à la réglementation de l'article 8. Le commerce de ce lait est d'ailleurs subordonné à une autorisation délivrée ou refusée après enquête par la direction des A. E.

* * *

Un cinquième paragraphe est relatif « aux laits humanisés » ou « maternisés », produits de composition variable destinés à l'alimentation des enfants, dont la vente est assujettie à un étiquetage répondant aux conditions de l'article 8.

* * *

Un sixième paragraphe traite des « crèmes ». Il est la reproduction des articles 15 et 16 du décret français du 25 mars 1924. Notons que l'article 8 de la loi du 2 juillet 1935 tendant à l'organisation et à l'assainissement des marchés du lait, rend sans effet la disposition de l'article 16 du décret qui autorise la vente sous la dénomination de « crème diluée » de crème renfermant encore, pour 100 grammes, 15 grammes de matières grasses. Dès à présent n'est autorisée en France que la vente de crème contenant, pour 100 grammes, 30 grammes de matières grasses.

La vente de crème diluée prêtant à la fraude, pareille modification s'imposerait également au Maroc.

* * *

Le septième paragraphe vise le beurre. Nous renvoyons à ce sujet à la section spéciale traitant du beurre.

Les huitième, neuvième et dixième paragraphes traitent des fromages, de la caséine et de la présure et sont la fidèle reproduction des titres VII, IV et VIII du décret français du 25 mars 1924.

* * *

Un onzième paragraphe se rapporte aux dispositions générales. L'article 23 de ce paragraphe est la reproduction intégrale de la législation française telle qu'elle a été modifiée par le décret du 23 septembre 1934.

L'article 24 est relatif aux conditions à remplir par les appareils et ustensiles employés pour la manipulation ou la conservation du lait. Il édicte des précautions d'hygiène indispensables. Faute de contrôle effectif, ces excellentes dispositions restent le plus souvent lettre morte.

L'article 25 est la reproduction de l'article 5 de la loi du 25 mai 1934. Il prévoit pour le nettoyage et la stérilisation des appareils et ustensiles servant à la manipulation, au transport ou au débit des

produits de laiterie l'emploi conditionnel de certains produits chimiques.

Enfin, l'article 26 est inspiré de l'alinéa 4 de l'article 4 de la loi française dont il généralise l'interdiction en l'étendant non seulement aux conservateurs, mais aux colorants et aux édulcorants non autorisés.

* * *

Propositions nouvelles. — Telles sont les dispositions réglementaires ayant trait au régime du lait au Maroc. Pour être plus complète il serait souhaitable que l'on incorporât à cette réglementation deux dispositions importantes adoptées par la loi française du 29 juin 1934 sur la protection des produits laitiers.

1^o Quant à l'interdiction de fabriquer, d'exposer, de mettre en vente, d'importer, ou de transiter,

« sous la dénomination de crème glacée, « ice cream », glace à la crème, ou
« sous une dénomination de fantaisie quelconque, un produit présentant
« l'aspect de ces produits, destinés aux mêmes usages et ne provenant
« pas exclusivement du lait ou de ses dérivés, l'addition de matières
« grasses étrangères étant notamment interdite. »

2^o Quant à l'interdiction « d'importation de produits laitiers provenant des pays où la fabrication de la margarine n'est pas soumise au
« contrôle permanent d'un service d'inspection et où on n'incorpore
« pas à celle-ci un produit révélateur susceptible de la faire reconnaître facilement dans un mélange même à doses très faibles.

« Les produits laitiers importés devront donc être contenus dans
« des emballages sur lesquels sera inscrit, en caractères très apparents,
« le nom du pays d'origine. »

2^o Le beurre.

« Le beurre est le produit obtenu par le barattage du lait ou de la
« crème provenant de lait, avec ou sans sel, avec ou sans colorant.
« Pourront seuls être employés les colorants inoffensifs dont l'usage
« est prévu par l'article 4 du présent D. Le beurre doit contenir au plus
« 18 % d'eau. »

(D. du 14 octobre 1914, article 21.)

Tolérance excessive quant à la teneur en eau dans les beurres. — Relevons tout de suite une erreur matérielle dans cette rédaction. Il ne s'agit point de l'article 4 mais de l'article 3.

La teneur de 18 % en eau semble excessive. En effet, le texte fran-

çais (1) dont on doit s'inspirer en l'occurrence, précise : « La dénomination de beurre, avec ou sans qualificatif, est réservé au produit exclusivement obtenu par barattage, soit de la crème, soit du lait ou de ses sous-produits et suffisamment débarrassé de lait et d'eau par malaxage et lavage, pour ne plus renfermer, par cent grammes, que 18 grammes au maximum de matières non grasses, dont 16 grammes *« au maximum d'eau. »* »

Il n'y avait vraiment aucune raison pour élargir au Maroc les limites de la législation française relatives au pourcentage d'eau. C'était ouvrir la porte à l'importation de beurres mélangés dans une certaine proportion à ce que l'on appelle en France des « beurres mous » dont la regrettable tolérance de la circulaire du 26 juillet 1928 a permis la vente par de petits cultivateurs mal outillés pour une bonne préparation (2). Ces beurres ont une teneur en eau supérieure à 16 %.

Cette tolérance a été étendue aux commerçants qui achètent ces beurres chez les fermiers et les revendent sans malaxage sous la dénomination de « beurres mous ».

On peut donc prévoir que certains importateurs marocains à la recherche de produit bon marché, achètent volontiers ces beurres humides.

Or, les procédés modernes de barattage et de malaxage devraient permettre l'obtention facile de beurre à 14 % d'eau au maximum.

Sans vouloir se montrer plus sévère que le législateur français, le législateur marocain devrait d'autant moins augmenter le taux limite légal de l'eau dans les beurres que cet excès, tout en constituant une véritable falsification du produit, est loin de contribuer à sa bonne conservation.

Il serait donc souhaitable de mettre sur ce point nos textes en accord avec la législation métropolitaine.

De l'emploi de l'acide borique comme conservateur. — L'A. V. du 6 février 1916, dans son article 4, autorise la tolérance de l'emploi de l'acide borique pur dans la proportion maximum de 5 pour mille en poids pour la conservation des graisses d'origine animale ou végétale, beurre, margarine, etc...

Avant la guerre, l'utilisation de l'acide borique comme conservateur était assez controversée.

Le 9 septembre 1907, le Ministre de l'Agriculture écrivait au Garde des Sceaux, Ministre de la Justice :

(1) Article 17 du décret du 25 mars 1924, modifié par décrets des 7 octobre et 27 septembre 1934 portant règlement d'administration publique en ce qui concerne le commerce du lait et des produits de laiterie (*J. O.* du 27 septembre 1934).

(2) X. DE BORSSAT, *Revue des Fraudes*, 1930, p. 151.

« D'une manière générale, l'emploi des antiseptiques est considéré
« par tous les hygiénistes comme dangereux, même si la dose est faible,
« à cause de l'usage continu qui peut être fait des aliments conservés
« par ces produits et en raison de la réceptivité particulière de chacun
« des consommateurs. Il faut, d'ailleurs, remarquer qu'il est difficile,
« sinon impossible, de déterminer la quantité réelle d'antiseptique
« employé, car le produit peut être réparti inégalement dans la masse
« lorsqu'elle n'est pas miscible avec elle, comme c'est le cas pour le
« beurre. »

Il est vrai qu'à cette époque le commerce des beurres, exagérait l'emploi de l'acide borique :

« Il se faisait de cette façon une opération très fructueuse consistant
« à acheter dans la saison où les beurres sont bon marché, des beurres
« que l'on revendait plusieurs mois après, quand le prix s'élevait.
« On humidifiait les beurres et on les conservait dans de l'eau bori-
« quée (1). »

Cependant, le 10 avril 1908, on peut voir le Tribunal de Lisieux acquitter un délinquant inculpé d'emploi d'acide borique comme conservateur. Néanmoins, le décret du 15 avril 1912 et l'arrêté du 28 juin de la même année, interdisent l'addition de tout antiseptique aux produits alimentaires.

Au cours de la guerre, pour des nécessités d'ordre économique, le Ministre de l'Agriculture, par sa circulaire du 11 avril 1916, autorise l'importation de beurres contenant moins de 5 grammes d'acide borique par kilogramme. Une circulaire du 21 juin 1916 étend le bénéfice de cette tolérance aux producteurs français. Après le décret du 25 mars 1924 sur les laits et produits de laiteries, une nouvelle circulaire du 2 juin 1924 proroge cette autorisation.

Depuis, l'emploi de l'acide borique se poursuivait sans difficultés judiciaires.

Mais voici qu'un jugement du 17 mars 1937 du Tribunal de Niort emportant condamnation sur plusieurs chefs, dont celui d'utilisation d'acide borique pour la conservation du beurre, motive une circulaire de M. Toubreau, dont nous extrayons les passages essentiels :

« J'estime que les vendeurs de beurres ainsi traités et qui les pré-
« sentent à l'acheteur sous des qualifications visant la *qualité* de pro-
« duits tels que « fin », « extra », « supérieur », doivent être déférés à
« l'autorité judiciaire sous réserve du délai prévu ci-après (2).

« Il doit en être de même de l'emploi du qualificatif « pur », mais
« en ce qui concerne les beurres vendus seulement avec une mention

(1) Manuel élémentaire pour la répression des fraudes, J. Lemercier. Paris, 1909, p. 84.

(2) A partir du 1^{er} juillet 1939.

« d'origine ou de provenance telle que « des Charentes », « d'Isigny » « ou « laitier », « fermier », aucune infraction ne doit être relevée à leur « encontre tant que les circulaires ci-dessus rappelées ne seront pas « rapportées. » (1)

Et le 13 janvier 1939, la Chambre des Appels correctionnels de la Cour de Poitiers vient préciser que si l'addition d'acide borique est tolérée, elle doit exclure les qualificatifs avantageux ou de qualité.

La prise de position de l'Administration française corroborée par la tendance de la jurisprudence, méritait d'être signalée pour une application éventuelle dans le cadre de notre législation des fraudes. Nous avons, en effet, de bonnes raisons de penser que les beurres « fins » ou « purs » additionnés d'acide borique existent également au Maroc.

Coloration artificielle des beurres. — Dans son article 5, l'A. V. du 6 février 1916 autorise la coloration des beurres et huiles uniquement avec des colorants végétaux inoffensifs. Cette disposition sera prévue dans le décret français du 25 mars 1924 (article 18).

Première réglementation de la vente du beurre au Maroc. — L'A. V. du 22 novembre 1921 relatif à la vente des beurres, saindoux, huiles et matières grasses alimentaires, porte pour la première fois au Maroc réglementation rudimentaire de la vente du beurre, en interdisant la vente du beurre et de la margarine dans les mêmes locaux.

Cette disposition est la reproduction pure et simple des premières lignes de l'article 3 de la loi du 10 avril 1897.

Le législateur ne pensa pas alors devoir aller plus loin et il se contenta de renforcer la définition du beurre donnée par l'article 21 du D. organique et de décrire quelques manipulations autorisées (salage, addition de sucre et de salpêtre, etc...).

Les limites d'acidité. — L'A. V. du 6 août 1926 répond à la nécessité de définir exactement certaines limites d'acidité qui dépassent un peu trop largement la moyenne des beurres vendus sur place.

On définit ainsi le « beurre de table », le « beurre de cuisine » et le « beurre indigène » ou « zebda ». On insère également la disposition de l'article 18 du Décret du 25 mars 1924 sur le « beurre rénové ». L'A. V. du 6 août 1926 était d'ailleurs — nous l'avons vu — relatif à la surveillance de la production du lait et portait réglementation du commerce des laits et produits de laiterie.

Un A. V. du 20 février 1935 vint modifier son article 23 en interdisant l'emploi de toute indication ou de tout signe tendant à faire croire

(1) Il s'agit des circulaires précédemment énoncées de 1916 et de 1924.

faususement que les produits visés à cet arrêté avaient été produits et manipulés sous un contrôle officiel, ainsi que l'emploi de toute indication ou de tout signe susceptible de créer dans l'esprit de l'acheteur une confusion sur le poids, le volume, la nature ou l'origine des dits produits.

De l'emploi abusif des expressions : à base de beurre et au beurre. — Une interdiction finale, dans cet article, présente ainsi qu'on va le voir, une assez grande importance :

« L'interdiction ci-dessus s'applique notamment à l'emploi de toute indication ou de tout signe annonçant qu'un produit est « à base de beurre » ou a été préparé « au beurre », alors que ce produit a été fabriqué en tout ou en partie avec d'autres matières grasses que le beurre. »

L'article 23 nouveau ainsi modifié se présente comme l'exacte reproduction de l'article 27, titre IX (dispositions générales) du Décret français du 25 mars 1924.

L'interdiction finale visant les expressions « à base de beurre » et « au beurre » a été inscrite dans le texte français par le décret du 23 septembre 1934.

Cette modification complémentaire avait certainement pour but de s'opposer à l'interprétation un peu spécieuse de la jurisprudence antérieure admettant que l'expression « à base de beurre » figurant sur une étiquette de produit de la biscuiterie n'impose pas la présence exclusive de beurre (Tribunal correctionnel de Lisieux, 13 novembre 1929).

Dans les mêmes conditions, mais s'agissant de l'expression « au beurre », le Tribunal de Caen, en janvier 1930, avait conclu par une ordonnance de non-lieu. Il faut ajouter que dans ce dernier cas, la proportion de végétaline employée n'était plus que de 25 %.

Et cependant, le laboratoire de Rouen, le parquet, avaient estimé que l'expression « au beurre » était exclusive de la présence de matières grasses autres que le beurre dans le produit.

La loi du 1^{er} août 1905 eut dû permettre de réprimer la tromperie consistant à présenter comme produit « au beurre » un produit non préparé exclusivement à base de beurre (1). Cependant, le texte du décret du 23 septembre 1934 eut raison des scrupules des tribunaux.

La précision ne fut pas jugée suffisante puisque l'article 23 de la loi du 2 juillet 1935 est venue donner une portée plus générale à ces interdictions en ce qui concerne les appellations « au beurre », « à la crème », « à base de beurre ou de crème », « préparé au beurre ou à la crème », « petit-beurre », « grand beurre ».

(1) Circulaire n° 122 du 30 août 1935 (*Revue des Fraudes*, 1935, p. 309).

La circulaire n° 122 du 30 août 1935 relative à l'application de cette loi appelle d'ailleurs le commentaire suivant :

« En l'absence d'une définition précise des termes « petit beurre », « grand beurre », un certain nombre de fabricants de biscuits ont « préparé jusqu'à ce jour des « petits beurres » principalement, qui « contiennent soit un mélange de beurre avec d'autres matières grasses, « soit des matières grasses étrangères au beurre. Ils ne pourront désormais « mais procéder ainsi, soit qu'ils renoncent à l'appellation « petit « beurre », soit qu'ils emploient uniquement le beurre dans les biscuits « dont il s'agit (1). »

Devant l'insuffisance manifeste des dispositions de l'article 23 de notre A. V. du 6 août 1926, il serait urgent que le législateur marocain adoptât les dispositions de l'article 23 de la loi du 2 juillet 1935. L'on ne verrait peut-être plus, sur le marché marocain, autant de biscuits dits « petits beurres » fabriqués presque exclusivement avec de la margarine !

Modifications récentes. Propositions nouvelles. — Le dernier texte paru relatif au commerce des beurres, qui est l'A. V. du 18 janvier 1937, vient compléter l'article 3 de l'A. V. du 22 novembre 1921 dans les termes suivants :

« ... Les récipients ou emballages contenant du beurre, doivent « mentionner le pays d'origine du produit en caractère de dimensions « égales, au minimum, aux deux tiers de celles des caractères qui « composent le nom sous lequel le produit est mis en vente. »

« Le mélange de beurres d'origines différentes doit être indiqué à « l'acheteur. »

L'obligation d'indiquer de façon très apparente le pays d'origine du beurre est une précaution indispensable. Il serait bon de la compléter dans le sens de l'article 10 de la loi française du 2 juillet 1935 :

« *Article 10.* — Le beurre vendu comme provenant d'un pays ou « d'une région doit provenir exclusivement du dit pays ou de ladite « région. »

Le dernier alinéa du complément apporté par l'A. V. du 18 janvier 1937 gagnerait à être remplacé par l'article 11 de la loi française du 2 juillet 1935 :

« *Article 11.* — Le mélange de beurre de provenances diverses ne « pourra pas être vendu avec mention d'origine. »

L'impossibilité technique de la détermination du pourcentage de

(1) La préparation des « petits beurres » ou « grands beurres » exclusivement au beurre a été rendue obligatoire en France depuis le 1^{er} mars 1936 (*Revue des Fraudes*, 1936, p. 29).

beurres d'origines différentes peut, en effet, autoriser des réclames fallacieuses. Il est préférable d'en supprimer la possibilité.

Telle est la réglementation marocaine des beurres.

Nous avons, au passage, signalé les points sur lesquels elle mérite d'être complétée ou modifiée.

Cette législation mérite une attention particulière.

Sur 112 prélèvements opérés en 1938, ne constate-t-on pas 57 % de produits falsifiés ?

Deux points particuliers non prévus dans notre législation méritent également de retenir l'attention :

1^o L'interdiction d'employer de l'eau non potable pour le lavage du beurre.

2^o Il convient de compléter notre législation par l'adaptation au Maroc du texte de l'article 9 de la loi du 2 juillet 1935 :

« Article 9. — L'addition dans le beurre de produits régénérateurs « ou de parfums, essences, arômes chimiques, artificiels ou autres « similaires, est interdite.

« Les agents de neutralisation dont la liste sera arrêtée par le Ministre « de l'Agriculture, après avis du Consul supérieur d'hygiène, sont tolérés,

« a) pour la désacidification des laits destinés à la fabrication des « fromages et à l'écémage en vue de la fabrication du beurre ;

« b) pour la désacidification avant pasteurisation, des crèmes des- « tinées à la beurrerie. »

3^o Le saindoux (1).

« Le saindoux est le produit de la fusion des parties grasses du porc, « sans addition quelconque. L'humidité n'en doit pas dépasser 1 %. »

C'est là la définition exacte adoptée par le Congrès de Genève dans sa séance du 10 septembre 1908.

L'article 4 de l'A. V. du 22 novembre 1921 spécifie d'autre part :

« Les saindoux perdent droit à cette appellation lorsqu'ils ont subi « une manipulation susceptible de modifier leur composition naturelle »
ou leur teneur en principes utiles. »

* * *

Il serait peut-être utile d'établir légalement la distinction reconnue par la pratique courante qui consiste à classer le saindoux en deux catégories :

(1) Cf. « Graisses alimentaires ».

1^o le saindoux pure panne constitué exclusivement par la fonte de la panne de porc et qui est l'axonge ;

2^o le saindoux ordinaire, ou gras de porc, extrait de toutes les parties graisseuses du porc. C'est là, réellement le produit commercial qui doit être vendu sans addition d'aucune autre matière grasse animale ou végétale et qui ne doit contenir ni matières minérales ni plus de 1 % d'eau.

4^o Les margarines.

Origine. La réglementation française. — Lorsqu'en 1868, pour satisfaire le désir de l'Empereur Napoléon III de doter les équipages de la flotte française d'un produit gras comestible, sain, de bonne apparence et de longue conservation, Mège-Mouriès inventa la margarine, il ne soupçonnait peut-être pas l'importance considérable que ce succédané du beurre était appelé à prendre sur le marché mondial. Il était cependant bien persuadé de l'excellence de son invention puisqu'il affirmait le plus sérieusement du monde qu'à travers le pis de la vache, les suifs se transformaient en beurre émulsionné dans le lait. Il était alors bien tentant d'émulsionner du suif avec du lait et d'autres matières grasses pour en faire un beurre synthétique !! La margarine était inventée.

Quoi qu'il en soit, on doit reconnaître une bonne valeur alimentaire à l'invention de Mège-Mouriès, qui a trouvé un succès mérité en France, en Angleterre, en Allemagne, en Hollande et dans de nombreux autres pays.

Devant l'extension prise par la fabrication de ce produit susceptible par ailleurs de faciliter les fraudes sur les beurres, les différents pays intéressés ont dû édicter des réglementations appropriées à une surveillance sévère.

La législation française notamment a progressivement mis au point cette importante question par une série de textes qui, partant de la loi du 16 avril 1897, modifiée par les lois du 1^{er} août 1905, du 23 juillet 1907 et du 28 février 1931, ont abouti au décret du 30 décembre 1931 commenté par la circulaire ministérielle du 30 janvier 1932.

Le contrôle de la fabrication, le service d'inspection par un personnel spécialisé, y sont étudiés avec un luxe de détails qui marquent nettement tout le soin apporté par le législateur et par notre Direction française de la répression des fraudes dans la sauvegarde de la santé du consommateur.

La réglementation marocaine. — Devant tant de précision et de méthode, la pauvreté des textes marocains étonne.

Sa déficience. — L'article 23 du D. du 14 octobre 1914 spécifie simplement :

« Les margarines sont toutes les substances grasses alimentaires « autres que le beurre et le saindoux qui présentent l'aspect de beurre « et sont préparées pour le même usage que le beurre. Il est interdit « de faire entrer dans la composition de la margarine plus de 10 % de « beurre ou de la colorer artificiellement. »

Il faut alors attendre 7 ans pour voir apparaître un souci de protection du consommateur avec l'A. V. du 22 novembre 1921 qui interdit la présence simultanée de beurre et de margarine dans les mêmes locaux et règlemente sommairement la vente au détail de la margarine.

L'A. V. du 27 mars 1929 va compléter cette législation embryonnaire en prescrivant certaines précautions à observer dans le commerce de détail (vente obligatoire en pains cubiques de 500 grammes non détaillés, indication de la composition, du poids net, etc...).

Précaution, à vrai dire, insuffisante et dont l'inefficacité a singulièrement favorisé les fraudes sur les beurres, principalement en milieu indigène.

La fraude est particulièrement active chez les marchands ambulants indigènes qui colportent à domicile ou sur la voie publique des margarines colorées et additionnées de diacétyle, principe odorant rappelant l'odeur du beurre, en les vendant comme « beurre de ferme ». Le plus curieux, c'est que certains de ces marchands astucieux finissent par se constituer une véritable clientèle européenne qui s'estime très satisfaite de la qualité de ce « beurre de ferme », eu égard à la modicité de son prix qui le plus souvent atteint à peine la moitié du prix normal du beurre. Il va sans dire que le colporteur qui vend à ce tarif une margarine 100 % réalise d'appréciables bénéfices.

Action efficace du laboratoire officiel. — Devant l'insuffisance des textes et la carence corrélatrice du service des fraudes, le laboratoire officiel, en liaison avec l'administration des douanes, s'est activement employé à enrayer la fraude à l'origine.

Les margarines colorées et aromatisées. — La margarine est, en effet, un élément essentiel de fraude pour les beurres lorsqu'elle est :

- 1° colorée artificiellement ;
- 2° additionnée d'un arôme artificiel.

A ce point de vue, il est regrettable que la législation française n'interdise formellement la coloration de la margarine que lorsqu'elle est destinée à être consommée en France et en Algérie. Une dérogation a été réalisée, en effet, par la loi du 28 février 1931, en faveur de la

margarine destinée à l'exportation et *aux colonies françaises*, à condition d'utiliser seulement les matières colorantes dont l'emploi aura été autorisé pour cet usage par un arrêté pris dans les conditions fixées par le décret du 15 avril 1912 (article 1^{er}).

Il y a certainement de bonnes raisons pour interdire la coloration de la margarine et la première est inspirée par le souci de la fraude. Le beurre, aliment de première nécessité, de production indigène, devrait être mieux protégé dans le cadre de l'empire français. L'autorisation de coloration des margarines destinées aux colonies françaises devrait être rapportée.

Si le fait de colorer une margarine est déjà répréhensible, que dire lorsque cette coloration est opérée avec des colorants issus du goudron de houille. Les maisons allemandes de produits chimiques se font une spécialité de ces produits de maquillage. Tout récemment, le laboratoire officiel de Casablanca, fonctionnant comme laboratoire des douanes a dû arrêter un colorant jaune issu du goudron de houille, importé par avion d'Allemagne en appréciable quantité et destiné à la coloration des margarines.

La surveillance du laboratoire s'est également exercée avec fruit sur les importations de margarines additionnées d'un arôme artificiel. En la circonstance, l'arôme artificiel qui a été scrupuleusement dosé à chaque contrôle n'était autre qu'une diacétone : le diacétyle, produit éminemment toxique. Un envoi de diacétyle pur fut même arrêté en douane. Il avait été expédié par voie aérienne, tant son besoin était urgent sans doute. Il venait d'Allemagne (1) !

L'usage du diacétyle est rigoureusement interdit en France, où il n'est pas plus admis comme désodorisant que comme bonificateur (2). Il pouvait donc apparaître assez fructueux aux fraudeurs de parfumer une margarine sur place. Non seulement la manœuvre a été déjouée mais encore les importations de margarines additionnées de diacétyle à l'origine ont été arrêtées.

Les doses ajoutées étaient d'ailleurs appréciables. Elles peuvent s'évaluer en moyenne à 10 milligrammes de diacétyle par kilogramme de margarine. Or, une margarine non aromatisée ne contient pratiquement pas de diacétyle. Certes, les beurres contiennent naturellement un peu de diacétyle et de méthyl-éthyl-carbinol se décomposant lui-même à la longue en diacétyle. Mais la teneur limite du diacétyle n'excède pas alors cinq dixièmes de milligramme par kilogramme de beurre.

(1) Spezialfabrik von Früchteessenzen aus frischen Früchten
G R O S S et C^{ie} G. m. b. h.

Butteraroma höchst konzentriert !

(2) Tribunal correctionnel de la Seine (10^e Chambre), 12 décembre 1935 (*Revue des Fraudes*, X. DE BORSSAT, 1936, p. 30).

Une margarine contenant au maximum 10 % de beurre n'en devrait donc contenir au plus que cinq centièmes de milligramme par kilogramme. L'expérience révèle des doses 200 fois plus fortes. La falsification est évidente.

Sur quels textes baser ces interdictions d'importation ? En ce qui concerne la coloration, l'article 23 du D. du 14 octobre 1914 établit à ce sujet une interdiction formelle, interdiction répétée dans l'A. V. du 6 février 1916. L'interdiction des arômes artificiels exige une interprétation plus délicate mais non moins formelle. En effet, la législation marocaine des beurres ou des margarines ne fait nulle part mention de cette interdiction. Certains exégètes ne manqueraient pas d'en inférer que tout ce qui n'est pas défendu est permis. C'est là raisonnement du moindre effort, peu compatible en tout cas avec le soin que doit apporter la répression des fraudes à la santé publique.

Or, l'article 6 de l'A. V. du 6 février 1916 relatif aux essences artificielles nous apprend :

« Est toléré dans la fabrication des produits *fantaisie*, sirops, liqueurs et produits de la confiserie, à raison de 5 grammes par kilogramme de sucre, l'emploi de solutions alcooliques à 15 ou 20 % d'éthers chimiques de la série grasse ou aromatique, à l'exception de l'éther sulfurique, des dérivés nitreux, du chloroforme, du bromure ou chlorure d'éthyle, de l'acide cyanhydrique, de la nitrobenzine, des bases pyridiques, de l'aldéhyde salicylique et des produits considérés comme vénéneux par la pharmacopée française. »

Le diacétyl est un toxique. Son utilisation est écartée à ce titre dans les produits énumérés dans l'article 6 précédent. A plus forte raison son emploi doit-il être interdit dans d'autres matières alimentaires non explicitement prévues par le texte : telles les margarines.

Au reste, l'article 1^{er}, paragraphe 2, du D. organique suffit pour exercer à cet endroit une répression autorisée. Ajouter du diacétyl en quantité notable à un produit qui n'en contient normalement que des doses infimes revient à opérer une falsification à un titre encore plus répréhensible qu'une opération de mouillage par exemple sur un lait ou sur un vin. Dans les deux cas, n'y a-t-il pas falsification par *addition* ? Le diacétyl par surcroît est vénéneux. Il n'y a pas place pour le doute dans l'esprit du juge.

Des margarines végétales. — Nous avons précédemment fait mention de la lettre circulaire adressée aux mohtasibin de l'empire par S. M. le Sultan, où il attirait tout spécialement leur attention sur les nombreuses fraudes commises dans le commerce des beurres à l'aide des margarines d'importation et où il émettait un doute quant à la conformité d'une pareille denrée aux principes coraniques. Il est cer-

tain que la préparation des graisses animales entrant dans la composition des margarines s'écarte sensiblement des principes essentiels de la loi coranique. Les animaux en particulier ne sont pas immolés en France selon le rite imposé par la loi musulmane.

Pour écarter les scrupules justifiés des musulmans, l'administration a cru devoir étudier récemment la possibilité de faire admettre sur le marché local des margarines exclusivement végétales.

Nous souhaitons vivement qu'elle ait *définitivement* renoncé à cette dangereuse innovation. Les fraudeurs pourraient s'en donner à cœur joie car il faut d'assez fortes quantités de graisses animales en mélange avec des graisses végétales pour que la fraude puisse être décelée.

En effet, la discrimination des graisses animales et végétales est basée sur l'étude des caractéristiques de certains éléments spécifiques dont la constance assurée pour les graisses végétales est au contraire très incertaine pour les graisses animales ; les graisses végétales contiennent de la phytostérine (0,2 à 1,5 %) ; les graisses animales contiennent de la cholestérine (quelques dixièmes pour cent).

La cholestérine, corps parfaitement défini a un point de fusion bien déterminé (148°5 C.). Son acétate fond à 114°3-114°8 C. La phytostérine, mélange de corps isomorphes présente des points de fusion oscillant, selon les origines, de 135° à 144°. C. Son acétate est caractérisé par un point de fusion variant de 125° à 137° C.

La cristallisation des stérines affecte des caractères différents : alors que la cholestérine donne par cristallisation dans l'alcool des cristaux orthorhombiques en larges tables, la phytostérine présente dans les mêmes conditions de fines aiguilles en touffes.

Malheureusement la différenciation est difficile en mélange car on ne retrouve alors que la forme cristalline dominante de la phytostérine. Il faut un grand excès de cholestérine pour l'obtention de tables plus ou moins brisées déjà bien différentes de celles obtenues avec de la cholestérine pure.

L'ensemble de ces propriétés fait comprendre qu'il peut être relativement *aisé* de retrouver quelques unités pour cent de graisse *végétale* dans une graisse animale par la séparation des stérines de la matière grasse, l'examen microscopique et la détermination du point de fusion de l'acétate obtenu.

Par contre, il faut une forte proportion de cholestérine pour altérer la forme cristalline de la phytostérine et sortir des limites étendues du point de fusion de l'acétate. Ce n'est donc qu'une très notable quantité de graisse animale qui pourra être décelée dans un mélange frauduleux de graisses animale et végétale.

L'on comprend, dès lors, combien il serait téméraire de garantir

à nos protégés musulmans la pureté d'une margarine dite végétale qui échapperait finalement au contrôle officiel !

Un autre danger serait également à prévoir si l'on permettait l'ouverture du marché marocain aux margarines dites végétales. Le principe de la liberté et de l'égalité commerciales nous imposerait à brève échéance, grâce à un dumping méthodique, des margarines allemandes. Il y a lieu de réserver la plus grande méfiance à ces « ersatz ».

Nous croyons utile de rappeler à ce sujet les faits suivants qui se situent aux environs de 1911 :

Il y eut à cette époque une série d'empoisonnements extrêmement graves et même mortels survenus en Allemagne à la suite d'ingestion de margarines fabriquées à l'usine d'Altona-Ottensen qui travaillait sur une échelle colossale en employant plusieurs milliers d'ouvriers. Les autorités allemandes alertées mirent tout en œuvre pour découvrir l'origine de ces empoisonnements dont on ne pouvait logiquement accuser la « loyale et honnête » margarine autrefois conçue par Mège-Mouriès. Il s'agissait bien d'autre chose.

Le procès intenté aux fabricants se termina par une amende de l'ordre de 50.000 francs, chiffre respectable pour l'époque, et apporta d'intéressantes révélations sur les pratiques alors réalisées dans cette usine allemande. Au début de la fabrication, l'entreprise utilisait l'huile de coco et l'huile de palme qui étaient incorporées à la graisse de bœuf. Par la suite, pour répondre aux exigences de son développement, elle en vint à opérer une substitution avec des corps gras d'origine exotique achetés à des intermédiaires sous les noms les plus fantaisistes inconnus dans les ouvrages ou traités relatifs aux matières grasses. Il s'agissait en réalité d'incorporation à la dose de plus de 70 % de graisses végétales d'origine indienne, mal préparées dans leur pays d'origine et contenant des principes cyanogénétiques susceptibles d'apporter les plus grands troubles dans l'organisme !

Depuis trente ans, l'expérience acquise par les margariniers allemands nous mettrait à l'abri, espérons-le, de pareilles imprudences. Mais la lutte pour la conquête du marché et l'introduction d'un produit plutôt destiné à frauder les beurres indigènes qu'à être consommé tel quel, ne nous dispenserait pas, bien au contraire, de marchandises de basse qualité. La margarine végétale devenant margarine à l'usage de l'indigène couvrirait de son nom l'introduction au Maroc des plus douteuses préparations.

N'est-ce point déjà suffisant de tolérer des margarines à base d'huile de baleine hydrogénée ?

Une mesure de prudence nécessaire : l'interdiction du commerce indigène des margarines. — En ce qui concerne le commerce européen,

il est urgent de prendre un texte assurant la sécurité du commerce loyal des beurres par une surveillance effective du commerce des margarines.

En milieu indigène, il est déjà bien difficile de repérer les multiples fraudes commises « en médinas ». Pour garantir les beurres indigènes de toute fraude il convient *d'interdire radicalement le commerce des margarines en milieu indigène.*

Au reste, pourquoi pousser les indigènes à l'utilisation des margarines ? Ne sont-ils pas accoutumés de longue date aux huiles de pays ? N'est-il point préférable de mieux veiller à l'équilibre de la balance des comptes du Maroc en limitant les importations étrangères qui compromettent l'équilibre de notre balance commerciale ? Les arganiers du sud méritent tous nos soins et... ils en ont besoin. Pourquoi ne point nous efforcer de développer au maximum nos olive-raies ? Interdire le commerce de la margarine en milieu indigène reviendrait à consacrer un état de fait. Tout bon musulman s'abstient de consommer de la margarine. Les israélites orthodoxes (et ils sont nombreux !) ne la jugent pas « cachère ». Malheureusement, les uns et les autres en consomment lorsqu'elle est frauduleusement incorporée dans le beurre. Et cela arrive tous les jours !

Le bon renom des margariniens français ne perdrait rien à pareille interdiction car ils n'acceptent pas, en général, d'être les pourvoyeurs des fraudeurs locaux. Etant donné la très grosse proportion de margarine étrangère importée au Maroc chaque année, interdire le produit en milieu indigène reviendrait à soutenir les intérêts français. La loi du 2 juillet 1935, dans son article 15, visant à soutenir l'économie impériale française n'a-t-elle pas décrété : « A dater de la promulgation de la présente loi, « est prohibée l'importation en France des graisses « alimentaires végétales, margarines, oléo-margarines, oléine, stéarine, « acide oléique, acide stéarique et bougies. »

Basée sur ces considérations économiques l'interdiction du commerce de la margarine en milieu indigène recevrait également la haute approbation de S. M. le Sultan qui a déjà manifesté son sentiment à ce sujet par la lettre que nous connaissons. Les mohtasibin eux-mêmes, Si Ahmed Terrab de Meknès notamment, préconisent franchement cette solution radicale.

Nous ne pensons pas que devant les avantages économiques et sociaux de cette interdiction, le Gouvernement du Protectorat puisse hésiter à prendre une mesure d'intérêt général qui doit primer et de loin les intérêts particuliers de certains trusts.

La future réglementation sur les margarines. — Nous croyons savoir qu'un texte très étudié sur le commerce des margarines sera prochaine-

ment en vigueur au Maroc. Nul doute qu'il soit largement inspiré des excellentes précautions prises dans la législation française. Il faut souhaiter sa parution très prochaine.

Dans ses grandes lignes, le projet d'A. V. se fonde sur les principes généraux des textes français correspondants tout en respectant une adaptation particulière au Maroc :

1^o les fabricants et commerçants en beurre se voient interdire le commerce de la margarine en gros et demi-gros ;

2^o la découverte de la fraude est facilitée par l'emploi du révélateur français (2 grammes d'amidon de riz ou de fécule de pomme de terre par kilogramme de matière grasse), par l'emploi d'un emballage distinctif, par l'interdiction de modifier l'emballage d'origine.

Des dispositions particulières au Maroc ont pour effet :

1^o d'étendre au commerce de gros et de demi-gros, selon les principes appliqués au contrôle du commerce des vins, la surveillance qui est exercée en France pour la fabrication des margarines. A ce sujet, les chambres de commerce ont cru devoir présenter quelques objections au sujet de la tenue du registre des entrées et des sorties et des stocks de margarine, sous le prétexte que cette obligation se révélera bien difficile à réaliser chez certains commerçants illettrés.

Le projet tient compte de l'observation formulée en réservant pour une date ultérieure l'obligation de la tenue du registre.

C'est là une facilité regrettable, éliminant pratiquement une mesure indispensable à un contrôle sérieux et efficace. Ce contrôle n'eût jamais été assimilé à une complication ou à une vexation par les commerçants consciencieux.

2^o d'interdire de vendre de la margarine en gros ou demi-gros aux personnes non qualifiées par leur profession pour l'utiliser légalement. Cette précaution évitera les fraudes scandaleuses qui sont pratiquées dans les environs immédiats de Casablanca où un commerce dit de « beurre de ferme » installé dans une petite ferme utilise de nombreux colporteurs indigènes pour écouler de la margarine sous le nom de beurre.

3^o d'interdire expressément aux marchands ambulants de vendre la margarine au détail hors des halles et marchés.

Cette interdiction complète utilement l'interdiction précédente.

Elle résulte, en France, d'une interprétation de la loi fondée sur un avis du Conseil d'Etat et formulée par circulaire ministérielle N^o 108 du 30 janvier 1932.

4^o de standardiser le poids des pains de margarine (0,500 kgr. au maximum en *pains cubiques*, ou 1 kgr. en boîtes métalliques cubiques).

Cette mesure renforce l'obligation de vendre la margarine dans des emballages d'origine.

5° d'accorder des facilités aux importateurs pour transférer au Maroc les ateliers d'emballages des usines étrangères. Cette mesure tend à augmenter l'emploi de la main-d'œuvre marocaine et à réduire d'autant les paiements faits à l'étranger.

Ne semblerait-il pas plus logique d'augmenter plutôt les importations françaises ?

Il serait souhaitable que l'A. V. rendit expresse l'interdiction d'additionner la margarine d'arômes artificiels en s'inspirant de l'article 22 de la loi du 2 juillet 1935 tendant à l'organisation et au fonctionnement du marché du lait et des produits résineux (*J. O.* du 3 juillet 1935) (1).

Si, en ce qui concerne les beurres, il paraît bien difficile d'imposer une teneur maximum en eau inférieure à celle de la loi française du fait des grosses importations de beurre français au Maroc, il est par contre regrettable que la teneur limite en eau des margarines n'ait pas été abaissée. Un maximum de 15 % paraîtrait bien suffisant.

Notons, en passant, que le projet vient confirmer la tolérance d'addition d'acide borique à la margarine dans la limite maximum de 5 grammes par kilogramme.

A ce sujet, il convient de rappeler que la publication de l'A. V. du 6 février 1916 qui institue cette tolérance fut différée à l'époque jusqu'à ce que les exportateurs français aient été autorisés à bénéficier de la tolérance accordée à leurs concurrents anglais et italiens par les législateurs de leurs pays respectifs. D'ailleurs la Chambre de commerce de Casablanca et le Comité des études économiques avaient en temps voulu vivement insisté pour la réalisation de l'utilisation d'acide borique comme conservateur dans les beurres et margarines. L'addition d'acide borique obvie à l'altérabilité des produits dans les régions du sud du Maroc où la période estivale est assez pénible. La mesure est d'ailleurs conforme aux délibérations des congrès internationaux de répression des fraudes.

De l'utilité d'une réglementation nouvelle. — Grâce à ces dispositions, le nouveau texte concernant le commerce des margarines permettra de combattre efficacement la fraude excessive constatée au Maroc. On a pu, en effet, enregistrer que les importations de margarine sont passées de 150.601 kilos au cours du premier semestre 1936 à 510.152 kilos (dont 454.169 kilos provenant des Pays-Bas) dans la

(1) *Article 22* (loi du 2 juillet 1935) : L'addition dans les margarines, oléo-margarines et graisses alimentaires animales, végéto-animales et végétales, de parfums, essences, arômes chimiques, artificiels ou autres similaires, est interdite.

période correspondante de 1937 et que la plus grande partie *est écoulée frauduleusement*.

« La fraude cède devant la répression, mais elle renaît constamment et s'étend.

« Cet insuccès de notre législation actuelle provient d'une séparation insuffisante des commerces de la margarine et du beurre et de facilité trop grandes laissées à certains revendeurs pour débiter les mottes de margarine après les avoir dépouillées de leur emballage légal, parfois après leur avoir *incorporé un supplément d'eau*, ce qui constitue une deuxième tromperie. Quelques colporteurs indigènes, qui s'adonnent à ces tromperies, agissent en outre comme demi-grossistes vis-à-vis d'autres détaillants ; ceux-ci prétextent alors de leur bonne foi pour écouler leur marchandise sous le nom de beurre. Les agents de répression sont débordés par le nombre des délinquants.

« Les 93 prélèvements et constats effectués pendant les huit premiers mois de 1937 ont révélé 59 infractions et délits au lieu de 20 seulement pour 69 prélèvements et constats pendant l'année 1936. Du premier septembre 1937 au 30 avril 1938, le nombre des infractions constatées a dépassé 125 (1). »

Et nombre de délinquants échappent au contrôle impuissant d'un service des fraudes à personnel insuffisant en nombre.

C'est donc dire que l'A. V. sur le commerce des margarines est impatiemment attendu du commerce local et des consommateurs.

Pour conclure, nous nous permettons de souligner à nouveau, sans craindre de nous répéter, la nécessité d'interdire le commerce de la margarine en milieu indigène ; même avec une vente réglementée il sera trop facile et trop tentant pour certains indigènes de frauder le beurre local.

Actuellement, 90 % des beurres indigènes vendus comme beurre sont grossièrement fraudés par addition de 70 à 90 % de margarine pure à 30 à 10 % de beurre indigène très rance dont le degré d'acidité dépasse souvent 100 ! (2). L'arôme (si l'on peut dire) de ce beurre « hassani » (3) masque facilement la fraude. Il est prisé de la masse indigène qui consomme ainsi à son insu de grosses quantités de margarine.

En attendant que l'action répressive des mohtasibin encouragée et mieux instruite par un service des fraudes renforcé dans ses attributions *propres* ait la possibilité de s'exercer efficacement en milieu

(1) Compte rendu des séances de la Chambre de commerce et d'industrie de Casablanca (procès-verbal du 3 août 1938).

(2) Le degré d'acidité d'un beurre correspond au nombre de centimètres cubes de soude normale nécessaire pour saturer l'acidité de 100 grammes de beurre.

(3) Indigène, local.

indigène, l'interdiction du commerce de la margarine dans les médinas s'impose.

Toute autre mesure serait actuellement inopérante.

5° Les graisses alimentaires.

Définitions. — « Les graisses alimentaires ou graisses comestibles « sont des mélanges ne comprenant que des graisses ou huiles comestibles animales ou végétales. » (D. du 14 octobre 1914, art. 24).

L'A. V. du 22 novembre 1921 relatif à la vente des beurres, saindoux, huiles et matières grasses alimentaires spécifie en son article 5 : « Les « graisses alimentaires ou graisses comestibles doivent être vendues « sous la dénomination de « graisse », complétée par l'indication de la « matière animale ou végétale d'où la graisse est tirée. »

Tout mélange des graisses visées au précédent paragraphe doit être désigné sous une dénomination qui le distingue nettement des graisses « pures de la même catégorie ». La précaution est bonne, car au regard de certains la mention « graisse » tout court est souvent synonyme de saindoux.

L'article 8 du même arrêté édicte une série de prescriptions relatives au commerce et à la présentation à la vente des graisses et des huiles.

Une prochaine réglementation marocaine devrait s'inspirer des précisions de la réglementation métropolitaine. — L'A. V. du 31 décembre 1937 portant application du D. du 21 juin 1934 instituant un contrôle technique à l'exportation sous l'égide de l'O. C. E. (Office chérifien de contrôle et d'exportation) nous apprend dans son article 9 que le contrôle technique des huiles et graisses végétales à exporter devant comporter l'intervention du laboratoire officiel de chimie de Casablanca, les intéressés devront adresser au directeur de ce laboratoire en même temps que leur demande d'exportation le montant des frais d'analyse fixé à 90 francs par opération.

Bien que la matière des graisses alimentaires n'appelle pas de grands développements, il faut reconnaître que sa législation est assez succincte.

En France, les textes qui y sont relatifs sont le décret du 11 mars 1908 modifié par le décret du 20 juillet 1910, les circulaires n° 5 du 25 juin 1908 et n° 67 du 31 mai 1924. Dans son article 2, le décret du 11 mars 1908 établit la ligne de démarcation indispensable entre les graisses et les huiles.

« ARTICLE 2. — Toute matière grasse comestible concrète à la

« température de 15°, autre que le beurre et le saindoux, vendue à l'état pur, peut être désignée sous le nom de « graisse », mais cette dénomination doit être complétée par l'indication de la matière animale ou végétale d'où la graisse est tirée. »

Cette définition fut d'ailleurs adoptée par le Congrès de Genève dans sa séance du 10 septembre 1908 par la motion suivante : « La, différence entre les huiles et graisses alimentaires consiste dans le fait que les premières sont fluides et que les secondes sont concrètes à la température de 15°. »

La circulaire n° 67 du 31 mai 1924 a apporté les précisions nécessaires pour la classification de certaines graisses dans la catégorie des margarines. Il est bon de les rappeler :

1° graisses préparées par fusion et ne renfermant pas d'eau :

a) incolores ou présentant une coloration ou une apparence autre que celle du beurre : fabrication et vente libres ;

b) présentant la couleur et l'apparence du beurre : margarines.

2° graisses préparées par émulsion, contenant de l'eau, colorées ou non : margarines.

Il semblerait utile de tenir compte de ces observations dans une prochaine réglementation sur les matières grasses, sans omettre également l'interdiction d'addition aux graisses alimentaires animales, végéto-animales et végétales, de parfums, essences, arômes chimiques, artificiels ou autres similaires (art. 22 de la loi du 2 juillet 1935).

L'expérience due à l'examen de certaines matières grasses importées demande également qu'il soit prévu une précaution indispensable pour éviter toute falsification : toutes les graisses animales ou végétales à destination industrielle fabriquées au Maroc ou importées devraient contenir un dénaturant susceptible de rendre impossible leur utilisation, même à doses très faibles dans l'alimentation (art. 21, loi du 2 juillet 1935).

Pareille mesure a déjà été prévue pour les huiles de coton, de sésame, d'arachides et de soja par l'A. V. du 24 janvier 1931.

6° De l'huile d'olive.

« L'huile d'olive est le produit extrait par pression du fruit de l'olivier » (art. 25 du D. du 14 octobre 1914).

L'arrêté viziriel du 22 novembre 1921. — L'A. V. du 22 novembre 1921 relatif à la vente des beurres, saindoux, huiles et matières grasses alimentaires vient réglementer dans ses articles 6, 7 et 8 la présentation à la vente et le degré d'acidité des huiles en général.

Il autorise les « huiles mélangées », à la condition d'indiquer la proportion des « éléments dénommés entrant dans le mélange ». C'est là disposition en accord avec les prescriptions de la circulaire n° 5 du 25 juin 1908 aux agents du Service de la répression des fraudes de France.

Les articles 9 et 10, d'ordre général, sont relatifs aux sanctions éventuelles qui sont naturellement celles du D. du 14 octobre 1914.

L'arrêté viziriel du 27 février 1928. — L'A. V. du 27 février 1928 portant réglementation du commerce d'exportation des huiles d'olive fut élaboré à la suite de réclamations formulées par la Chambre mixte de Marrakech contre la pratique généralisée chez les commerçants indigènes de mettre en vente sous la dénomination « d'huile d'olive indigène », « d'huile d'olive du pays » des huiles authentiques additionnées dans une plus ou moins grande proportion d'huiles végétales de qualité inférieure (arachides, soja...).

Adopté au Conseil du Gouvernement du 9 janvier 1927, ce projet s'inspirait donc du souci de garantir la bonne réputation des huiles d'olive marocaines sur les marchés extérieurs. Il prescrivait en conséquence la délivrance par le laboratoire officiel de chimie de Casablanca d'un bulletin d'analyse devant servir de certificat de garantie attestant la pureté de l'huile, sous le contrôle de la douane avant l'embarquement. L'arrêté approuvé par le conseil supérieur du commerce devait être suivi de l'arrêté du 12 janvier 1929. Ils restèrent en vigueur jusqu'à l'arrêté du 31 décembre 1937 qui les abrogea, prévoyant dans son article 9 la mise au point d'un contrôle technique à l'exportation.

Arrêté viziriel du 31 décembre 1937. Arrêté du directeur des affaires économiques du 18 mars 1928. — La mise au point de ce contrôle fut effectuée par l'arrêté du directeur des A. E. du 18 mars 1938.

Désormais quiconque se livre à l'exportation des huiles et graisses végétales doit en faire la déclaration au directeur de l'Office chérifien d'Exportation (O. C. E.) un mois au minimum avant la première expédition. La demande d'exportation doit contenir un certain nombre de renseignements. Elle doit être également adressée au directeur du laboratoire officiel avec les échantillons à analyser.

L'article 6 de cet arrêté énumère les caractéristiques permettant la classification des différentes qualités d'huiles en rapport avec l'acidité. Les limites sont sévères. L'O. C. E. combattant toujours pour la meilleure réputation des produits marocains sur les marchés extérieurs n'hésite pas à imposer une sélection très poussée, plus rigoureuse en ce qui concerne les huiles de première pression que celle qui fait l'objet de l'arrêté tunisien du 10 février 1931.

La plus grande partie de la production consiste en huiles à raffiner présentant une acidité supérieure à 5, surtout expédiées sur l'Italie. Les huiles de la récolte 1938 accusent d'ailleurs une assez forte acidité par suite d'une attaque particulièrement intense de *Dacus oleae*.

Notons enfin que l'A. V. du 9 juillet 1934 relatif au contrôle technique des conserves de sardines en boîtes à l'exportation prescrit l'emploi d'huile d'olive de premier choix d'une acidité inférieure à 1 %.

Des mélanges d'huiles végétales et minérales. — Le 5 mars 1928 fut pris un A. V. relatif à l'importation des huiles et portant réglementation nouvelle des huiles de paraffine et mélanges d'huiles végétales et d'huiles minérales ou huiles de paraffine. Les dispositions de cet arrêté furent rendues nécessaires par les multiples fraudes consistant à l'époque à mélanger de l'huile de paraffine à des huiles d'olive indigène vendues comme telles à la population indigène. Très souvent, l'épicier indigène poussait l'imprudence jusqu'à posséder dans sa petite boutique un fût d'huile de paraffine grâce auquel il préparait sur le champ ses lucratives falsifications !

Les dispositions de l'arrêté jointes au prix devenu excessif de l'huile de paraffine raffinée ont eu pour effet de mettre un terme à ces pratiques.

Il n'en est pas moins vrai que les fraudes sur les huiles indigènes se poursuivent toujours avec un certain succès. Très nombreux sont les prélèvements d'huile d'olive indigène où l'analyse fait ressortir 85 à 90 % d'huile de soja ou de coco.

Denrée de première nécessité, l'huile d'olive, au même titre que le beurre et le lait doit être très sérieusement surveillée en milieu indigène. La réforme réalisée par le D. du 9 décembre 1938 permettra par son perfectionnement d'atteindre efficacement ces vieilles fraudes traditionnelles autrefois sévèrement réprimées par les mohtasibin, lorsqu'ils étaient encore nantis de pouvoirs effectifs.

CHAPITRE DEUXIÈME

LE VIN. LA BIÈRE

SECTION I.

1^o Le vin.

1^o HISTORIQUE. POLITIQUE VITICOLE GOUVERNEMENTALE.

LE STATUT DE LA VITICULTURE MAROCAINE ET LA RÉPRESSION DES FRAUDES.

Des origines de la viticulture marocaine. — Bien qu'il n'entre pas dans le cadre de cette étude d'examiner la très importante question de la politique viticole du Gouvernement du protectorat, les incidences que cette dernière a provoquées dans l'orientation de la répression des fraudes nous obligent à en esquisser tout au moins l'évolution.

La vigne a existé de haute antiquité au Maroc. Est-ce à dire que les autochtones consommaient autrefois du vin ? C'est fort vraisemblable : la pratique du vin « cachère » que chaque famille juive préparait encore elle-même ces dernières années pour sa propre consommation, ne serait qu'une survivance des temps anciens. Les juifs marocains se rattacheraient, en effet, à d'anciens Berbères convertis (1) qui auraient conservé leurs usages plus tard réglementés par la loi mosaïque.

Il est d'autre part très probable que la forte et saine discipline des règles coraniques n'a pas dû s'accommoder des breuvages plus ou moins hygiéniques grossièrement fabriqués par les gens des tribus avec le jus de leurs treilles ! La difficulté de conservation en pays chaud de ce pseudo-vin, les effets nocifs que sa consommation devait inmanquablement entraîner, ont très certainement commandé son interdiction.

Le solide et positif bon sens qui anime les préceptes du Coran n'eut certainement pas écarté l'usage modéré de nos excellents vins d'aujourd'hui, s'il eut été possible en ce temps-là d'arriver à la perfection actuelle !

(1) Cf. Première partie, chap. I^{er}, p. 8.

Un jour viendra, sûrement, où, grâce à une assimilation raisonnée et progressive avec le pays protecteur, une bonne partie de la population marocaine, évoluant selon les lois d'une harmonie naturelle, songera à demander aux vignes qu'elle aura appris à soigner et à améliorer, mieux que des raisins frais ou secs. Ce sera un beau jour pour nos vignerons marocains. Une telle réalisation n'est peut-être pas tellement lointaine.

* * *

Aux premiers jours de notre occupation du Maroc, les troupes du corps expéditionnaire ne trouvèrent dans le pays que les vins frelatés sur lesquels nous avons précédemment donné d'édifiants renseignements (1). Les premiers colons marocains pressentirent tout de suite l'intérêt qu'ils retireraient de la viticulture. Les premières vignes furent alors plantées autour de Casablanca et dans certaines exploitations agricoles disséminées au Chaouïa. En 1918, ces plantations recouvraient à peine 10 hectares. Les colons de l'époque héroïque n'avaient pas grand chose à espérer de l'aide gouvernementale. D'ailleurs, les vignerons français, avec une acuité de vue remarquable, devinaient déjà l'essor probable du vignoble marocain et prenaient aussitôt position... contre lui. Dès 1910, ils signifiaient au Gouvernement français, par l'entremise de leurs députés, qu'il y avait lieu de s'opposer à la création d'un vignoble marocain.

Et M. Barthe lui-même, qui paraît avoir récemment prouvé sa sollicitude pour la viticulture marocaine, ne demandait-il pas à l'époque au Gouvernement, d'abandonner l'exploitation marocaine « qui ne peut qu'apporter aux agriculteurs de la métropole une concurrence ruineuse » ? (2). On n'est pas plus positif.

La notion d'Empire, on le voit, n'était pas encore née.

Les colons marocains n'en continuèrent pas moins à planter de la vigne. Mais leurs moyens étaient limités. On ne note encore, en 1919, que de petites et moyennes exploitations.

Du jour où les grosses compagnies financières vont découvrir un intérêt dans la viticulture marocaine, son essor va s'amplifier.

En 1927, le vignoble marocain s'étend sur 6.000 hectares environ. En se basant sur un rendement moyen de 50 hectolitres à l'hectare, on pouvait espérer une récolte d'environ 300.000 hectolitres.

Mais, à l'époque, on est loin de vinifier toute la récolte. Il faut déduire la production destinée à être consommée sous forme de raisins « frais ou de raisins secs, et celle destinée à la fabrication des vins

(1) Cf. Première partie, chap. II, p. 46-47.

(2) Jacques PEROTIN, « La questin viticole au Maroc » (thèse Bordeaux, 1936).

« cachère ». Cela fait, en réalité, pour arriver aux 350.000 hectolitres « nécessaires à la consommation européenne, un déficit de plus de « 200.000 hectolitres correspondant à la production de 4.000 hectares, « et le Maroc importe chaque année cette quantité, dont les deux tiers « proviennent d'Espagne et l'autre tiers étant réparti entre l'Algérie, « la France, l'Italie et le Portugal (1). »

La situation incite à de nouvelles plantations. En 1930, 10.000 hectares sont plantés. Les années suivantes, par suite du développement de la colonisation dans le nord du Maroc (Fès, Meknès), sous la crainte aussi de mesures probables de limitation déjà appliquées dans le pays voisin, le développement s'accélère. Le 3 janvier 1935, date à laquelle fut pris le D. portant à titre provisoire interdiction de nouvelles plantations de vignes et de tout remplacement, la surface du vignoble marocain atteignait 24.000 hectares.

Du fait de ces plantations massives les importations de vin qui en 1927 se chiffraient à environ 40 millions de francs tombaient en 1935 à 188.000 francs ! Les prix du marché marocain n'intéressent plus les exportateurs étrangers.

La crise viticole marocaine. Les mesures prises pour y parer. — Lors de la récolte de 1934 la crise de la viticulture marocaine était née. Jusqu'à cette date en effet, les vignes n'étaient pas dans leur ensemble en état de productivité. Mais en 1934 la récolte est de l'ordre de 600.000 hectolitres. Les cours baissent immédiatement, mais le fléchissement se transforme en débâcle au moment des vendanges de 1935. A cette époque, la récolte abondante (570.000 hectolitres) va encore précipiter la baisse. Le prix du vin tombe à 20 et 15 francs l'hectolitre !

Le raisin vaut de 7 à 10 francs les cent kilos ! La cave coopérative de Meknès vend au détail 50.000 hectolitres de vin à 0 fr. 60 le litre verre compris.

Les associations de vignerons et les chambres d'agriculture demandent en vain à la France l'octroi d'un contingent en franchise de 250.000 hectolitres de vin à haut degré et de 25.000 hectolitres de mistelles.

Devant l'insuccès de ces démarches le Gouvernement du protectorat comprend la nécessité d'aménager d'urgence le marché intérieur. En l'occurrence, il bénéficie de l'expérience française : après l'assainissement du marché métropolitain par la loi du 24 décembre 1934 et bien que 19.600.000 hectolitres de vin aient été détruits, le doute régna dans le pays. Pour parer à la panique et à l'effondrement des

(1) L. CHAUVEAU et A. VASSEUR, « Etude sur les vins marocains » (*Annales des falsifications et des fraudes*, 1927, p. 522).

prix, le Gouvernement décida, par le décret-loi du 30 juillet 1935, que le vin ne sortirait des caves que par échelons.

Après « l'assainissement » et « l'échelonnement » le Gouvernement français établit un « financement » systématique basé sur un « prix plancher » calculé en tenant compte du prix de revient comptable pour fixer le prix social par admission d'un bénéfice minimum.

En janvier 1936 le Maroc bloque ses excédents : les producteurs doivent les faire disparaître avant le 31 décembre. Une prime de 28 francs par hectolitre est alors accordée aux vins exportés, ce qui conduit à un sacrifice budgétaire de l'ordre de 5.000.000.

Les faits s'enchaînent ; la surproduction ayant avili les prix, les vignes sont insuffisamment traitées, d'où envahissement d'oïdium, de mildiou, de brunissure. Et la récolte de 1936 tombe à 270.000 hectolitres environ. L'attente de cette mauvaise récolte, les mesures prises précédemment, contribuent à la revalorisation progressive des cours.

Cependant, l'activité des groupements marocains intéressés se dépense en interventions auprès de la métropole. En avril 1937, à l'issue d'un voyage d'étude au Maroc, M. le député Barthe, au nom de la Commission des boissons de la Chambre, rédige un rapport favorable à une intervention de la métropole, mais qui doit être subordonnée à une organisation du marché intérieur similaire à celle de la France

Cette organisation est réalisée par l'A. V. du 10 août 1937 relatif au statut de la viticulture (1).

Entre temps, le 20 mai 1937, s'était réunie à Paris une Commission interministérielle, qui, devant l'impossibilité où la France se trouvait de pouvoir admettre en franchise des vins de provenance marocaine, étant déjà obligée elle-même de détruire une partie de sa production, convenait qu'il fallait se décider à organiser l'économie viticole du protectorat sur le modèle français. Sur ces bases, un contingent d'alcool devait être accordé au Maroc « au prix d'achat de la caisse annexe des alcools ».

Le 2 juin 1937, une Commission administrative réunie au Ministère des Affaires étrangères entérinait les décisions de cette Commission interministérielle par la rédaction d'un projet de loi qui devait être inséré dans le collectif de juin.

(1) Procédant par mesures énergiques, dans ses grandes lignes, cet arrêté maintient l'interdiction de plantations de vignes ou de tous compléments de plantations autres que ceux nécessaires à l'entretien du vignoble. Il interdit les cultures de vignes en cordon, réglemente sévèrement l'irrigation. Il renforce le contrôle des vins bloqués ; il interdit pratiquement l'importation en zone française de vins ordinaires ; il établit, enfin, le principe de l'échelonnement de la vente des vins destinés au marché intérieur. Afin de permettre une application rigoureuse de ces dispositions, l'A. V. institue, comme il est d'usage en France, un titre de mouvement obligatoire qui doit accompagner tout transport de vin.

L'économie générale du projet prévoyait que durant 8 ans à compter du 1^{er} janvier 1938, le Service des alcools *était tenu* d'acquérir les alcools viniques provenant de la distillation des excédents de vins produits dans la zone française du Maroc. Les prix d'achat et le degré de pureté des alcools devaient être fixés par le Service des alcools. Suivaient les dispositions relatives à la coopération de la régie commerciale des alcools du Maroc avec le Service métropolitain des alcools, tant au point de vue financier qu'au point de vue de la rétrocession des alcools obtenus.

Or, les services du Ministère des finances opposèrent une véritable obstruction au dit projet. M. Albert Sarraut, alors ministre d'Etat, fut appelé comme arbitre.

De la réunion d'une nouvelle conférence groupant les représentants intéressés, sortit un projet qui fut adopté par la Chambre des députés et déposé sur le bureau du Sénat.

Grâce à la loi du 13 avril 1938, la procédure de législation par délégation de matière au Président de la République, hâta la décision qui prit la forme du décret-loi du 17 juin 1938 (1).

Il est bien certain que les mesures prises par l'A. V. du 10 août 1937 n'eussent point suffi à rétablir une situation normale. Les 24.000 hectares de vignes du Maroc peuvent fournir 800.000 hectolitres de vin. Les possibilités d'absorption du marché intérieur sont de l'ordre de 400.000 hectolitres. Pour aider à la résorption de cet excédent la France accorde au Maroc une contribution de l'ordre de

(1) *Décret-loi du 17 juin 1938 :*

« Article 1^{er}. — En attendant que les dispositions prises par le Gouvernement
« du Protectorat français au Maroc, en vue d'assainir le marché des vins maro-
« cains, aient produit leurs effets, il *pourra* être accordé au Protectorat — sur
« les ressources du budget général et pendant une période s'étendant au maxi-
« mum jusqu'au 31 décembre 1945 — une subvention à titre de contribution
« à cet assainissement.

« Article 2. — Cette subvention sera calculée à raison de 250.000 francs par
« tranche complète de 10.000 hectolitres de la production marocaine excédant
« 500.000 hectolitres, sans que les quantités donnant lieu à subvention, puissent
« dépasser 300.000 hectolitres. Toutefois, si les quantités de vins consommées
« sur place ou exportées dépassaient 500.000 hectolitres, l'excédent constaté
« viendrait en déduction des quantités retenues pour le calcul de la contribu-
« tion métropolitaine.

« En aucun cas, la fraction de la récolte dépassant 800.000 hectolitres n'en-
« trera en ligne de compte dans la détermination de cette contribution et elle
« ne pourra donner lieu à report.

« Article 3. — Il est ouvert au Ministère des Affaires étrangères, au titre de
« l'exercice 1933 et en addition aux crédits ouverts par la loi des finances du
« 31 décembre 1937 et par les lois subséquentes, un crédit de 2 millions s'appli-
« quant au chapitre nouveau ci-après : chapitre 19 *bis* : Contribution à l'assai-
« nissement du marché des vins marocains (récolte 1937).

« Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen des ressources du budget géné-
« ral de l'exercice 1938. »

.....

7 millions et conformément au vœu précité de la commission interministérielle le Maroc a ouvert temporairement un débouché par la distillation de ses excédents.

Le bureau des vins et des alcools récemment créé (1) est autorisé à acquérir les flegmes provenant des opérations de distillation. Deux arrêtés du directeur des A. E. du 17 janvier 1939, l'un relatif aux conditions de distillation des vins marocains, l'autre fixant les conditions d'écoulement des vins de la récolte 1938 donnent toutes indications utiles quant à la participation active que prend le bureau des vins et des alcools à ces opérations.

Examen critique de la politique gouvernementale d'assainissement du marché des vins. — Voici donc les grandes lignes de la politique viticole marocaine. En l'occurrence, le Gouvernement du protectorat pour résoudre la crise viticole, après avoir sagement interdit toute plantation nouvelle dès 1935, avait à sa disposition les trois grands moyens classiques pour combattre pareille crise :

Le blocage, la distillation, l'arrachage.

Les polémiques ont été vives. Elles ne sont point terminées. D'aucuns ne s'estiment pas satisfaits de la position gouvernementale et tiennent les vigneron pour dupés. D'autre, confiants en l'avenir considèrent comme une solution d'attente parfaitement acceptable la synthèse d'arrachage volontaire avec crédits de déblocage corrélatif, de blocage et de distillation pratiquée par le protectorat.

Nous défendant de prendre parti, d'entrer trop avant dans le vif du sujet, car ce n'est point là notre matière, nous voulons cependant signaler une anomalie par trop manifeste qui a été admise lors de la fixation de l'écoulement des vins de la récolte 1938.

L'article 9 de l'arrêté du directeur des A. E. relatif à ces conditions d'écoulement spécifie :

Le bureau des vins et des alcools est autorisé à acquérir au prix de 720 francs l'hectolitre d'alcool pur les flegmes provenant de la distillation des vins de la récolte 1938.

« Toutefois, jusqu'à concurrence de 8.000 hectolitres exprimés en alcool pur le prix d'achat est porté à 780 francs l'hectolitre..... »

Or, le prix maximum de la distillation étant de 140 francs l'hectolitre d'alcool pur produit (2), ces dispositions reviennent à payer, en première approximation, au viticulteur par hectolitre de vin à 11^o 70 francs ou 64 francs, selon que l'alcool est situé ou non dans la tranche de 8.000 hectolitres.

Ces prix s'écartent peu de ceux de l'exportation. Ils s'en écartent si

(1) Arrêté viziriel du 16 juillet 1938 (*B. O.*, n^o 1342 *bis*, p. 970).

(2) Arrêté du directeur des A. E. du 17 janvier 1939 (art. 3).

peu qu'ils servent de base de départ aux discussions entre vendeurs et exportateurs. La distillation est après tout tellement tentante. Point de normes de l'O. C. E. à respecter. Point de formalités multiples. On consent un léger sacrifice et l'on distille de bons vins propres à l'exportation. Et pendant ce temps on perd un peu plus de place sur les marchés extérieurs !

Ainsi que l'a très bien défini M. Malet, directeur général honoraire de l'agriculture : « la distillation de vins corrects ne peut être qu'un « expédient, qu'une solution du moment en période de crise » (1).

Il est évident qu'on ne saurait envisager de façon permanente la distillation des vins marocains. L'alcool industriel issu de la betterave, de la pomme de terre, du maïs, de l'orge excédentaire est d'un rendement autrement supérieur laissant sur le marché l'alcool de vin dans un état très net d'infériorité économique.

La nécessité de résorption des excédents ne doit pas forcément conduire à la destruction des vins marchands. Bien au contraire. En juillet 1939 l'exportation marocaine a déjà absorbé 140.000 hectolitres. La cadence en est assurée à raison d'environ 20.000 hectolitres par mois en moyenne. Les prévisions des exportateurs tablent sur un total exporté de l'ordre de 250.000 hectolitres. Nous ne pouvons que nous féliciter de cette active conquête du marché extérieur. Or il ne s'agit pas seulement de conquérir un marché. Faut-il encore le conserver.

C'est là justement le point délicat. Les prévisions pour 1940 s'établissent d'ores et déjà déficitaires. De nombreuses circonstances climatiques défavorables incitent à penser que la production des vendanges actuelles suffira tout juste à assurer la consommation locale.

Pour conserver le marché extérieur, conquis de haute lutte, il faudra exporter tout de même les vins marocains. Le ravitaillement du marché intérieur pourrait peut-être alors être assuré par des importations de vins tunisiens. Le recours à cette mesure extrême ne sera pas sans gêner quelque peu l'exercice de la répression des fraudes. Des mesures appropriées devront être étudiées à ce sujet.

Cet exemple d'une récolte déficitaire fait apparaître le grave défaut de la distillation précipitée d'une récolte excédentaire. La distillation des vins marocains telle qu'elle est actuellement conçue répond donc à une mauvaise formule.

Par ailleurs le Gouvernement se doit d'assurer une viabilité à l'installation des distilleries qu'il a provoquée. La difficulté peut être aisément tournée par la réalisation de la distillation industrielle (betteraves, marcs, mélasses, macération de figes, sorgho, orge..., etc.).

(1) Lettre au Président de la Chambre d'Agriculture de Rabat à propos de l'opuscule « Situation de la viticulture », publiée par cette Chambre, septembre 1934.

Cette orientation sera autrement plus profitable à tous que la distillation du vin qui n'est qu'un pis aller regrettable qu'on n'eut pas dû encourager aussi activement qu'on l'a fait cette année.

N'eut-il pas mieux valu conserver un stock de sécurité pour l'exportation ?

On comprend le danger qu'il y a à sacrifier ainsi l'avenir pour le bénéfice immédiat et restreint retiré de la distillation.

L'essentiel n'est-il pas de conserver nos marchés extérieurs ?

L'Espagne va revivre et c'est un concurrent redoutable. L'Italie veut vendre. La Grèce également.

D'aucuns ont pu prôner l'idée de l'arrachage. Par un raisonnement simpliste, sans faire la part des années de déficit, ils préconisent l'arrachage de la moitié des vignobles marocains. Sans doute les primeurs, les minerais, le pétrole constitueront de très réelles richesses d'exportation. Est-ce une raison pour ne point exporter de vin ?

« le Maroc peut être considéré comme le pays producteur pour lequel les mauvais vins constituent vraiment l'exception » (1).'

Dans le cadre de l'Empire français le Maroc a le droit et le devoir de vivre. Mais il doit apprendre à compter avec lui-même. Il est fort bien équipé pour conquérir les marchés extérieurs. L'essentiel est qu'il y tienne. C'est le seul objet de ces remarques.

Le statut de la viticulture marocaine et la répression des fraudes. —

En tout cas, si le statut de la viticulture marocaine a suscité beaucoup de critiques, s'il est un fait avéré qu'il en suscitera encore pas mal, il est par ailleurs indiscutable qu'il a contribué à assurer en matière de fraude la prévention la plus efficace. Non point que les règlements aient agité le spectre de sanctions énergiques. Il a suffi simplement de faire comprendre au fraudeur que son dynamisme se dépenserait en pure perte pour lui-même, en un mot qu'il n'avait aucun intérêt à altérer la marchandise.

Dès 1927, dans leur première étude sur les vins marocains, MM. Chauveau, directeur du Laboratoire officiel de Chimie et Vasseur, directeur-adjoint, pouvaient noter :

« Le climat du Maroc oblige les viticulteurs à des soins méticuleux et il faut des vins à *degré relativement élevé* pour obtenir une bonne conservation... »

Dans les années suivantes ce souhait devait se trouver amplement réalisé et la lecture des communications successives de MM. Chauveau

(1) Rapport de MM. Babin et Descas présenté au retour de leur mission au Maroc à la Chambre de Commerce de Bordeaux. Compte rendu de séance du 13 février 1936.

et Vasseur (1) sur les vins marocains est suffisamment édifiante à ce sujet. Dès 1931 ils notent que 75 % de moûts examinés doivent donner des vins de degré alcoolique supérieur à 11° : en fait 83 % des vins de la récolte 1931 titrèrent plus de 11°. En 1932, 80 % des moûts, 80 % des vins obtenus accusent une richesse alcoolique supérieure à 11°. En 1933, 90 % des vins ont un degré alcoolique supérieur à 11°. En 1934, 98 % des vins titrent plus de 11°. En 1935, 98,6 % de la récolte titre plus de 11° ; 68,2 % titre plus de 12° : 41 % remplit les conditions exigées pour le commerce d'exportation.

La récolte de 1936 a souffert des conditions climatiques et la vigne a été bien moins traitée que les années précédentes. Néanmoins 91 % des vins de cette récolte titrent plus de 11° ; 68 % plus de 12°.

En 1937, 94 % des vins titrent plus de 11°.

Par rapport aux années précédentes les vins de l'année 1937 apparaissent faibles en alcool. Cependant, ainsi que le notent MM. Chauveau et Vasseur ce fut là un accident qui fut circonscrit à une aire assez réduite « et les vins de degré insuffisant aux termes de la réglementation « marocaine ont pu facilement être coupés avec des vins de degré plus « élevé, de façon à amener le mélange à titrer 11° ».

Le tableau suivant, extrait d'une communication de MM. Chauveau et Vasseur, montre la diminution progressive depuis 1926 des vins de degré alcoolique inférieur à 11° (2).

Année	Nombre d'échantillons présentés	Nombre d'hectolitres correspondant aux échantillons présentés	Pourcentage d'échantillons dont le degré alcoolique est inférieur à 11°
1926	55	20.080	51 %
1927	91	86.590	50 %
1928	122	96.579	73 %
1929	119	77.829	43 %
1930	179	175.246	60 % (3)
1931	283	261.029	17 %
1932	380	339.470	21 %
1933	404	386.921	10 %
1934	487	613.374	2 %
1935	500	547.428	1,4 %
1936	»	»	9 %
1937	»	»	6 %
1938	600	»	à peine 6 %

(1) *Annales des Falsifications et des Fraudes* (1927, p. 510 ; 1931, p. 152 ; 1933, p. 598 ; 1937, p. 85 ; 1938, p. 348).

(2) *Annales des Falsifications et des Fraudes*, 1937, p. 90.

(3) Pourcentage augmenté par suite des atteintes du « sirocco », vent chaud du sud-est.

L'A. V. du 17 juillet 1926 prescrivait l'envoi au Laboratoire officiel de Chimie à Casablanca d'échantillons de toutes les variétés de vins par tous les producteurs de la zone française du Maroc.

L'obligation de l'analyse a été encore renforcée par l'A. V. du 7 août 1934 abrogeant le précédent qui la prescrit dans les six mois après les vendanges (article 5).

La tenue obligatoire du registre d'entrées et de sorties par les négociants de vin en gros et demi-gros (article 10), registre soumis au contrôle des inspecteurs de la répression des fraudes, la mention qui doit y être faite du numéro d'analyse des vins vendus, la production intensifiée, les opérations de ventes de plus en plus nombreuses expliquent l'augmentation manifeste du nombre des échantillons présentés à l'analyse avec le temps.

Forte de cette expérience la législation marocaine a donc imposé dans l'A. V. du 7 août 1934 le degré alcoolique minimum de 11 pour les vins ordinaires ou de grande consommation produits dans la zone française du Maroc.

Et ainsi que l'écrivent MM. Chauveau et Vasseur : « l'augmentation de la production en vin du Maroc n'a pas été provoquée par une augmentation du rendement des vignes qui serait corrélative d'un abaissement de la qualité » (1).

Fort au contraire, la qualité a également suivi l'élévation du degré alcoolique. Un exemple est particulièrement typique. En 1927 les vins de la région de Marrakech, élaborés pour la plupart avec des raisins de vignes indigènes étaient tellement faibles, anormaux, que se posa un moment la question d'une réglementation spéciale pour éviter les dépréciations et les abus. Le problème des vins légaux mais non marchands était posé.

Dans la même région en 1932 les moûts titrent de 11° à 14° et présentent une moyenne de 12°2 !

Et MM. Chauveau et Vasseur de conclure : « Au sujet de ces moûts de la région de Marrakech se confirment nos prévisions antérieures ; ils montrent que l'on peut obtenir à Marrakech comme dans les autres régions du Maroc des vins à un degré suffisamment élevé et par là susceptibles d'une bonne conservation » (2).

A quelle particularité de la législation viticole marocaine attribuer un pareil bienfait ? Nul doute qu'une bonne part n'en revienne au principe essentiellement local de l'analyse obligatoire.

Nous sommes heureux de souligner ici le témoignage d'une personnalité étrangère au Maroc spécialisée en matière viticole : M. Ch. Ber-

(1) *Annales des Falsifications et des Fraudes*, 1937, p. 90.

(2) *Annales des Falsifications et des Fraudes*, 1933, p. 601.

tin, directeur du *Bulletin de l'Institut œnologique d'Algérie* : « Dans les
« six mois qui suivent la fin des vendanges et en tout cas huit jours avant
« toute vente au commerce, les producteurs marocains sont tenus de
« faire analyser leur vin par le Laboratoire de Casablanca.

« C'est l'analyse obligatoire que nous ne cessons de préconiser comme
« étant la seule mesure permettant d'exclure du marché tous les vins
« défectueux.

« Cette disposition n'est pas absolument nouvelle au Maroc.....

« Elle a donné, depuis sept ans, des résultats satisfaisants :
« Les vins anormaux se sont rarifiés et les acheteurs ont rapidement
« pris l'habitude d'exiger dans leurs achats la présentation du Bulletin
« officiel d'analyse ; enfin, la fraude, plus aisément dépitée, a prati-
« quement disparu » (1).

Dans le cadre de l'économie marocaine, l'analyse obligatoire, dont les modalités sont prescrites par l'A. V. du 7 août 1934, a rendu en effet d'incontestables services. Elle a permis de mettre à jour au Maroc l'une des documentations les plus complètes que l'on connaisse.

Grâce à ces dispositions, les vins sont catalogués. Tout viticulteur, après analyse faite, est à l'abri du soupçon des falsifications opérées sur ses vins livrés au commerce. Les tromperies sont facilement dépitées.

Cependant, avec les moyens dont dispose actuellement l'administration il ne faut pas songer à voir là un procédé certain d'établissement du casier vinicole. Il faudrait des centaines d'agents pour effectuer les prélèvements à la cuve dans toutes les caves d'un territoire. Actuellement ce sont les intéressés eux-mêmes qui opèrent les prélèvements. Pouvons-nous avoir l'assurance qu'il n'y a pas eu mouillage initial à la cuve ?

Pour le bonheur de la viticulture marocaine, il se trouve précisément que son statut actuel exerce à ce sujet la plus utile prévention.

En effet, si nous nous reportons à l'article 8 de l'arrêté du directeur des A. E. du 17 janvier 1939 fixant les conditions d'écoulement des vins de la récolte 1938 (2), nous constatons que les vins bloqués non vinés d'un degré alcoolique supérieur à 12°, exportés hors de la zone française du Maroc, apureront les comptes de vins bloqués des producteurs. L'apurement du compte de blocage correspond alors au volume exporté majoré de 10 % pour un vin de 12° ou supérieur à 12° et inférieur à 12°5 et peut aller pour un vin de 14° jusqu'au volume exporté majoré de 40 %.

Le prix du marché local étant généralement supérieur d'environ

(1) Note sur la législation vinicole marocaine. *Bulletin de l'Institut œnologique d'Algérie*, novembre 1935, p. 239.

(2) *B. O.*, n° 1369 du 20 janvier 1939.

50 francs par hectolitre à ceux pratiqués pour l'exportation, on comprend tout de suite l'intérêt de l'opération. Cette prime donnée aux vins à fort degré procure même de lucratifs avantages à ceux qui achètent directement aux petits propriétaires européens et indigènes le raisin de leur récolte contre livraison d'une quantité correspondante de vin à 11° de grande consommation.

Si la vinification est susceptible de donner un vin à fort degré, d'intéressantes combinaisons permettent de multiplier cet avantage.

Pour ces raisons bien comprises d'ordre pécuniaire, les viticulteurs n'auront garde en général de pratiquer le mouillage à la cuve.

* * *

Le principe de l'analyse obligatoire, l'exigence d'une teneur minimum de 11° d'alcool pour les vins de grande consommation, l'intérêt évident qu'il y a actuellement à posséder des vins à fort degré sont autant de facteurs qui jouent avec succès, pour l'élimination de la falsification par mouillage sur le marché marocain.

En admettant, que par suite de variation dans la réglementation, le mouillage à la cuve soit à nouveau pratiqué, la falsification qui en résulterait pour si peu acceptable qu'elle fût, n'en serait pas moins préférable aux falsifications opérées sur le vin lui-même, qui se superposent alors au mouillage initial à la cuve et qui appellent le plus souvent les manipulations savantes de subtiles œnologues pour constituer un vin chimiquement légal. La législation marocaine nous met à l'abri de ces dangers.

2° ETUDE DES TEXTES.

La législation viticole marocaine comprend deux séries de textes :

1° Les textes d'assainissement et de contrôle du marché des vins (1).

2° Les textes relatifs à la répression des fraudes (2).

Les textes relatifs à la première série ressortissant à un domaine étranger aux préoccupations de cette étude, ne seront pas examinés. En ce qui concerne le rôle particulier des inspecteurs de la répression des fraudes et du Laboratoire officiel de Chimie, tant dans les opérations d'assainissement et du contrôle du marché des vins que de celles

(1) a) *Statut de la viticulture* : D. du 10 août 1937 ; A. V. du 10 août 1937, arrêtés du Directeur des A. E. des 20 décembre 1937 et 17 janvier 1939.

b) *Warrantage des vins* : A. V. du 12 novembre 1937. Arrêtés du Directeur général des Finances des 13 nov. 1937 et 16 nov. 1938.

(2) A. V. du 7 août 1934 portant réglementation de la vinification de la détention, de la circulation et du commerce des vins, modifié et complété par l'A. V. du 25 septembre 1935 et de l'A. V. du 17 janvier 1938.

du warrantage, nous renvoyons aux développements précédents, relatifs aux attributions des inspecteurs de la répression des fraudes (1).

L'A. V. du 7 août 1934, texte fondamental en matière de répression des fraudes sur le vin, sera seul l'objet d'un commentaire détaillé.

Arrêté viziriel du 7 août 1934. — Cet arrêté, très complet, portant réglementation de la vinification, de la détention, de la circulation et du commerce des vins, constitue le texte de base réglementant la répression des fraudes au Maroc en matière viticole. Il fait de notables emprunts au Décret français du 19 août 1921 modifié par le décret du 15 août 1925. Mais il s'en différencie sur plus d'un point par une rédaction plus précise et plus circonstanciée.

Le *Titre premier* traite de la définition du vin et de la vinification. Dans l'article 1^{er}, est donnée la définition du « vin » et du « vin doux ».

Il y est défini huit catégories de liquides qui doivent être considérés comme impropres à la consommation (obtenus par surpressage des marcs, des lies, vins colorés artificiellement, etc...)

Il faut noter la définition très stricte des caractères chimiques propres à faire considérer les vins comme atteints de la maladie de la piqûre. Le texte indique comme limite supérieure de l'acidité volatile 1,50 g. par litre avec une tolérance de 10 % pour les vins de cru seulement. Le texte français indiquait 2,5 g. ou 2 g. en cas de dégustation favorable. Or, la commission de coordination et d'études des questions intéressant la viticulture, réunie le 25 mars 1938 à l'Hôtel Matignon a demandé une modification à ces dispositions, modification qui a pris corps dans le décret récent du 28 juin 1938. Il y est fait une utile distinction entre les vins détenus par les producteurs ou les négociants en gros et ceux détenus par les détaillants.

Pareille modification serait très utile dans notre législation qui pourrait, par exemple, adopter le texte suivant :

« »

« 6^o a) Les vins détenus par les producteurs ou les commerçants en gros qui, au moment de la vente, présenteraient par début d'acescence ou pour toute autre cause, une acidité volatile exprimée en acide sulfurique supérieure à 1,20 g. par litre.

« b) Les vins détenus par les détaillants et qui :

« 1^o bien que leurs éléments constitutifs ne soient pas sensiblement modifiés et que leur aspect reste normal, présentent nettement à la dégustation les caractères des vins piqués ;

« 2^o étant atteints d'acescence simple, ont, exprimée en acide sulfurique, une acidité volatile égale ou supérieure à 1,50 g. par litre. »

(1) Deuxième partie, chap. II, p. 120-122.

Les § 7 et 8 ont trait à l'interdiction des vins atteints de maladies les rendant impropres à la consommation et dont l'aspect et le goût sont anormaux, et des vins de provenance de moûts de raisins impropres à la vinification.

Or, il y a là un manque de précision propre à provoquer des divergences de vues sur un même cas entraînant une jurisprudence contradictoire.

Il eût été préférable de s'inspirer davantage du texte français plus explicite. Une modification devrait être introduite par substitution au § 7 des prescriptions suivantes par exemple :

« 7^o Les vins atteints d'autres maladies, avec ou sans acescence, dont l'aspect et le goût sont anormaux et caractérisés :

« — soit par une teneur en acide tartrique total, exprimé en bitartrate de potassium, inférieure à 0,75 g. par litre,

« — soit par la présence de deux au moins des trois caractères suivants :

« a) acidité volatile supérieure à 1,50 g. par litre exprimée en acide sulfurique,

« b) teneur en acide tartrique total, exprimé en bitartrate de potassium, inférieure à 1,25 g. par litre,

« c) teneur en ammoniacque supérieure à 20 milligrammes par litre. »

In fine, nous retrouvons une disposition qui était toujours en vigueur dans les réglementations corporatives de notre ancien droit : « les produits impropres à la consommation ne peuvent être gardés dans les mêmes locaux que les vins ».

Dans l'article 2 sont énumérées *limitativement* les opérations considérées comme régulières dans la pratique œnologique en ce qui concerne les vins et les moûts. La rédaction est claire et est exempte des imprécisions du texte français correspondant qui ont bien souvent fait l'objet de justes critiques.

1^o *En ce qui concerne les vins.*

L'addition de sel prévue en France dans les limites fixées par la loi du 11 juillet 1891 (1 gr. par litre) n'est pas autorisée au Maroc.

Une autre interdiction vise l'emploi des solutions aqueuses ou alcooliques sulfitées. Ce sont là des solutions sulfureuses phosphatées, tolérées en France par circulaire ministérielle, bien que légalement interdites, et utilisées en remplacement de l'anhydride sulfureux pur ou du métabisulfite cristallisé.

Le cas des vins sursulfités est considéré d'une façon tout particulière.

rement équitable dans la législation marocaine qui, sur ce point, comme sur bien d'autres, prend souvent le pas sur la législation française.

« C'est au moment de la mise en vente pour la consommation que le vin ne doit pas contenir plus d'anhydride que la dose tolérée. D'où il résulte que ces vins peuvent entrer dans des coupages et circuler à destination d'un chaix en vue de subir ce coupage, alors qu'en France leur simple détention équivaut à une falsification, ce qui est injuste. Les moûts sursulfités (mutés) sont soumis à la même réglementation que les vins ; cette précision n'était pas superflue. En effet, nous avons maintes fois constaté que le service des fraudes d'Algérie estime, à tort selon nous, que les moûts de raisins vendus directement aux consommateurs, doivent être exempts d'anhydride sulfureux. » (1).

Par sa juxtaposition des législations marocaine et française, M. Ch. Bertin fait nettement ressortir le précieux avantage accordé aux viticulteurs marocains, avantage un peu imposé, il faut le dire, par les conditions toujours délicates de vinification en pays chaud.

* * *

En ce qui concerne l'édulcoration de vins blancs secs avec des vins doux ou des moûts mutés à l'anhydride sulfureux, il conviendrait également de s'inspirer de la réforme réalisée à ce sujet dans le texte français en adoptant le paragraphe suivant :

« L'édulcoration visée au précédent paragraphe ne pourra être effectuée qu'une seule fois et uniquement à la propriété ou chez le marchand en gros de boissons ayant un compte avec la régie et à condition que les vins blancs ainsi traités ou les moûts mutés n'aient pas eux-mêmes déjà fait l'objet d'une addition de moût concentré. »

Au sujet de la clarification des vins blancs noircissants ou des vins tachés accidentellement, notons le caractère général du texte marocain qui vise aussi bien les vins blancs noircissants que les vins blancs tachés accidentellement, pour lesquels, avec les procédés modernes de pressurage, il est parfois difficile de nettement établir une différence avec les vins rosés.

Le décret français du 9 septembre 1934 a toutefois apporté une précision indispensable pour éviter les traitements frauduleux en consacrant une prescription autrefois donnée par circulaire ministérielle du 24 août 1927 aux directeurs des laboratoires agréés pour l'analyse des

(1) Ch. BERTIN, Notes sur la législation vinicole marocaine. *Bulletin de l'Institut œnologique d'Algérie*, 1935, p. 239.

échantillons prélevés par l'application de la loi du 1^{er} août 1905. Cette précision mériterait d'être insérée au texte marocain :

« Ne peuvent être considérés comme tachés et par suite susceptibles
« d'être traités par le noir décolorant que les vins dont le blanchiment
« peut être obtenu par l'addition de 500 grammes de noir en pâte (cor-
« respondant à 100 grammes de noir sec) au maximum par hectolitre
« de vin à traiter. »

* * *

L'expérience a montré en France que la prescription exigeant une teneur maximum de 100 milligrammes d'anhydride sulfureux libre par litre de vin ou de vin doux était pratiquement inapplicable. Dès lors, si cette limitation qui a constitué dans la métropole une grande gêne pour le commerce qui en a demandé à plusieurs reprises la suppression, a été précisément supprimée par le décret du 9 septembre 1934, il n'y a pas de raison pour la maintenir au Maroc. La limite de 450 milligrammes en anhydride sulfureux *total* par litre devrait seule être maintenue.

Il est à remarquer que la législation française a attendu le décret du 9 septembre 1934 pour autoriser l'emploi des bisulfites alcalins dans le traitement des vins ; elle n'en permettait l'emploi que pour les moûts. Or, il est quelquefois assez difficile d'établir une distinction séparative très nette entre le moût et le vin. La législation marocaine, devançant là encore la législation française, a toujours permis cette pratique.

L'action du froid est prévue dans le texte de l'arrêté par réfrigération simple ou congélation. Cette opération conduit à une concentration partielle des vins qu'il serait bon de limiter. La limitation non prévue dans le décret français du 19 août 1921 a été réglementée par le décret du 9 septembre 1934.

Le texte marocain pourrait donc être complété par une disposition *ad hoc* :

« La concentration par congélation sera maintenue dans une limite
« telle que le volume initial du vin ne soit pas réduit de plus du
« quart. »

On peut ainsi éviter la pratique couramment suivie en France par certains viticulteurs qui allaient jusqu'à réduire du 1/3 ou même de 1/2 le volume initial de vin qu'ils rendaient ainsi vendables sur le marché de bouche alors que ces boissons non traitées eussent dû normalement être envoyées à la distillerie ou à la vinaigrerie.

2° *En ce qui concerne les moûts.*

Nous signalerons la très importante particularité de l'article 4. L'addition de sucre et de toutes autres matières sucrées aux moûts est interdite. Or, en France, si le sucrage par matières sucrées est interdit (loi du 14 août 1889, article 7), l'addition de sucre autrefois réglementée par la loi du 28 janvier 1903 l'est actuellement par la loi du 4 août 1929.

L'addition de sucre constitua pendant longtemps en France le seul moyen d'enrichissement de la vendange. Or, l'article 15 de la loi du 4 juillet 1931 a autorisé un second mode d'enrichissement : l'addition de moût concentré.

Cette pratique est également autorisée au Maroc (article 3 de l'arrêté). Il y a lieu toutefois de remarquer que l'autorisation est conditionnelle : « La concentration des moûts et l'emploi de moûts concentrés en vinification sont autorisés dans les limites et conditions qui seront fixées par arrêté du directeur général de l'A. C. C.

Jusqu'à présent ces limites et conditions n'ont jamais été fixées. Autant dire que la mesure est inopérante.

Autre particularité du régime marocain : la désacidification des moûts n'est pas autorisée. Le décret français, au contraire, prévoit (art. 3) : « ... Le Ministre de l'agriculture peut, *exceptionnellement*,
« après consultation des associations agricoles des régions intéressées
« et sur avis conforme de la commission permanente prévue par l'article 3 du règlement d'administration publique du 22 janvier 1919,
« dans les années et dans les régions où la pratique en sera reconnue
« nécessaire, autoriser par arrêté, l'addition aux moûts trop acides des
« matières nécessaires pour ramener leur acidité à l'acidité moyenne
« des moûts de la même région en année normale. »
«

Il est certain qu'en France, eu égard aux conditions climatiques, dans certaines années tout à fait exceptionnelles, le sucrage des vendanges pouvait ne pas permettre une réduction suffisante de l'acidité des moûts. C'est ce qui a provoqué la mesure précédente insérée au décret du 19 août 1921.

Le climat du Maroc ne justifierait pas semblable précaution. La législation ne l'a d'ailleurs pas admise.

L'article 5 met les viticulteurs dans l'obligation de déclarer au moins cinq jours à l'avance la mise en fermentation. C'est là une excellente précaution propre à faciliter la mission de contrôle des agents.

Le même article 5 traite de l'analyse obligatoire sur les bienfaits de laquelle nous nous sommes déjà étendus.

Le titre deuxième traite de la détention, de la circulation et du commerce des vins.

L'article 6, par ses interdictions formelles relatives à l'importation, à la détention et au commerce des vins impropres à cet usage, permet de classer l'A. V. du 7 août 1934 dans la catégorie des textes réglementaires tombant sous le coup de la loi Dessein. Et sur ce point la réforme apportée en France au décret du 19 août 1921 (Art. 2, § 1) par le décret du 9 septembre 1934 apporte une amélioration au décret français dont la législation marocaine avait déjà fait état dans la rédaction de l'A. V. du 7 août 1934.

Les articles 7 et 8 sont relatifs à la présentation à la vente des vins ordinaires. L'interdiction des appellations « clos », « tour », « val », « mont », etc..., susceptibles de faire croire à une appellation d'origine, n'est pas absolument respectée. Nombreux sont les vins dans le commerce qui se parent ainsi d'appellations illégales. Ce sont là des pratiques qui devraient être *effectivement* sanctionnées.

Notons que le premier alinéa de l'article 7 : « A seul droit à la dénomination d'un cru, d'un pays, d'une région *ou d'une propriété*, le vin qui en provient exclusivement » a déjà fait l'objet d'un cas de jurisprudence (1).

Le texte visé par l'arrêt de la Cour de cassation, que nous rapportons d'autre part, est en réalité le § 3 de l'article 1^{er} de l'A. V. du 17 juillet 1926, abrogé par l'A. V. du 7 août 1934, objet du présent commentaire. Mais la rédaction, à part l'addition au texte de l'arrêté du 7 août 1934 des mots précédents en italique, est identique.

Or, il s'agissait en l'espèce de vente sous le nom de « Beni Amar du Zerhoun » d'un vin qui pour la plus grande partie ne provenait pas de ce lieu. Et, entre autres attendus, la Cour suprême décida : « Attendu « que l'A. V. du 17 juillet 1926, article 1^{er}, § 3, édicte qu'a seul droit à « la dénomination d'un cru, d'un pays ou d'une région, le vin qui en « provient exclusivement ; qu'en vertu de ces dispositions, la Cour a « pu appliquer au demandeur une peine de 1.000 francs d'amende pour « infraction aux dispositions précitées ;

«
« Par ces motifs — Rejette. »

Remarquons également, que l'emploi dans les éléments constitutifs de la dénomination d'un vin, de l'appellation d'un oued désignant la région où se trouve le vignoble, ne saurait être considéré comme contrefaçon par imitation d'une marque déposée, lorsqu'au surplus les étiquettes portent des signes les distinguant de la marque contrefaite (2).

(1) Cass. crim., 16 mars 1932 (Recueil de législation et de jurisprudence marocaines, 1934, p. 54).

(2) Tribunal de 1^{re} instance de Rabat, 30 janvier 1929.

* * *

Certaines mentions indispensables doivent figurer sur les factures établies par les marchands de vins en gros et demi-gros. L'article 9 a trait aux obligations des commerçants en gros et demi-gros et des débiteurs.

L'article 10 mérite une attention particulière. Il a trait à l'obligation spéciale au Maroc de la tenue d'un registre d'entrées et de sorties des vins. Ces registres sont prévus, tant pour les producteurs, vinificateurs et présidents de caves coopératives (1), que pour les commerçants en gros et demi-gros (2).

L'article 11 spécifie par ailleurs que toute livraison de plus de douze bouteilles ou litres de vin faite à domicile ou en magasin soit par les producteurs eux-mêmes, soit par les négociants en vin, doit être accompagnée d'un bon de livraison détaché d'un carnet à souches dont le modèle a été fixé par arrêté du directeur général de l'A. C. C. du 14 décembre 1934.

Ces dispositions révèlent une importance capitale au point de vue de la répression des fraudes. Grâce à sa riche et solide documentation, grâce aux registres d'entrées et de sorties des vins, grâce aux carnets à souches, le Laboratoire officiel de Chimie peut automatiquement remonter à l'origine de la marchandise. Il y a là, diront certains, pratique inquisitoriale. Peut-être, mais les premiers qui viendront s'en plaindre ne seront certes pas les producteurs et commerçants honnêtes et consciencieux. La viticulture et le commerce marocains sont d'autre part très satisfaits de ce contrôle.

Analyse obligatoire, registre d'entrées et de sorties, certificats d'origine pour les vins importés, bons de livraisons, sont autant de mesures propres à assurer la loyauté des transactions.

Loin de contrecarrer cette réglementation, les intéressés s'y prêtent non seulement de bonne grâce, mais en collaborant autant qu'ils le peuvent avec l'administration pour le meilleur renom de la marque chérifienne. C'est-à-dire que la viticulture marocaine et le commerce des vins ne laissent pas place aux trafiquants, et c'est tout à leur honneur.

Au reste, l'article 12 par les sanctions sévères qu'il édicte à l'encontre des contrevenants aux prescriptions relatives à la détention, à la présentation, à la circulation et au commerce des vins en général, constitue un rappel efficace au respect des règles établies.

Nous ne saurions toutefois approuver la rédaction finale de cet article : « ... et en général, toutes infractions au présent arrêté sont

(1) Arrêté du Directeur général de l'A. C. C. du 1^{er} octobre 1935.

(2) Arrêté du Directeur général de l'A. C. C. du 14 décembre 1934.

« considérées comme une tentative de tromperie sur la composition ou
« l'identité de la marchandise vendue. »

S'il apparaît très logique de sanctionner sévèrement toutes inobservations des prescriptions indispensables pour dépister la fraude et de les considérer de ce fait comme des tentatives de tromperie, il en va tout autrement des infractions (qui peuvent fort bien ne pas être intentionnelles) aux prescriptions relatives aux qualités intrinsèques de la marchandise.

Que l'on considère comme frauduleuses les manipulations et pratiques énoncées à l'article 4 : « L'addition de sucre et de toutes autres matières sucrées aux moûts ;

«

« Le fait de guérir les moûts ou les vins de leurs maladies en dissimulant leur altération ;

« »

nul ne saurait trouver à y redire.

Mais que l'on vienne considérer comme une tentative de tromperie le fait de mettre en vente un vin atteint d'acescence simple ayant une acidité volatile (exprimée en acide sulfurique) de 1,60 gr. par litre, ou contenant 500 milligrammes d'anhydride sulfureux total par litre, alors qu'il peut fort bien en la circonstance être impossible au ministère public de faire la preuve de la mauvaise foi du délinquant, voilà qui ne saurait être admis.

La difficulté est telle, que lorsque le ministère public ne peut arriver à établir la conscience du fait délictueux dans de pareilles infractions, il en arrive en France à renvoyer l'affaire au juge de simple police, lui laissant le soin de statuer sur une contravention distincte du délit de fraude.

Ces errements de la jurisprudence ont été signalés par M. Toubreau qui rapporte un arrêt de la Cour d'appel de Bordeaux du 24 décembre 1929 (1). Son analyse nous apprend que lorsqu'un produit est défini par un règlement basé sur la loi organique des fraudes, il y a délit de fraude dans le fait de vendre sous le même nom un produit non conforme à la définition *si la mauvaise foi* est établie. S'il y a bonne foi, il doit y avoir application de la loi Dessein, la sanction devenant une contravention de simple police. La Cour de cassation, nous l'avons déjà noté, a consacré cette jurisprudence par son arrêt (Ch. criminelle) du 16 mai 1930.

Depuis la réforme de 1919, nulle condamnation en matière de fraude ne peut être prononcée au Maroc sans que preuve soit faite de la mauvaise foi du délinquant.

(1) *Annales des Falsifications et des Fraudes*, 1930, p. 316 et 508.

Devant les difficultés que rencontrera le juge à la conscience du fait délictueux devra-t-il acquitter comme il est légal ?

Devra-t-il plutôt s'inspirer de la jurisprudence constante de notre Cour suprême et faire une application illégale de la loi Dessein pour que le délinquant n'échappe pas à la sanction qu'il mérite ?

Il serait préférable, croyons-nous, de corriger l'article 12 *in fine* — sa rédaction actuelle est en contradiction évidente avec l'article 6 dont il a été question précédemment. Il suffirait d'adopter la rédaction suivante :

« et, en général, toutes infractions aux dispositions du présent « arrêté visant la détention, la présentation, la circulation et le commerce « des vins, sont considérées comme une tentative de tromperie sur la « composition... etc... »

Le titre troisième traite des dispositions spéciales aux diverses catégories de vins.

L'article 14 interdit l'importation, la fabrication, la détention, la mise en vente et la vente des piquettes dans la zone française de l'empire chérifien. Obtenues par épuisement de marcs par l'eau sans addition d'alcool, de sucre ou de matières sucrées, avec ou sans fermentation, les piquettes ne sont autorisées en France que pour la consommation familiale. Leur circulation en vue de la vente est interdite selon les articles 245, 246 et 247 du décret de codification.

Au Maroc, on a jugé bon d'interdire jusqu'à la simple détention de ces produits. Il en est de même des vins dits de diffusion (art. 15).

On évite par cela même dans un pays où la récolte est toujours suffisante pour la consommation locale, la mise sur le marché de produits propres à faciliter la fraude. En effet, si un vin de diffusion correctement préparé ne doit être autre chose que du vin présentant les mêmes caractéristiques que le vin initial, il va sans dire que dans l'impossibilité où se trouve l'administration d'exercer une surveillance sévère de toutes les exploitations, la tolérance des vins de diffusion conduirait à des excès regrettables.

Les articles 16 et 17 traitent des vins ordinaires et de l'obligation d'un degré alcoolique d'au moins 11° pour ces vins. Nous ne reviendrons pas sur l'utilité de cette obligation et sur son bien-fondé.

Les articles 18 à 21 traitent des vins de cru.

Les vins de crus d'importation doivent non seulement répondre à la réglementation du pays d'origine mais encore aux dispositions de l'article 1^{er} de l'A. V. du 7 août 1934.

En ce qui concerne les vins de crus locaux, la commission technique, désignée à l'article 19 pour enquêter sur les « crus » ou « clos » et les délimiter n'a pas encore été réunie. Nul doute qu'avec les efforts constants

de nos viticulteurs la nécessité ne s'impose bientôt de procéder à la reconnaissance officielle de vins de crus du Maroc.

Du point de vue théorique, l'étude du vieillissement des vins marocains est à faire. Les vins marocains ont du corps, une constitution bien équilibrée. La collaboration systématique des praticiens et du laboratoire doit conduire ici aussi bien qu'ailleurs à des vins de qualité. Le D. du 1^{er} août 1937 relatif au Statut de la viticulture n'a-t-il pas d'ailleurs expressément prévu l'amélioration de la qualité des vignerons ? Cette amélioration viendra. L'étude en est fort tentante.

Les articles 22 à 25 traitent des vins mousseux et des vins mousseux gazéifiés. La production marocaine semble bien s'orienter vers la fabrication en cuve close. C'est heureux, car le mousseux gazéifié n'est qu'un mousseux de fantaisie qui se différencie nettement des mousseux authentiques traités selon la méthode champenoise ou par le procédé de la cuve close, et par la tenue de la mousse et par le goût du vin lui-même. Néanmoins, comme pour les vins de crus, il y a encore de sérieuses améliorations à apporter à la fabrication des vins mousseux au Maroc.

Les articles 26 et 27 sont relatifs aux vins de liqueur et aux mistelles. La réglementation dérive des textes français et des définitions données par l'article 1^{er} du décret du 31 janvier 1930.

La législation marocaine mentionne expressément les mistelles, vins de liqueur mutés à l'alcool immédiatement avant toute fermentation et reconnaissables à leur saveur fruitée non altérée par les réactions de fermentation.

Le plâtrage des vins de liqueur est porté au Maroc à la limite supérieure de 4 grammes par litre exprimés en sulfate neutre de potassium. Cette teneur élevée a été adoptée dans le but de ne pas s'opposer à l'importation des vins de liqueur espagnols tous surplâtrés.

En France, une convention intervenue avec le gouvernement espagnol a permis l'entrée des vins espagnols surplâtrés sans toutefois édicter de limite supérieure et en maintenant le maximum de deux grammes par litre exprimés en sulfate neutre de potassium pour les vins de liqueur français.

Tel est l'A. V. du 7 août 1934 garantissant la qualité des vins marocains. Malgré les lacunes, malgré les défauts — quel texte n'en comporte pas ? — faciles à reprendre d'ailleurs, il a déjà fait ses preuves. Grâce à la discipline qu'il a imposée à l'ensemble de la viticulture marocaine, il a permis à la production de s'affirmer très heureusement et de pouvoir largement satisfaire les normes sévères de l'O. C. E. pour la conquête du marché extérieur.

C'est là une expérience dont peuvent à bon droit être fiers et l'initia-

tive privée et l'administration. N'est-ce point de leur concours constant qu'est issue la bonne renommée de nos vins ?

Peu à peu des modifications de détails, commandées par l'expérience, viendront compléter cette législation.

De l'utilité d'une disposition nouvelle. — Pour terminer cet examen il est une disposition dont nous souhaiterions la réalisation au Maroc. Elle doit être commandée dans l'intérêt même des viticulteurs et pourrait être insérée au titre quatrième de l'A. V. traitant des « dispositions diverses ».

Elle consisterait dans la reproduction de l'article 10 du décret français du 19 août 1921, ainsi conçu :

« Les réipients et emballages dans lesquels des produits destinés à la préparation ou à la conservation des vins, vins mousseux et eaux-de-vie, sont détenus en vue de la vente, mis en vente ou vendus, doivent être revêtus d'une étiquette portant l'indication des éléments entrant dans la composition du produit.

« Ces éléments doivent être désignés par leur dénomination commerciale usuelle, sans abréviations qui soient de nature à tromper l'acheteur sur leur signification.

« La dénomination de ceux de ces éléments dont l'emploi n'est permis dans le présent règlement qu'à doses limitées doit être suivie de l'indication de la quantité dudit élément contenue dans 100 grammes ou dans un litre du produit.

« Les indications ci-dessus visées doivent être inscrites en caractères de dimensions au moins égales à la moitié des caractères plus grands figurant sur l'étiquette et de même apparence typographique.

« Les dispositions du présent article sont applicables aux inscriptions figurant dans les annonces, réclames et papiers de commerce concernant les produits ci-dessus visés. »

Ce complément indispensable à l'A. V. aurait le double avantage de mettre les viticulteurs à l'abri de certaines réclames excessives dépassant largement l'importance et la valeur intrinsèque du produit vendu et par ailleurs d'éviter la vente sous des noms destinés à éblouir l'usager peu instruit de simples produits chimiquement définis, tels qu'acides tartrique ou citrique par exemple.

Pour un traitement plus rationnel des vendanges, il importe de mettre un terme aux boniments de certains vendeurs. Ce sont là en tout cas les doléances de nombreux viticulteurs et non des moindres. Nous ne pouvons que les approuver.

SECTION II.

2° La bière.

« La bière est la boisson obtenue par la fermentation alcoolique d'un moût fabriqué avec du houblon et du malt d'orge pur ou associé à un poids au plus égal, de malt provenant d'autres céréales, de matières amylacées, de sucre interverti ou de glucose.

« Doit être désignée sous le nom de « petite bière » la bière provenant d'un moût dont la densité est inférieure à 2° B° » (D. du 14 octobre 1914, article 27) ».

L'arrêté viziriel du 25 mars 1929. Modifications à y apporter. — Ces définitions, qui sont directement inspirées des articles 1 et 2 du décret français du 28 juillet 1908 ont été reprises par l'A. V. du 25 mars 1929 portant réglementation de la fabrication et du commerce de la bière. Ce texte est la reproduction littérale adaptée à la législation marocaine du décret français du 28 juillet 1908.

Cependant, le décret français du 30 avril 1935 a apporté deux modifications importantes au décret de 1908 qu'il apparaît indispensable d'adopter dans notre législation. Ces modifications ont trait aux articles 1 et 3 (5°).

L'article premier est modifié dans le sens d'une limite apportée à l'addition au malt d'orge pur de 15 % de son poids de malt provenant d'autres céréales, de matières amylacées, de sucre interverti ou de glucose.

L'article 3 (5°) autorise dorénavant le traitement par l'anhydride sulfureux avec une teneur résiduelle d'anhydride sulfureux libre et combinée portée de 50 à 100 milligrammes. A ce sujet, la dose de 50 milligrammes que prescrit encore notre texte, s'est montrée à l'usage en France beaucoup trop faible. La tolérance de 100 milligrammes était déjà admise par une circulaire ministérielle du 14 avril 1911 !

Pour ce qui est de la modification apportée à l'article premier du décret français, nous noterons les précisions données par M. Toubeau, chef du service de la répression des fraudes de France :

« Pour cent kilogrammes de matières saccharifiables mises en œuvre, il doit y avoir au moins 85 kilogrammes de malt d'orge et au plus 15 kilogrammes de produits autres. Le houblon ne doit pas entrer en ligne de compte pour le calcul des proportions précédentes (1). »

(1) Lettre adressée le 7 mai 1935 à M. Charlie, secrétaire général de l'Union générale de la Brasserie (*Le Brasseur français*, mai 1935).

Obligations imposées aux brasseurs. — Signalons également en ce qui concerne la bière, le très important A. V. du 18 mars 1922 déterminant les obligations imposées aux brasseurs et fixant les déclarations auxquelles ils sont tenus.

Un arrêté du Ministre de l'Agriculture en date du 20 décembre 1934 (*Journal officiel* du 24 décembre) a rendu officielle en France pour la détermination du degré densimétrique des bières prélevées en vue de l'application de la loi du 1^{er} août 1905 la méthode I fixée par l'arrêté du Ministre des Finances, en date du 6 novembre 1934. Cette méthode est suivie au Laboratoire officiel du Protectorat. Il serait souhaitable qu'un A. V. vint en consacrer officiellement l'application au Maroc.

CHAPITRE TROISIÈME

LA FARINE, LE PAIN LA VIANDE ET LES PRODUITS DE CHARCUTERIE

1° La farine.

« La dénomination de farine, accompagnée de l'indication de l'espèce de céréale ou de légumineuse d'où la farine provient, s'applique au produit amylacé et glutineux provenant de la mouture fine des grains de céréales ou de légumineuses industriellement purs et nettoyés.

« La dénomination de « farine » sans autre indication, est exclusivement réservée au produit de la mouture fine de l'amande de grain de blé industriellement pur et nettoyé. »

(D. du 14 octobre 1914, article 28.)

De la nécessité d'une réglementation précise sur les farines. L'exemple de la France et de l'étranger. — C'est là le seul texte réglementaire sur les farines. Sans doute, depuis plusieurs années, à l'occasion de D. ou d'A. V. sur le régime d'importation des céréales, ou au sujet de la fixation du prix du blé, on peut glaner épars parmi d'autres articles quelques textes plus spéciaux relatifs aux farines. Ils n'ont trait, en fait, qu'au taux d'extraction des farines panifiables, qu'à l'addition de farine de blé tendre à de la farine entière de blé dur, qu'à la présentation des farines de boulangerie dites « farines premières » au commerce... en somme toutes spécifications qui intéressent surtout la meunerie, mais qui ne donnent aucune précision quant aux caractéristiques d'ordre chimique permettant l'appréciation d'un produit marchand. Le Gouvernement du Protectorat n'a pas cru devoir innover en la matière en apportant des précisions pourtant indispensables à la répression des fraudes. Il faut reconnaître, en vérité, que les pays étrangers ne possèdent pas non plus une réglementation très complète sur les farines. Ils ont cependant fait un réel effort :

Aux Etats-Unis, on définit la farine « Graham » comme de la farine de blé non bluté ; la « fleur de farine » comme le produit fin, propre,

sain, obtenu par le blutage de la farine de blé présentant les caractéristiques suivantes :

Humidité inférieure à.....	15,00 %
Azote	1,25 %
Cendres maximum.....	1,00 %
Cellulose.....	0,50 %

La législation américaine donne également les caractéristiques chimiques de la farine de maïs, de la farine d'avoine, de la farine de gluten. Cette dernière est le produit propre, sain, provenant de la farine de blé dont on a retiré la plus grande partie de l'amidon. Sa teneur en humidité (1) n'est pas supérieure à 10 %. Calculée sur la base de la farine anhydre, la teneur en azote n'est pas inférieure à 7,1 % ; l'extrait exempt d'azote n'est pas supérieur à 56 % (facteur protéine 5,7) ; l'amidon ne dépasse pas 44 % (méthode à la diastase).

Et cette législation définit également les caractéristiques chimiques du « gluten broyé », de la farine de sarrasin et de la farine de seigle (2).

— En Belgique, une ancienne réglementation remontant à 1891 définit la farine ordinaire comme de la farine de froment blutée contenant 18 % d'eau au maximum, moins de 1 % de cendres et un taux en gluten sec rapporté à la matière sèche inférieur à 8,5 %.

Ces teneurs ne sont pas exigibles pour les farines non blutées.

— L'Autriche depuis 1896 impose pour les farines une limite maximum de 18 % en humidité.

— La Suisse exige pour les farines les caractéristiques suivantes :

Eau maximum.....	18 %
Cendres maximum.....	1,5 %
Sable maximum	0,25 %

— L'Angleterre définit plusieurs types de farines (3) :

1^o Le « Whole meal » qui doit être au moins les 95 % de la mouture sans addition de son ou de farine et qui présente les caractéristiques suivantes :

Cendres.....	1,25 à 1,70 %	} calculés en ramenant la prise à 15 % d'humidité
Cellulose.....	1,25 à 2,00 %	

2^o Le « Straights » qui représente toute la farine que l'on ne peut extraire du blé et dont la teneur en cendres ramenée au produit à 15 % d'humidité doit être au maximum de 0,52 %.

3^o Le « Patents » ou farine première avec une teneur en cendres ramenée au produit à 15 % d'humidité ne peut dépasser 0,45 %.

(1) Obtenue par séchage dans le vide (méthode officielle américaine).

(2) *Annales des Falsifications et des Fraudes*, 1929, p. 118).

(3) The agricultural Produce regulations, 1933.

4^o La farine seconde comprenant la farine résiduaire après extraction des « Patents » dont la teneur en cendres ramenée au produit à 15 % d'humidité doit être au maximum de 0,62 %.

— La Grèce enfin exige pour les farines un taux d'acidité exprimé en acide sulfurique inférieur à 0,15 %.

En France, cependant, et, selon l'expression de M. Xavier de Borsat « l'offensive en faveur du bon pain se précise » (1). En effet la circulaire S. T. 2^e Section n^o 9475 c/87 en date du 17 mai 1938 du Ministre de l'Agriculture aux préfets vient apporter toutes précisions indispensables pour l'établissement de types départementaux de farines :

« ... Je tiens à vous signaler l'intérêt, dit le Ministre, qui s'attache « à ce que les types de farine soient *renouvelés annuellement*, au début « de chaque campagne... Enfin, j'appelle spécialement votre attention « sur la nécessité d'apporter le plus grand soin à l'établissement, dans « des conditions normales, des types de farines départementaux, l'amélioration de la qualité des farines ne pouvant avoir qu'un heureux « effet sur la consommation du pain et partant sur l'écoulement de la « production nationale du blé. »

La confection des types de farines est obtenue par le mélange de plusieurs échantillons prélevés dans des boulangeries désignées par le préfet après avis de la Commission consultative départementale des blés et farines, de manière à représenter au mieux la moyenne de la boulangerie du département. Le nombre des boulangers désignés ne doit pas être inférieur à 30 et la boulangerie rurale est représentée au même titre que la boulangerie urbaine.

Les prélèvements sont opérés par les agents des contributions indirectes et ne portent que sur la farine ordinaire utilisée pour la fabrication du pain de consommation courante.

De la sorte, par une analyse rapide portant sur l'humidité, les cendres, l'extractibilité du gluten, l'odeur et l'examen comparatif des échantillons par le procédé Pekar ou par la méthode au pyrocatechol, on cherche à garantir les consommateurs contre l'emploi de farines de pureté inférieure à celle du type ayant servi de base à la taxation du pain.

Et la circulaire donne des précisions sur la façon d'opérer le mélange et la préparation du type départemental.

Cet établissement d'un type départemental de farine est une innovation des plus heureuses. Il permettra aux chimistes des laboratoires de la répression des fraudes de conclure sur une base certaine. La fraude en sera d'autant mieux combattue (2).

(1) *Revue des Fraudes*, janvier 1939, p. 9.

(2) Une circulaire du 9 décembre 1939 du Directeur de la répression des frau-

Les heureuses dispositions de l'Intendance militaire au Maroc. — En ce qui concerne plus spécialement le Maroc, nous devons citer comme exemple les normes édictées par la Direction de l'Intendance des troupes du Maroc dans le cahier des charges spéciales du 29 juin 1939, n° 1771/1.

Ces normes, toutes réserves faites quant au taux d'extraction défini par la dépêche ministérielle n° 3832-2/5 du 8 août 1935 qui apparaît très spécial, se présentent comme très acceptables.

Elles pourraient fort bien servir de base à l'établissement d'une législation marocaine des farines tendres et dures.

L'expérience éprouvée de l'Intendance militaire relativement à ces fournitures d'importance primordiale pour l'alimentation des troupes autorise à accorder à son cahier des charges techniques approuvé par le Ministre de la Guerre, le plus grand crédit.

Carence de la réglementation marocaine sur les farines. — En face de ces initiatives et de ces réalisations qu'offre la législation marocaine : aucune norme ; aucune caractéristique chimique permettant au chimiste de se prononcer en connaissance de cause sur une farine.

Nous signalerons à ce sujet l'anomalie constituée par l'article 3 de l'arrêté du directeur des affaires économiques du 26 mai 1939 relatif aux conditions de fabrication, de vente et d'emploi des farines de blés tendres et durs : L'Office chérifien interprofessionnel du blé doit surveiller la bonne conservation des grains et farines dans les minoteries.

« Les blés, farines ou autres produits de trituration des blés, y est-il
« dit, qui ne correspondraient pas aux conditions *reconnues nécessaires*
« par le directeur du bureau d'hygiène de la ville municipale, siège
« de la région, après contrôle du centre de recherches agronomiques,
« seront bloqués à la disposition de l'office, pour être dénaturés ou
« servir à tous autres usages sans que le détenteur puisse prétendre à
« une indemnité. »

L'arrêté ne donne par ailleurs aucune norme chimique permettant une appréciation positive d'une farine tendre ou dure, sauf des considérations relatives au taux d'extraction dont la vérification est loin, comme chacun sait, de donner des renseignements inattaquables.

Loin de nous de critiquer ici l'action du bureau municipal d'hygiène dont l'intervention n'est que des plus normales. Créés par l'arrêté résidentiel du 1^{er} novembre 1912 ces bureaux ont vu leurs attributions précisées dans l'A. V. du 16 mars 1920 modifié par l'A. V. du 12 juin

des en France aux Directeurs des laboratoires, vient confirmer la nécessité de l'établissement d'un type de farine afin de faciliter aux laboratoires la recherche des présomptions de falsifications (cf. *Annales des falsifications et des fraudes*, 1939, p. 440).

de la même année qui est relatif au conseil central, aux commissions régionales d'hygiène et de salubrité publiques et aux bureaux d'hygiène municipaux.

L'article 11 de cet arrêté leur a donné entre autres missions le soin de surveiller :

«
« 8° La qualité des aliments, boissons, condiments livrés à la consommation. »

Mission vraiment complexe et qui doit donner bien du souci aux directeurs des bureaux municipaux d'hygiène devant des fraudes aussi généralisées que celles qui se pratiquent aussi couramment en matière de beurre et de lait !

C'est là, selon toute évidence, un rôle de contrôle, de surveillance. Mais, est-ce vraiment au bureau d'hygiène à reconnaître les « *conditions nécessaires* » à la bonne conservation d'un produit alimentaire ? Incontestablement en lui confiant ce rôle l'arrêté du directeur des affaires économiques en date du 26 mai 1939 a fait sortir le bureau d'hygiène du domaine de sa compétence.

Au reste, sur quelles bases le directeur du bureau d'hygiène et le centre de recherches agronomiques établiront-ils leur appréciation ? Puisqu'il n'existe en fait aucune réglementation légale en matière de farine, il faut prévoir une certaine dissemblance dans leurs conclusions.

La même farine entrée dans le commerce peut être prélevée par le service des fraudes, et le laboratoire officiel *qui n'a pas été consulté*, peut conclure en toute objectivité de façon différente.

A ce sujet, l'organisation des commissions régionales d'hygiène et de salubrité publiques et des bureaux d'hygiène mériterait d'être revue.

En 1939 on peut s'étonner de trouver encore dans les commissions régionales d'hygiène et de salubrité publiques « le pharmacien militaire de la région ou du cercle le plus élevé en grade ». Serait-ce trop demander que de rappeler qu'à Casablanca tout au moins il existe un laboratoire officiel du protectorat et qu'il semble normal, pour ne pas dire logique, d'avoir recours à la compétence de son directeur en matière d'hygiène et de salubrité publiques.

Une liaison indispensable serait alors assurée entre les différents organismes appelés à débattre de très importantes questions touchant à l'intérêt des populations.

C'est là une modification à prévoir à l'A. V. du 16 mars 1920. Elle se passe de plus amples commentaires.

Tout ceci démontre la nécessité qu'il y aurait à édicter une législation positive des farines. L'exemple de l'étranger, l'exemple de la France, l'exemple de l'autorité militaire au Maroc fournissent à ce sujet de solides éléments d'appréciation.

LES MESURES PRISES AU MAROC.

L'association professionnelle de la minoterie. — En fait, le D. du 21 janvier 1937 portant création de l'Association professionnelle de la Minoterie ayant abrogé le D. du 27 novembre 1920 fixant le nouveau régime de la minoterie et de la boulangerie a soumis au contrôle de l'administration des moulins d'une capacité supérieure à 3.000 quintaux par an.

L'arrêté du directeur des A. E. du 21 janvier 1937 a fixé les modalités de ce contrôle administratif :

Les minoteries en exploitation sont soumises au contrôle de l'administration qui peut, en cas de besoin, après avis du comité professionnel de la Meunerie, exercer aux frais des intéressés une surveillance permanente (article premier).

Les farines et semoules ne peuvent être mises en circulation qu'en emballage portant le plomb de la minoterie et muni d'un timbre scellé délivré par le Comité professionnel de la Meunerie (article 3).

Les emballages doivent porter en lettres apparentes la qualité de la farine qu'ils renferment : farine supérieure, farine première, semoule, farine seconde ou farine incomplète, farine spéciale.

L'office chérifien interprofessionnel du blé. — Enfin le D. du 24 avril 1937 modifié par le D. du 16 septembre 1937 et 15 juin 1938 vient porter création de l'Office chérifien interprofessionnel du Blé. Etablissement public, il jouit de la personnalité civile et de l'autonomie financière. Il est placé sous le contrôle financier du directeur général des finances et le contrôle technique du directeur des affaires économiques.

Il a pour objet : d'étudier toutes les mesures législatives ou réglementaires de nature à organiser la production, à régulariser la vente et l'utilisation et à permettre le financement des récoltes des blés tendres et durs afin d'assurer aux producteurs une rémunération équitable de leur travail.

De contrôler et, s'il y a lieu, d'assurer l'exécution de ces mesures dans le cadre du D. du 24 avril 1937 et des textes pris pour son exécution.

Le taux de blutage des farines est fixé par le directeur des affaires économiques.

De quelques définitions réglementaires. — L'arrêté du directeur des A. E. du 26 mai 1939, dont il a été question précédemment, est en effet venu fixer les définitions de la farine première de blé tendre, de la

farine entière de blé dur, des semoules et de la farine incomplète de blé dur (article 4).

La farine première doit être livrée à la boulangerie en emballages de 100 kilogrammes nets, scellés au plomb de la minoterie et portant la marque « Farine première de boulangerie ».

La farine première destinée aux autres usages doit être livrée en emballages de 50 kilogrammes nets, scellés au plomb de la minoterie et portant la marque « Farine première ».

Les emballages contenant des semoules ou des farines autres que la farine première doivent porter le plomb de la minoterie et en évidence l'indication du type de semoule ou de farine, tel qu'il aura été déterminé par l'Office (article 7).

L'article 3 de l'arrêté spécifie que le contrôle des achats de blé et des ventes de farines est exercé par les agents de l'Office.

L'Office pourra surveiller la bonne conservation des grains et farines dans les minoteries..... Toute cette réglementation tend surtout, comme l'indique le D. du 24 avril 1937, à organiser la production, à régulariser la vente et à permettre le financement des récoltes.

Elle constitue néanmoins un excellent support pour une réglementation plus spéciale des farines en matière de répression des fraudes. Mais sur ce point, tout est à créer.

Des efforts ont été tentés. Le 30 janvier 1939 le Service de la répression des fraudes a prélevé 69 échantillons de farines dans les 7 minoteries de Casablanca représentant les types produits par ces minoteries : farine première tendre ; type A ; type B ; type 60/40. Ces farines ont été examinées au Laboratoire officiel en même temps que des farines prélevées dans des moulins du Sud du Maroc.

Propositions pour une meilleure efficacité de la répression des fraudes sur les farines. — La disparité des résultats est loin de permettre l'établissement d'échantillons de comparaison. Pratiquement, la question doit être reprise sur des bases plus rationnelles :

1^o Il conviendrait tout d'abord que les types légaux de farine définis par l'Office du Blé selon les prescriptions de l'article 7 de l'arrêté du directeur des A. E. du 26 mai 1939 fassent l'objet d'un texte officiel publié annuellement au bulletin officiel du Protectorat.

N'est-il point en effet anormal que le Laboratoire officiel pour procéder à l'étude des 69 types de farines qui furent soumis à son examen se soit trouvé dans l'obligation de demander au contrôleur de l'Office du blé à Casablanca la définition des types légaux qu'il ignorait totalement, ces définitions n'ayant jamais été publiées ?

Ces définitions, établies par l'Office du blé et relatives à :

1 ^o la farine première	6 ^o la farine entière 40/60
2 ^o — deuxième	7 ^o — incomplète 60/40
3 ^o — complète	8 ^o — A (80-5-15)
4 ^o — entière	9 ^o — B (85-15)
5 ^o — de force et la farine spéciale,	

ont été révélées au laboratoire officiel par lettre du contrôleur de l'Office du blé à Casablanca en date du 22 février 1939 !

2^o Les prélèvements des différents types devraient être effectués dans les minoteries *au moment même de leur fabrication*, par les contrôleurs de l'Office du blé. C'est là une garantie indispensable à l'authenticité des échantillons. D'ailleurs les contrôleurs de l'Office ne sont-ils point tenus « d'assurer l'exécution de ces mesures dans le cadre du D. du 24 avril 1937 et des textes pris pour son exécution » ?

3^o Puisque les minotiers sont capables d'assurer à l'intendance militaire des fournitures homogènes, *quel que soit le moulin* correspondant aux exigences du cahier des charges n^o 1771/1 du 29 juin 1939 qui ne fait que reproduire *ne varietur* des normes établies depuis longtemps, il conviendrait enfin d'exiger de la minoterie une constance plus uniformisée de la fabrication.

4^o Ces conditions remplies, le Laboratoire officiel procéderait par *région* et sur *chaque type de farine* à la détermination :

- 1^o du taux des cendres,
- 2^o du taux d'acidité,
- 3^o du taux des matières grasses,
- 4^o du taux d'humidité (1).

5^o Les échantillons catalogués seraient soumis à des essais de conservation afin de subir ultérieurement un examen relatif à leur acidité et à l'extractibilité du gluten en rapport direct avec le degré de conservation.

6^o Du résultat de ces examens par région, il serait alors possible de déduire des normes fixes avec maxima auxquelles devraient satisfaire les farines locales destinées à la fabrication du pain ordinaire.

Sur une échelle plus variée, on ne ferait que reproduire pour la population civile ce qu'ont déjà réalisé les services de l'intendance militaire pour les troupes d'occupation du Maroc.

Est-ce possible ? Nous répondrons franchement par l'affirmative. Et tout d'abord, pour parer au plus pressé, dans l'espoir d'une réglementation très prochaine, des essais systématiques devraient être tentés. L'institution de l'Office du blé doit assurer, en principe, d'appréciables bénéfices aux producteurs. Il ne nous appartient point d'en

(1) Nous écartons à dessein la détermination du taux d'azote peu propice à une discrimination quant aux farines marocaines.

juger. Ce n'est après tout que justice. Ce qu'il ne faut pas, c'est qu'il en résulte certaines facilités pour la meunerie. Il faut permettre au chimiste, au juge, l'un de conclure, l'autre de condamner sur des bases sérieuses.

Grâce aux perfectionnements de la technique, notre plan ne serait autre chose qu'une meilleure réalisation des pratiques ancestrales de la Hisba. A Fès, après chaque récolte de céréales, le mohtasib visitait les moulins où il faisait constituer sous ses yeux des types de farine servant d'éléments de comparaison en cas de suspicion de fraude dans les prélèvements à venir qu'il pouvait envisager !

La multiplication des organismes de contrôle ne doit pas être un obstacle à la protection du consommateur. Nous avons confiance que la question sera reprise pour l'établissement de types régionaux de farines. Nous sommes en effet persuadés que cette initiative est depuis longtemps comprise et de l'administration supérieure et surtout des municipalités dont la responsabilité est grande à ce sujet. Leur carence ne peut que favoriser le jeu des fraudeurs aux dépens de la santé publique.

Et ce n'est point là le désir du gouvernement du protectorat.

2° Le pain.

Définition. — « Le pain est constitué par une pâte préparée avec
« de la farine, de l'eau, du sel de cuisine, pétri, mis en fermentation
« par addition de levures alcooliques et enfin cuit au four. La dénomi-
« nation de « pain » sans autre indication s'applique exclusivement
« au pain fabriqué avec de la farine de froment. »

« Pour tout autre pain, cette dénomination doit être accompagnée
« de l'indication bien apparente de l'espèce de céréale d'où provient
« la farine employée dans la fabrication. » (D. du 14 octobre 1914, art. 29).

Notons immédiatement l'incorrection manifeste de la rédaction. Nous aimerions lire : « Le pain est constitué par une pâte préparée
« avec de la farine, de l'eau, du sel de cuisine, pétrie, mise en fermenta-
« tion par addition de levures alcooliques et enfin cuite au four. » Il est bien certain que le pain désigne le produit fini et que ce n'est point le pain qui est pétri, mis en fermentation et cuit au four, mais la pâte qui doit le constituer. Il y a là une erreur à redresser.

Ces définitions, inspirées de celles qui ont été adoptées par le Congrès de Genève dans sa séance du 11 septembre 1908, constituent le seul texte réglementaire sur cette denrée de première nécessité.

Il convient de surveiller la qualité du pain. — En réalité — et la

question n'est point tellement spéciale au Maroc — si les pouvoirs publics se sont souvent inquiété du prix du pain, ils n'ont jamais marqué de grandes préoccupations pour surveiller sa qualité. La question n'a pourtant pas échappé aux Chambres consultatives du Maroc qui se sont, à plusieurs reprises, élevées contre la carence gouvernementale :

« Les Services d'hygiène font la guerre aux maladies épidémiques, « au paludisme, surveillent l'eau, mais deux produits les laissent indifférents : le lait, qui peut véhiculer la tuberculose, la typhoïde, les « amibes et les colibacilles et le pain qui présente d'autres dangers. »

« Le souci de la santé publique exige que l'on surveille le pain au « double point de vue :

a) de sa composition ;

b) de sa fabrication (1). »

L'engouement assez stupide du public pour un pain essentiellement blanc facilite des manipulations de meunerie qui privent le plus souvent la farine d'une grosse partie de ses éléments nutritifs, sels et vitamines. Or, le pain rentre pour une grande part dans l'alimentation humaine ; il s'ensuit que notre résistance à la tuberculose, à la carie-dentaire, au cancer s'en trouve diminuée d'autant.

Serait-ce trop demander que d'insister pour que le soin de la santé publique passe avant la commodité du travail de minoterie ?

Importance de la fermentation dans la fabrication du pain. — La fabrication du pain nécessite après le mélange de farine et d'eau le pétrissage fournissant la pâte. Pour lever convenablement, cette pâte doit être soumise à la fermentation. Elle va ensuite à la cuisson.

Grâce au pétrin mécanique, les opérations de pétrissage permettent d'arriver facilement et dans de bonnes conditions d'hygiène à un résultat convenable.

La fermentation, par contre, qui doit durer 5 à 6 heures pour l'obtention d'un pain léger, bien levé et facilement digestible, réclame pas mal de soins et d'attention de la part du boulanger.

L'aspect de beaucoup de pains vendus au poids incite à penser que généralement cette fermentation est brusquée ; on a tendance, pour aller vite, à ajouter des doses massives de levure et à réduire à 2 ou 3 heures la fermentation. D'où un pain à mie lourde, à odeur et saveur peu agréables, chargé en eau et se digérant difficilement.

Signalons à ce sujet une récente découverte qui est appelée à améliorer considérablement la fabrication du pain :

(1) *Bulletin de la Fédération des Chambres d'Agriculture et des Sections agricoles de Chambres mixtes du Maroc* (juillet 1936, p. 685).

Il s'agit d'une levure liquide qui permet de laisser reposer la pâte à pain pendant 10, 15, 18 heures et même davantage avant de la façonner et de la cuire. Grâce à ce repos, les ferments solubles préparent lentement les aliments indispensables à la vie et à la reproduction des cellules de levure ; les ferments secondaires ont aussi la faculté d'agir et de donner au pain la « sapidité tant appréciée du pain fait « au moyen de levains tel qu'on l'obtenait avant la guerre »

« C'est au laboratoire de M. Delarouzée qui s'est spécialisé dans « l'analyse et l'étude des produits de la mouture des grains, que M^{lle} Bas- « tide prépara pour la première fois cette nouvelle levure en prenant « pour base la levure de mélasse fabriquée en France par les Etablisse- « ments Fould-Springer, de Maisons-Alfort..... »

« Déjà un certain nombre de boulangers emploient cette levure avec « succès et tout porte à croire que l'application de cette nouvelle « méthode de fermentation est appelée à donner aux consommateurs « un beau pain, savoureux et qui se conserve frais plus longtemps que « celui qui est mis aujourd'hui à leur disposition (1). »

L'amélioration de la fabrication du pain ordinaire est la mesure la plus propre à défendre les intérêts des consommateurs qui l'ont de plus en plus abandonné aujourd'hui pour le pain dit « de luxe » sur lequel le boulanger réalise un bénéfice un peu trop élevé.

En définitive, ce n'est point tellement la cuisson qui est à critiquer dans la fabrication du pain mais surtout la fermentation. Une surveillance spéciale doit être exercée chez les boulangers qui ont trop tendance, pour améliorer les rendements et diminuer les frais de personnel, à écourter la durée normale de la fermentation.

C'est en cela surtout que réside le problème du bon pain. Les textes relatifs à la livraison et à la surveillance des farines aux boulangeries sont suffisants. Convient-il encore que la surveillance soit effective.

3^o Viandes et produits de la charcuterie.

L'article 30 du D. du 14 octobre 1914 vise les viandes frigorifiées ou congelées qui « ne peuvent être mises en vente et vendues que revê- « tues d'une étiquette portant la mention « viande frigorifiée » ou « « viande congelée ». »

Notons que l'article 12, Titre II du D., prévoit des sanctions spéciales contre ceux qui auront vendu ou mis en vente « de la viande « provenant d'animaux qu'ils savaient morts de maladies conta- « gieuses quelles qu'elles soient, ou abattus comme atteints de la peste « bovine, du charbon, de la morve, du farcin ou de la rage. »

(1) Vers un bon pain, M. ARPIN (*Revue des Fraudes*, juin 1938, p. 192).

L'A. V. du 6 février 1916 traite à l'article 5 des conserves de viandes et des produits de la charcuterie qui peuvent « être colorés avec des « matières végétales inoffensives ou à la cochenille. Les enveloppes « seules (boyaux servant à préparer les saucisses ou le saucisson) « peuvent être colorées suivant la liste arrêtée au présent arrêté ».

De l'inspection des viandes au Maroc. — Le D. du 15 février 1919 est venu réglementer l'inspection des viandes et denrées animales destinées à la consommation publique. Les vétérinaires chargés du Service d'inspection, ont qualité d'officier de police judiciaire pour dresser procès-verbal de toute infraction à ce D. ou aux A. V. pris pour son exécution (art. 5). Ils peuvent ordonner la destruction immédiate des denrées rapidement périssables (art. 6).

Sauf le cas de réquisition de la part du Ministère public, le juge n'ordonne d'analyse qu'à la demande du délinquant et à ses frais. Cette analyse est effectuée par le laboratoire de recherches du Service de l'élevage à Casablanca (1). A ce sujet, il serait bon de modifier comme il convient l'article 7 du D. du 15 février 1919 et de faire apparaître la compétence des tribunaux de première instance qui, depuis le D. du 9 mars 1928, statuent dans tous les cas en premier ressort en matière de répression des fraudes.

Il convient de remarquer que le texte ne prévoit que le prélèvement de deux échantillons et non de quatre, comme il est prescrit à l'article 8 de l'A. V. du 6 décembre 1928 en ce qui concerne les prélèvements en général. Ces dispositions spéciales ont trait à la grosse difficulté qu'il y aurait à opérer quatre prélèvements sur une marchandise dont la nature se prête très difficilement à ce genre d'opération.

Aux termes de l'article 10, les tribunaux français sont seuls compétents pour connaître de la répression des infractions au D. sur l'inspection des viandes ou aux A. V. pris pour son exécution.

Les manœuvres et substitutions frauduleuses à l'abattoir sont prévues par l'article 66 de l'arrêté municipal permanent en date du 21 février 1930 portant réglementation des abattoirs. Les poursuites sont engagées conformément aux textes réglementant la matière (D. du 14 octobre 1914. A. V. du 6 décembre 1928).

La saisie et la destruction des viandes impropres à la consommation.
— L'A. V. du 15 février 1919 est relatif aux motifs de saisie et de destruction des viandes impropres à la consommation :

«
« Doit être retirée de la consommation publique toute viande ou

(1) D. des 11 mars 1925 et 27 août 1932.

« denrée animale susceptible de renfermer des principes virulents ou
« toxiques pour l'homme, ou présentant dans ses propriétés organo-
« leptiques des altérations qui, la dénaturant, la rendent répugnante
« insuffisamment nutritive, ou précipitent sa décomposition. » (art. 1).

Les vétérinaires qui pratiquent la saisie des denrées présentant de tels caractères, mentionnent ces saisies sur un registre spécial (art. 2). Le délit qui consiste à soustraire la viande saisie par un vétérinaire comme impropre à la consommation, est réprimé par l'article 400 du Code pénal (1).

Dans le cas de viandes impropres à la consommation, les prélèvements en vue d'analyse postérieure se font dans les conditions prévues au D. du 14 octobre 1914 (art. 4 de l'arrêté). Il s'agit, en l'espèce, de l'observation des dispositions de l'A. V. du 6 décembre 1928. L'article 4 doit donc être corrigé en ce sens.

En ce qui concerne plus spécialement les produits corrompus, la jurisprudence française vient renforcer les dispositions légales :

« Pour qu'une viande soit déclarée corrompue, il suffit qu'elle soit
« de très mauvaise qualité et provienne d'un animal en état de décom-
« position et de maigreur rachitique, qui la rende nuisible, inomes-
« tible et capable de produire des troubles digestifs, sans qu'il soit
« nécessaire qu'elle se trouve dans un état de décomposition se révélant
« par une odeur nauséabonde (2). »

D'autre part, l'agent qui procède à la destruction de produits corrompus, n'a pas à opérer de prélèvements (Cass. crim., février 1908). L'expertise est généralement impossible et l'état de corruption est suffisamment constaté par l'examen d'un vétérinaire (3). Les tribunaux se basent généralement sur les rapports des vétérinaires inspecteurs.

Ainsi qu'il a été signalé précédemment en matière d'inspection des viandes, il serait utile de spécifier à l'article 3 la compétence des tribunaux de première instance.

La prescription finale révèle le souci d'une poursuite systématique et complète de la fraude :

« Lorsque la saisie est motivée par un cas de maladie contagieuse
« le détenteur de la viande saisie est tenu de fournir au vétérinaire
« les nom, prénom, qualité et domicile du vendeur de la bête. »

Les clos et ateliers d'équarissage. — Un autre A. V. en date du 15 février 1919 réglemente le fonctionnement des clos et ateliers d'équarissage.

(1) Cour d'appel de Poitiers, 22 novembre 1934.

(2) Tribunal d'Orléans, 31 décembre 1895 ; Cass. crim., 10 mai 1900.

(3) Cass. crim., 18 août 1915.

Il institue une surveillance stricte avec registre d'entrées signé par le vétérinaire, qui a d'ailleurs qualité pour dresser procès-verbal des infractions à l'arrêté qu'il est amené à constater au cours de ses visites.

Le commerce des viandes et des produits de charcuterie. — Le D. du 2 août 1924, modifié par le D. du 12 mars 1925, vient réglementer le commerce des viandes et des produits de charcuterie. Il est inspiré du décret français du 15 avril 1912.

Il vise les viandes fraîches, abats, issues, les viandes conservées (frigorifiées ou congelées, salées, fumées, desséchées), les viandes conservées et les préparations conservées à base de viande vendues en boîtes stérilisées ou autres récipients, les viandes préparées ou cuisinées, les produits de « foie gras », les « pâtés de foie », les préparations appelées « terrines » ou « pâtés ».

Il réglemente l'addition de matières amylacées dans toutes les préparations de la charcuterie, la présentation à la vente des produits.

Enfin, dans un article 8 et dernier, il apporte quelques modifications à la procédure ordinaire du dépôt des échantillons en raison de la nature essentiellement périssable de certaines préparations.

CONCLUSIONS

« ... Le problème est d'aller de la diversité à
« la conformité, d'unir la ressemblance avec la
« différence, de partir de l'opposition pour venir
« à l'agrégation. C'est l'assimilation ou l'accom-
« modation qui marque le chemin vers l'unifi-
« cation. »

Professeur R. MAUNIER.
(*Sociologie coloniale.*)

Le problème du contact des races, du clash of peoples des Anglais, s'affirme particulièrement important dans notre Empire. Et la répression des fraudes n'apparaît en somme que comme un des éléments parmi tant d'autres ressortissant à la question sociale. C'est avant tout sur ce plan que nous devons rester. La saisissante formule de M. le Professeur Maunier inspirera notre conclusion.

* * *

La paix française a été conquise et il n'est pas téméraire d'affirmer ici que le « baroud » nous a ouvert les cœurs. L'élan splendide avec lequel nos protégés se sont encore une fois portés au secours de notre cause qui est la leur, en s'engageant en masse dans nos rangs, montre quelle foi et quelle confiance les animent à l'égard de la France. Par tout l'Empire il y eut là une des plus belles manifestations de notre politique coloniale.

C'est dire que la collaboration peut désormais apparaître comme un corollaire de la colonisation et de la domination de droit. Mais, cependant, il convient d'agir avec prudence.

* * *

Avant d'arriver à l'unité de lois si souhaitable dans tout l'Empire, que de chemin à parcourir ! « L'évolution de la répression des fraudes dans l'Empire chérifien » est ainsi une preuve de nos efforts, de notre

lutte constante pour un mieux être de tous, tant indigènes qu'euro-péens.

Dans cette conclusion nous voudrions dégager les idées fondamentales que nous ont inspirées cette étude :

1^o En quelque domaine que s'exerce notre activité *il convient avant tout de tenir compte et de s'instruire de l'expérience du passé*, expérience fertile en enseignement pour mieux pénétrer et mieux comprendre ceux dont on recherche l'amitié et la collaboration.

L'étude de l'organisation corporative de notre vieux Maroc montre qu'il subsiste encore aujourd'hui dans les grands centres commerciaux de l'Empire une armature, un esprit traditionaliste qu'il est plus naturel d'assimiler harmonieusement que de détruire. L'active et féconde politique artisanale de la Résidence générale illustre actuellement cette conception. Ce renouveau sera d'autant plus brillant que l'institution revivifiée des mohtasibin se tiendra plus près de l'artisanat pour l'assister de ses conseils judicieux et le protéger par sa fermeté éclairée. Les développements que nous avons consacrés à cette très ancienne magistrature montrent qu'après avoir un moment forcé le cadre des vieilles traditions, la répression doit les adapter pour une meilleure protection du bien-être de la population indigène. En restaurant l'ancienne charge du mohtasib, le D. du 9 décembre 1938 vient consacrer ces observations.

Mais — nous y insistons — dans ce retour étudié aux pratiques anciennes, *il ne faut point voir une abdication, une faiblesse*. C'est consciemment, pour le bien propre du peuple marocain, que le législateur s'est penché sur des traditions un peu délaissées. S'il les a reprises, c'est pour les faire revivre, les moderniser, les rendre désormais efficaces. Et c'est pourquoi les mohtasibin ne doivent pas apparaître comme des auxiliaires, mais bien comme de véritables *collaborateurs*. Ils doivent *pouvoir* être conscients de la dignité, de la nécessité, de l'utilité de leur rôle. Ce caractère fondamental de la réforme résidentielle, il importe de ne le point trahir dans la mise en application. Nos critiques, nos suggestions n'ont point d'autre but.

2^o Nous avons expliqué comment la sévérité des premiers textes organiques fut délibérément voulue. Les excès de la période intermédiaire devaient exiger une répression énergique. Le D. du 26 mars 1914 et les essais postérieurs de réglementation municipale laissent prévoir une sévérité accentuée pour les premiers textes organiques sur les fraudes. Toutefois, l'erreur de rédaction manifeste qui a provoqué l'exclusion de la *bonne foi* du D. du 14 octobre 1914, erreur qui est affirmée par l'arrêt de la Cour de cassation du 15 décembre 1916, montre qu'il n'est pas sans danger pour le législateur de modifier par

innovation le sens fondamental de textes repressifs consacrés par une jurisprudence constante.

Au cours de cette étude nous signalons souvent un retour nécessaire à la loi française qu'un législateur trop audacieux a maladroitement modifiée pour élaborer un texte nouveau. L'expérience métropolitaine est une assurance certaine contre les erreurs. Il convient de ne pas l'oublier.

3^o Toutefois, *il ne s'agit point de calquer notre législation chérifienne sur la législation française.* En effet, « il est dans les coutumes indigènes « des lois trop respectées et trop invétérées auxquelles on ne peut pas « toucher. Il est ainsi des lois qu'on ne peut pas songer à appliquer à « nos sujets » (1).

Nous rappellerons en ce sens les observations du Procureur général de l'époque au sujet du projet de réforme, en 1928, de l'ancien article 41 du D. organique du 14 octobre 1914. La législation chérifienne, souligne-t-il, a des directives propres et particulières et on ne saurait en l'occurrence se contenter d'une simple référence aux règlements français (2).

En ce sens, nous pensons avoir suffisamment insisté sur l'inopportunité qu'il y aurait à instaurer actuellement au Maroc le mécanisme de l'expertise contradictoire tel qu'il fonctionne en France. L'unité de lois est souhaitable certes, mais elle ne peut être que graduellement obtenue et il convient de bien comprendre que chaque portion de l'Empire français a son entité propre, respectable en soi, qui impose une accommodation graduelle dans la marche vers l'unification.

4^o Ces remarques nous ont conduits à exposer et les *réformes faites pour adapter d'anciens textes trop hâtivement établis* par analogie complète avec la métropole, et les *réformes nouvelles* que nous proposons pour une meilleure prévention et une répression plus efficace de la fraude.

Parmi celles-ci retenons particulièrement notre projet d'amélioration de la loi Dessein, dont le libéralisme excessif s'est traduit au Maroc dans le D. du 26 juillet 1930 d'une façon encore plus accusée qu'en France (3). La diminution exagérée de sévérité qu'emporte le texte ne correspond pas — avons-nous dit — aux vœux des premiers auteurs. En France même une révision s'impose. A plus forte raison au Maroc où l'on doit compter avec les réactions plus complexes du

(1) R. MAUNIER, *Sociologie coloniale*, p. 146. Domast-Montchrestien, édit. Paris, 1932.

(2) Cf. II^e partie, chap. II, sect. II, p. 152.

(3) Cf. II^e partie, chap. III, p. 227.

milieu et les difficultés spéciales de la prévention jusqu'à présent insuffisamment organisée.

5° C'est ainsi que si le bénéfice de l'expérience française doit être d'un utile secours au législateur marocain, il est souhaitable que ce dernier, *devançant quelquefois le législateur français*, introduise dans la législation chérifienne des réformes qui s'avèrent déjà indispensables dans la métropole. Le processus législatif français les retarde souvent inconsidérément. Au Maroc, la réforme peut être plus aisée, plus rapide, plus complète. Il est bon d'user de ce précieux avantage. Nous n'avons garde d'oublier qu'à ce point de vue le législateur marocain a quelquefois brillamment innové. La parfaite organisation du casier vinicole marocain en est une manifestation particulièrement digne d'éloges (1).

6° Pourtant depuis longtemps déjà, *des textes auraient dû être pris visant des produits de première importance*. Les laits, les farines, les margarines, les thés, les cafés, les crèmes glacées, les eaux minérales... sont insuffisamment ou même pas du tout réglementés. Nous avons signalé le danger de la trop grande liberté effectivement laissée aux laitiers. Le lait, aliment du jeune âge, nécessite une surveillance active de la part des municipalités et du Service des fraudes. Les fraudes sur les margarines ne peuvent que s'accroître avec les difficultés du ravitaillement dues à la guerre actuelle. Aucune réglementation précise n'existe en ce qui concerne les crèmes glacées d'un usage si courant au Maroc. Les prélèvements d'eaux minérales dans le domaine des sociétés concessionnaires par le Service de la répression des fraudes s'avèrent pratiquement inexistantes par suite de l'insuffisance des textes.

Des projets pourtant existent, qui devraient être examinés, discutés, sanctionnés.

7° La vraie raison de cette carence — nous le disons encore — se trouve dans la *dépendance trop manifeste du Service de la répression des fraudes*. Initiative contenue, personnel en quantité insuffisante, collaboration restreinte avec les autres services, attributions excessives débordant le cadre de la répression des fraudes proprement dite, brident l'activité de ce Service public et lui enlèvent toute originalité propre.

Par une métaphore un peu osée qu'on voudra bien nous pardonner, nous ne pouvons mieux comparer le Service de la répression des fraudes qu'à un adolescent récemment sorti de l'enfance, dont les vêtements sont visiblement trop étriqués.

(1) Cf. III^e partie, chap. II, p. 281-296.

Il ne tient qu'à l'administration supérieure de l'habiller mieux. Dans l'intérêt commun c'est notre vif désir.

8^o Et ce serait, nous en avons la certitude, chose aisément réalisable. Bien des imperfections, bien des lacunes, disparaîtraient alors. Nous avons confiance que suivant la loi d'une sage et prudente évolution, l'œuvre s'affinera, s'amendera, deviendra digne de ceux qui président aux destinées de ce pays, digne de la France.

Tout au long de notre travail nous n'avons point ménagé nos critiques. Le lecteur nous rendra toutefois cette justice que nous avons toujours cherché le mieux en critiquant le pire. Nous nous sommes efforcés d'être avant tout objectifs. Notre ambition est d'y avoir réussi.

Nous ne saurions, d'ailleurs, rester sur des critiques. L'œuvre juridique intéressant la répression des fraudes au Maroc mérite mieux. Elle est faite du patient et laborieux effort de cette administration coloniale que le grand public, cédant à une tendance facile, se plaît plus souvent à critiquer qu'à connaître. Et le moins que l'on puisse dire c'est que *les monuments juridiques de notre protectorat font honneur à ceux qui les ont construits*. Nous pouvons avoir foi en l'avenir.

Demain, quand s'éteindra le bruit des armes, lorsque revivront des travaux de paix, une refonte générale de la législation sera possible. Elle viendra à son heure.

En attendant, nous souhaitons que la collaboration en vue de la répression s'affirme de jour en jour entre l'administration française et les fonctionnaires maghzen. C'est notre vœu le plus sincère. Et ce sera la meilleure façon d'unir la ressemblance avec la différence, de partir de l'opposition pour venir à l'agrégation.

Vu : Le Président de la thèse,

L. ROLLAND

Vu : Le Doyen,

— M. RIPERT.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,

G. ROUSSY.

ANNEXES

TEXTES ORGANIQUES SUR LA RÉPRESSION DES FRAUDES *

Dahir du 14 octobre 1914.

Arrêté Viziriel du 2 janvier 1915.

Arrêté Viziriel du 6 décembre 1928.

Dahir du 14 octobre 1914

**sur la répression des fraudes
dans la vente des marchandises et des falsifications
des denrées alimentaires et des produits agricoles.**

(Rédaction originelle : *B. O. du Protectorat* N° 105, page 793.)

Texte mis à jour, modifié et complété par les D. suivants :

1° D. du 19 mars 1916 (modification des articles 1, 35, 43), *B. O.* N° 179.

2° D. du 9 février 1918 (modification des articles 1, 15, 33, 37), *B. O.*
N° 280.

3° D. du 26 mars 1919 (modification des articles 1 et 2), *B. O.* N° 336.

4° D. du 29 août 1923 (complément à l'article 2, § 4, suppression de
l'article 10), *B. O.* N° 568.

5° D. du 4 mars 1925 (complément à l'article 31), *B. O.* N° 648.

6° D. du 9 mars 1928 (modification ou complément aux articles 16, 17, 18,
19, 41, 42), *B. O.* N° 806.

7° D. du 5 décembre 1928 (abrogation des articles 32 à 44), *B. O.* N° 849.

8° D. du 26 juillet 1930 (modification des articles 11 et 18), *B. O.* N° 930.

9° D. du 9 août 1933 (modification de l'article 31), *B. O.* N° 1093.

10° D. du 27 avril 1934 (modification de l'article 3 du D. du 5 décembre
1928), *B. O.* N° 1128.

11° D. du 25 septembre 1935 (complément à l'article 31), *B. O.* N° 1198.

12° D. du 9 décembre 1938 (modification de l'article 18), *B. O.* N° 1368.

* Nous n'avons pas, à dessein, publié dans ces annexes le texte de l'arrêt
du 6 février 1916 réglementant l'emploi des substances antiseptiques, des ma-
tières colorantes et des essences artificielles dans les denrées alimentaires et les
boissons, ce texte n'ayant pas fait l'objet de nos commentaires.

LOUANGE A DIEU SEUL

(Grand Sceau de Moulay Youssef).

A Nos serviteurs intègres, les Gouverneurs et Caid's de Notre Empire Fortuné, ainsi qu'à Nos sujets ;

Que l'on sache par les présentes — puisse DIEU Très Haut en illustrer la teneur —

Que Notre Majesté Chérifienne,
considérant qu'il importe de défendre les consommateurs contre les entreprises des commerçants malhonnêtes,

A décrété ce qui suit :

TITRE I

ARTICLE PREMIER.

Il est interdit de tromper ou de tenter de tromper le contractant,

Soit sur la nature, les qualités substantielles, la composition, la teneur en principes utiles de toutes marchandises,

Soit sur leur espèce ou leur origine, lorsque d'après la convention ou les usages la désignation de l'espèce ou de l'origine faussement attribuée aux marchandises doit être considérée comme la cause principale de la vente,

Soit sur la quantité de choses livrées (1),

Soit sur leur identité par la livraison d'une marchandise autre que la chose déterminée qui a fait l'objet du contrat.

Il est notamment interdit (2) :

1^o de falsifier des denrées servant à l'alimentation de l'homme, ou des animaux, des substances médicamenteuses, des boissons et des produits agricoles ou naturels destinés à être vendus ;

2^o d'importer ou de tenter d'importer, d'exposer, de mettre en vente ou de vendre des denrées servant à l'alimentation de l'homme ou des animaux, des boissons et des produits agricoles ou naturels qu'on saura être falsifiés, ou corrompus ou toxiques ;

3^o d'importer ou de tenter d'importer, d'exposer, de mettre en vente ou de vendre des substances médicamenteuses falsifiées ;

4^o d'importer ou de tenter d'importer, d'exposer, de mettre en vente ou de vendre, connaissant leur destination, des produits propres à effectuer la falsification des denrées servant à l'alimentation de l'homme ou des ani-

(1) D. du 9 février 1918.

D. du 29 août 1923, art. 24 : « Il est interdit, sous les peines fixées par le D. du « 14 octobre 1914 (23 Kaada 1332) sur la répression des fraudes, de tromper ou « de tenter de tromper le contractant sur la quantité de choses livrées, à l'aide « de poids, mesures, instruments de pesage ou de mesurage faux ou inexacts, ou à « l'aide de manœuvres et de procédés tendant à fausser les opérations de pesage ou « de mesurage, ou bien à modifier le poids ou le volume des marchandises même « avant ces opérations, ou, enfin, à l'aide d'indications frauduleuses tendant à faire « croire à une opération de pesage ou de mesurage antérieure et exacte. »

(2) D. des 19 mars 1916 et 26 mars 1919.

maux, des substances médicamenteuses, des boissons ou des produits agricoles ou naturels ;

5° de provoquer à leur emploi par le moyen de brochures, circulaires, prospectus, affiches, annonces ou instructions quelconques.

ARTICLE II (1).

Il est interdit de détenir sans motifs légitimes :

1° soit des denrées servant à l'alimentation de l'homme ou des animaux, des boissons, des produits agricoles ou naturels qu'on saura être falsifiés, corrompus ou toxiques ;

2° soit des substances médicamenteuses falsifiées ;

3° soit des produits propres à effectuer la falsification des denrées servant à l'alimentation de l'homme ou des animaux, des boissons ou des produits agricoles ou naturels.

ARTICLE III.

Il est interdit d'additionner les denrées alimentaires et les boissons :

1° en vue de leur conservation ou de leur coloration, de tous produits autres que ceux dont l'emploi est déclaré licite par Arrêtés pris par Notre Grand Vizir ;

2° en vue de leur édulcoration, de la saccharine (2) et tous autres édulcorants artificiels.

L'importation, la vente, la mise en vente ou la détention en vue de la vente de denrées ou boissons additionnées des produits mentionnés au paragraphe précédent, sont interdites.

ARTICLE IV.

Les marchandises ou denrées destinées à l'alimentation ne doivent, en aucun cas, être en contact direct avec des métaux ou matières dangereux pour la santé publique.

Ne sont pas considérés comme dangereux pour la santé publique :

1° Les alliages métalliques d'étain, d'antimoine ou de plomb, contenant moins de 10 % de ce dernier métal et moins de 1/10.000 d'arsenic ;

2° Le cuivre et le laiton, mais seulement pour la cuisson des aliments et non pour leur conservation ;

3° Les alliages contenant plus de 10 % de plomb, mais seulement pour l'emballage et la conservation de produits secs, tels que le thé.

ARTICLE V.

L'étain utilisé pour l'étamage ne doit pas renfermer moins de 97 % d'étain et plus de 0,5 % de plomb et plus de 1/10.000 d'arsenic.

(1) D. du 26 mars 1919. Cet article devrait être complété par l'alinéa : « soit des poids ou mesures faux ou d'autres appareils inexacts servant au pesage ou au mesurage (D. du 29 août 1923, A. V. du 6 février 1925).

(2) D. du 14 décembre 1928 réglementant l'emploi de la saccharine.

ARTICLE VI.

Les vernis contenant des éléments toxiques, à l'exception des vernis qui ne sont pas attaquables à froid par l'acide azotique concentré ne doivent pas être utilisés pour le vernissage intérieur des boîtes de conserves.

Les couleurs ou vernis contenant des éléments toxiques et susceptibles de se détacher par éclats lors de l'ouverture des boîtes ne doivent pas être utilisés pour la peinture extérieure des boîtes de conserves.

ARTICLE VII.

La soudure intérieure des boîtes de conserves ne doit être faite qu'avec de l'étain fin, répondant aux conditions de pureté prévues à l'article 5 du présent D.

Ne sont pas considérées comme soudure intérieure les bavures provenant de soudures plombifères extérieures, mais à la condition que ces bavures ne soient qu'accidentelles et ne résultent pas du mode même de fabrication.

Le sertissage des boîtes de conserves à l'aide de joints formés d'une substance plombifère est prohibé.

ARTICLE VIII.

Les dispositions du présent D. et des A. V. pris pour son exécution, sont applicables même au cas où l'altération ou la falsification seraient connues de l'acheteur ou du consommateur.

ARTICLE IX.

Les dispositions du présent D. et des A. V. pris pour son exécution, ne sont pas applicables aux fruits et légumes frais fermentés ou corrompus, qui feront l'objet d'Arrêtés municipaux.

ARTICLE X.

Abrogé par D. du 29 août 1923 (16 Moharrem 1342) article 25, instituant le système décimal des poids et mesures, dit « Système Métrique », dans la zone française de l'Empire Chérifien.

TITRE II

ARTICLE XI (1).

Quiconque aura commis ou tenté de commettre les faits prohibés par le présent D. ou les A. V. pris pour son exécution, sera puni d'une amende de

(1) Modifié par le D. du 26 juillet 1930 portant application au Maroc de la loi française du 27 juillet 1929 dite « Loi Dessenin » :

« Par modification aux dispositions des articles 11 et 18 du D. du 14 octobre 1914 (23 Kaada 1332), les infractions au dit D. ainsi qu'aux A. V. pris pour son exécution, lorsqu'elles ne se confondront avec aucun délit de fraude ou de falsification prévu par le titre I du même D., seront justiciables des Tribunaux

500 à 10.000 fr. et d'un emprisonnement de trois mois à deux ans ou de l'une de ces deux peines seulement.

Au cas de récidive dans les cinq années grégoriennes qui suivront la date à laquelle la première condamnation sera devenue définitive, l'affichage devra être appliqué. L'emprisonnement et l'amende pourront être portés au double des maxima.

ARTICLE XII.

En outre de l'amende prévue à l'article II, seront punis d'un emprisonnement de six mois à trois ans, ceux qui auront vendu ou mis en vente de la viande provenant d'animaux qu'ils savaient morts de maladies contagieuses, quelles qu'elles soient, ou abattus comme atteints de la peste bovine, du charbon, de la morve, du farcin ou de la rage.

ARTICLE XIII.

Lorsqu'il s'agira de produits nuisibles à la santé de l'homme ou des animaux, les peines prévues aux articles XI et XII devront être élevées au double du maximum.

ARTICLE XIV.

Les infractions aux Arrêtés municipaux pris en exécution du présent D. seront punies des peines prévues à l'article 1^{er} du D. du 26-3-14.

ARTICLE XV (1).

Les tribunaux pourront toujours prononcer la confiscation définitive des marchandises ou produits qui auront fait l'objet de la fraude ou de la falsification et, en général, de tout matériel ayant servi à perpétrer ou à tenter de perpétrer une fraude ou une falsification, et ordonner la destruction des dites marchandises ou produits s'ils sont dangereux pour la santé publique, comme en tout cas la destruction du matériel sus-visé.

Les tribunaux pourront encore prononcer la confiscation définitive des poids, mesures, appareils de pesage ou de mesurage faux ou inexacts dont il aura été fait usage contrairement aux interdictions de l'article 1^{er} ci-dessus.

Ils pourront également assurer la publicité du jugement par affiches dans

« de paix et punies comme contravention de simple police, d'une amende de six francs (6 fr.) à dix francs (10 fr.).

« Au cas de récidive constatée suivant les règles en vigueur en matière de simple police, l'amende sera de onze francs (11 fr.) à quinze francs (15 fr.).

« Au cas de nouvelle infraction, constatée suivant les mêmes règles mais dans un délai de trois ans à dater de la deuxième condamnation, la juridiction compétente sera le tribunal correctionnel et l'amende sera de seize (16 fr.) à mille francs (1.000 fr.).

« Sera puni des mêmes peines quiconque aura mis en vente ou vendu sans attendre les résultats d'un contrôle officiel en cours, des marchandises quelconques qui seront reconnues définitivement fraudées ou falsifiées à l'issue de l'enquête judiciaire consécutive à ce contrôle, sans préjudice des poursuites correctionnelles contre l'auteur de la fraude ou de la falsification.

« L'article 463 du Code pénal est applicable aux peines prévues par le présent D. »

(1) D. du 9 février 1918.

les lieux qu'ils désigneront et par tous autres moyens qui leur paraîtront efficaces.

ARTICLE XVI (1).

Quiconque aura fait obstacle à l'application du présent D. ou des A. V. pris pour son exécution, en mettant les agents chargés de la surveillance ou du contrôle dans l'impossibilité d'exercer leurs fonctions, sera puni de l'emprisonnement pendant trois mois au moins, un an au plus, et d'une amende de cent francs (100 fr.) au moins, de cinq mille francs (5.000 fr.) au plus, ou de l'une de ces deux peines seulement.

Au cas de nouvelle infraction constatée dans l'année qui suivra la première condamnation, l'amende sera de 500 à 10.000 fr. et un emprisonnement de trois mois à deux ans pourra être prononcé.

ARTICLE XVII (2).

L'article 463 du Code pénal français sera applicable, même au cas de récidive, aux infractions prévues par le présent D. ou les arrêtés qui en découlent.

Les tribunaux, en cas de circonstances atténuantes, pourront ne pas ordonner l'affichage et ne pas appliquer l'emprisonnement.

Le sursis à l'exécution des peines d'amendes édictées par le présent D. ne pourra être prononcé, en vertu du D. du 25-5-1914 portant application de la loi française du 26 mars 1891 dite « Loi Bérenger ».

Dans la liquidation des dépens devra être en outre compris le remboursement des frais de prélèvement et d'analyse engagés pour la recherche et la constatation de l'infraction et évalués forfaitairement à soixante francs par prélèvement effectué.

ARTICLE XVIII (3).

Les juridictions françaises de Notre Empire sont seules compétentes pour connaître des infractions aux dispositions du présent D. ou des arrêtés pris pour son exécution, dont la poursuite ou la répression seront assurées par les tribunaux de première instance qui statueront dans tous les cas en premier ressort.

TITRE III

ARTICLE XIX (4).

Les dénominations de vente appliquées aux produits ou denrées alimentaires doivent être établies de telle sorte qu'elles ne puissent en aucune

(1) D. du 9 mars 1928.

(2) D. du 9 mars 1928.

(3) D. du 9 mars 1928. Les attributions de compétence des tribunaux de première instance ont été successivement modifiées par le D. du 26 juillet 1930 (loi Dessein) et par le D. du 9 décembre 1938 (compétence nouvelle des juridictions chérifiennes).

(4) A. V. du 2 janvier 1915 précisant les conditions de présentation des produits à la vente, complété par D. du 9 mars 1928.

manière créer, dans l'esprit de l'acheteur, une confusion sur la nature, l'origine, la composition, la teneur en principes utiles, l'espèce, la quantité ou l'identité de ces produits ou denrées.

Les tribunaux en apprécieront l'exactitude en prenant pour base les définitions données soit par le présent D., soit par tous arrêtés que Notre Grand Vizir jugera utile de prendre sur la matière.

Dans les établissements où s'exerce le commerce de détail, les récipients ou emballages quels qu'ils soient contenant des produits ou des denrées alimentaires exposés en vue de la vente, devront être revêtus d'étiquettes ou d'inscriptions indiquant la nature et la qualité exactes du produit.

En outre, pour certaines denrées alimentaires et pour certains produits, des mesures spéciales pourront être édictées par A. V. pour l'étiquetage à l'importation.

ARTICLE XX (1).

Le lait est le produit de la traite complète et ininterrompue de femelles laitières saines et nourries normalement.

La dénomination de lait, sans autre indication, est réservée au lait de vache pur.

Pour tout autre lait, cette dénomination doit être accompagnée de l'indication bien apparente de l'espèce d'animaux d'où il provient.

Il doit être livré à la consommation sans addition ni retranchement.

ARTICLE XXI.

Le beurre est le produit obtenu par le barattage du lait ou de la crème provenant du lait, avec ou sans sel, avec ou sans colorant. Pourront seuls être employés les colorants inoffensifs dont l'usage est prévu par l'article 4 du présent D.

Le beurre doit contenir au plus 18 % d'eau.

ARTICLE XXII.

Le saindoux est le produit de la fusion des parties grasses du porc, sans addition quelconque.

L'humidité n'en doit pas dépasser 1 %.

ARTICLE XXIII.

Les margarines sont toutes les substances grasses alimentaires autres que le beurre et le saindoux, qui présentent l'aspect du beurre et sont préparées pour le même usage que le beurre. Il est interdit de faire entrer dans la composition de la margarine plus de 10 % de beurre ou de la colorer artificiellement.

ARTICLE XXIV.

Les graisses alimentaires ou graisses comestibles sont des mélanges ne comprenant que des graisses ou des huiles comestibles animales ou végétales.

(1) Cf. A. V. des 6 août 1926 et 6 février 1935, relatifs à la surveillance et à la réglementation du commerce des laits.

ARTICLE XXV.

L'huile d'olive est le produit extrait, par pression, du fruit de l'olivier.

ARTICLE XXVI.

La dénomination de vin est réservée à la boisson obtenue par la fermentation alcoolique du raisin frais ou du jus de raisin frais.

ARTICLE XXVII.

La bière est la boisson obtenue par la fermentation alcoolique d'un moût fabriqué avec du houblon et du malt d'orge pur ou associé à un poids au plus égal de malt provenant d'autres céréales, de matières amylacées, de sucre interverti ou de glucose.

Doit être désignée sous le nom de petite bière, la bière provenant d'un moût dont la densité est inférieure à 20B⁴.

ARTICLE XXVIII.

La dénomination de farine, accompagnée de l'indication de l'espèce de céréale ou de légumineuse d'où la farine provient, s'applique aux produits amylacés et glutineux provenant de la mouture fine des grains de céréales ou de légumineuses industriellement purs et nettoyés.

La dénomination de « farine » sans autre indication, est exclusivement réservée au produit de la mouture fine de l'amande du grain de blé, industriellement pur et nettoyé.

ARTICLE XXIX.

Le pain est constitué par une pâte préparée avec de la farine, de l'eau, du sel de cuisine, pétri, mis en fermentation par addition de levures alcooliques et, enfin, cuit au four.

La dénomination de « pain » sans autre indication, s'applique exclusivement au pain fabriqué avec de la farine de froment.

Pour tout autre pain, cette dénomination doit être accompagnée de l'indication bien apparente de l'espèce de céréale d'où provient la farine employée dans la fabrication.

ARTICLE XXX.

Les viandes frigorifiées ou congelées ne peuvent être mises en vente et vendues que revêtues d'une étiquette portant la mention « viande frigorifiée » ou « viande congelée ».

ARTICLE XXXI (1).

Le Laboratoire officiel de Chimie agricole et industrielle de Casablanca, annexé à la Direction générale de l'Agriculture, du Commerce et de la

(1) D. des 11 mars 1917, 16 mai 1917, 25 août 1917, 2 septembre 1924, 3 novembre 1924, 11 mars 1925, 9 août 1933, 25 septembre 1935.

Colonisation, est exclusivement chargé de l'analyse des denrées alimentaires et produits agricoles.

Une Commission permanente sera instituée par Notre Grand Vizir à l'effet d'examiner les questions d'ordre scientifique et technique que comportera l'application du présent D.

A titre exceptionnel, le Laboratoire de Chimie et l'Institut d'Hygiène du Maroc, à Rabat, dépendant de la Direction de la Santé et de l'Hygiène publiques, et le Laboratoire du Service de Santé militaire d'Oujda, sont seuls admis à procéder, le premier aux analyses des échantillons prélevés à l'importation par les Bureaux des Douanes de Rabat et de Port-Lyautey, le second aux analyses des échantillons prélevés à l'importation par les Bureaux des Douanes d'Oujda et du Maroc oriental. Ces analyses seront exécutées suivant les directives et instructions données par le Directeur du Laboratoire officiel de Chimie de Casablanca.

Les essais de semence, d'origine marocaine ou non, l'analyse de la valeur boulangère et semoulière des blés et la détermination des espèces végétales, seront effectuées par la Section centrale de Recherches agronomiques à Rabat.

ARTICLES XXXII A XXXXIV. — Abrogés par D. du 5 décembre 1928 (1).

ARTICLE XXXXV.

Il sera statué par arrêtés de Notre Grand Vizir sur toutes les mesures à prendre pour assurer l'exécution du présent D.

Fait à Rabat, le 14 octobre 1914
(23 kaada 1332)

Vu pour promulgation et mise à exécution.
Rabat, le 19 octobre 1914,

Le Commissaire Résident général,
LYAUTEY.

Arrêté Viziriel du 2 janvier 1915

(15 Safar 1333) (2)

précisant les conditions dans lesquelles les produits
doivent être présentés aux consommateurs et assurant la loyauté de la vente
dans le commerce des marchandises.

ARTICLE PREMIER.

Tout produit ni avarié ni additionné de substances étrangères à sa composition normale sera considéré comme *commercialement* pur lorsqu'il aura subi une ou plusieurs des manipulations autorisées qui l'auront débarrassé de la

(1) Cf. A. V. du 6 décembre 1928 sur la recherche et constatation des fraudes.

(2) B. O., n° 117 du 18 janvier 1915, modifié par A. V. du 3 mars 1928 (9 Ramadan 1348) ; B. O., n° 806 du 3 avril 1928, p. 935.

plus grande partie de ses impuretés naturelles et l'auront rendu loyal et marchand.

Les manipulations autorisées sont, soit facultatives, soit régulières. Elles feront l'objet d'arrêtés municipaux pour chaque catégorie de produits ou marchandises.

Les manipulations *régulières*, résultant d'usages commerciaux constants, pourront ne pas être indiquées à l'acheteur.

Les opérations *facultatives* devront dans tous les cas être mentionnées sur les étiquettes (ou autres annonces) en caractères typographiques apparents, sans abréviation, avec toutes les indications nécessaires pour assurer la loyauté de la vente.

ARTICLE II (1).

Les inscriptions portées sur les étiquettes ou toutes autres indications faisant connaître la nature et la qualité exactes du produit ou de la marchandise, seront apposées en caractères très apparents et de dimensions au moins égales à celles des autres indications portées sur les étiquettes.

Toutefois, lorsque la marque ou le nom du fabricant constituent par eux-mêmes la désignation propre d'un produit, cette marque ou ce nom pourront figurer en caractères plus apparents que les autres mentions portées sur l'étiquette, à la condition qu'aucune confusion ne puisse en résulter dans l'esprit de l'acheteur.

ARTICLE III.

L'emploi de toute indication ou de signes susceptibles de créer dans l'esprit de l'acheteur une confusion sur la nature ou le lieu de fabrication du produit ou de la marchandise lorsque, d'après la convention ou les usages, la désignation de ce lieu de fabrication devra être considérée comme la cause principale de la vente, est interdit en toutes circonstances et sous quelque forme que ce soit, notamment : sur les récipients ou emballages, sur les étiquettes, capsules, bouchons, cachet ou tout autre appareil de fermeture, sur les papiers de commerce, factures, catalogues, prospectus, prix courants, enseignes, affiches, tableaux-réclames, annonces ou tout autre moyen de publicité.

ARTICLE IV.

Les produits dont la désignation est suivie des mots « de fantaisie » peuvent être vendus sans autre indication. Les mots « de fantaisie » devront être en caractères typographiques de même dimension que ceux indiquant le nom du produit et sans abréviation.

ARTICLE V.

Lorsque la marchandise ou le produit mis en vente sera présenté à l'acheteur en paquets préparés à l'avance ou en emballages d'origine, les paquets ou emballages devront porter la mention, en caractères apparents, du poids net de la marchandise ou du produit.

(1) Texte primitif modifié par A. V. du 3 avril 1928.

Un délai de trois mois pour se conformer à cette dernière prescription est accordé aux intéressés à dater de la promulgation du présent arrêté.

ARTICLE VI.

Tout détenteur, en vue de la vente d'un produit ou d'une marchandise qui ne répondra pas aux définitions adoptées ou aux prescriptions ci-dessus, qui aura subi des manipulations non autorisées ou qui aura été additionné soit de substances dont l'emploi est toléré, soit, au delà des limites fixées, de substances dont l'emploi est toléré, sera considéré comme contrevenant aux dispositions du D. du 14 octobre 1914.

Arrêté Viziriel du 6 décembre 1928

**relatif à l'application du Dahir du 14 octobre 1914
(23 Kaada 1332) sur la Répression des fraudes (1).**

TITRE I

Recherches et constatations des fraudes.

ARTICLE PREMIER.

Les infractions au D. susvisé du 14 octobre 1914 (23 Kaada 1332) sont recherchées et constatées conformément aux dispositions du présent arrêté.

Ces dispositions ne font pas obstacle à ce que la preuve des dites infractions puisse être établie par toutes voies du droit commun.

ARTICLE II.

Les recherches, constatations et diverses opérations afférentes à la répression des fraudes sont centralisées à la Direction générale de l'Agriculture et de la Colonisation (Bureau de la Répression des fraudes).

ARTICLE III (2).

Sont qualifiés pour procéder aux recherches, opérer des prélèvements et, s'il y a lieu, effectuer des saisies :

Les inspecteurs principaux et inspecteurs de la Répression des fraudes :

Les vétérinaires inspecteurs de l'élevage ;

Les commissaires de police ;

Les commissaires de la police spéciale et des ports ;

Les inspecteurs-chefs de sûreté régionale ;

(1) B. O., n° 849 du 29 janvier 1929.

(2) Modifié par A. V. du 5 juin 1933 (11 Safar 1352) ; B. O., n° 1079 du 30 juin 1933, p. 591 ; erratum B. O., n° 1080 du 7 juillet 1933, p. 624.

Les chefs de brigade de gendarmerie ;

Les agents des Douanes et Régies et les agents des poids et mesures agissant à l'occasion de leurs fonctions ;

Les agents spécialement agréés par arrêtés du Directeur général de l'Agriculture et de la Colonisation (1).

ARTICLE IV.

Les fonctionnaires et agents énumérés à l'article ci-dessus peuvent librement procéder aux opérations qui leur incombent en vertu du présent arrêté, dans les magasins, boutiques, maisons ou voitures servant au commerce, dans les ateliers, chais, étables, lieux de fabrication contenant des produits destinés à la vente, ainsi que dans les entrepôts, les abattoirs et leurs dépendances, dans les gares ou ports de départ ou d'arrivée, dans les halles, foires et marchés.

ARTICLE V.

Les agents de la force publique sont tenus, en cas de nécessité, de prêter main-forte pour les prélèvements ou saisies aux agents qualifiés à cet effet.

Les entrepreneurs de transports sont tenus de n'apporter aucun obstacle aux réquisitions pour prises d'échantillons ou pour saisies et de représenter les titres de mouvement, lettres de voitures, récépissés, connaissements et déclarations dont ils sont détenteurs.

TITRE II

Première section.

Saisies.

ARTICLE VI.

Les agents témoins d'un flagrant délit de falsification, de fraude ou de la mise en vente de produits corrompus ou toxiques, sont tenus d'en faire la constatation immédiate. Leur procès-verbal est dressé à cet effet et l'agent verbalisateur y consigne avec les mentions prévues à l'article 9 toutes les circonstances de nature à établir devant l'autorité judiciaire la valeur des constatations faites.

Ce procès-verbal est envoyé par l'agent dans les vingt-quatre heures au Procureur commissaire du Gouvernement. Copie du dit acte est transmise au Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation.

ARTICLE VII.

Les produits saisis sont placés sous scellés et envoyés au Procureur commissaire du Gouvernement en même temps que le procès-verbal. Si leur

(1) Ont été successivement agréés, les agents des régies municipales ; les vérificateurs de droits de portes ; les directeurs des bureaux municipaux d'hygiène, les inspecteurs principaux et inspecteurs des Douanes et Régies, et les agents chargés de la surveillance des ateliers publics de distillation (l'arrêté du Directeur des Finances du 23 octobre 1926 restreint leur compétence à la recherche des boissons et spiritueux) ; les intendants militaires ; les gestionnaires des hôpitaux militaires.

envoi immédiat est impossible, ils sont laissés en dépôt à l'intéressé, ou, sur son refus, dans un lieu choisi par l'agent verbalisateur.

S'il s'agit de produits reconnus corrompus ou toxiques, l'agent peut procéder à leur destruction, à leur stérilisation ou à leur dénaturation. Ces opérations sont relatées ou justifiées dans le procès-verbal.

Deuxième section.

Prélèvements d'échantillons.

ARTICLE VIII.

Tout prélèvement comporte quatre échantillons, autant que possible identiques et représentant la composition moyenne de la marchandise sur laquelle porte l'opération.

ARTICLE IX.

Tout prélèvement donne lieu séance tenante à la rédaction sur papier libre d'un procès-verbal qui doit porter les mentions suivantes :

- 1° les nom, prénoms, qualité et résidence de l'agent verbalisateur ;
- 2° la date, l'heure et le lieu où le prélèvement a été effectué ;
- 3° les nom, prénoms et profession, domicile ou résidence de la personne chez laquelle le prélèvement a été opéré. Si le prélèvement a lieu en cours de route, les nom et domicile des personnes figurant sur les lettres de voiture ou connaissements comme expéditeurs et destinataires ;
- 4° la signature de l'agent verbalisateur.

Le procès-verbal doit, en outre, contenir un exposé succinct des circonstances dans lesquelles le prélèvement a été effectué, relater les marques et étiquettes apposées sur les enveloppes ou récipients, l'importance du lot de marchandises échantillonnées ainsi que toutes les indications jugées utiles pour établir l'authenticité des échantillons prélevés, l'identité de la marchandise et la dénomination exacte sous laquelle cette dernière était détenue ou mise en vente.

Le propriétaire ou détenteur de la marchandise ou, le cas échéant, le représentant de l'entreprise de transport peut, en outre, faire insérer au procès-verbal toutes les déclarations qu'il juge utiles. Il est invité à signer le procès-verbal ; en cas de refus, mention est faite par l'agent verbalisateur.

ARTICLE X.

Tout échantillon prélevé est mis sous scellés : ces scellés sont appliqués sur une étiquette composée de deux parties pouvant se séparer, et être ultérieurement rapprochées, savoir :

- 1° un talon qui ne sera enlevé que par le chimiste au Laboratoire, après vérification du scellé. Ce talon doit porter les indications suivantes : dénomination sous laquelle le produit est mis en vente, date du prélèvement et numéro sous lequel les échantillons sont enregistrés ;
- 2° un volant qui porte, avec le numéro d'enregistrement, les nom et

adresse du propriétaire ou détenteur de la marchandise, ou, en cas de prélèvement en cours de route, ceux des expéditeurs et destinataires.

Ce volant est signé par l'auteur du procès-verbal.

ARTICLE XI.

Aussitôt après avoir scellé les échantillons, l'agent verbalisateur, s'il est en présence du propriétaire ou détenteur de la marchandise, doit le mettre en demeure de déclarer la valeur des échantillons prélevés. Le procès-verbal mentionne cette mise en demeure et la réponse qui a été faite. Dans le cas où l'agent verbalisateur estime que la valeur déclarée est exagérée, il mentionne au procès-verbal son appréciation en vue de la détermination de la valeur réelle par le Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation.

Un récépissé détaché d'un livre à souche est remis au propriétaire ou détenteur de la marchandise ; il est fait mention de la valeur déclarée et, dans le cas prévu à l'alinéa ci-dessus, de l'estimation faite par l'agent.

En cas de prélèvement en cours de route, le représentant de l'entreprise de transport reçoit, pour sa décharge, un récépissé indiquant la nature et la quantité de marchandises prélevées.

ARTICLE XII.

L'un des échantillons est laissé au propriétaire ou détenteur du produit.

Si l'intéressé refuse de conserver le dit échantillon en dépôt, mention de ce refus est faite au procès-verbal.

Sous aucun prétexte l'intéressé ne doit modifier l'état de l'échantillon qui lui est confié. Les mesures de garanties qui pourront être imposées à cet égard seront prévues par arrêté du Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation.

ARTICLE XIII (1).

Le procès-verbal et les échantillons, à l'exception de celui que l'intéressé a pu conserver en dépôt, sont envoyés dans les vingt-quatre heures par l'agent verbalisateur au Bureau central de la Répression des fraudes, à la Direction générale de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation.

Ce Bureau enregistre le dépôt et le procès-verbal, inscrit le numéro d'entrée sur les deux parties de l'étiquette que porte chaque échantillon et, dans les vingt-quatre heures, transmet l'un de ces échantillons au Laboratoire officiel de Chimie de Casablanca.

Le talon seul suit l'échantillon au Laboratoire. Le volant, préalablement détaché, est annexé au procès-verbal. Les autres échantillons sont conservés au Bureau central de la Répression des fraudes.

Toutefois, si la nature des denrées ou produits exige des mesures spéciales de conservation, les échantillons sont envoyés dans le plus bref délai et à la diligence de l'agent verbalisateur au Laboratoire, où ces mesures sont

(1) Modifié par A. V. du 12 janvier 1932. B. O., n° 1006 du 5 février 1932, p. 143.

prises. Dans ce cas, tous les volants sont détachés des talons et adressés au Bureau central de la Répression des fraudes, annexés au procès-verbal qui mentionne ce fait.

ARTICLE XIV.

Lorsqu'en raison de la trop faible quantité du produit le prélèvement en quatre échantillons est impossible, l'agent peut opérer son prélèvement en deux ou trois échantillons, l'un destiné au Laboratoire chargé de l'analyse, l'autre ou les autres déposés au Greffe du Tribunal.

Si la quantité du produit prélevé est trop faible pour constituer deux échantillons, l'agent place sous scellés, en un échantillon unique, la totalité du produit qu'il adresse immédiatement avec son procès-verbal et toutes pièces utiles au Procureur Commissaire du Gouvernement.

Copie du procès-verbal est adressée au Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation.

ARTICLE XV.

Lorsqu'un produit est rapidement altérable et qu'il ne peut faire, en raison de sa nature, l'objet d'un prélèvement de quatre échantillons homogènes, tout ou partie du produit est placé sous scellés.

Un récépissé remis à l'intéressé, dans les conditions prévues à l'article XI, mentionne la valeur ou la quantité du produit rendu inutilisable.

Le produit placé sous scellés est déposé par l'agent dans un lieu propre à en assurer autant que possible la conservation.

Il peut être laissé à la garde de l'intéressé.

L'agent verbalisateur consigne dans un procès-verbal toutes les circonstances de nature à justifier l'ouverture d'une information judiciaire. Ce procès-verbal est transmis sans délai au Procureur Commissaire du Gouvernement, qui statue.

TITRE III

Analyse des échantillons prélevés.

ARTICLE XVI.

Des arrêtés du Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation déterminent le ressort des Laboratoires admis à procéder à l'analyse des échantillons.

ARTICLE XVII.

Pour l'examen des échantillons, le Laboratoire officiel et les divers Laboratoires admis à procéder aux analyses emploient sauf le cas d'impossibilité matérielle qui devra être mentionné sur le bulletin d'analyse, des méthodes identiques.

Ces méthodes sont déterminées par arrêté du Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation.

Ces analyses sont à la fois d'ordre qualitatif et quantitatif.

ARTICLE XVIII.

Le Laboratoire qui a reçu pour analyse un échantillon dresse, dans les huit jours de la réception un rapport où sont consignés les résultats de l'examen et des analyses auxquelles cet échantillon a donné lieu.

Ce rapport est adressé au Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation.

ARTICLE XIX.

Si le rapport du Laboratoire ne conclut pas à une fraude ou à une présomption de fraude ou de falsification, le Service administratif en avise sans délai l'intéressé.

Dans ce cas, si le remboursement des échantillons est demandé, il s'effectue d'après leur valeur réelle au jour du prélèvement, aux frais de l'Etat, au moyen d'un mandat délivré par le Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation, sur présentation du récépissé prévu à l'article XI.

ARTICLE XX.

Dans le cas où le rapport du Laboratoire conclut à une fraude ou à une présomption de fraude ou de falsification, le Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation transmet ce rapport et le procès-verbal au Procureur Commissaire du Gouvernement ainsi que les échantillons déposés dans les locaux prévus à l'article XIII.

Toutefois, quand l'analyse a été effectuée dans un des Laboratoires du Service de santé qualifiés à titre exceptionnel par l'article 31 du D. du 14 octobre 1914 (23 Kaada 1332), le Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation peut, s'il le juge utile, la faire compléter, ou en faire préciser un ou plusieurs points par une contre-analyse effectuée par le Laboratoire officiel de Chimie de Casablanca.

Dans ce cas, un des échantillons déposés, comme il est dit à l'article XIII est, sur sa demande, adressé sans délai au dit Laboratoire officiel par les soins du Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation, ou, si les échantillons étaient déposés au Greffe, par le Secrétaire greffier en chef du Tribunal.

Le rapport de contre-analyse du Laboratoire officiel de Chimie de Casablanca se substituera de plein droit dans ses résultats ou ses conclusions à celui de l'analyse.

ARTICLE XXI.

Par exception, et lorsqu'il s'agit de marchandises arrêtées à l'importation, le Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation en avisera sans délai le signataire de la déclaration en douane qui peut lui demander, s'il conteste les conclusions du Laboratoire, une seconde analyse.

Cet avis et la demande d'une deuxième analyse doivent être signifiés par lettre recommandée. Un délai de huit jours, à compter de la réception de l'avis, est accordé à l'intéressé pour présenter sa demande.

Le Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation

comme pour la seconde analyse un Laboratoire choisi sur la liste prévue à l'article 20 du présent arrêté et il en prévient immédiatement l'intéressé ; il avise, d'autre part, s'il y a lieu, le Secrétaire greffier dépositaire des échantillons d'avoir à en expédier un au Laboratoire désigné.

L'action publique est alors suspendue jusqu'à ce que ce rapport ait été adressé au Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation.

Tous mémoires, documents et notes d'ordre technique que l'intéressé jugera être de nature à éclairer les conclusions de cette deuxième analyse, ne pourront être transmis au Laboratoire désigné, que par l'intermédiaire du Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation.

Si l'intéressé n'a pas, dans le délai de huit jours, sollicité une seconde analyse, ou si le rapport de seconde analyse constate également l'infraction, le Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation transmet sans délai le ou les rapports, s'il y a lieu, à l'autorité judiciaire, à toutes fins de droit, l'établissement de la déclaration en douane étant considéré comme une tentative d'importation.

Pour le paiement des frais supplémentaires de magasinage de la marchandise, d'envoi des échantillons en France et de seconde analyse, l'importateur verse une provision au Laboratoire officiel. Les frais sont imputés sur cette provision si les deux analyses sont concordantes ; si la seconde analyse infirme des conclusions de la première, la provision est restituée à l'importateur.

Il n'est rien innové quant à la procédure suivie par l'Administration des Douanes, pour la constatation et la poursuite des faits constituant à la fois une contravention fiscale et une infraction aux prescriptions du présent arrêté.

ARTICLE XXII.

Le Procureur Commissaire du Gouvernement, s'il estime, à la suite du procès-verbal de l'agent verbalisateur ou du rapport du Laboratoire et, au besoin, après enquête préalable, qu'une poursuite doit être engagée ou une information ouverte, saisit, suivant le cas, le tribunal ou le juge d'instruction.

ARTICLE XXIII (1).

Lorsque les conclusions du ou des rapports d'analyse sont contestées soit à l'audience, soit en cours d'instruction, et que le prévenu demande qu'elles soient soumises à une expertise, le tribunal ou le juge d'instruction ordonne qu'il y soit procédé.

Cette expertise est obligatoirement confiée à l'un des Laboratoires officiels figurant sur la liste dressée annuellement pour chaque catégorie de produits par arrêté du Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation.

(1) Modifié par A. V. du 2 mars 1931 (*B. O. M.* du 3 avril 1931, p. 418).

ARTICLE XXIV.

L'expert sera mis en possession d'un échantillon. Il recevra la communication des procès-verbaux de prélèvement ; les parties pourront, sous délai de quinzaine à peine de forclusion, déposer entre les mains du juge les notes, mémoires ou documents qu'elles jugeront de nature à éclairer les conclusions de l'expert.

Tous ces renseignements ne pourront être que d'ordre technique et devront être transmis à l'expert par le juge qui aura ordonné la contre-expertise.

L'expert pourra provoquer des parties par l'intermédiaire du juge, tous éclaircissements de nature à fixer sa religion. Il sera tenu de ne faire état que des communications reçues par la voie du juge.

Toute tentative pour fausser les conclusions de la contre-expertise sera considérée comme un aveu de falsification.

ARTICLE XXV.

Le rapport de contre-expertise est adressé directement à l'autorité judiciaire dans le délai fixé par le juge ; dans le cas où ses conclusions infirmeraient celles de la première analyse et entraîneraient l'abandon des poursuites, les frais de la contre-expertise seront à la charge du Gouvernement et la valeur des échantillons sera remboursée à l'intéressé sur sa demande.

ARTICLE XXVI.

Dans le cas prévu à l'article XIV, paragraphe 2, le Procureur Commissaire du Gouvernement notifiera à l'intéressé que l'échantillon unique va être soumis à l'expertise et l'informerà du nom de l'expert choisi.

La personne mise en cause aura cinq jours francs pour adresser au Parquet ses observations et documents d'ordre technique pouvant éclairer l'expertise.

ARTICLE XXVII.

En cas de non-lieu ou d'acquiescement, le remboursement de la valeur des échantillons s'effectue dans les conditions prévues à l'article XVIII ci-dessus, sauf quand il est constaté par l'ordonnance de non-lieu ou par le jugement d'acquiescement que le produit était falsifié, corrompu ou toxique.

ARTICLE XXVIII.

Toutes dispositions contraires au présent arrêté sont abrogées.

